

COLLECTION
Géographie
CONTEMPORAINE

La géographie en action

Une collaboration
entre la science et le politique

Sous la direction de
ÉDITH MUKAKAYUMBA et JULES LAMARRE



Presses de l'Université du Québec

La collection Géographie contemporaine change d'image. Le souci de renouveau de la direction des Presses de l'Université du Québec et l'attachement aux traditions du directeur de la collection ont abouti à un compromis qui rend la collection plus attrayante tout en affirmant la continuité avec sa mission, soit celle de diffuser des travaux de nature scientifique ou pédagogique qui permettent d'enrichir la réflexion géographique. Ce changement est l'occasion d'un rapide bilan. Cette collection qui, au départ, voulait remplir un vide s'est avérée féconde. Depuis 1998, plus de vingt titres ont été publiés, plusieurs ayant donné lieu à des rééditions. Analysant le monde à toutes ses échelles, du mondial au local, des travaux de chercheurs du Québec et d'ailleurs ont interrogé le territoire et les possibilités qu'il offre dans un contexte qui requiert la révision des choix de développement de nos sociétés. La collection devient ainsi ce qu'elle cherchait à être, soit une tribune en langue française pour l'analyse des territoires. La nouvelle image, plus accessible, réaffirme cet objectif. Le monde, dans sa globalité, est impensable sans des repères territoriaux qu'il importe de rendre visibles. Sans ces repères, les liens sociaux sont impossibles, la préoccupation pour le bien commun disparaît et seul l'individualisme a droit de cité. Les repères territoriaux sont nécessaires pour un développement respectueux des générations futures, certes, mais aussi des collectivités qui nous entourent et avec lesquelles nous partageons la planète. C'est ce que l'éducation géographique des citoyens rend possible et c'est le défi qui a guidé et qui continuera de guider les travaux de la collection Géographie contemporaine.

Juan-Luis Klein
Directeur de la collection

La géographie en action

Membre de
L'ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉDITEURS
DE LIVRES

Presses de l'Université du Québec

Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450, Québec (Québec) G1V 2M2

Téléphone: 418 657-4399

Télécopieur: 418 657-2096

Courriel: puq@puq.ca

Internet: www.puq.ca

Diffusion/Distribution:

CANADA Prologue inc., 1650, boulevard Lionel-Bertrand, Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Tél.: 450 434-0306 / 1 800 363-2864

FRANCE AFPU-D – Association française des Presses d'université
Sodis, 128, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77403 Lagny, France – Tél.: 01 60 07 82 99

BELGIQUE Patrimoine SPRL, avenue Milcamps 119, 1030 Bruxelles, Belgique – Tél.: 02 736 68 47

SUISSE Servidis SA, Chemin des Chalets 7, 1279 Chavannes-de-Bogis, Suisse – Tél.: 022 960.95.32



La Loi sur le droit d'auteur interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

La géographie en action

Une collaboration
entre la science et le politique

Sous la direction de
ÉDITH MUKAKAYUMBA et JULES LAMARRE



Presses de l'Université du Québec

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Vedette principale au titre :

La géographie en action : une collaboration entre la science et le politique
(Géographie contemporaine)

Comprend des références bibliographiques.

ISBN 978-2-7605-4250-1

I. Géographie. I. Mukakayumba, Édith, 1951- . II. Lamarre, Jules.
III. Collection : Géographie contemporaine.

G70.G46 2015 910'.01 C2014-942814-6

Les Presses de l'Université du Québec
reconnait l'aide financière du gouvernement du Canada
par l'entremise du Fonds du livre du Canada
et du Conseil des Arts du Canada pour leurs activités d'édition.

Elles remercient également la Société de développement
des entreprises culturelles (SODEC) pour son soutien financier.

Conception graphique

Richard Hodgson

Image de couverture

iStock

Mise en pages

Interscript

Dépôt légal : 2^e trimestre 2015

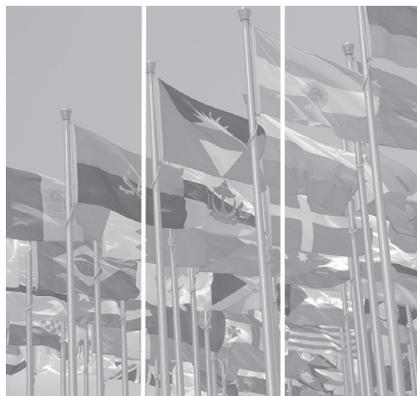
- › Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- › Bibliothèque et Archives Canada

©2015 – Presses de l'Université du Québec

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

Imprimé au Canada

Table des matières



Liste des figures et tableaux	XIII
Introduction – L’APPROCHE GLOBALE ET LE PROJET D’UNE ANNÉE INTERNATIONALE POUR UNE COMPRÉHENSION GLOBALE DU MONDE	1
<i>Édith Mukakayumba et Jules Lamarre</i>	
La promotion de l’approche globale en géographie	1
Qu’est-ce que l’IYGU?	4
Pour une géographie en action	6
L’utilité de l’approche globale en géographie.	6
L’approche globale et les organisations internationales.	8
La mise en œuvre de l’approche globale	9
Bibliographie	11
Partie 1 – L’UTILITÉ DE L’APPROCHE GLOBALE EN GÉOGRAPHIE	13
<i>Édith Mukakayumba et Jules Lamarre</i>	
Chapitre 1 – L’APPROCHE GLOBALE EN GÉOGRAPHIE: DE QUOI PARLE-T-ON AU JUSTE?	17
<i>Laurent Deshaies</i>	
1.1. La problématique et la description de la démarche de recherche . . .	18

1.1.1. La diversité des perspectives sous-jacentes à l'approche globale en géographie	18
1.1.2. La démarche et le questionnement de la recherche	19
1.2. L'évolution de l'approche globale en géographie.	21
1.2.1. La géographie traditionnelle	21
1.2.2. L'analyse spatiale en géographie	23
1.2.3. Une géographie de la complexité: l'analyse sociale	25
1.3. Vers une vision globale de la société par la géographie.	26
1.3.1. Les conditions de définition d'un concept intégrateur.	27
1.3.2. L'analyse critique de quelques concepts intégrateurs	27
1.3.3. Les concepts de lieu et de territoire: deux avenues intéressantes	30
1.4. L'approche globale est-elle possible en géographie?	31
1.4.1. Le questionnement autour d'une approche globale	32
1.4.2. Les approches globales possibles en géographie et en sciences sociales	33
1.4.3. Et la compréhension globale du monde?	36
En guise de conclusion	37
Bibliographie	38
 Chapitre 2 – LA RÉGION COMME REMPART CONTRE L'HOMOGENÉISATION DU MONDE	 41
<i>Christian Morissonneau</i>	
2.1. De l'espace au territoire	42
2.2. L'espace et le sens	45
2.3. La région frontière ou le front pionnier.	46
2.4. Les frontières menacées.	47
2.5. Le déficit du politique et l'enflure de l'économisme et du système technicien	49
Conclusion	52
Bibliographie	53
 Chapitre 3 – L'INTERFACE HUMANITÉ/ESPACES TERRESTRES: UN OUTIL POUR UNE GÉOGRAPHIE GLOBALE?	 55
<i>Yannick Brun-Picard</i>	
3.1. Une structure méthodologique adaptative	57
3.2. Des fondements théoriques annonciateurs	59
3.3. Des constatations des plus critiques	61
3.4. L'objet pour structurer l'outil	63
3.5. Vers une théorisation.	66
3.6. Les perspectives	68
Conclusion	70
Bibliographie	71

Partie 2 – L’APPROCHE GLOBALE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.	73
<i>Édith Mukakayumba et Jules Lamarre</i>	
Chapitre 4 – VERS UNE COMPRÉHENSION GLOBALE DES PROBLÈMES GÉOGRAPHIQUES: UN PROJET DE L’UNION GÉOGRAPHIQUE INTERNATIONALE	77
<i>Ronald F. Abler</i>	
4.1. La nécessité d’une année internationale de la compréhension globale du monde	77
4.2. Les perspectives intellectuelles contemporaines	79
4.3. Une perspective essentielle	79
4.4. Les interfaces clés et les niveaux d’action.	81
4.5. Le statut actuel de l’YIGU	82
Chapitre 5 – À LA RENCONTRE DU POLITIQUE: LE LEADERSHIP D’UN PAYS AFRICAIN	85
<i>Édith Mukakayumba</i>	
5.1. La conquête de l’UGI et du Rwanda: les phases préparatoires.	88
5.1.1. La constitution d’un capital social de base	88
5.1.2. D’un capital social ancré dans le local à son extension à l’échelle globale	92
5.1.3. La longue marche vers le Rwanda	95
5.1.4. Un dénouement tout à fait inattendu.	98
5.1.5. Les effets du virage à 180 degrés: les ratés du colloque <i>Mieux comprendre le monde pour mieux décider</i>	100
5.2. Le Rwanda dans le projet de l’YIGU: leader politique ou simple tâcheron?	102
5.2.1. La place du Rwanda dans le projet de l’YIGU: à la marge des marges	104
5.2.2. La foi qui déplace des montagnes	108
5.3. La synthèse de deux mondes à même la territorialité rwandaise	110
Bibliographie	112
Chapitre 6 – LE PROGRAMME FUTURE EARTH: UN PARTENARIAT SCIENTIFIQUE EN VUE D’UNE COMPRÉHENSION GLOBALE DU MONDE	113
<i>Gordon McBean</i>	
6.1. La science comme moyen d’atteindre une compréhension globale du monde	114
6.2. Une commission mondiale sur l’environnement et le développement	115
6.3. Le développement des politiques environnementales internationales.	117
6.4. La conférence de Rio	118

6.5. La poursuite de l'objectif en 2012 et 2013	122
6.6. L'état de la planète Terre	123
6.7. Le conseil international pour la science	123
6.8. Les programmes de recherche dans le domaine des changements environnementaux globaux	125
6.9. Future Earth: la recherche pour un développement durable.	126
6.10. La recherche sur les catastrophes et la réduction des risques.	130
6.11. L'Année internationale pour une compréhension globale du monde	131
6.12. La durabilité et la compréhension globale du monde: l'IYGU et Future Earth	131
Liste des acronymes	132
Bibliographie	133
Chapitre 7 – DU QUOTIDIEN AU PLANÉTAIRE: COMMENT LES RELIER?	137
<i>Jules Lamarre</i>	
7.1. Pourquoi une année internationale de la compréhension globale du monde?	140
7.1.1. Les changements climatiques et le discours en porte-à-faux	140
7.1.2. Les changements sociaux et d'autres discours en porte-à-faux	141
7.1.3. L'émancipation des sociétés	143
7.2. La mise en œuvre de l'IYGU	145
7.2.1. Les défis à relever	146
7.2.2. Le rôle des scientifiques du projet	147
7.2.3. L'approche globale et la transdisciplinarité.	149
7.3. Une nécessaire émancipation collective	152
7.3.1. Vers une société des individus	153
7.3.2. Le retour de la théorie critique	154
7.3.3. Le vrai drame	155
Conclusion: le retour du citoyen	156
Bibliographie	157
Partie 3 – LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE GLOBALE	159
<i>Édith Mukakayumba et Jules Lamarre</i>	
Chapitre 8 – LA RECHERCHE D'UN PARTENARIAT GLOBAL-LOCAL DE CONSOLIDATION DE LA PAIX: COMPRENDRE LA ZONE GRISE.	163
<i>Geneviève Parent</i>	
8.1. Le « citoyen local » et le « traumatisme »	165
8.1.1. Les élites politiques locales représentent-elles la population locale?	165
8.1.2. Le trauma, invalidant en théorie et en pratique.	167

8.2. L'autonomisation et la guérison: la prise en compte de la temporalité et du contexte	169
Conclusion	172
Bibliographie	173
Chapitre 9 – LA GÉOGRAPHIE GLOBALE POUR S'APPROPRIER L'INTERFACE DE CONFLICTUALITÉ	177
<i>Yannick Brun-Picard</i>	
9.1. Une trame méthodologique	178
9.2. Des fondements théoriques prégnants	182
9.3. La nature des conflictualités	183
9.4. Des mécanismes propres	184
9.5. Des enseignements au sujet des conflictualités en géographie globale	186
9.6. La structuration d'une théorisation	189
9.7. Les perspectives de mise en œuvre	191
Conclusion	193
Bibliographie	194
Chapitre 10 – UNE OPTION FACE À L'ÉCHEC NÉOLIBÉRAL: LA PLACE DES VILLES DITES DE LA TROISIÈME VAGUE	197
<i>Allen J. Scott</i>	
10.1. Un préambule: la ville en tant que phénomène social dans le contexte capitaliste	197
10.2. Le capitalisme et l'urbanisation: trois vagues?	198
10.3. L'économie et l'urbanisation dans la troisième vague	202
10.3.1. Des vents économiques changeants	202
10.3.2. Les réponses économiques urbaines	205
10.4. La géographie et les marchés locaux du travail dans les villes de la troisième vague	209
10.4.1. La restratification de la société urbaine	209
10.4.2. La recomposition de l'espace social urbain	211
10.5. Le milieu urbain et la forme bâtie	214
10.6. La ville et le monde	217
10.6.1. L'urbanisation dans la nouvelle économie mondiale	217
10.6.2. Les villes-régions: les réponses institutionnelles	218
10.7. Un post-scriptum	221
Bibliographie	222
Conclusion – LE PLUS GRAND DÉFI À RELEVER: CONNECTER LE SCIENTIFIQUE ET LE POLITIQUE	231
<i>Édith Mukakayumba et Jules Lamarre</i>	
<i>La nef des fous</i>	<i>231</i>
<i>Peut-on réellement connecter le scientifique et le politique?</i>	<i>233</i>

Le problème.	234
La connexion du scientifique et du politique: l'échec de l'option rwandaise.	235
Et si la reconstruction de communautés viables était un préalable à la réussite d'un projet comme celui de l'YIGU?	238
Des forces parallèles sur lesquelles s'appuyer	239
La nature a horreur du vide!	242
Bibliographie	243
Les auteurs	245

Liste des figures et tableaux

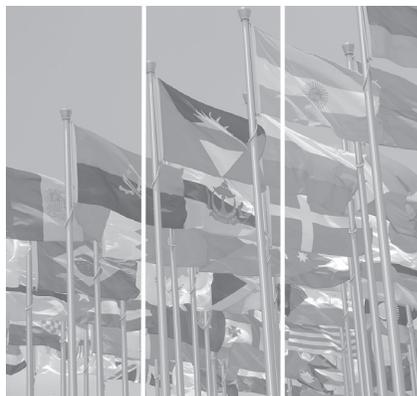


Figure 1.1.	Éléments contextuels de la problématique	20
Figure 3.1.	Articulation sémiotique	58
Figure 3.2.	Constatations critiques	62
Figure 3.3.	Structuration de l'outil par l'objet	65
Figure 3.4.	Théorisation de la pratique	66
Figure 3.5.	Perspectives envisageables	69
Figure 9.1.	Articulation sémiotique	180
Figure 9.2.	Nature d'une interface	181
Figure 9.3.	Articulation des fondements théoriques	182
Figure 9.4.	Nature des conflictualités	184
Figure 9.5.	Mécanismes propres aux conflictualités.	186
Figure 9.6.	Enseignements des conflictualités	187
Figure 9.7.	Structuration de la théorisation	190
Figure 9.8.	Expression du visible	191
Figure 9.9.	Obtention de réponses pragmatiques et efficaces.	192

Tableau 1.1.	Nature de l'objet disciplinaire et de l'approche globale en géographie dans une perspective historique (1900-1975)	24
Tableau 1.2.	Essai de classification de quelques approches et visions globales en sciences sociales	34
Tableau 5.1.	Comités du projet de l'YGU.	106
Tableau 9.1.	Grille d'analyse du phénomène	181
Tableau 10.1.	75 <i>Worldwide Centers of Commerce</i> selon la définition de Mastercard Worldwide (2008)	201

Introduction



L'approche globale et le projet d'une année internationale pour une compréhension globale du monde

Édith Mukakayumba et Jules Lamarre

La promotion de l'approche globale en géographie

Ce livre est un aboutissement. Il a été rendu possible grâce à une succession de circonstances favorables, parfois inattendues, qui depuis 2008 ont jalonné le parcours d'une lutte que nous menons ensemble pour revaloriser l'approche globale en géographie, de même que la géographie en tant que discipline à part entière de la connaissance. Il nous est apparu que, depuis plusieurs années déjà, la géographie en tant que telle intéressait moins les professeurs des départements de géographie d'ici et d'ailleurs qui préféreraient s'afficher désormais non plus comme géographes, mais davantage comme des experts en aménagement, en dendrochronologie, en télédétection, en géomatique, etc. (Waddell, 2012). Les professeurs des départements de géographie québécois, en particulier, communiqueraient

à leurs étudiants plus de savoirs spécialisés, ce qui ne manquerait pas de pertinence de nos jours. Toutefois, ces professeurs ne chercheraient plus à rendre compte, en recourant à une vision d'ensemble, de ce qui confère une vie propre aux régions et aux territoires, notamment, pour en instruire leurs étudiants et en informer les populations en général. Ainsi, rares sont les professeurs des départements de géographie d'ici qui peuvent encore aider leurs étudiants à saisir les tenants et les aboutissants de tous ces drames humains qui se déroulent au Proche-Orient, en Ukraine, au Venezuela ou même au Québec (De Koninck, 2012 ; Dorion, 2012 ; Morissonneau, 2012). Dans les médias, ce sont désormais des spécialistes des sciences politiques qui s'en chargeraient, cartes à l'appui. Mais où donc sont passés les géographes ?

La bonne nouvelle, c'est que la géographie, ou plus précisément la manière de penser géographiquement, ne peut disparaître. Ainsi, si les politologues peuvent remplacer les géographes au pied levé, les militaires, eux, font tout le temps de la géographie, à peu près toujours sans le savoir¹, tout comme les pouvoirs publics, les gens d'affaires, les transnationales, les diverses mafias, ainsi que tout le monde au quotidien. En fait, les territoires qu'animent les populations sont et demeureront toujours le résultat d'équilibres en constante transformation parce qu'ils se situent au cœur d'écheveaux de relations et de processus qu'ils subissent et conditionnent à la fois. Ils découlent de processus complexes qui agissent et interagissent à toutes les échelles géographiques et entre celles-ci, et dont les géographes peuvent rendre compte. Ils sont tout particulièrement chargés d'enjeux politiques (Lefebvre, 1974), notamment, et des populations entières s'y font souvent assujettir par les aménagements mis en place par une multitude d'états-majors qui s'en disputent le contrôle, toujours « pardessus le marché² ». Ces derniers rêvent tous, sans doute, du jour où ils ne verraient circuler dans nos rues que ces somnambules téléguidés dont nous parle Lacoste (1976). Et si cela se produisait, alors nous léguerions à ceux qui suivent une catastrophe environnementale et sociale bien méritée pour avoir laissé tous ces décideurs s'occuper de nos affaires à notre place. Mais pourquoi ne pas continuer à questionner l'espace et à en faire autant avec la société ? Pourquoi toujours s'en tenir à solutionner des problèmes ponctuels de fonctionnement, à courte vue, dans un monde néolibéral dont on devrait exiger qu'il rende des comptes ? Mais qui peut décider de se passer de la géographie dans les universités ?

-
1. Au cours des dernières années, une douzaine d'officiers supérieurs de l'armée canadienne, dont deux généraux, ont participé activement à divers événements géographiques que nous avons organisés.
 2. C'est ce que le géographe Gilles Ritchot se plaisait à répéter dans ses cours.

Quoi qu'il en soit, déçus d'avoir échoué au cours des dernières années à susciter un véritable débat sur l'état d'une discipline dont l'enseignement, mal en point au niveau secondaire québécois (Deshaies, 2012), risque de le devenir sous peu au niveau collégial (De Koninck, 2014) et pourrait bien disparaître de l'enseignement universitaire (Deshaies, 2012; Vandermotten, 2012; Waddell, 2012), nous étions prêts à jeter l'éponge. En effet, nous nous sentions bien seuls puisque celles et ceux qui, comme nous, auraient pu se montrer également critiques d'une certaine géographie trop pointue et éclatée, soit sont maintenant à la retraite, soit n'arrivent pas à vivre convenablement de la géographie (Mukakayumba, 2012), de sorte qu'ils ne sont pas souvent en mesure de soutenir nos efforts. Nous faisons sans doute figure d'exceptions, voire de dangers publics que le temps et la faillite personnelle finiraient bien par faire taire.

Contre toute attente, cependant, l'approche globale devrait bientôt revenir à l'université par la grande porte, que ce soit en géographie ou dans bien d'autres disciplines de la connaissance, grâce en partie à l'Union géographique internationale³ (UGI). En effet, par l'entremise du Rwanda, en 2013, l'UGI a soumis à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) un grand projet visant à faire déclarer par l'Assemblée générale des Nations Unies l'an 2016 comme étant l'Année internationale pour une compréhension globale du monde (International Year for Global Understanding ou IYGU⁴). L'UGI est appuyée dans sa démarche par certains des plus grands regroupements de scientifiques qui soient, comme le Conseil international pour la science⁵ (CIUS) et le Conseil international des sciences sociales⁶ (CISS). Selon les promoteurs du projet, au cours des années à venir, les chercheurs du monde entier n'auront pas d'autre choix que d'apprendre à travailler ensemble et à privilégier une approche globale, indispensable pour comprendre comment s'articulent de grands processus globaux tels les changements climatiques et l'accroissement des inégalités sociales, qui menacent jusqu'à l'existence même de notre espèce (Attali, 2009). Mais surtout, pour infléchir en notre faveur le fonctionnement de tels processus globaux, il faudra que s'organise une collaboration étroite entre la science et le politique, le second

3. Cet organisme a par ailleurs soutenu l'organisation de nos trois derniers colloques internationaux visant à « réveiller » la géographie, ce dont nous lui sommes extrêmement reconnaissants. Il s'agit des colloques que nous avons organisés successivement en 2011, 2012 et 2013 dans le cadre de l'ACFAS. L'UGI a aussi soutenu financièrement la publication, sous notre direction, de l'ouvrage collectif *La géographie en question* paru en 2012. Voir <<http://www.cafesgeographiques.ca>>.

4. Voir <<http://www.global-understanding.info/fr>>.

5. Voir <<http://www.icsu.org/>>.

6. Voir <<http://www.worldsocialscience.org/>>.

ayant besoin des données objectives de la première pour définir et mettre en place des réglementations capables d'atteindre efficacement cet objectif. Mais pour généraliser cet arrimage nécessaire, il faudra relever des défis considérables. On en veut pour preuve, pour commencer, toutes les difficultés qu'a rencontrées l'UGI uniquement pour trouver un pays qui accepte d'agir comme leader politique d'une IYGU et qui soumette enfin ce projet en son nom à l'UNESCO⁷. L'UGI a mis deux ans pour y parvenir.

Qu'est-ce que l'IYGU ?

L'IYGU est un projet conçu et piloté par des géographes. Elle prône le recours à une approche globale dans le domaine de la connaissance en général, et plus particulièrement dans celui de la géographie, afin d'étudier les processus par lesquels les effets de nos activités quotidiennes se répercutent après un certain temps depuis l'échelle locale, où elles se déploient, jusqu'à l'échelle mondiale. Ces processus complexes s'articulent selon des modalités qui ne sont pas données directement à l'observation (De Koninck, 2003). L'existence d'une telle connexion spatiotemporelle expliquerait pourquoi certains de nos comportements individuels dits non durables seraient en bonne partie responsables, entre autres, des changements climatiques de même que de l'approfondissement des inégalités sociales dans le monde. Il s'agit d'abord d'un projet de recherche scientifique, mais également d'un projet d'éducation et de formation puisque les résultats des études des scientifiques seront diffusés parmi les populations du monde à travers les divers systèmes d'éducation et tous les médias. Les promoteurs du projet espèrent convaincre d'abord des individus de changer leurs manières de faire lorsqu'elles seront éventuellement jugées non durables par les scientifiques, en souhaitant que les pouvoirs publics en viennent à les appuyer. Les scientifiques espèrent que la pression sur nos dirigeants sera suffisamment forte, parce qu'ils sont élus par les populations, pour qu'ils finissent par s'entendre entre eux et organisent enfin collectivement la lutte contre tous les changements globaux jugés néfastes.

Les défis sont colossaux. Ainsi, advenant la proclamation d'une IYGU par les Nations Unies, des milliers de scientifiques de tous les horizons essaieraient en principe d'apprendre à travailler ensemble en vue de mieux comprendre ces processus spatiotemporels⁸, ce qui irait évidemment à l'encontre de la tendance actuelle qui prévaut dans tous les domaines

7. Pour faire déclarer par les Nations Unies une année internationale, un organisme doit d'abord soumettre sa candidature à l'UNESCO en la faisant parrainer par un de ses pays membres.

8. Voir dans le présent ouvrage le texte de Gordon McBean, président du CIUS.

de l'enseignement et de la recherche, là où sont trop souvent privilégiés le travail en vase clos et le chacun-pour-soi, dans le but exclusif de favoriser l'avancement individuel. Il semble que ce soit tout particulièrement le cas dans les départements de géographie québécois. En effet, comment travailler ensemble lorsque les rapports entre sciences « dures » et sciences « molles » ont toujours été aussi pénibles en général et, en particulier, à l'intérieur même de la géographie, là où ils ont donné lieu à des batailles rangées qui ont cassé bien des gens (Lemartinel, 2012)? Comment faire comprendre à un chimiste qu'un géographe n'est pas un extraterrestre? Ce n'est pas facile.

Parallèlement, une vaste campagne de conscientisation des populations du monde serait lancée directement et indirectement par les scientifiques eux-mêmes dans le but d'inciter les gens à adopter des comportements plus durables dans leurs rapports avec l'environnement, mais aussi envers leurs semblables⁹. Admettons que les scientifiques n'en aient pas tout à fait l'habitude. Lorsque de rares scientifiques s'aventurent sur la place publique, ils sont plus souvent qu'autrement rabroués d'abord par leurs propres collègues au nom de la neutralité de la recherche. Selon le projet de l'YIGU, les scientifiques seraient amenés à convaincre les individus du rôle qui leur incombe à eux, soit de s'appropriier l'avenir de l'humanité, tout en leur indiquant de quelle façon procéder. Reconnaissons que la tâche s'annonce ardue, ne serait-ce que dans les rangs des scientifiques eux-mêmes.

Enfin, les scientifiques espèrent que sous la pression populaire, les gouvernements se mettront à travailler main dans la main et en très grand nombre pour donner de la portée à leurs efforts, ce qui n'ira pas de soi. Il n'y a qu'à considérer la position qu'adopte le gouvernement canadien dans la lutte aux changements climatiques. Le Canada serait disposé à aller de l'avant dans ce dossier uniquement lorsque tous les autres pays en feront autant. Voilà un exemple de politique officielle qui confine à l'immobilisme.

En soi, faire déclarer l'année 2016 comme étant l'Année internationale pour une compréhension globale du monde constitue également une démarche éminemment politique, parce qu'elle annonce des couleurs et le début d'un combat. À nos yeux, c'est ce qui importe le plus. En effet, si les changements climatiques et l'accroissement des inégalités, notamment, peuvent se perpétuer sans trop de résistance de la part des sociétés, c'est parce qu'ils sont alimentés par des forces puissantes qu'il faudra bien infléchir si nous voulons continuer à avoir un certain contrôle sur notre

9. Voir dans le présent ouvrage le texte de Ronald F. Abler, président sortant de l'UGI.

avenir. La chose serait d'autant plus difficile que le pouvoir de l'argent est en cause, celui-ci étant toujours en quête de profits à court terme et à tout prix. Au fond, ce que propose en creux le projet de l'YIGU, c'est d'alimenter un dialogue global sur les fins et les moyens à privilégier dans nos sociétés. Et c'est pour cela qu'il mérite sa chance, malgré tous les obstacles à prévoir, lesquels devront être mis en cause dans des débats sur notre avenir.

Pour une géographie en action

L'ouvrage *La géographie en question*, publié sous notre direction en 2012, se voulait un cri d'alarme pour réveiller la géographie d'ici et d'ailleurs qui, en se spécialisant tous azimuts, délaissait toute vision d'ensemble, sans trop de protestations de la part des derniers géographes. Ceux-ci n'ont pu imposer en géographie l'étude de grands thèmes fédérateurs, comme le territoire et la région, ce qui aurait permis de relier les spécialités de la géographie derrière une cause, si l'on veut, tout en faisant appel à l'approche globale. Nous proposons maintenant aux lecteurs l'ouvrage *La géographie en action : une collaboration entre le scientifique et le politique*, qui, nous le souhaitons, en plus de continuer d'alimenter le débat sur la raison d'être de la géographie comme discipline autonome de la connaissance, militera aussi en faveur du retour de l'approche globale en géographie et dans d'autres domaines, parce qu'elle seule peut nous aider à mieux comprendre les grands problèmes de notre temps.

L'ouvrage se divise en trois parties que nous allons détailler brièvement dans un moment. La première a pour but de montrer que le débat sur l'importance de l'approche globale en géographie n'est pas nouveau, mais qu'il devrait être constamment entretenu pour le mieux-être de la discipline. La seconde partie porte plus spécifiquement sur l'arrimage du scientifique et du politique ainsi que sur les défis que pose cet arrimage, défis qu'il faudra relever en temps et lieu. Enfin, la troisième partie rassemble des études de cas qui prouvent non seulement qu'il est possible d'étudier les répercussions néfastes, jusqu'à l'échelle globale, de nos comportements quotidiens dans divers domaines, mais aussi que cette étude est devenue indispensable.

L'utilité de l'approche globale en géographie

Le débat sur l'importance de l'approche globale en géographie n'est pas nouveau. Au cours des années 1960, la géographie connaissait déjà une première vague de spécialisation. Auparavant, toutefois, il allait de soi que

le fait géographique dépendait de causes multiples, tant humaines que physiques. Il fallait donc embrasser large, ou avoir une vision globale, pour en rendre compte tout en se prémunissant contre la spécialisation qui risquait de tuer la discipline. En 1952, Louis-Edmond Hamelin (1967 [1952]) écrivait :

Des études propres de morphologie, de climatologie et d'hydrologie ne sont pas la caractéristique du travail d'un géographe, mais d'un spécialiste en la matière. L'ouvrage de géographie physique doit être orienté en vue d'une occupation humaine qu'elle soit passée, actuelle ou future (p. 7).

Une géographie qui n'aurait pas pris en compte l'humain, d'une manière ou d'une autre, ne pouvait exister. Ainsi, la ou le géographe qui s'aventurerait trop avant dans des disciplines connexes comme l'hydrologie, la météorologie, la sociologie, etc. se faisait vite rappeler à l'ordre. L'action humaine « située » était en quelque sorte le thème d'étude communément accepté pour que la géographie puisse se prévaloir d'un droit à l'existence universitaire.

En 1964, Hamelin renchérisait sur le sujet en rappelant cette fois que le géomorphologue, notamment, perdait la vision globale lorsqu'il s'attachait à réaliser une étude de géomorphologie complète ou totale, c'est-à-dire en faisant de la géomorphologie en l'absence de l'humain (Hamelin, 1964, p. 209). Cependant, du même souffle, l'auteur pouvait désormais soutenir – ce qui constituait certes une ouverture – que l'approche globale n'était pas la seule possible en géographie. En effet, la vision d'ensemble, mise de l'avant par les géographes de l'époque, ne se serait souvent appliquée qu'à un nombre restreint d'éléments. En conséquence, la géographie globale annoncée pouvait l'être « d'intention seulement », et elle risquait de déboucher sur des synthèses « un peu présomptueuses » (p. 211). Cela dit, Hamelin pouvait soutenir une nouvelle conception de la discipline qui permettrait aux géographes, en allant explorer plus à fond des champs particuliers de la géographie, de faire preuve d'une compétence accrue, plus grande en tout cas que celle qu'on attribuait aux géographes de naguère, souvent qualifiés de touche-à-tout.

Des verrous sautaient enfin et la porte s'ouvrait toute grande à la spécialisation en géographie, mais à la condition expresse, prévenait Hamelin (1964), que toutes les nouvelles avenues explorées demeurent interconnectées, sinon c'en serait fait de l'unité de la géographie, donc encore une fois de la discipline elle-même. Le sujet de l'unité de la géographie a longtemps été chaudement débattu, mais il s'agit aujourd'hui d'une époque bien révolue. C'est ainsi qu'une pratique « réglementée » de la géographie, même imposée par des maîtres à penser de la discipline, ne

tiendrait pas bien longtemps. La libéralisation de la géographie a remplacé une certaine quête de la collaboration entre des spécialités par l'instauration d'une concurrence malsaine et sans merci entre elles. En fait, le problème a été réglé sans avoir été posé convenablement.

La compartimentation de la géographie s'est accélérée, notamment dans les départements de géographie québécois. Évidemment, ce processus n'est pas propre à la géographie, mais dans son cas, il signa son arrêt de mort. Aujourd'hui, par exemple, le Département de géographie de l'Université Laval est maintenant rattaché à la Faculté de foresterie et de géodésie alors qu'à l'Université du Québec à Rimouski, il l'est au Département de chimie. Tout cela s'est fait au détriment de la géographie (Dugas, 2012). C'est l'émancipation individuelle qui serait devenue la nouvelle quête des membres de ces départements de géographie devenus des structures administratives assurant la disponibilité de services communs pour des professeurs œuvrant dans des domaines séparés. Les fondements de la géographie qui procuraient une cohérence à l'ensemble n'y seraient plus.

La première partie de l'ouvrage revient donc sur le sujet pour souligner que si la spécialisation en géographie est tout à fait justifiable, l'approche géographique globale n'a jamais perdu de sa pertinence pour autant.

L'approche globale et les organisations internationales

Dans la seconde partie de l'ouvrage, nous montrons que l'approche globale en géographie est dorénavant appelée à reprendre du service à partir du moment où elle devient la seule perspective capable de nous aider à mieux comprendre comment s'articulent certains processus globaux dont il y aurait lieu d'infléchir la course avant qu'il ne soit trop tard. Cela est vrai en géographie, mais partout ailleurs également. La nouveauté, c'est que de grands organismes internationaux, soit des regroupements de scientifiques, des nations et des organisations supranationales, cautionnent dorénavant le recours à la vision globale du monde parce qu'elle seule permettrait de mieux le comprendre.

Or, par un concours de circonstances, nous avons nous-mêmes contribué à ce que le Rwanda accepte de soumettre le projet de l'IYGU à l'UNESCO au nom de l'UGI, soit la première étape vers l'éventuelle proclamation d'une année internationale pour une compréhension globale du monde par l'Assemblée générale des Nations Unies. En effet, Édith Mukakayumba a obtenu du Rwanda qu'il accepte d'agir comme leader politique du projet, ce qui a permis une première forme d'arrimage du scientifique avec le politique, dans ce contexte. Signalons que la chose

n'a pas été simple puisqu'avant l'entrée en scène du Rwanda, au moins six pays avaient successivement refusé de piloter le projet de l'IYGU à l'UNESCO. Le projet était sur le point de finir dans un classeur, à l'instar de beaucoup d'initiatives intéressantes, ses principaux bailleurs de fonds ayant décidé de ne pas aller de l'avant étant donné l'impossibilité de dénicher un pays porteur de ballon. Il était minuit moins cinq lorsqu'Édith Mukakayumba a réussi ce « bon coup ». En guise de remerciement pour nos efforts, advenant l'acceptation d'une IYGU par l'Assemblée générale des Nations Unies, l'UGI associerait notre Maison de la géographie de Montréal à son projet en nous offrant d'y accueillir un éventuel Centre régional d'une IYGU pour le Québec¹⁰.

Ainsi, au nom de l'UGI, le Rwanda a soumis le projet de l'IYGU à l'UNESCO, la candidature de l'UGI pour l'obtention d'une IYGU y ayant été agréée en octobre 2013 par le Comité exécutif de l'organisme, puis, deux mois plus tard, par l'Assemblée générale de ses pays membres, et ce, à l'unanimité. En septembre 2014, l'UNESCO s'est ensuite chargée de soumettre elle-même le projet à l'Assemblée générale des Nations Unies. Il ne reste plus qu'à attendre un vote décisif qui devrait conduire à la proclamation d'une IYGU, comme nous le souhaitons vivement. Grâce à ce projet de l'UGI, et surtout aux fonds de recherche qu'il pourrait générer, l'approche globale pourrait bien être considérablement revalorisée aux yeux des chercheurs en général et des départements de géographie d'ici et d'ailleurs en particulier.

Dans cette partie, le lecteur prendra conscience de l'ampleur des efforts qui ont été consentis depuis des décennies par de grands regroupements de scientifiques pour mettre en commun les efforts de chercheurs provenant d'horizons scientifiques divers, sous l'égide de plusieurs organismes onusiens, principalement dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques. Le défi de taille consistera à réaliser l'arrimage entre le scientifique et le politique, ce dont il sera amplement question.

La mise en œuvre de l'approche globale

La troisième partie du présent ouvrage regroupe des études de cas. Nous voulions saisir l'occasion de montrer que dans divers domaines, dont celui de la géographie, il importe de recourir à l'approche globale pour obtenir une vue d'ensemble des situations à étudier, mais qu'il n'existe pas de recette toute faite dans ce domaine.

10. Voir <<http://www.global-understanding.info/fr/people-behind/continental-centers/>> et cliquer ensuite sur « Amérique ».

En économie, par exemple, depuis les années 1970, on fait la distinction entre les travaux de microéconomie et de macroéconomie, les deux niveaux étant traités comme des domaines indépendants. Il y a toujours eu des économistes qui s'intéressaient aux comportements des consommateurs, c'est-à-dire à l'« arbre », et d'autres qui s'intéressaient aux comportements économiques des collectivités, qu'elles soient nationales ou bien internationales, soit la « forêt », comme on se plaît depuis longtemps à l'expliquer aux étudiants. Mais que pouvait-il bien se passer entre ces deux niveaux d'analyse ? Ça, on l'ignorait ; on postulait même qu'il n'était pas nécessaire de le savoir. Il était seulement question d'une grande boîte noire remplie de ressorts dont on pouvait s'accommoder, l'équivalent du champ aveugle dont parlait Henri Lefebvre (1970). Grâce à des politiques macroéconomiques adéquates, croyait-on, il serait possible de contrôler les comportements des consommateurs agissant au niveau micro en vue d'obtenir au niveau macro la forêt souhaitée. Cette stratégie était loin de fonctionner à tous coups. Admettons que tant qu'un tel point de vue allait de soi, bien des subtilités nous échappaient.

De nos jours, dans tous les domaines de la connaissance, nous savons qu'il importe de braquer davantage l'éclairage scientifique directement sur la boîte noire ou le champ aveugle en question, là où agissent des processus qui font la connexion entre les niveaux micro et macro. Les géographes posséderaient même une longueur d'avance dans ce domaine¹¹ puisqu'ils savent depuis longtemps que les processus géographiques s'articulent à la fois à des échelles distinctes et entre ces échelles, selon des modalités qu'il est possible d'étudier en posant des hypothèses et en les vérifiant. Ce sont ces modèles interprétatifs qui nous permettent de nous représenter ce qui se passe dans ces boîtes noires ou ces champs aveugles et de mettre au point des politiques d'intervention mieux calibrées et ajustées à des situations particulières de manière à éviter l'uniformisation à outrance.

La chose serait même entrée dans le domaine de la culture commune. En effet, même le pape François a récemment écrit quelques lignes intéressantes sur la question :

Entre la globalisation et la localisation se produit aussi une tension. Il faut prêter attention à la dimension globale pour ne pas tomber dans une mesquinerie quotidienne. En même temps, il ne faut pas perdre de vue ce qui est local, ce qui nous fait marcher les pieds sur terre. L'union des deux empêche de tomber dans l'un de ces deux extrêmes : l'un, que les citoyens vivent dans un universalisme abstrait

11. Voir dans le présent ouvrage le texte de Ronald F. Abler, président sortant de l'UGI.

et globalisant, ressemblant aux passagers du wagon de queue, qui admirent les feux d'artifice du monde, celui des autres, la bouche ouverte et avec des applaudissements programmés. L'autre, qu'ils se transforment en un musée folklorique d'ermites renfermés, condamnés à répéter toujours les mêmes choses, incapables de se laisser interpeller par ce qui est différent, d'apprécier la beauté que Dieu répand hors de leurs frontières.

Le tout est plus que la partie, et plus aussi que la simple somme de celles-ci. Par conséquent, on ne doit pas être trop obsédé par des questions limitées et particulières. Il faut toujours élargir le regard pour reconnaître un bien plus grand qui sera bénéfique à tous. Mais il convient de le faire sans s'évader, sans se déraciner. Il est nécessaire d'enfoncer ses racines dans la terre fertile et dans l'histoire de son propre lieu, qui est un don de Dieu. On travaille sur ce qui est petit, avec ce qui est proche, mais dans une perspective plus large (François, 2013).

C'est précisément pourquoi le projet de l'YIGU a été conçu par un des plus grands spécialistes qui soient de la géographie culturelle, Benno Werlen, le président de la Commission de l'UGI sur l'étude de la géographie culturelle.

Cet ouvrage a été publié avec le concours de la Maison de la géographie de Montréal.

Bibliographie

- Attali, J. (2009). *Une brève histoire de l'avenir*, Paris, Fayard.
- De Koninck, R. (2003). «The analysis of micro-macro interactions and policy alternatives: A question of scale», dans R. De Koninck, J. Lamarre et B. Gendron (dir.), *Understanding Poverty in Vietnam and the Philippines: Concepts and Context*, Chaire de recherche du Canada en études asiatiques et Université Laval, p. 3-6, <http://www.caac.umontreal.ca/globalmedia/docs/publications/understanding_poverty.pdf>.
- De Koninck, R. (2012). «Quelle place pour la géographie dans un savoir divisé?», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 27-30.
- De Koninck, R. (2014). «Une nation sans territoire, un monde sans géographie», *Le Devoir*, 25 mars, <<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/402399/une-nation-sans-territoire-un-monde-sans-geographie>>.
- Deshaies, L. (2012). «Reconnaissance et visibilité sociales et scientifiques de la géographie: réalités et défis», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 93-108.

- Dorion, H. (2012). « Le territoire du Québec en deuil de géographie », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 173-181.
- Dugas, C. (2012). « L'état de la géographie au Québec », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 183-193.
- François (2013). *Exhortation apostolique Evangelii Gaudium*, Cité du Vatican, <http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/apost_exhortations/documents/papa-francesco_esortazione-ap_20131124_evangelii-gaudium.html>.
- Hamelin, L.-E. (1964). « Géomorphologie: géographie globale, géographie totale, associations internationales », *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 8, n° 16, p. 199-218.
- Hamelin, L.-E. (1967 [1952]). *La géographie « difficile »*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Lacoste, Y. (1976). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, François Maspero.
- Lamarre, J. (2007). « Étudier la géographie culturelle de la Franco-Amérique au rythme de l'escargot », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 51, n° 142, p. 67-73, <<http://www.erudit.org/revue/cgq/2007/v51/n142/015897ar.pdf>>.
- Lamarre, J. (2012). « Le retour de la géographie », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 219-239.
- Lefebvre, H. (1970). *La révolution urbaine*. Paris, Gallimard.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris, Anthropos.
- Lemartinel, B. (2012). « Quelle crise? Où comment recoller les morceaux de la géographie française... », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 139-145.
- Morissonneau, C. (2012). « La région écartée », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 155-171.
- Mukakayumba, É. (2012). « Quand l'éducation devient un obstacle à l'insertion socioprofessionnelle et à l'enracinement territorial. Rôles et responsabilités des institutions de production des diplômés », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 195-218.
- Mukakayumba, É. et J. Lamarre (dir.) (2012). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- Vandermotten, C. (2012). « Entre succès et crise, le positionnement épistémologique et social de la géographie en Belgique », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 123-138.
- Waddell, É. (2012). « Je ne suis pas un âne et je n'ai pas de champ », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 145-150.

Partie

1



L'utilité de l'approche globale en géographie

Édith Mukakayumba et Jules Lamarre

Il fut un temps où le recours à l'approche globale allait de soi en géographie. Cette approche était appliquée essentiellement à l'étude de la région en vue d'en décrire la physionomie et d'en préciser la *personnalité*. Il s'agissait pour des géographes-écrivains de reconnaître des ensembles en montrant ce qui les sous-tend. On s'intéressait à la formation des paysages régionaux et, à travers elle, à la façon dont l'action humaine appliquée à un milieu physique toujours en évolution engendre divers états d'équilibre successifs. Cette manière de faire de la géographie a permis aux nations développées de représenter sur des cartes ce à quoi tenait leur grandeur tout en soutenant l'expansion coloniale.

Depuis plusieurs décennies, toutefois, la spécialisation des sciences en général, soit la division des tâches dans le domaine de la connaissance en vue d'accroître notre contrôle sur le monde, s'applique aussi à la géographie. Elle y a entraîné la marginalisation de l'approche régionale et sa vision d'ensemble, qui cadraient mal avec l'acquiescement aux nouveaux canons de la scientificité. Plus récemment, la spécialisation en géographie et ailleurs s'est accentuée au point de faire porter de plus en plus l'enseignement et la recherche sur la solution d'une multiplication de problèmes particuliers, ce qui a entraîné la météorisation des spécialités de naguère.

En faisant ainsi disparaître la géographie régionale de divers départements de géographie, où elle faisait d'ailleurs depuis longtemps figure de bloc erratique, c'est l'approche globale qu'on a mise de côté en géographie puisque c'est dans son application à l'étude de la région qu'elle donnait le meilleur d'elle-même. Paradoxalement, comme nous le verrons dans le présent ouvrage, l'approche globale serait aujourd'hui devenue nécessaire, tout autant que la mise en commun des résultats des travaux de chercheurs provenant d'horizons scientifiques parfois éloignés, pour mieux comprendre les processus géographiques globaux qui menacent jusqu'à la survie de l'espèce humaine.

Mais alors, quelle est l'essence de cette approche globale qui a longtemps été privilégiée en géographie et qu'il faudrait dépolvériser en vitesse parce qu'elle pourrait bien servir de planche de salut dans le monde de la connaissance? Dans cette première partie de l'ouvrage, des chercheurs se penchent sur l'approche globale pour montrer ce qui la rend encore utile.

À celles et ceux à qui cette forme de géographie ne serait pas familière, Laurent Deshaies donne au chapitre 1, intitulé « L'approche globale en géographie: de quoi parle-t-on au juste? », une leçon très fouillée d'introduction à la géographie qui rafraîchira certainement les connaissances de tous les autres qui la pratiquent encore. L'auteur en vient à distinguer entre ce qu'il appelle une vision globale et l'approche globale pour développer essentiellement une approche épistémologique de l'idée de globalité en géographie.

Christian Morissonneau livre ensuite un vibrant plaidoyer en faveur du développement des études de géographie régionale dans « La région comme rempart contre l'homogénéisation du monde » (chapitre 2). Selon lui, la géographie serait fondamentalement la science des régions, et il saisit cette occasion de s'adresser directement aux géographes afin de le leur rappeler. Il reviendrait d'abord aux géographes de décrire le territoire auquel nous conférons des limites qui seraient en quelque sorte notre signature.

Enfin, au chapitre 3, «L'interface humanité/espaces terrestres: un outil pour une géographie globale?», Yannick Brun-Picard soutient que c'est le morcellement passé de la géographie qui susciterait paradoxalement un nouvel intérêt pour la géographie globale, comme si des géographes se rendaient soudain compte qu'ils ont peut-être jeté le bébé avec l'eau du bain. Selon lui, la géographie aurait pour objet de rendre les phénomènes territorialisés plus compréhensibles et, par le fait même, elle nous amènerait à prendre conscience des répercussions grandissantes de notre présence à la surface du globe. L'auteur propose comme objet de la géographie l'étude de l'interface humanité/espaces terrestres sur laquelle on pourra s'appuyer en tirant profit de la géographie globale.

Chapitre

1



L'approche globale en géographie De quoi parle-t-on au juste ?

Laurent Deshaies

Cette question est récurrente dans les échanges entre géographes. Elle s'expliquerait par différents facteurs, notamment le phénomène de spécialisation accrue depuis quelques décennies, l'absence de réflexion épistémologique approfondie sur le sujet et la diversité des approches mises en œuvre. Les débats font principalement ressortir l'opposition entre la polyvalence et la spécialisation dans un contexte de mise en valeur de la discipline sur le marché du travail. Généralement improductifs, ils relèguent aux oubliettes l'idée qu'il est possible de réduire cette opposition par des avancées épistémologiques et théoriques.

Le but du présent chapitre est de repositionner la problématique de l'articulation entre les deux pôles que sont la globalité et la spécialisation, en insistant sur leur nécessaire complémentarité. Celle-ci est pour nous un filon intéressant pour la suite de notre analyse, car la discipline géographique repose à la fois sur la spécialisation et sur une vision globale. L'idée de complémentarité entre ces deux piliers constitue même pour nous un postulat sur lequel s'appuie notre analyse. Le terme « approche globale » contient une ambiguïté sémantique. L'approche globale est-elle vraiment à l'opposé de la spécialisation ? Pour le géographe, signifie-t-elle la connaissance ou la compréhension globale d'un territoire donné, relativement restreint, ou celle du monde considéré comme une réalité globale ? Signifierait-elle une compréhension des relations verticales des éléments ou phénomènes naturels et liés aux activités humaines dans un territoire donné, c'est-à-dire une écologie humaine ? Quel est le rapport entre l'objet de la discipline et l'approche globale ? Ces différentes questions sont souvent présentes dans les analyses écrites et orales des géographes.

Dans un premier temps, nous tenterons de distinguer les diverses visions sous-jacentes à la pluralité des opinions véhiculées dans les débats, en vue de préciser le questionnement de la présente recherche. Par la suite, il peut être intéressant de savoir comment la géographie a envisagé l'approche globale durant son évolution historique. Dans la troisième section, nous aborderons la question du lien entre un concept « intégrateur » pour la discipline et l'idée de globalité. Pour terminer, nous réfléchirons aux avenues possibles de la pratique globale en géographie et en sciences sociales.

1.1. La problématique et la description de la démarche de recherche

Avant de définir le questionnement de la recherche et la démarche retenue, il est pertinent de prendre en considération les diverses opinions des géographes au sujet de l'approche globale.

1.1.1. La diversité des perspectives sous-jacentes à l'approche globale en géographie

Si les débats ont tendance à mettre principalement en exergue l'opposition entre la polyvalence et la spécialisation, il n'en est pas moins nécessaire de recenser les diverses visions véhiculées chez les géographes pour connaître les raisons d'une cristallisation binaire des positions. À notre avis, il y aurait trois aspects différents sous-jacents aux débats. Le premier

a trait à la contradiction apparente entre, d'une part, la multiplicité des spécialités et la compartimentation qui en découle pour la discipline et, d'autre part, la recherche d'un objet porteur pour la géographie. En effet, cette tension accentue l'ampleur du problème lié à la recherche d'un objet disciplinaire depuis les décennies 1950 et 1960 (Deshaies, 2010). Ainsi, la définition d'une approche globale en géographie devrait reposer sur le choix d'un objet fédérateur comme, par exemple, la région, l'espace ou le territoire. Le deuxième aspect sous-jacent aux débats met en question l'apport de la géographie à la société : celle-ci veut-elle des spécialistes et des experts ou des généralistes ? Cet aspect a donc un rapport à l'utilité de la discipline. Le troisième aspect se rapporte à la pratique disciplinaire : faut-il se préoccuper davantage de la question territoriale au quotidien ou d'une pratique à vision large de la réalité géographique ? Si ces trois aspects sont à l'origine des diverses visions qui s'affrontent dans les débats sur l'approche globale, on observe toutefois qu'ils s'articulent autour des trois questions classiques à propos de la discipline : Quel est son objet ? À quoi sert-elle ? Comment la pratique-t-on ? Enfin, la nature des problèmes soulevés au sujet de la discipline est-elle vraiment liée à l'approche globale ? À ces questions s'en ajoute une autre, tout aussi pertinente : Dans quelle mesure la compréhension globale peut-elle dépendre d'une approche globale spécifique à une discipline, nommément la géographie ?

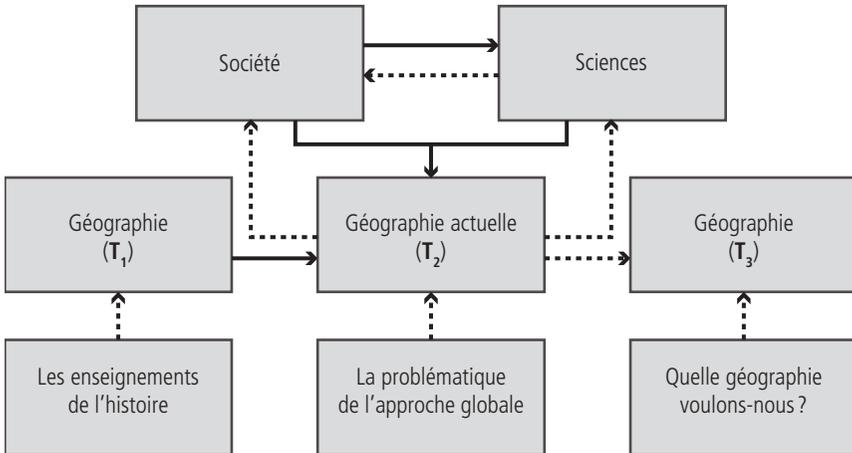
1.1.2. La démarche et le questionnement de la recherche

Les questions soulevées précédemment portent essentiellement sur des aspects théoriques, épistémologiques et méthodologiques. L'utilisation d'une démarche historico-épistémologique est donc appropriée pour aborder la présente recherche. Le recours à l'analyse contextuelle dans cette démarche s'avère utile pour dresser un portrait de la question de l'approche globale dans la discipline géographique (figure 1.1). Les contextes ont trait à l'évolution historique de la discipline, aux rapports de la géographie avec les sciences sociales et le marché du travail, ainsi qu'à l'utilité sociale de la géographie. Quelques questions peuvent être posées selon chacun de ces contextes :

- 1) Comment la géographie a-t-elle envisagé l'approche globale aux diverses étapes de son évolution historique ?
- 2) Est-ce que la géographie a perdu avec le temps l'esprit et la pratique d'une approche globale ?
- 3) Est-ce que l'adoption d'un concept « intégrateur » pour la discipline, comme la région ou le territoire, peut servir à résoudre le problème du morcellement et de la fragmentation de la discipline géographique et à développer une approche globale ?

- 4) Dans le contexte d'une nécessaire division du travail scientifique entre les sciences sociales, peut-on définir une approche globale avec un objet disciplinaire spécifique forcément limité? Celui-ci est-il une contrainte à une approche globale?
- 5) Peut-on définir une approche globale qui transcende les divisions du travail scientifique entre les sciences sociales? En ce sens, quelles sont les possibilités de l'interdisciplinarité et de la transdisciplinarité?
- 6) Comme la demande sociale s'aligne souvent sur l'idée d'expertise, à quoi l'approche globale peut-elle être utile?
- 7) Comment l'approche globale en géographie contribue-t-elle à une compréhension globale, celle du monde par exemple?
- 8) Quels liens peut-on faire entre l'approche globale et quelques idées véhiculées depuis longtemps en géographie: synthèse, science-carrefour, combinaison d'éléments, totalité?

Figure 1.1.
Éléments contextuels de la problématique



Conception : Laurent Deshaies, 1^{er} avril 2013.

Ces questions servent de fil conducteur à l'analyse de l'idée globale en géographie. Le lecteur ne doit pas s'attendre à une réponse directe aux questions prises une à une, mais plutôt à la mise en place d'un cadre général de réflexion pour se faire une idée des réponses possibles suggérées par ce cadre et développer son propre questionnement.

1.2. L'évolution de l'approche globale en géographie

Nous faisons remonter notre analyse historique de l'approche globale en géographie à Vidal de la Blache, qui fut l'un des premiers géographes français à fournir une formalisation substantielle de la définition de la discipline.

1.2.1. La géographie traditionnelle

Le choix des auteurs s'appuie sur la qualité de leur synthèse sur la nature de la discipline de leur époque. Parmi les textes les plus pertinents et concis, *La géographie. Guide de l'étudiant*, d'André Cholley (1950 [1942]) décrit la géographie qu'on peut qualifier de traditionnelle entre les années 1900 à 1945. Cholley veut que «la géographie considère la réalité dans sa complexité même» (p. 10). Pour lui, «le fait géographique, même le plus simple, exprime toujours une combinaison, une convergence d'éléments ou de facteurs d'ordres divers. C'est son essence même. Et l'on peut dire que plus la convergence est complexe plus riche est la réalité géographique» (p. 10). Pas de faits simples, mais ces convergences, des combinaisons d'éléments divers :

Dans la combinaison, c'est bien là le facteur essentiel, car c'est le groupement qui a conçu et réussi la convergence des facteurs physiques et biologiques permettant à la combinaison de fonctionner, c'est-à-dire de faire vivre, sur une petite étendue de territoire convenablement organisée, une portion plus ou moins importante d'humanité (p. 12).

Cholley complète la citation précédente dans une note infrapaginale :

Remarquons, dès maintenant, que les combinaisons ont une base essentiellement collective. Elles n'exercent une action qu'en mettant en branle des groupements humains entiers. Sans cette action de masse, jamais une combinaison ne pourrait s'organiser et l'action de l'homme sur les milieux naturels ne serait pas possible (p. 17).

Le domaine de la géographie est d'analyser ces « combinaisons et milieux » qui « constituent le principal facteur de différenciation de la surface même du globe. Ce que nous appelons paysages, milieux ou régions résulte directement de leurs manifestations (p. 19). Domaines, milieux, régions, paysages répondent donc directement aux manifestations de ces combinaisons (p. 20). Pour Cholley, l'homme, « agent géographique de premier ordre » (p. 22), est considéré « comme élément d'un groupe [...] Il est donc un être essentiellement social » (p. 23). Ainsi, l'objet disciplinaire se confond avec l'approche globale, car « la géographie est essentiellement une synthèse » (p. 25).

Après la Seconde Guerre mondiale, Pierre George, formé à l'école traditionnelle de la géographie française, la renouvelle en mettant l'accent sur les systèmes socioéconomiques et sur l'analyse des changements des ensembles territoriaux. Il recourt à un ensemble de mots nouveaux en géographie traditionnelle pour décrire les changements des systèmes socioéconomiques : tensions, contradictions, processus, tendances, perspective, diagnostic (Deshaies, 2008). À notre avis, George apporte une contribution exceptionnelle au renouvellement de la géographie traditionnelle et, par conséquent, à l'approche globale en géographie. Sa déception à propos de la géographie des années 1970 viendrait du fait que la majorité des géographes faisait un bilan très critique de cette géographie et n'aurait pas compris les innovations intéressantes qu'il proposait.

Dans son « Que sais-je ? » sur *Les méthodes de la géographie* (1970), George écrit que la géographie « se présente comme une science qui fait appel à la connaissance des méthodes et des résultats de nombreuses sciences associées » (p. 5). La géographie, « science de rapports », se distingue en procédant « de l'étude des rapports de données hétérogènes et diachroniques » (p. 6). L'unité de la géographie « ne peut pas être méthodologique » (p. 6). Devant l'impossibilité d'un encyclopédisme que le développement de chaque rameau de recherche rend inaccessible, la géographie est menacée de fractionnement. Mais la conscience de géographe repose sur une formation, sur une doctrine de la géographie définie comme science humaine qui s'articule « autour de l'action humaine » (p. 8).

Dans son autre ouvrage, *Sociologie et géographie* (1966), George précise ce qu'est la géographie avant d'examiner les rapports entre ces deux sciences sociales. Cet ouvrage lui permet donc de préciser sa définition de la discipline et l'approche visant une étude globale :

La géographie, définie comme « science humaine », a pour objet **l'étude globale et différentielle** de tout ce qui conditionne et de tout ce qui intéresse la vie des diverses collectivités humaines constituant la population du globe [...] Par la comparaison des représentations des combinaisons et des représentations des variations ou d'états de combinaisons successives, il est facile de découvrir des mouvements, des tendances et des tensions. Mouvements, tendances et tensions se situent dans des portions d'espace. **Le but jamais atteint par la recherche géographique est d'enfermer les phénomènes qu'elle saisit dans un espace fini : la région** [...] Il faut se résigner à en prendre acte et à représenter des superpositions d'espaces finis différents, correspondant chacun à un phénomène ou à un groupe de phénomènes, à un rapport ou à une forme de corrélation ou de relation (p. 4 et 9).

Comme Cholley, George privilégie un objet de synthèse pour l'analyse géographique, la description et l'explication. Mais au lieu de parler de « genre de vie », il préfère utiliser le terme « mode de vie », récusant

ainsi un certain déterminisme naturel et accordant une dimension active aux sociétés considérées globalement comme groupes. Pierre George présente donc à la fois une continuité historique avec la géographie traditionnelle décrite par Cholley et une rupture innovatrice qui n'a pu résister aux nombreuses critiques de la géographie traditionnelle et à l'arrivée de l'analyse spatiale. Le tableau 1.1 fait ressortir les deux moments de l'évolution de la géographie traditionnelle avant de présenter les concepts clés de l'analyse spatiale.

1.2.2. L'analyse spatiale en géographie

Autour de 1965, confrontée à une révolution théorique et quantitative (Deshaies, 2010), la géographie adopte pour désigner son objet le terme abstrait « espace » plutôt qu'une forme facilement identifiable sur le terrain comme le mot « paysage ». Par ailleurs, l'emploi des techniques quantitatives favorise l'adoption d'une démarche scientifique avec la construction de modèles et la formulation d'hypothèses (Deshaies, 2006b). Cette nouvelle géographie prétend aussi produire une synthèse de l'espace par l'analyse des combinaisons et des structures spatiales (tableau 1.1).

Nous tirons un exemple éclairant de cette géographie dans un texte de Paul Villeneuve et D. Michael Ray sur « La dynamique structurelle des régions du Canada » (1975, p. 70). Dans cet article, les auteurs décomposent le profil de « la croissance démographique relative, en longue durée, le long de la route Transcanadienne », et la méthode est reprise dans l'article « Le Canada » de la *Géographie universelle* du Groupe Reclus (Racine et Villeneuve, 1992, p. 272). Cette décomposition donne « six "poutres portantes" sur lesquelles se structure, se module et s'organise l'espace géographique canadien » (p. 266). Chaque lieu ou territoire résulte d'une combinaison, en proportion variable et spécifique en ce lieu, de ces six structures de base : gradient de colonisation Est-Ouest, contrastes ethniques Canada-Québec, gradient d'industrialisation centre-périphérie, gradients d'urbanisation villes-campagnes, gradients métropolitains, gradient d'américanisation Sud-Nord. Pour cette « nouvelle géographie », l'approche globale est de produire une certaine synthèse de l'espace, mais en en dégagant les grandes structures et le fonctionnement systémique.

Le développement de l'analyse spatiale est à l'origine d'une coupure importante dans l'évolution de la discipline, car il a introduit l'idée d'un objet plus formel, l'espace ou l'organisation de l'espace, plutôt qu'un objet matériel en apparence plus évident, par exemple le paysage. L'adoption de cet objet change totalement la perspective de la recherche, car le chercheur se voit obligé de produire des résultats en rapport avec la création de l'objet, plutôt qu'avec la description d'un « objet » en apparence réel,

Tableau 1.1.
Nature de l'objet disciplinaire et de l'approche globale en géographie dans une perspective historique (1900-1975)

Nature de l'objet	Auteurs importants	Notions centrales	Caractéristiques de globalité	Critiques souvent formulées
Géographie traditionnelle (1900-1945)	André Cholley (1942)	Combinaison des éléments Groupement humain Relations humain/nature	Région Paysage Milieu Genre de vie	Individus évacués Dichotomie humain/nature Caractère descriptif Vision statique de la réalité
Géographie d'après la Seconde Guerre mondiale (1945-1970)	Pierre George (1966, 1970)	Systèmes socioéconomiques Dynamique territoriale Géographie régionale	Région comme sujet Région comme méthode d'approche d'un thème Mode de vie	Genre difficile à reproduire par les chercheurs Caractère idiographique
Analyse spatiale (depuis 1965)	Peter Haggett (1973) Paul Villeneuve et D. Michael Ray (1975)	Répartition spatiale Corrélation spatiale et causalité Combinaison spatiale Lois spatiales Nomothétie	Espace Structures spatiales Systèmes spatiaux	Insistance sur les systèmes, les structures et les fonctions Évacuation des dimensions sociale et sociale

Source : Laurent Deshaies, 2013.

comme cela fut envisagé dans la géographie traditionnelle. Qu'on songe aux idées et aux questions que suscite l'expression «organisation de l'espace». Comme l'écrit Bachelard (1967, p. 14), «toute connaissance est une réponse à une question [...] tout est construit». En effet, un questionnement de type explicatif oblige à adopter une démarche scientifique intégrant la problématique, la théorie, les hypothèses, les diverses méthodes explicatives, l'emploi des diverses techniques qualitatives et quantitatives de corrélation pour tester des hypothèses (Deshaies, 2006b). Cette contribution de l'analyse spatiale est à l'origine du changement de perspective en géographie.

Cette évolution de la géographie avec l'idée d'espace suscite progressivement une multitude d'autres questions chez les géographes. D'abord, la géographie radicale et marxiste soulève celle de l'utilisation sociale de l'analyse géographique de l'organisation spatiale: quelle est la contribution de cette analyse pour l'avenir des classes sociales défavorisées? Par la suite, la géographie humaniste et culturelle en a rajouté en se demandant quelle était la place de l'individu dans ces structures spatiales et ces classes sociales. Enfin, la géographie féministe a fait valoir à juste titre les différences inégalitaires entre les hommes et les femmes dans l'occupation du territoire et son organisation. On pourrait allonger cette liste en mentionnant les autres branches disciplinaires qui ont permis d'approfondir la critique et de raffiner l'analyse géographique.

1.2.3. Une géographie de la complexité: l'analyse sociale

Comment envisage-t-on l'approche globale dans l'évolution disciplinaire après la révolution quantitative et spatiale? Avant de répondre à cette question, il est utile de prendre note de ce que l'histoire de la géographie enseigne jusqu'à présent à propos du lien entre l'objet disciplinaire et la nature de l'approche globale. Ce lien varie évidemment selon les étapes historiques de la géographie. André Cholley propose la synthèse, grâce à l'étude des combinaisons et des convergences de différents facteurs, naturels et humains, dans un espace donné (milieu, paysage, région). Pierre George considère lui aussi que la géographie est une science de synthèse axée sur la région, grâce à l'étude des rapports, en récusant toutefois le déterminisme naturel rampant d'avant 1950 et en introduisant l'idée de la dynamique des systèmes socioéconomiques. Pour lui, la perspective et l'approche globales se présentent sous une double facette: la pratique de la géographie régionale et l'utilisation de la notion de région et de mode de vie lors de l'analyse de thèmes comme l'urbain, le rural, l'économie ou le social. En effet, une division régionale à diverses échelles géographiques devient pour George une approche à l'étude d'un thème. Bref, pour la géographie traditionnelle, la synthèse et l'idée de globalité

semblent se confondre avec l'objet de la discipline (« objet » considéré à tort comme réel) alors que dans l'analyse spatiale, l'idée de synthèse surgit de l'analyse des structures, des formes, des fonctions et du système de l'organisation de l'espace (objet non réel).

Depuis 1975, la situation se présente différemment, car la géographie se caractérise par son éclectisme dans les sujets abordés. De prime abord, il est difficile, faute de recul temporel, de cerner avec certitude les grandes orientations disciplinaires. Si on devait malgré tout donner une ligne directrice à l'évolution de la géographie pour la période postérieure aux années 1980, ce serait l'étude de la société (ou de la société de sociétés). Cela ne semble plus faire de doute (Deshaies, 2010). Avec la société comme objet d'étude, la géographie se trouve confrontée à l'analyse des acteurs et à des études de sujets que les géographes doivent partager avec les autres chercheurs des sciences sociales. Ainsi, les géographes doivent faire acte d'humilité et accepter l'idée d'un partenariat avec les autres sciences sociales dans l'étude de la société.

La société que la géographie étudie n'est pas une collection d'individus qui vivent sur un même territoire. Elle est la somme des interactions entre les individus, les groupes, les États, etc. Ainsi, le géographe doit maintenant tenir compte de ces diverses interactions dans l'analyse géographique. Cholley ne considérerait pas la société comme la somme des interactions multiples entre les différentes composantes de la société, ce qui aurait rendu beaucoup plus difficile l'atteinte de son objectif de synthèse. Par rapport à ce nouvel objet global qu'est la société, la géographie doit utiliser un **approche spécifique** qui la distingue des autres sciences sociales tout en ayant nécessairement une **perspective globale** de la société. C'est là tout un défi ! Nous nous proposons maintenant de décrire, dans les pages qui suivent, comment la géographie actuelle peut avoir cette perspective globale de la société et d'évaluer la portée du mot « territoire » comparativement aux autres concepts intégrateurs.

1.3. Vers une vision globale de la société par la géographie

L'adoption d'un objet commun pour les sciences sociales ramène chacune d'elles à repenser son rapport à son objet propre. Dans les faits et par la force des choses, la géographie doit aussi avoir un projet particulier, celui d'étudier un aspect de la société tout en ayant à l'esprit que celui-ci ne peut être envisagé et étudié isolément de cette même société. Il est donc temps d'examiner les avantages et inconvénients des divers concepts intégrateurs, dont celui de territoire.

1.3.1. Les conditions de définition d'un concept intégrateur

Selon la perception commune, les disciplines posséderaient des objets donnés empiriquement alors que toute science est un projet de construction d'un objet et sa réalisation. Plusieurs personnes mentionnent des exemples de « faux objets empiriques » comme la terre pour la géologie, le vivant pour la biologie, le milieu pour les écologistes ou le territoire pour les géographes (Fourez, 1988, p. 82). Pourtant, aucun de ces objets n'est donné empiriquement ; ils sont construits. Ce qui fait dire à Gérard Fourez « qu'une discipline scientifique est moins déterminée par son objet que par son objectif » (p. 82). Si la société devient un objet d'étude pour la géographie, celle-ci doit donc se donner un objectif qu'elle puisse mettre en valeur en tant que spécialisation parmi les sciences sociales. La géographie se distinguerait donc des autres sciences sociales en centrant sa préoccupation et ses activités de recherche sur un aspect que n'abordent pas directement les autres sciences. Dans ce nouveau contexte, la géographie, comme toutes les autres sciences sociales d'ailleurs, ne saurait être une science de synthèse. Si la géographie avait cette prétention, toutes les sciences sociales pourraient réclamer le même titre, et alors le mot « synthèse » ne signifierait plus grand-chose.

Le choix d'un concept intégrateur pour la discipline géographique doit respecter un certain nombre de conditions. La première est de choisir un concept qui soit suffisamment large et rassembleur pour les géographes et qui ne cède en rien à la fragmentation de la discipline, à son morcellement, à sa dispersion et, par conséquent, à son éclatement. La deuxième condition du choix d'un concept intégrateur est d'assurer une orientation claire et caractéristique à la géographie, pour qu'elle se positionne avantageusement parmi les sciences sociales.

1.3.2. L'analyse critique de quelques concepts intégrateurs

Des thèmes comme « milieu », « nature » ou « environnement » (naturel) présentent actuellement trop de difficultés pour être rassembleurs pour les géographes intéressés par l'avenir de leur discipline. Ces thèmes véhiculent une perspective naturelle qui ne tient pas compte de la complexité des interactions sociales. Dans le passé, les géographes ont vu dans l'idée des relations humain/nature (milieu, environnement) un projet rassembleur. Peu d'entre eux, sauf Maximilien Sorre et quelques autres, ont réfléchi à cette idée de façon approfondie et surtout proposé des modèles de relations entre l'homme et la nature. Sans trop y penser, les géographes ont décidé d'étudier isolément les éléments du milieu naturel (relief, sols, climat et conditions météo, flore, faune) et les aspects reliés à l'homme (population ; activités agricoles, minières, industrielles). Pour se justifier,

les géographes ont affirmé qu'il fallait d'abord étudier isolément chacun de ces éléments naturels et de ces aspects humains avant d'aborder l'analyse des relations. Les résultats furent désastreux pour la discipline, car les géographes ont développé des disciplines comme la géomorphologie, la climatologie et la biogéographie, ou se sont spécialisés dans d'autres sujets dits « humains » en les éloignant de l'objectif de leur discipline, les relations humain/nature. Au lieu de cela, il fallait plutôt analyser le territoire qui exprime *de facto* les relations. Par exemple, un champ en labour n'est-il pas le résultat d'une relation humain/nature? Combien d'autres exemples ne pourrait-on donner, outre les cas où la « nature » n'est que le support d'une activité? Mais là aussi, ce support est l'expression d'un rapport humain/nature.

Dans les faits, l'idée des relations humain/nature a servi de justification idéologique à l'éclatement de la géographie, se résumant à un simple drapeau symbolique ou à une idée phare à peu près dénuée de portée concrète. Les géographes ont adopté une telle position idéologique pour défendre leurs intérêts personnels en enseignement et en recherche, faisant fi d'une réflexion théorique et épistémologique utile à l'avenir de la discipline. Bref, l'idée des relations humain/nature a subi les affres du temps sans arriver à susciter une production scientifique majeure et significative qui aurait normalement dû modifier la nature des programmes universitaires en géographie. Avec les recherches des dernières décennies, l'analyse de ces relations devrait être reprise pour promouvoir toutes les dimensions de la société qui les crée. Par exemple, la géographie a-t-elle fait pleinement son travail dans l'analyse des problèmes **sociaux** de l'environnement, qui proviennent justement de l'insuffisance des études sur ces relations? L'histoire a repris à son compte l'étude des relations humain/nature, abandonnée en grande partie par les géographes, surtout québécois. Cette histoire de l'environnement, en plein essor depuis une ou deux décennies, aborde les questions environnementales dans le temps long et le territoire à petite échelle. L'objectif de cette branche historique rejoint un discours déjà ancien chez les géographes :

L'histoire de l'environnement a pour objet d'étudier les rapports de l'homme et de son milieu. Plus spécifiquement, elle s'attache à décrire la manière dont l'homme a transformé l'environnement et, en retour, la façon dont celui-ci a pu façonner la trajectoire des sociétés (Mouhot, 2012, p. 26).

Les thèmes abordés par les historiens sont variés, même si on observe que l'évolution des climats du monde est l'un des aspects les plus souvent traités. Ainsi, sans devenir un concept intégrateur pour la

géographie, ce thème des relations humain/nature n'en demeure pas moins un sujet d'étude intéressant à explorer davantage par les géographes (Deshaies, 2006b).

Est-ce que la notion de région peut constituer un objet intégrateur pour la discipline? Gérard Fourez parlerait sûrement d'un « faux objet empirique », car cette notion n'est ni « donnée » directement à l'observation ni déduite de la réalité, mais plutôt construite. Il n'y aurait pas de « vraie » région, car elle n'existe pas. Il faut la « construire » en utilisant un critère ou un ensemble de critères pour la définir sur le terrain, et le terme « région » ne peut donc être utilisé sans un qualificatif (Deshaies, 1994). Alain Reynaud (1982) écrit que « la région est un mythe » (p. 125) et rappelle la phrase de W.G. East: « Peut-être ne se rend-on pas entièrement compte [...] que les régions sont souvent des réalités conceptuelles – création de l'esprit du géographe – plus que des réalités intrinsèques et évidentes du paysage » (p. 89). Beaucoup de chercheurs qui s'intéressent à l'analyse de la région ne semblent pas avoir conscience du fait que la région est une notion construite et qu'il est leur impossible de s'entendre entre eux sur les limites (qu'ils pensent réelles) d'une même région qu'ils étudient. En fait, leur « région » se définit plutôt comme le théâtre de leurs études et de leurs interventions (une région-cadre, en fait), entre l'échelle nationale et celle de la localité. Il est certain que la « région » existe dans la tête des chercheurs, mais elle doit faire l'objet d'une définition opérationnelle dans le cadre de leur étude pour aider leurs lecteurs à mieux comprendre leurs textes.

La région ne peut donc devenir un concept intégrateur, car elle présente un caractère rigide qui escamote souvent les questions et les problèmes d'échelles ou de niveaux sociogéographiques, comme l'a déjà bien souligné Yves Lacoste (2009). Il est difficile d'enfermer l'analyse de la société dans un cadre géographique, qu'il soit local, régional ou national. Certains diront que la critique est sévère, sans nuance et peut-être exagérée, mais elle soulève très bien les limites de la géographie régionale. Il est parfois nécessaire d'abandonner certaines idées anciennes, moins utiles, et d'en réaffirmer d'autres, plus justes et plus appropriées pour l'avenir. C'est pourquoi nous préférons parler d'une **analyse régionale dans une région-cadre définie par le chercheur et l'intervenant** au lieu d'une étude de la région (géographie régionale). L'approche globale n'est alors pas l'étude d'une région comme un tout. Bref, la géographie doit se faire à l'idée que la région n'est pas un bon concept intégrateur et que ce concept n'est pas porteur pour l'avenir de la discipline.

Le terme « espace » n'est pas plus approprié comme concept intégrateur pour la discipline, comme nous l'avons expliqué plus haut. Comme le mot « région », le mot « espace » présente l'inconvénient majeur d'exiger un qualificatif, le premier à surgir étant « géographique ». Grâce à ce terme, les recherches, par ailleurs très intéressantes, ont mis l'accent sur les structures spatiales, mais le mot « organisation » fut vite associé à la notion d'espace. Avec l'organisation de l'espace géographique, les géographes ont vite compris qu'il est impossible de faire l'économie des « organisateurs » ou, mieux, des acteurs. Enfin, le concept d'espace est peu compris de la population en général à cause de la complexité de sa charge sémantique, comme on peut le constater en lisant sa définition dans le *Petit Robert*. Bref, le mot « espace » pose problème comme concept intégrateur et son sens est difficile à communiquer, mais il a eu l'immense avantage d'avoir été porteur d'une transition majeure en géographie.

1.3.3. Les concepts de lieu et de territoire : deux avenues intéressantes

Les termes « lieu » et « territoire » sont porteurs d'une signification suffisamment large tout en intégrant la dimension sociale. Ils possèdent des caractéristiques intéressantes au point de départ pour obtenir un certain champ de cohérence et de rigueur, et pour contrer l'éclatement et le morcellement disciplinaire. Nous savons que ces deux mots sont polysémiques, comme en témoignent d'ailleurs les dictionnaires de géographie (Lévy et Lussault, 2003), mais il n'est pas nécessaire de les définir de façon définitive avant de procéder à l'analyse géographique des sociétés. Ces concepts ont l'avantage d'offrir une fenêtre plus ouverte sur le social, contrairement aux mots « région » et « espace », qui ont fait dans le passé la preuve de certaines limites sur ce plan. En fait, le géographe commencera ses recherches par un déblayage réflexif préliminaire de nature sémantique, pour progresser dans ses études théoriques et empiriques sur le territoire des sociétés. L'absence d'une définition précise et définitive du mot « territoire » n'est pas un problème dans la mesure où l'étude du territoire est l'objectif même de la géographie. Comme position de départ, il est possible de prendre collectivement la première définition du *Petit Robert* : « Étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain. » Cette définition est plus facile à retenir pour une majorité de gens que les autres concepts intégrateurs, dont celui d'espace. Par ailleurs, le mot « territoire » ne se prête guère à l'utilisation d'un adjectif comme « social », « culturel », « économique » ou « idéologique », car il intègre déjà toutes ces diverses dimensions. Ce serait une tautologie que d'ajouter de tels qualificatifs au mot « territoire ». Par contre, des adjectifs comme « local », « régional », « national », « international » et « mondial » pourraient s'employer dans ce contexte,

mais ils devront alors être utilisés d'une façon intégrée, dans une approche multiniveau et avec les mêmes réserves que nous avons faites à propos du mot « région ». Enfin le mot « territoire » met en évidence les relations qu'ont avec le territoire les individus et les groupes humains et, par conséquent, les problématiques sociales qui s'y greffent. Il se situe clairement dans le champ du monde social et des sciences sociales (Lévy et Lussault, 2003, p. 909). Le fait de retenir le territoire comme concept intégrateur n'empêche toutefois ni l'analyse régionale dans une région-cadre ni le recours à l'analyse spatiale.

La notion de lieu possède certaines des caractéristiques identifiées pour le territoire, notamment sa connotation sociale et sa richesse sémantique. Considérant que les lieux sont intégrés dans le territoire, nous ne désirons pas développer ici davantage cette notion complexe, sinon pour en dire que les lieux sont probablement les différents nœuds des réseaux à la base du maillage du territoire. Pour poursuivre la réflexion sur la notion de lieu, il faut absolument lire l'ouvrage fondamental de Richard Huyghe (2009), cette *Enquête linguistique sur la notion de lieu*, et en dégager la portée pratique pour la discipline géographique.

Compte tenu de ce qui précède, la géographie pourrait se définir comme la science des sociétés dans leurs rapports ou relations aux territoires. Parmi ces relations, on retrouve certes les grandes dimensions sociale, culturelle, économique et idéologique, qui doivent être considérées dans leurs interrelations, mais aussi une famille de concepts courants en sciences sociales : perceptions, représentations, comportements, vécu des individus et des groupes, etc. Le géographe se trouve donc confronté à une réalité très complexe de relations, alors qu'il doit étudier un sujet ou un problème particulier. Ces relations sont d'autant plus complexes qu'elles concernent des liens avec des rapports déjà existants dans le territoire (historicité). Ainsi, le géographe doit posséder dans la mesure du possible une vision globale de la société pour coller davantage à la réalité territoriale, avant même de s'interroger sur une approche globale à retenir.

1.4. L'approche globale est-elle possible en géographie ?

Une science sociale se définirait donc à la fois par un objet et un projet qui forment en même temps une grille d'analyse de la société. Ces trois aspects sont essentiels à la définition d'une discipline. Dans la section précédente, nous avons proposé le mot « territoire » comme objet disciplinaire ; compte tenu de l'objet d'étude commun des sciences sociales, on peut alors considérer que la géographie a pour projet l'étude des sociétés

dans leurs rapports aux territoires. Cet objet et ce projet constituent la spécialisation de la géographie dans le vaste champ des sciences sociales et sont en même temps la grille de lecture géographique des sociétés. Le géographe se voit donc obligé d'avoir une perspective ou une vision globale de la réalité territoriale, elle-même constituée de faits de société. Le géographe doit-il et peut-il aller plus loin qu'une vision globale pour élaborer une approche globale ?

1.4.1. Le questionnement autour d'une approche globale

Historiquement, les géographes ont insisté sur deux idées sœurs, la plupart du temps sans en évaluer vraiment la portée : science-carrefour et science de synthèse. À la première page de son « Que sais-je ? » sur *Les méthodes de la géographie* (1970), Pierre George écrit que « la géographie est une synthèse au carrefour des méthodes des sciences sociales » (p. 3). Il précise bien « au carrefour des méthodes » alors qu'une majorité de géographes ont pensé que la géographie était plutôt une science de synthèse au carrefour des connaissances des sciences naturelles et humaines. Parmi les textes sur le sujet, celui de Jean-Marie Roy (1964), de l'Université de Sherbrooke, décrit bien l'inquiétude de certains géographes de l'époque et la difficulté de la synthèse en géographie, car les géographes se spécialisent loin du carrefour, ce terme ayant servi de justification à plusieurs géographes pour promouvoir leur pratique professionnelle. Une telle préoccupation a incité certains géographes à s'investir davantage dans la réflexion épistémologique. Celle-ci fut vite critiquée pour son caractère en apparence négatif pour le marché de l'emploi pour les géographes, son supposé pessimisme quant à l'avenir disciplinaire (du « grattage de bobos ») et pour l'absence de mise en valeur positive de la discipline et de ses activités de recherche parmi les sciences. Ainsi, la boucle était bouclée pour empêcher un développement disciplinaire émancipateur : il fallait « faire de la géographie » au lieu de la penser et ostraciser ceux qui s'intéressaient à l'épistémologie de la discipline.

Nous avons raison de nous interroger sur l'idée de synthèse en géographie au sens d'un « ensemble constitué par les éléments réunis » ou « résultant d'une synthèse » (*Le Petit Robert*). En l'absence de la possibilité de synthèse, peut-on avoir une approche globale dans chacune des sciences sociales ? Dès les premières pages de son ouvrage sur *Les sciences sociales*, Dominique Desjeux (2004) écrit qu'« aucune discipline ne peut se réclamer d'une **approche globale et holistique** de la réalité sociale » (p. 5). Son affirmation repose sur l'idée que les sciences sociales vivent « un relativisme méthodologique » (p. 5). Plus loin, l'auteur écrit

qu'« à chaque échelle [d'observation], la méthode fait ressortir comment chaque discipline instituée a réalisé un découpage privilégié de la réalité sociale » (p. 6). Il va de soi que l'auteur situe l'approche globale dans la dimension méthodologique.

La mise en contexte par les citations de Pierre George et Dominique Desjeux fait ressortir la distinction entre l'idée de synthèse comme résultat de recherche et celle de processus méthodologique. Faute de prétendre à la synthèse, le chercheur en sciences sociales est confronté à l'obligation d'avoir au moins une vision globale de la réalité sociale. Nous proposons de définir de la façon suivante cette vision globale en géographie: *Démarche réflexive d'intégration de connaissances et de méthodes en rapport avec la société, provenant de sources diverses, en vue de la production d'une connaissance géographique spécifique articulée de façon rigoureuse et cohérente en rapport avec un problème ou un sujet d'étude liés au territoire. Bref, la vision globale peut être considérée comme une prise en compte plus large et englobante d'un problème ou d'un sujet liés au territoire.* Malgré l'observation de Desjeux, on peut encore se demander s'il y a des approches globales, du moins de portée moyenne.

1.4.2. Les approches globales possibles en géographie et en sciences sociales

Comme les sciences sociales se partagent l'objet commun de la société, la première réaction à propos des types d'approche globale se porte naturellement vers l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité. L'interdisciplinarité est la rencontre et la pratique des chercheurs qui étudient ensemble un sujet ou un problème donné en harmonisant les spécialités, alors que la transdisciplinarité exige le dépassement des frontières disciplinaires et l'intégration ou la reconstruction des connaissances pour en produire de nouvelles dans un but commun.

L'interdisciplinarité se pratique déjà sur une base régulière. Ainsi, sur le plan individuel, le chercheur mène sa recherche dans une perspective interdisciplinaire, car dans les faits, il fait appel à un ensemble d'informations provenant d'autres chercheurs (interventions orales et écrits de ses collègues de la discipline et d'autres sciences) et de son environnement culturel, social et économique. Il réfléchit en mettant son sujet d'étude en relation avec des idées, des échanges, des méthodes, des techniques qui circulent dans son environnement de chercheur. C'est là une forme d'interdisciplinarité « spontanée » ou naturelle. Mais l'interdisciplinarité peut aussi se pratiquer grâce à une association planifiée entre les chercheurs pour étudier une problématique donnée. Actuellement, l'action

interdisciplinaire la plus courante est l'organisation de colloques sur une thématique ou une problématique où les chercheurs présentent leurs travaux de recherche menés individuellement ou en équipe. Ces colloques sont habituellement suivis de la publication d'ouvrages collectifs qui regroupent une partie des communications et, parfois, d'autres travaux de recherche. Bref, l'interdisciplinarité se pratique actuellement sur une base régulière à l'échelle individuelle ou des équipes, et lors des rencontres scientifiques. On parle alors d'interdisciplinarité qui s'inscrit dans une vision globale de la réalité.

Pour la transdisciplinarité, nous avons tenté un regroupement et un classement des approches globales et des visions théoriques transversales (tableau 1.2). On peut distinguer plusieurs approches globales disciplinaires, notamment en géographie. D'abord, la science historique a depuis longtemps recours à une approche globale par l'analyse des contextes historiques des temps court, moyen et long, comme l'a suggéré Fernand Braudel. Pour sa part, le sociologue Émile Durkheim a proposé la méthode comparative, qui peut également se pratiquer dans la discipline géographique.

La géographie a proposé l'analyse multiniveau ou l'analyse des différents échelons ou niveaux de la réalité sociale et du territoire. Nous avons repéré trois modalités différentes de cette approche chez les

Tableau 1.2.

Essai de classification de quelques approches et visions globales en sciences sociales

A. Approches globales	B. Visions théoriques transversales
Analyse des contextes historiques dans le temps	Fonctionnalisme
Analyse comparative ou comparaison méthodique entre sociétés, groupes sociaux et individus, et territoires	Structuralisme
Analyse contextuelle d'un lieu ou d'un territoire par un changement de l'échelle cartographique ou fractionnaire d'observation	Culturalisme
Analyse multiniveau selon l'ordre de grandeur des phénomènes de nature reliée et habituellement hiérarchique (p. ex. la dimension géopolitique)	Interactionnisme
Analyse multiniveau selon l'ordre de grandeur des phénomènes de nature différente , mais formant une combinaison spécifique dans un lieu ou un territoire donné	Paradigme de la complexité

Sources: Deshaies (2013), Valade (1996).

géographes. La première, pratiquée surtout dans la géographie traditionnelle, consiste à utiliser des cartes (surtout topographiques) de différentes échelles cartographiques pour analyser un lieu. Par exemple, l'utilisation d'un ensemble de cartes topographiques à échelles fractionnaires variées permet de décrire le site d'une ville ainsi que sa situation dans un ensemble plus vaste, notamment par rapport aux villes et villages environnants. Pour prendre un exemple plus moderne, l'utilisation d'une seule et même carte accessible sur un site Internet peut faire l'objet d'une analyse en utilisant l'outil de zoom, surtout avantageuse avec le zoom avant. Par contre, la copie papier de la carte est plus pratique pour avoir une vue d'ensemble du même phénomène. Semblable à la première, la seconde modalité procède à l'analyse multiniveau selon l'ordre de grandeur des **phénomènes géographiques reliés ou hiérarchiques**. Cette modalité permet, par exemple, de mieux comprendre certains problèmes géopolitiques mondiaux, comme le fait d'ailleurs très bien Yves Lacoste. La dernière modalité de l'approche multiniveau se distingue de la précédente en ce qu'elle vise à décrire un lieu ou un territoire donné grâce au recours d'informations provenant de **phénomènes de nature généralement différente et d'échelons variés** qui contribuent à une combinaison particulière en ce lieu et dans ce territoire. Pour une réflexion plus approfondie des approches multiniveaux, nous prions le lecteur de lire les textes de Charron, Déry, Deshaies, Herjean et Saint-Laurent publiés en 2006 dans le numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec* sur *Les chantiers de la géographie*. Nous croyons que l'approche multiniveau présente un caractère global, mais offre aussi la matière, et un peu la manière, nécessaire à une vision globale. L'idée directrice sous-jacente à toutes les approches globales décrites précédemment concerne l'insertion d'un sujet ou d'un problème dans ses différents contextes historique, social et géographique.

On peut souligner aussi cinq grands systèmes théoriques qui transcendent les frontières des sciences sociales. Les trois premiers donnent « une vision globale des systèmes sociaux, des sociétés et des institutions pris comme des tous » (Valade, 1996, p. 491), alors que le quatrième, à l'inverse des premiers, est un système d'analyse visant à rendre compte des phénomènes sociaux dans le temps par l'articulation et l'agrégation des actions individuelles et des groupes. Les géographes pratiquent depuis assez longtemps l'analyse des fonctions, des dysfonctions, des systèmes et des modèles pour comprendre le territoire sans toujours se référer explicitement à ces systèmes. Ainsi, le fonctionnalisme et le structuralisme imprègnent déjà l'esprit des géographes, mais ces systèmes théoriques mettent partiellement de côté la genèse et l'histoire des sociétés et de leurs territoires. Des géographes ont par la suite intégré la dimension culturelle dans leur analyse géographique, habituellement à plus grande échelle,

comme l'illustrent très bien les travaux publiés dans la revue *Géographie et cultures*. Depuis quelques décennies, les géographes s'intéressent davantage à la vision interactionniste, qui inclut la dimension temporelle grâce à l'étude des acteurs et de leurs actions sur et dans le territoire. Enfin les géographes ont recours depuis un certain temps aux travaux d'Edgar Morin pour mettre de l'avant le paradigme de la complexité (Charron, 2006). Ces diverses visions théoriques présentent toutes un intérêt pour l'analyse des sociétés et de leurs rapports aux territoires. Mais elles ne sont pas sans contrainte sur le plan de leur utilisation pour la recherche. Ces visions théoriques transdisciplinaires des sciences sociales nous aident à comprendre les sociétés et leurs territoires, mais il semble difficile d'élaborer une démarche globale dans une recherche empirique pour rendre compte de toutes leurs possibilités théoriques. Il semble donc plus pratique d'utiliser les **facettes pertinentes** de ces systèmes théoriques pour élaborer une démarche appropriée au problème ou au sujet à l'étude. Comme on peut le constater, la pratique d'une vision globale est une condition nécessaire à une bonne recherche, mais elle ne donne nécessairement pas une garantie pour le développement d'une approche globale.

1.4.3. Et la compréhension globale du monde ?

Les chercheurs et le grand public sont intéressés à une compréhension globale du monde. La demande de portraits globaux des continents, des pays, des « régions » et des problématiques géopolitiques du monde ne semble pas s'épuiser, car le monde change constamment. Les atlas, les ouvrages et atlas de géopolitique, les « états du monde », les études régionales et les géographies universelles sont autant de genres appréciés du grand public.

Ces genres ont évolué au cours du xx^e siècle. Par exemple, la consultation des géographies universelles révèle un changement de perspective et de finalité dans le temps. Les premières géographies universelles (Malte-Brun, Reclus et De la Blache) ont permis de rendre compte des progrès et des acquis scientifiques dans la connaissance d'un monde qui s'élargit sans cesse par les découvertes et qui se complexifie avec l'expansion des relations internationales. Chaque géographie universelle permet à la fois d'effectuer une pause et de donner une interprétation nouvelle du monde. Compréhension du monde, bilan des connaissances territoriales, réflexion sur l'état du monde, voilà autant d'objectifs poursuivis par les géographies universelles. Bref, le but de ces géographies est une compréhension et un **portrait global** du monde, et par conséquent d'une **réalité globale**. Le Groupe Reclus a réalisé la dernière géographie universelle grâce à une approche globale pour la compréhension globale du monde

tout en décrivant son « fonctionnement ». L'étude des géographies universelles permet donc d'introduire **une distinction entre compréhension globale et approche globale**, deux notions que les géographes ont tendance à confondre.

En guise de conclusion

Le présent texte a gravité autour de la question suivante : comment faire de la géographie une spécialisation certaine qui soit en même temps une science ouverte sur les autres disciplines, les sciences sociales en particulier, sur le marché du travail et sur le monde ? Cette question nous invitait à emprunter la démarche historico-épistémologique. Nous pensons qu'il est impossible de parler de vision et d'approches globales sans une définition minimale de la géographie.

Historiquement, la géographie a toujours véhiculé l'idée d'une vision globale, avec des approches variées et plus ou moins globales selon les circonstances. Un changement majeur s'est produit au cours des décennies 1960 à 1980, car la géographie a commencé à envisager son avenir parmi les sciences sociales, avec lesquelles elle partage maintenant un thème central, la société. Alors qu'initialement, au début du xx^e siècle, elle s'intéressait à la description du milieu, du paysage, de la région et du genre de vie, elle se préoccupe maintenant des rapports des sociétés aux territoires.

En qualité de partenaire avec les autres sciences sociales, la géographie doit donc coopérer à l'analyse de la société à la mesure de son potentiel. Pour Edgar Morin (1990, p. 9), « il faut qu'une discipline soit à la fois ouverte et fermée » dans ses relations avec les autres sciences. Autrement dit, si une discipline possède un bon concept intégrateur, elle serait plus en mesure d'entretenir des relations bénéfiques avec les autres. Nous ajoutons aussi l'idée que la formation en géographie doit également être à la fois ouverte et fermée par rapport au marché du travail (Deshaies, 2012).

Selon le contexte décrit précédemment, nous pensons que la géographie aurait davantage besoin d'une vision globale avant de définir des approches globales qui ne seront probablement pas toujours au rendez-vous. Si celles-ci sont difficiles à définir, cela ne signifie pas pour autant que la géographie soit une science d'expertise et d'expert (Deshaies, 2012). Par ailleurs, la recherche d'une approche globale n'est pas située sur le même plan que l'objet et le projet de la discipline. L'approche globale est de l'ordre de la méthodologie, et son absence n'est pas une question problématique si les chercheurs réussissent à définir une démarche appropriée

pour analyser géographiquement les problèmes. Bref, nous croyons qu'une vision globale constitue un excellent point de départ pour le démarrage d'une recherche tout en conservant l'espoir du développement d'une approche globale. Le présent texte a misé sur une approche épistémologique de l'idée de globalité en géographie, mais nous laissons aux autres collaborateurs de l'ouvrage le soin d'apporter une contribution plus concrète à la notion de globalité.

Bibliographie

- Bachelard, G. (1967). *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- Berthelot, J.-M. (2001). *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France.
- Charron, M. (2006). «La complexité des phénomènes spatiaux», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 327-335.
- Cholley, A. (1950 [1942]). *La géographie. Guide de l'étudiant*, Paris, Presses universitaires de France.
- Déry, S. (2006). «Réflexions théoriques sur l'organisation des niveaux géographiques», *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 50, n° 141, p. 337-345.
- Deshaies, L. (1994). «La notion de région en géographie», dans F. Harvey (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 33-55.
- Deshaies, L. (2006a). «La dialectique du mouvement et des lieux : combiner échelles et récits», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 313-318.
- Deshaies, L. (2006b). «Les défis d'une géographie en émergence comme science sociale», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 565-576.
- Deshaies, L. (2008). «La nature de la géographie comme science sociale selon Pierre George», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 52, n° 146, p. 303-312.
- Deshaies, L. (2010). «Malaises et défis de la géographie dans les années 1970-1980 au Québec : évolution de la pensée géographique dans la foulée des mutations de la géographie», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 151, p. 49-75.
- Deshaies, L. (2012). «Reconnaissance et visibilité sociales et scientifiques de la géographie : réalités et défis», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 93-108.
- Desjeux, D. (2004). *Les sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France.
- Fourez, G. (1988). *La construction des sciences. Introduction à la philosophie et à l'éthique des sciences*, Bruxelles, De Boeck Université.
- George, P. (1966). *Sociologie et géographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- George, P. (1970). *Les méthodes de la géographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Hagget, P. (1973). *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Paris, Armand Colin.

- Herjean, P. (2006). «L'approche multiniveau de la santé», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 347-355.
- Huyghe, R. (2009). *Les noms généraux d'espace en français. Enquête linguistique sur la notion de lieu*, Bruxelles, De Boeck et Duculot.
- Lacoste, Y. (2009). *Géopolitique. La longue histoire d'aujourd'hui*, Paris, Larousse.
- Lévy, J. et M. Lussault (2003). *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin.
- Morin, E. (1990). «Sur l'interdisciplinarité», dans *Carrefour des sciences*, actes du colloque du Comité national de la recherche scientifique, Paris, Éditions du CNRS, p. 21-29.
- Mouhot, J.-F. (2012). «Qu'est-ce que l'histoire de l'environnement?», *Sciences humaines*, n° 242, p. 26.
- Racine, J.-B. et P. Villeneuve (1992). «Le Canada», dans R. Brunet (dir.), *Géographie universelle. États-Unis, Canada*, Paris, Hachette-Reclus.
- Reynaud, A. (1974). *La géographie entre le mythe et la science. Essai d'épistémologie*, Reims, Travaux de l'Institut de géographie de Reims.
- Reynaud, A. (1982). *La géographie, science sociale*, Reims, Travaux de l'Institut de géographie de Reims.
- Roy, J.-M. (1964). «Les tâches de la géographie québécoise», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 8, n° 16, p. 251-259.
- Saint-Laurent, D. (2006). «Inondations et paléo-inondations : de la géographie à la pluridisciplinarité», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 319-325.
- Valade, B. (1996). *Introduction aux sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France.
- Villeneuve, P. et D. Ray (1975). «La dynamique structurelle des régions du Canada», *Économie appliquée*, vol. 28, n° 1, p. 70.

Chapitre

2



La région comme rempart contre l'homogénéisation du monde

Christian Morissonneau

La géographie n'est pas plus la science de l'espace que l'histoire est celle du temps. La géographie est la science des régions ; cette notion et cette réalité sont centrales. L'approche globale de cette portion d'espace comme point de vue ou comme donnée est maintenant entendue. L'individualité régionale, qui révèle l'appartenance et l'identité, peut être étudiée par le géographe, connaisseur de la généralité et de l'exception et de la globalité. Avec la connaissance, il y a une participation, un savoir appliqué et une démarche possible qu'on peut dire politiques, en cette ère de dépolitisation des problèmes. « L'étant là », dans ses multiples expériences, est devenu problématique par la perte des repères des lieux que l'on connaît et où l'on se reconnaît. Cet espace limité a besoin d'être dit et défendu

face à la disparition souhaitée des frontières par les technocrates et aménageurs des « empires » (États ou autres) et par les investisseurs virtuels pour qui n'existe que l'extension du pouvoir de disposer techniquement des choses. Ce pouvoir est de plus en plus étranger à la perception de la réalité qu'ont les groupes sociaux et qui oriente leur action. Il n'est plus possible de relever le défi technicien avec les seules ressources de la technique. Il faut se servir de notre savoir et de notre vouloir pratiques.

Le géographe, par la connaissance régionale, peut critiquer l'espace banalisé, commercialisé, mondialisé ; il rappelle que la relation au territoire local ou régional est fondamentale dans l'expérience d'habiter le monde.

La région nous apprend la variabilité humaine : « En expliquant et en comprenant la logique interne d'un fragment de l'écorce terrestre, la géographie révèle une individualité dont la réplique exacte, c'est bien évident, ne se trouvera nulle part ailleurs » (Juillard, 1962, p. 484).

2.1. De l'espace au territoire

Le caractère spatial de la région va de soi, mais il n'est pas essentiel ; une ville est au nord d'une autre : ce n'est pas de la géographie, mais de la localisation, comme Louis XIII précédant Louis XIV n'est pas de l'histoire, mais de la chronologie.

On ne peut insister longtemps sur le postulat partagé par nombre de géographes soutenant que la géographie est la connaissance du caractère spatial de phénomènes tels que la pratique religieuse ou la santé. Qui se contenterait, dans une géographie – ou plutôt une cartographie – de la santé, de relever que telle maladie fait ses ravages dans telle ou telle zone, au lieu d'expliquer comment elle peut s'exercer là, comment on peut comprendre cette géographie sanitaire qui dépasse le contenu d'un atlas ? La géographie générale (qui n'a rien de général) découpe par phénomènes ou entités, au lieu de découper selon le continu (région). On sait que les premières régions ont existé dès qu'un groupe humain, même nomade, a délimité une zone qu'il se réservait comme territoire d'usage pour des activités habituelles de chasse et de cueillette et qui pouvait être prolongée en territoire utile.

Il faut savoir qu'au Moyen Âge, la dimension spatiale ne préexiste pas. N'existent que le lieu et le nom qui l'identifie. Le nom, qui sert d'abord de point de repère, se transforme en toute réalité : le nom du propriétaire ; celui de la divinité ou du saint personnage qui en est le tuteur et protecteur ; celui qui qualifie la source bleue, la montagne tremblante, la rivière tortueuse, le séjour des dieux ; celui qui indique une direction. De l'entité

localisée (*topos*) on passe à la région (*choros*). Ainsi naît le pays. Dans l'Antiquité, on désignait le pays des Germains ou celui des Santons; du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle, les Français en Amérique amérindienne parlaient du pays des Algonquins ou de celui des Mandans; quant au pays des Hurons, ils l'avaient nommé Huronie. Mais les endroits deviennent des lieux par le seul nom donné. Le nom fonde le lieu. Au ^{vii}^e siècle de notre ère, Isidore de Séville écrit: «Le lieu, c'est l'endroit où l'on est.» Dans l'espace entre les lieux, les groupes tracent, marquent des lignes, des directions quelquefois balisées d'une façon ou d'une autre; ainsi se créent les frontières.

On peut formuler deux affirmations pour ce qui est de l'objet de la géographie. Tout d'abord, la combinaison est repérable par l'analyse globale, qui part du constat premier de l'existence d'une région par l'aire délimitée: cette approche rend compte des interactions multiples. «L'échelle régionale semble être tout particulièrement appropriée à cette démarche du développement en tant qu'affaire de dignité. Elle est intégrée à une conception globale des rapports sociospatiaux» (Wackermann, 2000, p. 7).

Mais surtout, la région ne se décrit pas uniquement en termes de rapports sociaux et économiques, de sites d'exploitation, de production, de commerce ou d'échanges, de flux de communication, etc. Ces sites et ces rapports liés à une portion d'espace doivent être étudiés comme une globalité et non par un rangement et un étiquetage; on connaît trop les présentations en tiroirs ou en vases clos! Parce qu'une population ne se borne pas à son dénombrement et à son inventaire, elle doit être saisie dans la construction même du lieu et dans l'interaction qui l'accompagne. Ce rapport continu se joue dans un espace que les gens connaissent et où ils se reconnaissent, car les humains, dans leurs rapports à l'espace et entre eux, secrètent l'identité et l'appartenance. Cette variabilité, dite régionale, de pays ou locale, est le dernier rempart contre l'homogénéisation spatiale à partir de l'État et du système financier international.

N'oublions pas que c'est le phénomène régional qui crée la nation; la France en est un bon exemple. Ainsi, le groupe germanique de l'Antiquité s'est fractionné lors des invasions dites barbares en se dispersant dans l'Empire romain; s'inventent alors des territoires: les Burgondes ont «bâti» la Burgondie (Bourgogne), les Lombards, la Lombardie, les Alamans, l'Alémanie (Allemagne), etc.

Les territoires découpés, d'abord par les chefs de bande, se sont différenciés, entre autres, par la relation avec le milieu, les rapports au travail et au mode de production, les rapports des hommes entre eux. Pour des exemples géohistoriques, dans la Franco-Amérique, il est aussi évident que les pionniers français, en occupant la vallée du Saint-Laurent, l'ont

régionalisée en quelques décennies; ils étaient en même temps devenus des Canadiens dans cette ample zone laurentienne de la Nouvelle-France. D'autres régionalisations suivront, dans le Québec des XIX^e et XX^e siècles, aussi construites par des groupes aux activités diverses ou par l'instance politique; elles subsistent toujours, ayant une identité observable, même si elle est parfois discrète. En s'établissant sur les côtes atlantiques, des Français alliés aux Amérindiens ont bâti l'Acadie, en devenant en même temps des Acadiens. Et ainsi de suite, dans toutes les régions du monde. L'homme construit ses lieux et sa culture, comme l'escargot sa coquille, c'est-à-dire un abri et une part de lui-même. Avec le temps (la durée), naissent les mots qui désignent, qui s'adaptent aux nouvelles réalités; s'esquissent et se développent les langues qui se différencient de la langue originale remaniée: une part identitaire s'est construite. Par exemple, l'Empire romain verra sa langue commune du pouvoir et de la communication éclater en d'autres langues nées de sa régionalisation; les langues romanes vont se créer dans l'Empire atomisé. Après tout, les Français ne parlent pas le gaulois, mais le français, et les Anglais ne parlent pas le vieil anglais, mais l'anglais actuel. L'Empire romain ne pouvait tenir en tant qu'unité de pouvoir et uniformité géopolitique.

Mais l'Empire d'aujourd'hui est inédit: il n'est pas que politique ou économique; il a des alliés absolument solides, par la mobilité efficace et les nouvelles technologies qui ont commencé à abolir le temps et qui s'attaquent à l'espace. Sont visés et détruits les « anticorps » qui pourraient réagir et résister à la pandémie de l'uniformisation. Les anticorps sont dans l'hétérogénéité, la diversité des lieux. Les langues sont nées de l'éclatement des empires et de l'adaptation à de nouveaux milieux. La preuve est faite que les portions territoriales sont relatives: elles évoluent avec les techniques de transport et de communication. La planète actuelle est à l'étape de l'homogénéisation qui bouleverse les relations humaines, mise en marche et accélérée par l'expansion marchande normalisatrice et l'ordre technologique (Habermas, 1973; Ellul, 1997; Franklin, 1995).

Il n'y a plus de conquérants ni d'ennemis à la frontière, parce qu'ils ne viendront pas d'ailleurs – « ailleurs » est une notion révolue –, mais de partout, puisque notre monde partage le même système technique, mis à part quelques pays irréductibles qui n'attendent que le moment de l'adopter. Il n'y a plus de résistants à ce nouvel empire. Pas d'Astérix ni de potion magique. Au contraire, chacun s'affiche citoyen du monde et anti-frontière.

2.2. L'espace et le sens

Le où détermine le comment de l'être.

HEIDEGGER

Une société se construit en construisant son espace et vit en symbiose avec lui [...] les sociétés sont un arrangement de spatialités.

LUSSAULT, 2007, p. 9

Nous proposons donc de définir la géographie comme la science qui étudie les hommes et les sociétés à travers leurs dimensions spatiales, afin de les aider à valoriser l'espace dans lequel ils vivent.

BAVOUX, 2009, p. 283.

Pourquoi répéter, de façon quasi incantatoire, la notion d'espace comme objet de la géographie, alors que dès les origines de ce savoir, de ce savoir-faire – l'étymologie même du mot grec le rappelle –, il s'agit de la description de la terre (*géo-graphéin*). Les deux géographes cités ci-dessus sont précédés d'un philosophe qui nous rappelle un des fondements de la condition humaine: incapables d'ubiquité, les groupes humains vivent dans une portion d'espace plus ou moins grande, qu'ils ont bornée pour l'usage et l'utilité avec des limites souples ou rigides que les autres doivent respecter. Hérodote, le célèbre voyageur de l'Antiquité, réfléchit et rapporte ce qu'il voit et entend dire de ces aires d'espace, plus ou moins grandes, qu'il distingue et qui, en son temps, sont déjà des États, des empires niveleurs par la guerre, des territoires ethniques ou communautaires, ou des villes-États. Il distingue bien les villes grecques comme Athènes et leur signification citoyenne (malgré une large exclusion) de l'étendue territoriale des pouvoirs pharaoniques. Il sait ce que ces riches et puissants États doivent à la nature, par exemple les cours d'eau inondables et leurs alluvions propices à l'agriculture en Égypte et en Mésopotamie. Il écrit: «L'Égypte est un don du Nil.» Alors, l'explication retient-elle l'hydrologie ou la révolution agricole et la domestication animale? La nature ou l'histoire?

Il n'existe pas de régions naturelles comme existent les autres régions (George, 1970). Les traits naturels sont des traits identifiables; la recherche des limites de leurs possibilités vitales est celle de la régionalisation botanique ou faunique. La connaissance de l'histoire est vue comme celle d'un juge du phénomène humain, alors que la géographie a perdu l'emprise sur la liberté humaine qu'elle détenait par le déterminisme. L'histoire joue, actuellement, ce rôle relativiste que la géographie aurait pu reprendre, justement, non seulement par la diversité du paysage devenu commentaire scientifique et attrait touristique, mais encore par celle de l'humain éparpillé plus ou moins densément.

Nous ne croyons plus aux régions naturelles du géographe allemand Carl Ritter, qui les pensait pourvues d'intervention providentielle. Demeurent le lieu, la région et la relation à cette dimension spatiale, qui est un trait fondamental de l'expérience humaine.

La région n'est pas définie d'abord par des caractères humains et biophysiques distincts. Elle est un territoire né d'un point de vue, d'un choix utilitaire comme l'installation des premiers groupes humains, des découpages faits par des envahisseurs s'assurant la propriété, ou d'une décision politique (les empires anciens, les États modernes). L'important pour l'étude, c'est la limite, la délimitation (en latin *regio*) qui crée la région comme entité. Il faut avoir en tête que le lieu signifie, pour la plupart des gens, le plus important déterminant des expériences qu'ils vivent. Il est un des traits de la condition humaine, parce que tout ce que l'homme fait le conditionne ; il construit l'appartenance et l'identité qui sont au cœur de la géographie régionale. Les caractéristiques géographiques (humaines et naturelles), comme on les appelle dans ce cas, sont appréhendées dans leurs rapports et leurs influences qui se construisent et produisent la singularité de la zone délimitée, étant entendu que les rapports dépassent souvent les limites dont on tient compte pourtant puisqu'elles sont, littéralement, fondatrices.

Le territoire ainsi borné est observé, analysé ; il paraît quasi naturel par son ancienneté, ou il obéit aux critères socioéconomiques les plus en pointe ou à des interventions variées. Cette région, puisqu'il faut la désigner par cette notion inventée et étudiée par les géographes, est à l'évidence unique. Que l'échelle d'étude soit grande ou petite, il demeure que l'*intra-region* est devenu objectif. Cette portion est un objet, un produit géographique, parce que « choisi », « fixé » dans ces catégories de l'expérience humaine que sont le temps et l'espace.

2.3. La région frontière ou le front pionnier

Ajoutons à la frontière linéaire la frontière zonale, la région frontière, celle qui se situe au front d'un État et qui garde les limites floues d'un entre-deux territorial en voie de peuplement et de développement, entre la région de l'« autorité décisionnelle » et la nature vue comme « terre neuve », au mépris des premiers habitants, en grand risque d'être refoulés avec leur disparition annoncée ; c'est aussi la zone elle-même, sorte de tampon entre deux souverainetés. Au Moyen Âge, on appelait ces zones des *marches*, d'où le nom encore donné à une ancienne province française, la Marche, aujourd'hui le département de la Creuse, entre le Poitou et le Limousin ;

quant aux Anglo-Saxons, ils désignaient par *frontier* le territoire inexploré avant la conquête effective du continent américain jusqu'à l'océan Pacifique, où, bien sûr, s'arrêta cette « frontière ». C'est le même phénomène d'aire en voie d'occupation et de développement que les géographes français ont appelé « front pionnier » et « frange pionnière » et étudié, entre autres au Canada et au Québec (Biays, 1964) et au Brésil (Monbeig, 1952). Nous avons personnellement étudié le front pionnier nordique en voie d'intégration au Québec du Sud, à partir du milieu du XIX^e siècle, aux marges de la nature sauvage et sans limites, mais portant l'espoir de l'avenir national. Il s'agissait d'un front pionnier à l'échelle continentale (il ne visait rien de moins que le Nord du Canada entier, de la baie d'Hudson à Vancouver), nourrissant le rêve émancipatoire politique et économique (Morissonneau, 1978). On voit naître une région d'avant la région, ou bien la construction elle-même. Au Québec, les années contemporaines sont animées du même rêve. Il s'agit toujours de l'image forte de la Terre promise, mais les gouvernements successifs, rationalité et utopie obligent, la désignent sous les dénominations de Plan Nord et Le Nord pour tous.

2.4. Les frontières menacées

L'indécence de l'époque ne provient pas d'un excès, mais d'un déficit de frontières. Il n'y a plus de limites à parce qu'il n'y a plus de limites entre.

DEBRAY, 2010, p. 73

Puisque ce construit, délibéré ou non, pose problème, on en voit l'aspect politique, c'est-à-dire que la région est un objet géopolitique qui suppose, en premier, l'examen des frontières qui la créent et assurent son existence.

La frontière a mauvaise presse : elle défend les contre-pouvoirs. N'attendons pas des pouvoirs établis, et en position de force, qu'ils fassent sa promo. Ni que ces passe-muraille que sont les évadés fiscaux [...] déclarent leur amour à ce qui fait barrage [...] Là est d'ailleurs le bouclier des humbles, contre l'ultra-rapide, l'insaisissable et l'omniprésent. Ce sont les dépossédés qui ont intérêt à la démarcation franche et nette. Leur seul actif est leur territoire, et la frontière, leur principale source de revenus (plus pauvre un pays, plus dépendant est-il de ses taxes douanières). La frontière rend égales (tant soit peu) des puissances inégales (Debray, 2010, p. 75-76).

Selon Debray, depuis 1991, nous avons tracé 27 000 kilomètres de nouvelles frontières, surtout en Europe et en Asie. Même la Belgique en souhaite une nouvelle.

La connaissance géographique néglige la place de la politique dans la vie des sociétés inscrites quelque part (elles sont pourtant toujours de quelque part). Voilà les géographes à l'aise pour étudier et discuter sur la déterritorialisation ou sur la fin des territoires ; les économistes parlent de la délocalisation et les hommes d'affaires la font ou la souhaitent. D'où le succès grandissant du tourisme, de la quête d'exotisme même frelaté, du factice de bon goût pour un consommateur avide et fier de sa légèreté de voyageur qui coche, sur sa liste, les destinations atteintes et qui se prend pour un humanitaire, bien sûr passif, mais si ouvert à la nouveauté qu'il se dédouane – c'est le cas de le dire – de tout soupçon de voyeurisme ou de mépris. Le voyageur international serait l'esprit libre contemporain ! Aller à la quête de la diversité, le faire savoir, passer outre les frontières, voilà des signes de notre modernité. Ces néonomades contribuent à la réussite économique. Personne n'en parle ainsi, y voyant une généreuse ouverture à l'autre. Le tourisme est un secteur à croissance échevelée qui grossit en clientèle et s'agrandit en territoire « colonisé ». Il réalise, quasi pour tous, un vieux rêve : le voyageur sans frontière. Et tant pis si l'endroit visité est voisin de l'horreur sociale ; la mondialisation a quelques prix à payer !

« Couvrez ce lieu que je ne saurais voir », dirait un Tartuffe contemporain ; cela remet en question le plaisir du dépaysement arrangé. Il en va de l'exotisme vendeur étalé jusque sur les menus des restaurants. Le monde est à la carte !

Mais les hôtels standardisés et les plages aseptisées ne sont pas pour les chiens ! Comment peut-on contribuer à la géographie du tourisme sans s'interroger sur la nature dénaturée, la culture locale devenue décor et bien huilée pour le badaud, évidemment à l'écart des zones de pollution et de moindre sécurité. La misère est une voisine occultée. Non seulement ce qui nous habille, nos vêtements et nos chaussures ont été fabriqués dans des pays au prolétariat surexploité, mais nous y allons en retour, ou nous communiquons (la panacée à l'incompréhension !), ou nous en faisons l'analyse spatiale hautement spécialisée. Il n'est pas certain que l'on puisse comparer les progrès techniques de l'observation de l'infiniment petit et de l'univers infini à ceux du monde sublunaire humain. On nous fera grâce de l'insaisissable, mais toute-puissante contingence, autrement dit le hasard. Ajoutons-y l'imaginaire, les sentiments, les projets, tout ce qui ne se mesure ni ne se cartographie. Le système d'information géographique est très utile, mais pas suffisant. L'humanité déborde !

Il ne s'agit pas que d'un effet ou d'un fait de l'économie – la mondialisation –, mais d'un renforcement du système technique qu'il faut bien que les géographes repèrent et critiquent.

En effet: «Avec le cellulaire, le GPS et l'Internet, les antipodes deviennent mes voisinages, mais les voisins du *township* sortent les couteaux et s'entretuent de plus belle» (Debray, 2010, p. 20). Le penseur insiste sur le grand écart «entre notre état d'esprit et l'état des choses». Les mots importants sont ici «l'état des choses», ce qui nous permet d'insister sur la seconde absence ou faiblesse des géographes: où sont passés le concret et la réalité des choses, deux notions qui n'ont rien de redondant? Debray a raison: «L'intelligentsia postnationale, dite à tort critique et radicale, nous offre des abris anti-réalité, avec des théoriciens de grand savoir et de peu d'expérience» (2010, p. 21).

Sont déplorables, dans les dires et écrits des géographes, la perte du concret, l'absence de perception de la réalité, celle du monde sensible, celui que l'on perçoit par les sens avant d'en faire un objet de savoir; est également déplorable l'ignorance de plus en plus reconnue de la pratique du terrain, voie inévitable de la description, donc de la compréhension de l'homme habitant.

Les gens entendent aujourd'hui s'occuper de leur sort maintenant et ici: ce qui se passe à l'échelle locale prend une résonance nouvelle. Et comme les déplacements, les échanges et la communication s'effectuent à l'échelle planétaire, il apparaît de plus en plus nécessaire de défendre l'univers proche contre la tendance au nivellement général (Claval, 1993, p. 22).

L'originalité intellectuelle des géographes praticiens, qu'ils soient américains ou français, Carl Sauer ou Raoul Blanchard, a longtemps été le souci du terrain, dans leurs études préliminaires comme dans leurs écrits finaux. Blanchard (1960) savait faire voir et synthétiser et il avait beaucoup vu, entendu et observé sur place. La publication de *Le Canada français, province de Québec* en est un témoignage. Blanchard n'exagérait pas en affirmant que «la géographie s'apprend avec les pieds». Nous ne voyons qu'un ajout possible à cet énoncé: la géographie se fait d'abord avec les sens. Nous y reviendrons.

2.5. Le déficit du politique et l'enflure de l'économisme et du système technicien

Nous posons un premier constat, qui est de l'ordre de l'État occidental où il prend de l'ampleur: l'espace social est divisé en zones étanches où règnent des fonctionnaires, des technocrates et des groupes de pression. Plus personne n'a la responsabilité des choix publics, parce que, par exemple, une école, un terrain de sport ou un hôpital ne sont pas inscrits dans le même domaine administratif et ministériel. La première demande

est politique : celle de redonner l'appui local et régional à la responsabilité de ceux qui « sont là ». Pour cela, il faut qu'existe une conscience locale et régionale, qu'elle ait été utilisée, qu'elle soit active. Mais comment peut-elle s'édifier dans les conditions que nous savons et être utile alors qu'elle est de moins en moins partagée ?

L'apprentissage du lieu se fait dans la pratique, du travail au loisir. La familiarité en naît par les échanges, les rues fréquentées, les endroits publics, parce que se bâtissent, de cette façon, des liens qui deviennent des souvenirs communs, des connivences de voisinage, des amitiés sinon des fraternités, des indignations, des inquiétudes, des aspirations, des bonheurs. Que l'on pense à l'école (aux écoles), aux commerces, aux points de l'emploi qui rassemblent, aux rencontres impromptues ou organisées. Pensons aussi à l'enfance qui voit s'élargir un environnement qu'elle comprend de mieux en mieux, aux premiers émois, aux rêves, aux projets qui ne peuvent que réussir parce qu'ils sont mijotés à plusieurs cerveaux naïfs, idéalistes par définition parce que rejets d'idées qui paraissent neuves, donc assurément bonnes, dans un monde à portée des sens et de l'imagination. Pensons aux endroits que l'on peut atteindre à pied ou en véhicule, qui sont toujours proches, où les choses résistent en nous apprenant que l'idée est précédée par les sens qui les éprouvent. Et ainsi de suite, à tout ce qui entoure matériellement et symboliquement les humains, y compris les rapports entre eux. Nous apprenons de cette façon que la dépendance par rapport aux choses est fondatrice de la liberté. Notre désir s'adapte à la réalité ; il n'éprouve pas obligatoirement l'impuissance. Nous distinguons ce qui ne dépend pas de nous.

La liberté existe alors dans la reconnaissance de ce qu'est le réel, de ce qu'est la part des choses. La résistance n'est pas seulement une caractéristique de la chose ; elle n'apparaît que dans la relation de l'individu à la chose.

Le sujet prend conscience de soi en prenant conscience de ce qui n'est pas soi : il s'aperçoit de sa capacité à être cause au moment où il exerce une pression par son corps sur une réalité qui oppose une inertie [...] Sans l'épreuve de la résistance du monde, la liberté demeurerait un absolu abstrait (Laupies, 2004, p. 110).

Les échanges rendus plus faciles, d'abord par la proximité des autres, nous font prendre conscience de notre liberté, mais il nous faut rencontrer les autres dans un lieu où l'action et la parole peuvent exister, c'est-à-dire « la sphère politique » (Arendt, 1972). On a besoin des relations avec les autres et du contact avec la réalité matérielle (le monde des choses) pour se déterminer en toute conscience, ce qui suppose qu'il n'y a pas de liberté sans la capacité de choisir, c'est-à-dire de renoncer à toutes les

possibilités à l'exception d'une seule : dans notre monde, tout est rappel à la satisfaction jamais atteinte, parce que la consommation est infinie en espace et en nombre et favorisée par la vitesse des moyens de transport et des communications qui transforment le temps, ce vieil ennemi...

Nous sommes des patients envers le temps et des agents envers l'espace. Nous les vivons et les percevons néanmoins ensemble. Le mouvement et la circulation les engagent de manière indissociable, d'où l'exigence de penser la géohistoire. Dans l'idée que nous avons de l'un et de l'autre s'opposent des impressions de continuité et de discontinuité, de globalité et de distinction, grâce auxquelles nous nous éprouvons et connaissons les choses (Zumthor, 1993, p. 13).

L'espace au Moyen Âge est ce qui se trouve entre deux points. Il n'existe que par les sites qui le ponctuent. Le lieu est discontinu ; par définition, il est l'équivalent d'un événement dans l'étendue. Il est la portion terrestre où on habite, où on séjourne. Autour du lieu se manifestent les mouvements de l'être. On ne peut le diviser en parties, car il est la somme ou la globalité des traits, des faits et des relations qui le constituent en le construisant (Zumthor, 1993, p. 52).

On y trouve un ensemble de repères, de signes, de marqueurs qui se cumulent et s'organisent. Cet ensemble est complexe et unique, d'où la cohérence à trouver (Zumthor, 1993, p. 52). Des axes se croisent, se construisent des rapports homme-nature où s'articulent les caractères biophysiques et symboliques de la nature ainsi que l'imaginaire et les activités des humains. Un lieu n'est jamais dépourvu de sens pour celui qui s'y trouve. Le lieu a peut-être le pouvoir d'intégrer l'événement d'« être là » dans le temps, d'où une expression comme « avoir lieu ». On peut ajouter, dans le même sens, le mot « demeure », qui provient de la notion de durée (en latin, *mora*) ; il veut dire, de façon intemporelle, « le fait d'être là » (Zumthor, 1993, p. 52).

Peut-être, à notre époque seulement, avons-nous rompu ces liens, ayant rétréci et disloqué l'espace et instauré, pour la première fois dans l'histoire, le mythe de la vitesse, qui est celui de l'Espace dévoré par le Temps (Zumthor, 1993, p. 29). L'espace, pour nous, est tridimensionnel, uniforme, divisible en séquences mesurables et doué de qualités indépendantes de son contenu matériel. L'espace médiéval est personnalisé. Il est moins perçu que vécu (Zumthor, 1993, p. 36).

Ainsi, il n'y a pas de lieu sans présence. Cette signification paraît lointaine pour nos contemporains : les lieux sont devenus des passages que le tourisme et les entreprises commerciales, entre autres, offrent, présentent ainsi et pratiquent. Le lieu a signifié « habitat » et « rencontre ». Ces

traits avaient besoin d'un nom, c'est-à-dire que l'on montrât la signification, en fixant à travers le langage, par un toponyme, l'ensemble des perceptions et activités que cette rencontre supposait; on donnait une unité à ce qui n'aurait pu être que dispersion. Donner un nom à un lieu, c'est se l'approprier, c'est signifier l'appartenance ou la présence, ou, à tout le moins, indiquer que c'est un «chez nous», l'équivalent du marqueur animal.

Dans l'Europe féodale, l'espace n'était pas conçu comme continu et homogène, mais comme discontinu et hétérogène, en ce sens qu'il était, à chaque endroit polarisé (certains points étant valorisés, sacralisés par rapport à d'autres perçus – à partir des premiers et en relation avec eux – comme négatifs). Une multitude de processus et de marqueurs sociaux était à l'œuvre pour singulariser chaque point et s'opposer à toute possibilité d'équivalence ou de permutation (Guerreau, cité par Baschet, 2004, p. 319-320).

Nous pouvons méditer sur ce qui nous échappe, en nous inspirant de l'historien Jérôme Baschet (2004, p. 352-353) : le féodalisme est caractérisé par une «dominance spatiale», à l'inverse du monde contemporain où c'est le temps qui constitue le nœud de l'organisation sociale, parce que sur la base du salariat et du calcul horaire (en tout cas mesuré) du temps de travail (la forme dominante des relations de production). Nous sommes soumis «à la tyrannie des horloges» et à l'obsession de savoir l'heure qu'il est. «Le temps, c'est de l'argent»: la règle des marchands appuyée par la technique efficace influence tous les aspects de la vie.

Aujourd'hui, quand le lieu ou la région n'est plus perçu comme une dimension nécessaire des êtres et des événements, quand la marchandisation de la culture peut advenir banalement en n'importe quel point du globe, nous sommes en train de perdre ce sens de la localisation.

Conclusion

Après ces considérations sur les régions indispensables desquelles nous attendons la responsabilité, à l'échelle de la microrésistance, de faire obstacle à l'homogénéisation et au système technicien qui en est le premier facilitateur, nous demeurons inquiet. Les géographes ne répondent plus aux appels du monde tel qu'il est et tel qu'il aspire à être, singulier et solidaire; ils ne répondent pas au souhait d'être un individu dans la communauté, d'être de quelque part et de participer à la respiration de la planète. Les géographes ont raté les possibles où ils auraient pu exceller, où on leur aurait accordé une compétence acquise, entre autres (et surtout) sur et par le terrain, parce qu'il y a les concepts, les chiffres et aussi la réalité du terrain.

Pensons-y : dans le mot « terrain » lui-même, il y a la terre, notre Terre-Mère comme le croient les Amérindiens, notre matrice, la matrice originelle qui continue de porter la vie et nos artefacts. Les géographes avaient une des plus belles tâches humaines : dire le territoire qui nous porte et que nous construisons et dire que lorsque nous lui dessinons des limites pour nous reconnaître et que nous le nommons, il porte une signature, qu'on appelle « région ».

Nous croyons que la région est notre dernière chance comme pratique, pour l'homme de métier et le citoyen, et la dernière chance contre le nivellement, parce que le dernier sursaut peut venir de ce bout de terre qui a du sens. Ne vivons plus en indifférents académiques sur une terre « sans bon sens », soyons les fusibles, mais solides, qui arrêtent le circuit électrique trop fort qui risque de tout faire exploser ou... implorer. L'implosion nous menace en menant à l'indifférenciation. Dans leurs rêves égalitaristes, les utopistes du passé n'en demandaient pas tant. Cette indifférenciation qui adviendrait d'abord dans un monde sans frontières, les optimistes contemporains, idéalistes ou d'affaires, la souhaitent sans partir des mêmes prémisses ni vouloir les mêmes fins.

Les géographes peuvent être ceux qui disent non à l'homogénéisation, en s'appuyant sur la région qui est l'objet de leur discipline. On n'a pas besoin du parrainage d'Hérodote – nous faisons référence à la revue de géographie du même nom – ou alors, il faut savoir ce que cet infatigable curieux a vraiment écrit et se souvenir qu'il était historien (ou géohistorien) et qu'il « enquêtait » sur la singularité territoriale, conscient et inquiet du grand mouvement de domination et d'unification de l'Orient par l'Empire perse. Et tant qu'à se référer à cette grande figure de l'histoire – Cicéron l'appelait le « père de l'histoire » – il faut se souvenir aussi qu'il a présenté comme un tout (ô globalisation !) cette évolution unitaire aussi importante, complexe et dramatique qui devait, avec sa puissance, au ^{ve} siècle avant notre ère, paraître inéluctable...

Bibliographie

- Arendt, H. (1972). *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.
- Baschet, J. (2004). *La civilisation féodale*, Paris, Flammarion.
- Bavoux, J.-J. (2009). *La géographie régionale*, Paris, Nathan.
- Biays, P. (1964). *Les marges de l'œkoumène dans l'Est du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Blanchard, R. (1960). *Le Canada français, province de Québec*, Montréal et Paris, Fayard.
- Claval, P. (1993). *Initiation à la géographie régionale*, Paris, Nathan.
- Debray, R. (2010). *Éloge des frontières*, Paris, Gallimard.

- Ellul, J. (1997). *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy.
- Ferrier, J.-P. (1998). *Le contrat géographique, ou L'habitation durable des territoires*, Lausanne, Payot.
- Franklin, U. (1995). *Le nouvel ordre technologique*, Montréal, Bellarmin.
- George, P. (1970). *Les méthodes de la géographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Habermas, J. (1973). *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Denoël/Gonthier.
- Juillard, É. (1962). «La région: essai de définition», *Annales de géographie*, n° 71, p. 483-489.
- Laupies, F. (2004). *La liberté*, Paris, Presses universitaires de France.
- Lussault, M. (2007). *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil.
- Monbeig, P. (1952). *Pionniers et planteurs de Sao Paulo*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques.
- Morissonneau, C. (1978). *La Terre promise: le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise.
- Morissonneau, C. (2011). «La question régionale. L'inacceptable absence des régions québécoises dans l'enseignement», *Traces, Revue de la Société des professeurs d'histoire du Québec*, vol. 49, n° 2, p. 1-5.
- Morissonneau, C. (2012). «La région écartée», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 155-171.
- Wackermann, G. (2000). *Géographie humaine*, Paris, Ellipses.
- Zumthor, P. (1993). *La mesure du monde*, Paris, Seuil.

Chapitre

3



L'interface humanité/ espaces terrestres Un outil pour une géographie globale ?

Yannick Brun-Picard

Aujourd'hui, l'emploi de cartes topographiques, l'utilisation de cartes routières, les relevés de localisation pour l'archéologie, l'urbanisme ou encore l'aménagement du territoire, sans oublier l'agriculture et toutes les formes de gestion des espaces terrestres et des parcelles d'écorce terrestre, mettent en œuvre le savoir géographique forgé depuis les Sumériens (Kramer, 1957). Il est vrai que rares sont les géographes institutionnels qui ont connaissance de ces fondements géographiques ; tout aussi rares sont ceux qui citent de telles références à même d'ébranler les croyances, les dogmes et un certain enfermement dans des habitudes satisfaisant des orientations restrictives d'autosatisfaction.

La pratique d'une géographie globale ne peut cautionner une prise de position où une part des savoirs est occultée afin de demeurer dans une mouvance institutionnelle qui prône la spécialisation dans un domaine de la géographie, sans accepter la diversité, la différence et l'originalité. Elle n'est en aucune manière une métascience ayant pour territoire d'investigation la réalité des faits territorialisés.

La pratique d'une géographie globale est une réponse au morcellement de cette science en spécialités. Elle est une démarche pour laquelle l'acteur géographique produit des savoirs et des connaissances dans le but de mettre en synergie l'ensemble des outils de la géographie sans les hiérarchiser. Elle a pour objectif de rendre les phénomènes territorialisés plus compréhensibles et pour finalité que l'humanité parvienne à prendre conscience de l'incidence de sa présence sur l'écorce terrestre.

La géographie globale est une pratique de la géographie ; elle n'est pas toute la géographie. Elle contribue à une lecture articulée des réalités, des phénomènes et des perspectives inscrites dans et sur les espaces terrestres où l'humanité interagit avec les ressources à sa disposition. La géographie globale utilise les frontières non pas comme les finalités d'un territoire, mais comme des éléments des territoires qui nous aident à situer une emprise territoriale comparativement aux autres entités.

La conception de la pratique de la géographie globale au sein de la géographie n'est pas de l'idéalisme doctrinaire. Elle est la prise en considération des mots de Bachelard (1993, p. 15) : « il vient un temps où l'esprit aime mieux ce qui confirme son savoir que ce qui le contredit, où il aime mieux les réponses que les questions. Alors l'instinct conservatif domine, la croissance spirituelle s'arrête. » En effet, en refusant cette forme de pratique qui impose un objet fédérateur, ou tout au moins en occultant des pratiques qui mettaient en avant cet exercice enrichissant pour l'esprit, les géographies institutionnelles se sont engagées, par l'intermédiaire des auteurs, des universités et des choix des programmes, dans une direction où la spécialisation fait la notoriété et pour laquelle les interconnexions, les interdépendances, les mécanismes de territorialisation sont absents des productions et des problématiques (Isnard, Racine et Reymond, 1981).

Dans ce contexte, nous supposons que l'objet de la géographie – l'interface humanité/espaces terrestres – peut être un outil de développement et d'affirmation de la pratique d'une géographie globale au cœur des mouvances contemporaines. Quels sont les points d'appui sur lesquels une pratique de la géographie globale peut prendre son essor tout en soutenant l'emploi de l'interface humanité/espaces terrestres comme objet de la géographie et outil d'une géographie globale ?

Une brève présentation de la méthodologie mise en œuvre et des fondements théoriques en corrélation avec la pratique d'une géographie globale guident notre développement afin de nous amener à exposer la pertinence de l'outil qu'est l'interface humanité/espaces terrestres pour cette science. Nos constatations initiales relativement rudes au sujet des pratiques contemporaines de la géographie contribuent à la structuration de l'outil, nous orientent vers des prémices de théorisation et nous aident à entrevoir des perspectives attrayantes pour la pratique de la géographie globale au sein de la géographie.

3.1. Une structure méthodologique adaptative

Une structure méthodologique doit être évolutive, évaluable, reproductible, comparable et critiquable, c'est-à-dire trajective (Brun-Picard, 2012b), tout en faisant progresser le savoir de l'humanité sur les réalités qu'elle peut observer à partir de l'instant qu'elle accepte de les percevoir, de les prendre en considération, de les analyser avec intégrité, c'est-à-dire sans dogmatisme, d'en comprendre les mécanismes et de produire des explications cohérentes pour tout destinataire (Chalmers, 1987).

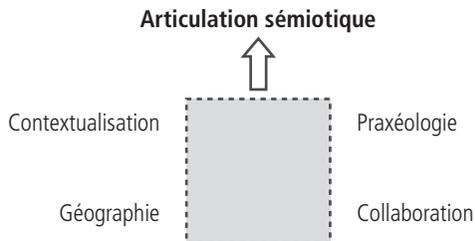
Ainsi, dès lors que les systèmes méthodologiques ne nous permettent plus d'accéder aux réalités telles qu'elles sont perçues et vécues, il est nécessaire de construire notre propre structure d'étude pour rendre compréhensibles les phénomènes présents. Cette action nous met en corrélation forte avec Feyerabend (1988, p. 332-333): «L'idée que la science peut, et doit, être organisée selon des règles fixes et universelles est à la fois utopique et pernicieuse [...] Toutes les méthodologies ont leurs limites, et la seule "règle" qui survit, c'est: "Tout est bon."» Nous ne sommes pas contre les méthodes de production des savoirs, mais n'ayant pas d'outil méthodologique satisfaisant, nous élaborons une méthodologie à même de satisfaire aux exigences de notre hypothèse et aux questionnements qui alimentent cette réflexion.

Notre démarche met en synergie différentes approches méthodologiques et divers positionnements épistémologiques (Hempel, 2000; Hottois, 2002), afin de construire un cadre de lecture, d'analyse et de compréhension en mesure de nous rendre l'objet d'étude le plus accessible possible. Il est vrai que la totalité des liens, des agrégations et des influences ne peuvent être décrits dans le cadre d'un article, voire d'un ouvrage complet; néanmoins, la trame générale exposée offre une perception ouverte de la structuration complexe de notre articulation (Lemire, 2008) tout en nous préservant de glissements néfastes (Sokal et Bricmont, 1999).

Cette trame est fondée sur une adaptation de la sémiotique pour laquelle nous faisons émerger d'un carré sémiotique (Klinkenberg, 1996) un vecteur sémiotique, que l'on peut relier à d'autres carrés sémiotiques, afin de percevoir une forme de structure neuronale des imbrications et des interdépendances entre les divers constituants. L'articulation sémiotique initiale met en relation la contextualisation, la collaboration, la praxéologie et la géographie.

La contextualisation (Mucchielli, 1983, 2005) nous plonge au cœur du contexte du déroulement d'un phénomène en relation avec nos facultés de perception et de lecture d'une réalité phénoménologique (Hegel, 2002 [1807]; Husserl, 1970 [1907]) pour laquelle tout observateur et analyste doit accepter une part de subjectivité dans ses productions affirmées comme étant objectives. La praxéologie (Alexandre, 2003; Brun-Picard, 2013) tient une place particulière dans cette structure. Elle encadre une analyse critique de nos pratiques, de nos prises de position et de nos actions, tout en facilitant une projection et une évaluation dans l'action et après son déroulement. La praxéologie exige pour sa mise en œuvre qu'on accepte de percevoir, de voir ce qui ne fonctionne pas afin d'éviter l'écueil d'une attention fixée sur ce qui satisfait, en toute ignorance des pierres d'achoppement si néfastes aux progrès de sciences dites souples. Les méthodes collaboratives (Chevalier et Buckles, 2009), pour leur part, contribuent à une lecture fonctionnelle des réalités et des phénomènes décelés, qui sont pris pour objet de réflexion. Les outils qu'elles proposent, que ce soit un arbre à problème ou une dynamique causale, voire un tableau des lacunes, des conflits et de l'interface, favorisent la mise en exergue de particularités, de dysfonctionnements et de manquements qui nuisent à l'harmonie d'une relation ou d'un domaine. La géographie est alors positionnée comme le référent à ces trames méthodologiques. C'est sur ce domaine scientifique, ses acteurs et ses dynamiques que s'effectuent les observations et les analyses critiques. Le carré sémiotique initial est construit et son vecteur sémiotique mis en place afin de pouvoir s'articuler avec les structures qui vont émerger au cours des développements entrepris.

Figure 3.1.
Articulation sémiotique



Nous ne sommes pas entré dans le détail de la méthode employée. Seuls les traits principaux et les cadres méthodologiques majeurs ont été présentés succinctement. Ceux-ci sont indissociables, dans le contexte présent, de l'affirmation de l'interface humanité/espaces terrestres comme outil de la pratique d'une géographie globale, qui trouve des fondements théoriques partiels chez des géographes relativement anciens.

3.2. Des fondements théoriques annonciateurs

Ce n'est pas chose facile que d'effectuer une sélection dans l'ensemble des productions géographiques. La diversité, la multitude et la richesse des écrits rendent la tâche des plus complexes. Ce constat préliminaire induit qu'une sélection est faite en toute subjectivité pour exposer objectivement des propositions en corrélation avec notre recherche d'une géographie globale ou, du moins, d'une pratique suffisamment ouverte pour être qualifiée ainsi. À notre sens, les liens avec les premières productions de nature géographique (Brun-Picard, 2013) et avec les évolutions historiques (Glacken, 2000; Staszak, 1995), voire un certain attachement aux travaux d'Ératosthène et de Ptolémée (Aujac, 1993), sans omettre une influence des géographies humanistes (Dainville, 1940) ou de l'humanisme en géographie (Bailly et Scaratti, 1990; Broc, 1980), et en ménageant bien sûr une place particulière pour Dardel (1990), qui nous rappelle la notion de géographicit  : voilà autant d'aspects indissociables de toute pratique géographique.

Néanmoins, en prenant pour finalité la pratique d'une géographie globale dans ces productions, nous pouvons, là aussi du fait de notre subjectivité, restreindre les influences spécifiques à quelques référents dont les travaux remontent à plus d'un siècle et pourtant il apparaît que les leçons n'ont toujours pas été écoulées et moins encore entendues.

Nous nous rattachons    Ritter (1974 [1859]): «La géographie est la nature prenant conscience d'elle-même. La géographie n'est pas une chose immuable elle se fait, se refait tous les jours, à chaque instant elle se modifie par l'action de l'homme.» Dans un esprit similaire, des ancrages auraient pu être pris chez Reclus (1974, 1998) puisque, sous de nombreux aspects, il s'approche relativement près de ces orientations.

Sous des traits que l'on peut qualifier de modernistes, tout en demeurant relatifs, les mots de Brunhes (1912, p. 35-36) mettent en évidence la nécessité de se rattacher à la Terre :

La géographie moderne vise à la comparaison et à la classification des phénomènes, et elle prétend en être une explication dans le sens le plus large du mot. L'ancienne géographie se définissait comme la

«description de la Terre», la nouvelle géographie est vraiment la «Science de la Terre». Elle ne se contente pas de décrire les phénomènes, elle les explique.

Cependant, un état d'esprit critique pour justifier les orientations des pratiques de la période met en évidence une forme de sectarisme tout en ouvrant des perspectives de développement.

Vidal de la Blache (1908) est un contemporain de Brunhes, bien qu'à notre sens il soit l'un des principaux responsables de la situation actuelle de la géographie pour ne pas avoir réagi devant le morcellement de cette science, qu'il a initié et soutenu par les pratiques universitaires du moment, pour lesquelles nous retenons les propos suivants :

La géographie a donc devant elle un beau et difficile problème, celui de saisir dans l'ensemble des caractères qui composent la physionomie d'une contrée, l'enchaînement qui les relie, et dans cet enchaînement une expression des lois générales de l'organisme terrestre. Problème dont chaque jour, il faut en convenir, accroît la complexité; et parce que nous apportons des exigences d'analyse plus exacte, et parce que nous apercevons de plus en plus l'intervention de causes à un lointain passé dans l'état présent de la Terre (p. 1).

Il annonçait la notion d'interface humanité/espaces terrestres, sans pour autant la conceptualiser, enfermé qu'il était dans une régionalisation qui servait son école de pensée et la construction d'une géographie en phase avec son temps.

L'influence de Vallaux (1908, 1911) dans nos travaux est des plus prégnantes (Brun-Picard, 2013). Ce choix pour Vallaux (1929) provient du tableau qu'il dresse et dont nous devrions nous inspirer :

Nous entendons par là que l'explication géographique existe lorsque dans le développement rationnel des faits physiques ou humains étudiés, le lieu de la surface terrestre où se passent les phénomènes paraît un élément nécessaire pour l'explication. Cela suffit, provisoirement du moins, pour empêcher la Géographie de se perdre dans le vaste ensemble des sciences naturelles et sociales avec lesquelles elle a tant de points de contact; cela suffit, ou devrait suffire, pour empêcher ces sciences de se plaindre des empiétements de la Géographie, laquelle, dernière et tard venue, paraît à quelques-uns marcher indûment sur les brisés d'autrui et s'étendre sur des domaines qui ne sont pas les siens (p. 5).

Il est vrai que Vallaux contextualise en fonction du monde universitaire et des tensions qu'il vit. Il perçoit les liens transdisciplinaires (Nicolescu, 1996) sans pour autant définir concrètement un objet fédérateur, mais il nous donne accès à une globalité indispensable pour être en mesure de percevoir, de comprendre et d'expliquer ce qui se déroule sur la surface terrestre.

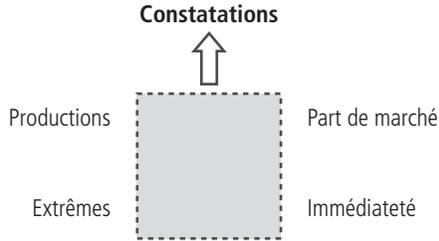
3.3. Des constatations des plus critiques

Les divergences de conception et de pratique de la géographie aux siècles précédents proposent une situation sous tension où les mouvances, les appartenances et les écoles de pensée tiennent une place considérable dans l'orientation des travaux et des productions de ce domaine scientifique (Bailly et Scaratti, 1990 ; Nicolas, 1984). Aujourd'hui, rien ne semble avoir changé : les acteurs institutionnels orientent la géographie en satisfaisant à leur normalité d'une norme de modélisation, comme Vidal de la Blache le fit en son temps, sans se projeter plus loin que leurs problématiques, réalités déjà susurrées par Isnard, Racine et Reymond (1981) et sur lesquelles des analyses fonctionnelles sans concession ont été produites (Mukakayumba et Lamarre, 2012).

Il n'est pas nécessaire de reproduire une analyse au vitriol (Brun-Picard, 2012a). Bien qu'en insistant sur ces réalités si dérangeantes, pour ceux qui laissent se désagréger la texture des études en géographie au profit de spécialités qui occultent le terrain, les phénomènes ou les sociétés en se focalisant exclusivement et restrictivement sur un seul domaine, nous aurions un terrain favorable à la critique et au débat. En revanche, la mise en exergue de ce qui nous semble nuire à une géographie globale, en insistant sur une pratique de la géographie pour laquelle les spécialités ne sont que des outils, nous semble plus pertinente pour tendre vers l'emploi de l'interface humanité/espaces terrestre comme outil fédérateur de cette géographie globale à laquelle nous aspirons.

Les constatations critiques s'articulent autour des pratiques, des orientations, des spécialisations et des formes de médiatisation auxquelles nous avons accès en tant qu'observateur ou spectateur des réalités sociétales que nous vivons chaque jour. Lorsque nous passons sous la couche de vernis du domaine scientifique et que nous acceptons, par courage, par défi ou par curiosité, de lever le voile pudique qui recouvre les pratiques silencieuses, invisibles et si discrètes qui font, qui structurent et qui affirment la spécificité d'une science, nous avons accès à une partie des réalités dont notre conscience tolère la présence. Si nous reformulons la première articulation proposée précédemment, les constatations critiques peuvent prendre la forme (figure 3.2) que nous leur donnons maintenant. La critique entreprise, qui n'est qu'une mise en perspective opportuniste pour certains, pragmatique ou fonctionnelle pour d'autres, prend forme en fonction des productions, des parts de marché, des extrêmes en tension et de l'immédiateté dans laquelle les orientations sociétales nous engluent quand nous voulons aller toujours plus vite et vivre ou produire au rythme de la médiatisation.

Figure 3.2.
Constatations critiques



Les productions géographiques n'ont guère changé depuis leur émergence. Elles sont des compilations, des exégèses ou des discussions sur un thème, un phénomène, un territoire ou des dynamiques particulières. La théorisation ne tient qu'une faible part dans toutes ces productions. Cela signifie que l'on préfère des atlas, des tableaux, voire des spéculations, sans pour autant proposer des structurations théoriques propices à des contextualisations diversifiées, à des comparaisons et à des évaluations en fonction des types d'acteurs mis en relation dans une interface donnée. Il est vrai que le terme « interface » est absent, pour ne pas dire inconnu, bien que Ferrier (2010) mette ce concept en valeur en faisant le lien entre compilation, description, discussion et théorisation des dynamiques présentes dans l'interface étudiée. De telles prises de position, productions et perspectives sur les pratiques de la géographie peuvent se comprendre au regard des parts de marché, de ce qui est reconnu comme publiable, de ce que l'on tolère comme diversité, de l'acceptation de ce qui est hors normes et extérieur aux inerties du méthodologisme. La rentabilisation justifie à elle seule la non-publication de travaux trop polémiques, de regards trop ancrés dans la réalité ou du dévoilement de facettes obscures de notre humanité. Cela signifie que les pairs pratiquent une autocensure destructrice simplement pour ne pas secouer les réseaux institutionnels, au détriment de ce qui pourrait élever nos consciences en direction de lectures en phase avec le monde réel plutôt qu'en accord avec ce que les organismes veulent ou tolèrent qu'un domaine scientifique produise.

Nous prenons cette situation comme exemple, car lorsque nous avons proposé en 2003 une théorisation des territorialisations par la violence, les sociologues et les géographes se sont acharnés et ont enterré nos travaux (Brun-Picard, 2003). Pour eux, les territorialités de violence aux portes de cités françaises, à Marseille où à Lyon, voire à Montréal, n'existaient pas. Aujourd'hui, les médias produisent des reportages où l'on voit des élus refoulés à l'entrée des cités, sachant que cette réalité était déjà là il y a dix ans. Le fait atteste que nos travaux rendaient accessible une

facette de la réalité des violences en démontrant l'existence par une proposition de théorisation. Il est probable que les institutionnels n'étaient pas prêts pour l'accepter. Ils ne le sont toujours pas, car ils devraient avouer s'être fourvoyés. Ces errances proviennent du fait que les productions des sciences humaines, des sciences dites «souples», et non «molles», sont dépendantes de l'immédiateté dans laquelle nous projette la médiatisation. L'immédiateté est un fléau. Elle ne permet pas d'avoir le recul indispensable à l'analyse. Elle favorise l'exégèse et la discussion. Elle s'abreuve de compilations, de mémorisations immédiates, sans aller chercher les ancrages profonds d'un phénomène émergent ou en cours d'affirmation. Elle met sur le devant de la scène les vecteurs médiatiques du moment, les institutionnels et les porteurs d'une pratique scientifique qui n'ont pu déceler les mécanismes à l'œuvre et qui ont donné naissance à un phénomène, pour lequel ils deviennent des spécialistes. Cela provient de l'hypermédiatisation des départements de géographie et du vernis interdisciplinaire bien insuffisant pour mettre en synergie des territoires, des acteurs, des intervenants, des victimes, un support physique et les dynamiques qui prennent forme au contact des divers éléments proximaux. Selon que l'on abonde dans un sens ou dans l'autre, pour une école ou pour des idéaux, les productions seront le reflet de ce à quoi aspire la mouvance qui diffuse le savoir accessible. La pratique d'une potentielle géographie globale devra assimiler, digérer et dépasser ces pierres d'achoppement, qui sont loin d'être exhaustives.

Nos constatations sont succinctes. Elles donnent à percevoir des facettes de la pratique dite scientifique et de la géographie en particulier qui sont peu réjouissantes, pour ne pas dire inquiétantes, voire effrayantes pour les aspirants géographes ou pour les humanistes qui ont intégré le fait que la géographie est un outil indispensable à notre inscription durable au sein des espaces terrestres par l'intermédiaire de son objet : l'interface humanité/espaces terrestres.

3.4. L'objet pour structurer l'outil

La pratique d'une géographie globale, en mesure d'aborder des phénomènes planétaires, d'étudier des spécificités de niches comparables en d'autres points du globe, ou encore d'exposer et de démontrer des mécanismes de territorialisation en fonction de territorialités similaires liées à des dynamiques anthropiques particulières, soit s'ancrer sur un objet qui fédère l'ensemble des spécialités, lesquelles tendent aujourd'hui à une forme d'éclatement de ce domaine scientifique au profit de rares branches qui oublient le lien au terrain, aux populations ainsi qu'à ce qui n'est pas

visible avec un satellite. Le paysage ne peut pas répondre à ces exigences. L'espace non plus, car il se trouve partout. La notion de territoire, bien que des plus fonctionnelles, n'en est pas moins restrictive, car elle occulte de par sa construction les éléments proximaux. L'interface humain/nature, elle non plus, ne peut pas être satisfaisante en tant qu'objet de la géographie, car l'humain appartient à la nature et ses lacunes de conscientisation ne lui permettent pas de s'en dissocier. Il ne reste que l'interface humanité/espace terrestres.

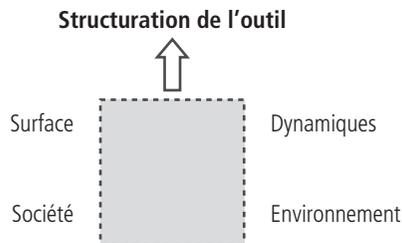
L'objet de la géographie – l'interface humanité/espaces terrestres – est, à notre sens, le seul objet pertinent en mesure de tenir simultanément la fonction d'objet d'une science et celui d'outil pour parvenir à la pratique d'une géographie globale. La structuration de l'outil s'effectue autour de la surface terrestre, de l'environnement, des dynamiques et de la société qui prend appui sur ces éléments en les agrégeant en fonction de ses capacités, de ses aspirations et de ses orientations.

La surface est le support terrestre dans toutes ses diversités, ses particularités et ses modes d'exposition ancrés sur l'écorce terrestre. C'est l'emprise physique d'une parcelle. Elle représente la matérialité du potentiel local sur lequel repose toute activité anthropique au regard des disponibilités et de l'accessibilité de ce qui est territorialisé. Pour parvenir à une telle appropriation, les acteurs à la recherche d'une certaine efficience doivent prendre en considération les aspects hydrographiques, géologiques et géomorphologiques, les influences climatiques, les particularités qui font la spécificité et l'unicité de chaque parcelle des espaces terrestres, sans omettre la qualité du support, soit les détenteurs, les pouvoirs en présence qui façonnent les aménagements subis par la parcelle considérée. Simultanément, la société en action prend tout en agissant sur la zone ou le territoire délimité. Par l'intermédiaire de la société, de ses réalités, de ses modes de fonctionnement, de ses articulations, de son patrimoine, de ses interdépendances ou encore de ses idéologies exposées, dissimulées ou silencieuses, les organisations sociétales deviennent visibles et lisibles dans leurs contingences, leur inventivité ou leur adaptabilité (Crozier et Friedberg, 1977). Cela signifie que les dépendances, les agrégations, les articulations, les intégrations, l'autonomie des acteurs ainsi que l'autonomie contrainte (Brun-Picard, 2009) doivent être prises en considération pour déceler et comprendre les expressions identitaires par l'intermédiaire d'un modèle synoptique qui agence de manière pragmatique et fonctionnelle toutes les informations disponibles et pertinentes sur le thème de l'entité en activité dans et sur la parcelle prise pour objet d'étude. Alors, il devient plus simple, plus opérationnel et plus opportun de percevoir et de mettre en exergue les mécanismes de décision, les structures de gestion et de

planification ainsi que les hiérarchies internes de la société décortiquée, pour atteindre une compréhension de ses réalités en se gardant de tout glissement idéologique.

Dans cette perspective des plus denses et des plus fournies, les dynamiques qui alimentent la structure territorialisée par la présence d'une expression sociétale deviennent accessibles, ou du moins peuvent être intégrées sans dénaturer l'objet d'étude. Les dynamiques d'ajustement entre les capacités du support, la potentialité des échanges entre les acteurs ainsi que celle qui est perceptible au contact des agents extérieurs doivent être mises en corrélation avec les sources d'alimentation internes, les relations de dépendance structurelle ou conjoncturelle, les flux de toute nature, sans oublier l'intégration dans les modes de fonctionnement des contraintes, des rationalisations, des forces et des faiblesses des agissants. À cela s'ajoutent l'incorporation des rendements, des handicaps, des stratégies, des contextes, des objectifs affirmés ou sous-jacents et, bien sûr, les enjeux qui touchent à la fois à la mise en œuvre de tous ces aspects en général et à leur exposition dans un cadre particulier. Ce cadre particulier se trouve dans l'environnement, dont il est indissociable. Celui-ci révèle une pluralité non restrictive de visages et de destinations. Il est naturel, culturel, technique, technologique, économique, artificiel, de rationalisation, de répartition ou climatique. Il prend en compte des aspects du géosystème, de l'écosystème et des réalités écologiques en présence. Il est aussi ce qui se trouve autour de l'objet, ce qui comprend les zones d'incertitude de développement, les zones relationnelles (Bernoux, 1985), les espaces communicationnels, voire les zones d'interrelation. Selon le cas, l'environnement donne un cadre favorable aux échanges, difficile ou rude, pour ne pas dire en tension ou même en affrontement. Par l'intermédiaire de cette structure sémiotique, nous nous approprions une globalité au sein de laquelle les éléments pertinents à l'étude entreprise peuvent être mis en exergue.

Figure 3.3.
Structuration de l'outil par l'objet



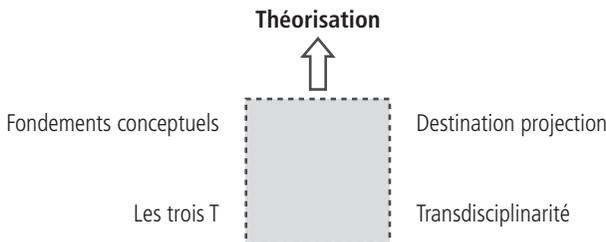
Nous avons structuré un outil d'exercice d'une géographie globale en fonction de l'objet de la géographie en tant que science des espaces terrestres des hommes. Le cadre synthétique de ce chapitre ne permet pas de développer plus largement ces aspects. Néanmoins, nous avons suffisamment d'éléments pour tendre vers une proposition de théorisation.

3.5. Vers une théorisation

La théorisation de la pratique d'une géographie globale n'est pas notre objet. En revanche, il s'avère réalisable de mettre en perspective des axes vecteurs d'une potentielle théorie fonctionnelle, évolutive et adaptative afin d'employer nos propositions dans les meilleures conditions. De plus, cette facette de théorisation nous renvoie aux travaux antérieurs (Brun-Picard, 2009, 2013) dans lesquels nous avons suggéré, pour le contexte spécifique de la violence, des structures allant dans cette direction. En outre, afin de demeurer dans une démarche projective, il est nécessaire, voire indispensable de soumettre une trame théorique à la critique afin que chaque observateur puisse ouvrir un débat et utiliser des prismes de lecture de la réalité à même de dévoiler des facettes encore inaccessibles.

L'orientation en direction de cette ébauche de théorisation s'articule autour des fondements conceptuels indispensables à toute fondation théorique (figure 3.4), ce que nous avons nommé les trois T : la territorialité, la territorialisation et le territoire, les dynamiques et les projections et l'incontournable transdisciplinarité (Nicolescu, 1996) indissociable d'une pratique d'une géographie globale en mesure de construire une trajection et une médiance entre les spécialités (Brun-Picard, 2012).

Figure 3.4.
Théorisation de la pratique



Les fondements conceptuels sont ceux qui permettent la constitution, la structuration et la construction d'une interface humanité/espaces terrestres. Les fondements conceptuels s'ancrent sur la différenciation, la

moindre contrainte, la rupture/continuité, la rentrée et la temporalité qui donnent corps à toute interface humanité/espaces terrestres construite pour analyser, comprendre et expliquer un phénomène qui lui donne sa texture. La différenciation nous lie à nouveau à Vallaux (1911), qui emploie ce concept pour décortiquer les événements et les réalités qu'il présente. La moindre contrainte est un jeu d'acceptation, de tolérance, de cession, dans une démarche dialogique qui a pour objectif de satisfaire des partenaires soumis à des contraintes afin que chacun vive les interdépendances sans écraser l'interlocuteur. La rupture/continuité est un rejet de la discontinuité, laquelle n'est qu'une simplification naïve de la géographie qui laisse croire que la surface terrestre est une boule de billard. La rupture/continuité impose de définir l'objet d'étude avec l'ensemble des particularités qui lui donnent sa matérialité. La rentrée (Brun-Picard, 2013) est une boucle réursive qui sélectionne les informations antérieures à l'action entreprise, tout en les contextualisant dans le présent, afin de projeter l'action pour la réalisation des finalités auxquelles aspire l'initiateur. Enfin, les temporalités favorisent les jeux diachroniques et synchroniques perceptibles dans les mécanismes présents au cœur d'un phénomène. Elles permettent à l'observateur d'intégrer l'interface constituée dans les relations présentes, qu'elles soient immédiates, de durée moyenne ou de longue pouvant atteindre plusieurs années.

Les éléments de mise en place et de reconnaissance des trois T (les territorialités, les territorialisations et les territoires) sont déjà perceptibles dans la base conceptuelle présentée. Les territorialités sont les éléments qui contribuent à l'exposition d'une identité à l'œuvre dans/sur une parcelle. Ces territorialités lui donnent sa texture, sa nature et sa destination. Elles produisent l'image qui est projetée. Celle-ci se matérialise en fonction des territorialisations, c'est-à-dire des marquages rendus visibles, explicites, voire impératifs par le producteur de l'entité. Les territorialisations sont physiques, psychologiques ou virtuelles et sont toutes appréhendables par les membres de la structure et surtout par les extérieurs et les observateurs. Le territoire, qui est une interface, prend forme. Il est l'expression de la possession d'une parcelle. Il affirme une présence et démontre une forme de légitimité dès lors qu'il est reconnu, même s'il n'est pas accepté par ceux qui le subissent. La transdisciplinarité facilite la lecture du territoire. Elle associe des domaines connexes pour rendre lisible la production territoriale exposée. Elle met en œuvre une trajection (Brun-Picard, 2012) qui traverse les spécialités et alimente la structure. Pour ce faire, une médiance (Brun-Picard, 2013) est induite du seul fait de la présence, dans un même contexte, pour une activité commune et dans une perspective similaire, d'acteurs qui agissent de concert pour la production d'un objet concret. Cela suppose d'effectuer une stratification dynamique des savoirs, des

orientations et des potentialités simultanément à la transdisciplinarité. Ainsi, une synergie coopérative et complémentaire s'instaure entre les acteurs. Les destinations et les projections peuvent prendre toute leur place. Inscrites dans des temporalités des plus variables selon les orientations prises, elles dépendent des réponses données aux phénomènes et prennent en compte les prévisions, les mécanismes de gestion et les adaptations potentielles qui se forment au contact des agissants.

La trame proposée en vue d'une théorisation jette des bases fonctionnelles pour une mise en pratique dans de multiples domaines d'exercice d'une géographie globale qui nous aident à percevoir les imbrications, les interdépendances et les inductions entre les acteurs constructeurs d'une réalité. Ces prémisses méritent de plus amples développements, en particulier quant aux aspects de la théorisation, afin que celle-ci puisse être mise en œuvre sans difficulté. Néanmoins, ces traits succincts facilitent la lecture et la mise en exergue de perspectives attrayantes pour l'intégration de l'interface humanité/espaces terrestres comme outil d'une géographie globale.

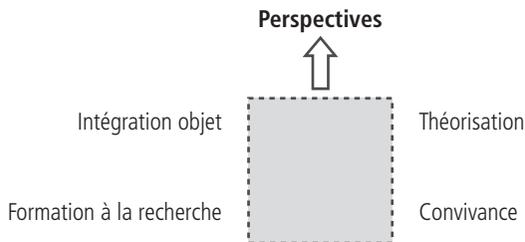
3.6. Les perspectives

Tout outil doit posséder des perspectives porteuses de potentialités enrichissantes pour les utilisateurs pour que ceux-ci l'emploient, le valorisent et le pérennisent. Ce n'est pas là un vœu pieux. C'est une des finalités d'une science que de faire en sorte que les savoirs produits, les études effectuées et les propositions exposées soient mis en pratique. Aucun domaine scientifique ne doit ni ne peut rester enfermé dans la compilation ou la discussion. Il est vital pour sa préservation, son affirmation et sa survie de soumettre à la critique des suggestions de mises en œuvre applicables dans la réalité d'où elles proviennent. Cela n'est pas simple : la présentation de perspectives est obligatoirement limitative puisque le Tout (Ritter, 1974 [1859]) ne peut pas être décrit, étant donné que le texte en cours de rédaction appartient à cette réalité et qu'il est matériellement impossible de rendre la cognition source à ce texte simultanément aux développements sur le thème de l'interface. Cette digression nécessaire effectuée, nous pouvons revenir sur le thème des perspectives envisageables. Celles-ci s'articulent autour de l'intégration de l'objet, de la théorisation, de la formation à la recherche et de la convivance. Ce n'est pas chose simple d'intégrer l'objet de la géographie – l'interface humanité/espaces terrestres – dans les pratiques courantes de la géographie ainsi que dans les orientations à même de soutenir une pratique globale. Toutefois, si le courage d'agir, c'est-à-dire d'accepter de sortir du confort institutionnel, s'exprime, alors il est envisageable de voir des progrès conséquents

prendre leur essor. Pour cela, la conception de l'évolution à entreprendre ne doit pas être un intellectualisme normalisant, ce qui impose de sortir des spécialités, d'accepter de mettre en commun les expériences et de redonner aux outils la fonction qui leur est propre. On donne ainsi des capacités insoupçonnées aux domaines de réflexion en sciences humaines, qui nous feraient probablement prendre conscience des maux dont nous sommes les seuls responsables du fait de notre ignorance.

L'intégration de l'objet n'est envisageable que si la formation à la recherche, la présence sur le terrain, le vécu des événements, le partage de la réalité et la sensation des tremblements sont inculqués aux aspirants chercheurs. Certains diront que c'est ce qui se fait. Peut-être, mais les études sont désincarnées, normalisées et orientées en fonction de mouvances, sans souci de savoir si c'est bien la réalité qui est rendue audible. Cette exigence est réalisable à l'intérieur d'une zone proximale d'influence particulière au domaine scientifique, hors des idéaux, par une volonté affirmée de rechercher la pertinence. La théorisation retrouve ainsi une place de choix. Pour ouvrir des perspectives novatrices, porteuses de qualité et d'amélioration de notre humanité sur la surface terrestre, la théorisation se doit d'être fonctionnelle, pragmatique, évolutive et projective. Il s'agit donc de concevoir une action non pas pour satisfaire l'ego (Kaufmann, 2001) ou encore le laboratoire ou le département de géographie, mais pour penser, tels les humanistes, à la globalité du Tout terrestre afin d'en retenir des leçons et de proposer des solutions pertinentes pour que les générations futures puissent vivre au moins aussi bien que nous dans les espaces terrestres façonnés par notre humanité. La convivance, cette faculté si rare de nos jours, de vivre ensemble en relative harmonie, est une perspective indispensable qui touche le cadre de travail, les échanges et le partenariat. Elle nous permet de mettre en commun sans haine les savoirs scientifiques. Elle développe l'entente et la coopération fraternelle entre les spécialités. Elle est vectrice de complémentarité et d'ouverture tant dans les échanges que dans les productions projectives vers lesquelles tend toute science.

Figure 3.5.
Perspectives envisageables



Les perspectives envisageables offrent des pistes de réflexion des plus attrayantes pour une géographie science des espaces terrestres des hommes. Ces perspectives méritent de plus amples développements. Elles ont été exposées afin de susciter l'intérêt et d'ouvrir des pistes d'expansion des pratiques de la géographie.

Conclusion

La mise en œuvre d'une géographie pour laquelle la transdisciplinarité est conçue comme une force, une richesse et la perspective d'une pratique projective trouve ses fondements dans des exemples qui se situent hors des écoles, des mouvances et des appartenances. La praxéologie et la contextualisation contribuent à mettre en perspective les points positifs de la géographie telle qu'elle se pratique actuellement. Elles nous permettent de toucher aux dysfonctionnements, aux errances ainsi qu'à l'enfermement doctrinaire porté par l'hyperspécialisation qui fait disparaître progressivement la géographie des universités au profit de pratiques focalisées sur un domaine toujours plus restreint et réducteur.

La géographie a besoin de se réappropriier la globalité à laquelle son objet lui donne accès. L'acceptation de ce positionnement, aux marges des orientations mises en place depuis plusieurs décennies, s'avère indispensable afin de répondre aux évolutions contemporaines. La géographie, phagocytée par des domaines connexes qui pillent ses travaux, doit, par l'intermédiaire des géographes universitaires, réaffirmer et démontrer que ses capacités d'analyses dépassent la commercialisation d'une étude ou l'intégration à l'immédiateté médiatique afin de surfer sur l'intérêt du moment.

Une conscientisation praxéologique répond en partie à cette orientation. En acceptant la critique, Popper (1998, p. 467) « considère la critique, à son tour, comme notre principal instrument pour promouvoir le développement de notre connaissance sur le monde des faits ». Ensuite, en regardant en toute « objectivité subjective » ce dont les producteurs des savoirs géographiques sont responsables, puis en envisageant qu'il est possible de suivre des chemins non conçus par les structures institutionnelles, il devient possible de redonner toute sa place à la géographie.

Citons de nouveau Ritter (1974 [1859], p. 37): « La géographie est une science en devenir qui n'a pas touché à son terme et doit, avant d'y parvenir, accomplir encore de grands progrès. » Il semble que très peu de choses aient changé ou évolué depuis près de deux siècles. La réalité des pratiques atteste que notre mémoire est des plus sélectives quant à ses références, en occultant tout ce qui démontre que nous avons du mal à nous engager vers l'inconnu.

En franchissant le pas qui nous sépare d'une géographie projective, nous pourrions employer l'objet de la géographie – l'interface humanité/espaces terrestres – comme un outil évolutif, pertinent et pragmatique pour la pratique d'une géographie globale indispensable à des perceptions non restrictives des réalités du monde, à des analyses contextualisées vectrices de structures comparatives, ainsi qu'à une compréhension fonctionnelle des mécanismes d'agrégation des éléments, des acteurs, voire des belligérants; surtout, nous parviendrons à des explications libérées de toute espèce de dogme, d'appartenance et de culte de l'immédiateté.

Bibliographie

- Alexandre, V. (2003). *Éléments de praxéologie. Contribution à une science des actes*, Paris, L'Harmattan.
- Aujac, G. (1993). *Claude Ptolémée*, Paris, CTHS.
- Bachelard, G. (1938). *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- Bailly, A. et R. Scarati (1990). *L'humanisme en géographie*, Paris, Anthropos.
- Bernoux, P. (1985). *La sociologie des organisations*, Paris, Seuil.
- Broc, N. (1980). *La géographie de la Renaissance*, Paris, Bibliothèque nationale.
- Brunhes, J. (1912). *La géographie humaine: essai de classification positive, principes et exemples*, Paris, Félix Alcan.
- Brun-Picard, Y. (2003). « Territorialisation par la violence », inédit, colloque *Territoires partagés*, congrès de l'Acfas, Rimouski.
- Brun-Picard, Y. (2009). « La violence: source de territoires », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 53, n° 150, p. 351-368.
- Brun-Picard, Y. (2012a). « L'incomplétude géographique », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 59-71.
- Brun-Picard, Y. (2012b). *La transmission: une trajection praxéologique ?*, Paris, CNAM.
- Brun-Picard, Y. (2013). *Géographie d'interfaces*, Paris, L'Harmattan.
- Chalmers, A. (1987). *Qu'est-ce que la science ?*, Paris, La Découverte.
- Chevalier, J. et D. Buckles (2009). *Guide sur la recherche collaborative et l'engagement social*, Paris, ESKA.
- Crozier, M. et E. Friedberg (1977). *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- Dainville, F. de (1940). *La géographie des humanistes*, Paris, Beauchesne.
- Dardel, É. (1990). *L'homme et la Terre*, Paris, CTHS.
- Ferrier, J.-P. (2010). *Géographie des interfaces*, Versailles, Quae.
- Feyerabend, P. (1988). *Contre la méthode: esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Seuil.
- Glacken, C.J. (2000). *Histoire de la pensée géographique*, Paris, CTHS.
- Hegel, G.W.F. (2002 [1807]). *Phénoménologie de l'esprit*, 2 vol., Paris, Folio.
- Hempel, C. (2000). *Éléments d'épistémologie*, Paris, Armand Colin.

- Hottois, G. (2002). *De la Renaissance à la postmodernité*, Paris, Folio.
- Husserl, E. (1970 [1907]). *L'idée de la phénoménologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Isnard, H., J.-B. Racine et H. Reymond (1981). *Problématiques de la géographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Kaufmann, J.-C. (2001). *Ego : pour une sociologie de l'individu*, Paris, Nathan.
- Klinkenberg, J.-M. (1996). *Précis de sémiotique générale*, Paris, Folio.
- Kramer, S.N. (1957). *L'histoire commence à Sumer*, Paris, Arthaud.
- Lemire, G. (2008). *Modélisation et construction des mondes de connaissances*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Mucchielli, A. (1983). *L'analyse phénoménologique et structurale en sciences humaines*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mucchielli, A. (2005). *Étude des communications : approche par la contextualisation*, Paris, Armand Colin.
- Mukakayumba, É. et J. Lamarre (dir.) (2012). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin/Recherches.
- Nicolas, G. (1984). *L'espace originel*, Berne, Peter Lang.
- Nicolescu, B. (1996). *La transdisciplinarité*, Monaco, Éditions du Rocher.
- Popper, K. (1998). *La connaissance objective*, Paris, Flammarion.
- Reclus, É. (1974). *Introduction à la géographie comparée*, Paris, Les Belles Lettres.
- Reclus, É. (1998). *L'homme et la terre*, Paris, La Découverte.
- Ritter, K. (1974 [1859]). *Introduction à la géographie comparée*, Paris, Les Belles Lettres.
- Sokal, A. et J. Bricmont (1999). *Impostures intellectuelles*, Paris, Livre de Poche.
- Staszak, J.-F. (1995). *La géographie d'avant la géographie*, Paris, L'Harmattan.
- Vallaux, C. (1908). *Géographie sociale. La mer*, Paris, O. Doin.
- Vallaux, C. (1911). *Géographie sociale. Le sol et l'État*, Paris, O. Doin.
- Vallaux, C. (1929). *Les sciences géographiques*, Paris, Alcan.
- Vidal de la Blache, P. (1908). *Atlas général*, Paris, Armand Colin.

Partie 2



L'approche globale et les organisations internationales

Édith Mukakayumba et Jules Lamarre

Mis de l'avant par l'Union géographique internationale et conçu par un géographe réputé, Benno Werlen, le projet de l'YIGU est soutenu par plusieurs associations internationales de scientifiques issus autant des sciences physiques que des sciences humaines et sociales. Ces associations comptent mettre de l'avant l'approche globale en recourant à la transdisciplinarité pour comprendre comment nos activités quotidiennes peuvent générer certains effets globaux néfastes en vue de les contrer en modifiant en conséquence nos comportements dans la vie quotidienne. Les quatre chapitres de cette deuxième partie portent plus précisément sur la nécessité d'un rapprochement et d'une collaboration bonifiée entre divers grands organismes internationaux, tout autant que sur les défis qu'ils posent.

Le chapitre 4 est signé par Ronald F. Abler, président sortant de l'Union géographique internationale (UGI), qui est également le responsable de la candidature d'une IYGU auprès de l'UNESCO. Ronald F. Abler y présente les grandes lignes du projet de l'IYGU, et il montre comment l'approche globale pourra y jouer un rôle clé advenant son adoption. Il est impossible de chercher à comprendre des processus complexes sans recourir à toutes les formes de connaissances pertinentes après avoir développé un langage commun, celui de la transdisciplinarité, qui favorise l'échange entre chercheurs provenant d'horizons scientifiques divers. Selon Abler, les géographes posséderaient une longue expérience de la mise en commun de connaissances complémentaires en vue de comprendre les faits géographiques. D'après lui, c'est pour cela qu'ils étaient prédisposés à jouer le rôle de porteurs d'un tel projet ambitieux. Abler insiste sur les divers types de pratiques locales qui feront éventuellement l'objet d'études de la part des scientifiques du projet pour évaluer leur durabilité et, s'il y a lieu, pour amener des populations à adopter des pratiques de rechange. Il insiste ensuite sur le fait que l'IYGU est un projet de recherche en même temps que de sensibilisation des populations du monde à l'importance d'adopter ou de conserver des modes de vie durables.

Le chapitre 5 est d'Édith Mukakayumba. C'est à titre de membre du Conseil scientifique et du comité des relations internationales du projet de l'IYGU qu'Édith Mukakayumba a négocié la prise en charge politique de ce projet par le Rwanda, son pays d'origine. Les négociations se sont déroulées de septembre 2012 à avril 2013. Après la prise en charge officielle du projet de l'IYGU par le Rwanda, survenue le 3 avril 2013, cet État allait devenir, du moins c'est ce qui lui avait été promis au départ, un acteur à part entière du projet en même temps que le premier lieu où pourrait s'effectuer la rencontre entre la science et le politique dans le cadre du projet. Cependant, une fois sa mission remplie, Édith Mukakayumba a constaté que son nom avait été retiré de l'organigramme du projet de l'IYGU sans qu'on l'en ait avisée, une façon de lui signifier qu'on n'avait plus besoin de ses services. Parallèlement, il est devenu évident que le Rwanda pourrait lui aussi disparaître de l'équation après l'adoption du projet par les Nations Unies, c'est-à-dire dès que l'UGI n'en aurait plus besoin. Nous avons alors compris à quel point les rapports entre le scientifique et le politique pouvaient être semés d'embûches. Toutefois, rien ne serait terminé à ce chapitre. La fusion entre la science et le politique en territoire rwandais pourrait demeurer à l'ordre du jour et servir d'exemple, à condition qu'elle soit orchestrée depuis la marge du projet de l'IYGU, ce à quoi Édith Mukakayumba compte se consacrer le plus tôt possible.

Le troisième texte de cette partie est de Gordon McBean, corécepteur du prix Nobel de la paix de 2007 et membre du Comité de pilotage du projet de l'YIGU. Au chapitre 6, Gordon McBean raconte l'histoire du recours à l'approche globale pour étudier les changements environnementaux, comme elle s'est déroulée depuis un demi-siècle. Il en profite pour montrer comment de nombreux organismes internationaux ont pu y jouer un rôle décisif. L'auteur insiste ensuite sur la connexion étroite qui s'est établie dès le départ entre le programme Future Earth (Terre d'avenir) et le projet de l'YIGU. Signalons que Future Earth est un projet du Conseil international pour la science (CIUS), le plus grand organisme de regroupement de chercheurs du domaine des sciences physiques, dont Gordon McBean est également président. Future Earth est soutenu par de nombreux organismes internationaux, dont certains sont associés aux Nations Unies.

Enfin, le quatrième texte est de Jules Lamarre. Il a pour titre « Du quotidien au planétaire : comment les relier ? » En s'appuyant principalement sur des écrits de Zygmunt Bauman, l'auteur soutient qu'une éventuelle YIGU pourrait avoir de la difficulté à livrer la marchandise, du moins de la façon dont elle l'entend, pour plusieurs raisons. Premièrement, l'expérience montre qu'il sera laborieux pour les nombreux chercheurs d'une éventuelle YIGU d'apprendre à travailler ensemble, la tendance lourde étant à la spécialisation. Deuxièmement, il est peu probable que les individus accepteraient de bon gré de collaborer avec les chercheurs de l'YIGU en décidant de changer de mode de vie, si on le leur demandait. Toutefois, le grand intérêt du projet consiste à entreprendre la responsabilisation des individus, en leur faisant comprendre que les problèmes auxquels veulent s'attaquer les chercheurs de l'YIGU n'auraient jamais vu le jour si les populations du monde étaient bel et bien capables d'articuler entre elles de véritables projets politiques de société.

Chapitre

4



Vers une compréhension globale des problèmes géographiques Un projet de l'Union géographique internationale¹

Ronald F. Abler

4.1. La nécessité d'une année internationale de la compréhension globale du monde

La tenue d'une année internationale de la compréhension globale du monde (IYGU²) s'impose pour relever le défi colossal auquel l'humanité est confrontée, soit mettre un terme à l'exploitation abusive de l'environnement naturel et, plus particulièrement, à celle des grands systèmes naturels qui sont de plus en plus altérés par l'action humaine.

-
1. Présentation faite le 7 mai 2013 dans le cadre du 81^e Congrès de l'Acfas à l'Université Laval, Québec, Canada. Je tiens à remercier le professeur Benno Werlen d'avoir préparé les illustrations PowerPoint qui ont accompagné mes propos.
 2. L'acronyme IYGU renvoie à International Year of Global Understanding.

Il semble logique qu'un projet comme celui de l'YIGU soit mis de l'avant et dirigé par des géographes, étant donné l'intérêt que ceux-ci ont toujours manifesté pour l'étude des rapports entre les systèmes humains et les systèmes naturels, et pour celle des façons dont les humains perçoivent et utilisent la nature et ses richesses. Aucune autre discipline n'a mis l'accent de façon aussi marquée sur l'étude des relations que les peuples de partout, et à toutes les époques, ont entretenues et entretiennent avec leur environnement.

Plus précisément, l'humanité se doit aujourd'hui de concevoir le changement climatique et le changement social d'une manière globale et à l'échelle mondiale. Quant à l'analyse réalisée aux échelles locale et régionale, bien qu'elle demeure importante, elle ne suffit plus à répondre efficacement à l'ampleur du défi environnemental que l'humanité doit relever pour garantir son bien-être et même sa survie. Il faut éveiller la conscience et sensibiliser les populations de partout aux conséquences multiples de leurs décisions et de leurs actions individuelles quotidiennes, qui finissent par avoir une portée mondiale. En plus d'une telle prise de conscience, l'humanité a besoin d'un plan d'action fondé sur une approche globale, révélatrice d'un monde en train de changer radicalement et à un rythme qui s'accélère. À cette étape de l'histoire humaine, l'acquisition d'une conscience planétaire semble être devenue une condition nécessaire pour assurer la santé et le bien-être des humains. Un objectif majeur de l'YIGU est de renforcer une prise de conscience planétaire en révélant de façon claire et spectaculaire les liens qui existent entre l'action locale et ses effets globaux. Plus précisément, l'YIGU mettra en œuvre des moyens de souligner dans quelle mesure la vie humaine durable dépend de changements devenus nécessaires dans les pratiques locales.

L'YIGU cadre parfaitement avec le programme de recherche environnementale globale Future Earth, un projet de recherche d'une durée de 10 ans annoncé en 2012 par deux des principaux organismes de coordination de la recherche mondiale, soit le Conseil international pour la science (CIUS) et le Conseil international des sciences sociales (CISS). Ces deux organismes ont approuvé le projet de l'YIGU, qu'ils considèrent comme un élément clé de Future Earth³.

3. Le lecteur désireux d'en apprendre davantage sur Future Earth pourra consulter les sites <<http://www.icsu.org/future-earth/>> et <<http://www.futureearth.info>>. Voir également, le chapitre 6 du présent ouvrage, rédigé par Gordon McBean, président élu du Conseil international pour la science (CIUS).

4.2. Les perspectives intellectuelles contemporaines

Du point de vue de la géographie culturelle contemporaine, l'inquiétude généralisée que suscitent le changement climatique et ses conséquences met en relief la question de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles, tout autant que celle des interactions entre les cultures. À cause des diverses manières qu'ont les individus et les institutions d'entrevoir l'exploitation des ressources naturelles, toute approche de cette question doit nécessairement, pour remplir ses promesses, être transdisciplinaire et intégrative en tenant compte des apports des praticiens des sciences naturelles et sociales (tout comme de ceux du génie, des sciences humaines et des sciences du comportement). Une telle approche est rendue nécessaire en raison du double défi qui se pose à nous lorsque nous essayons de concevoir de grands problèmes tels que la mondialisation et l'évolution du climat. Premièrement, une dimension importante de la pensée actuelle est d'ordre socioculturel, ce qui se traduit par des interventions humaines visant l'amélioration des conditions environnementales dans une perspective de durabilité. Une seconde dimension, d'ordre biophysique, relève principalement du domaine des sciences naturelles. Dans ce contexte, il est important de noter que les Nations Unies n'ont pas jusqu'à maintenant proclamé d'année internationale basée seulement sur les dimensions socioculturelles, malgré les préoccupations croissantes que soulèvent les défis découlant d'une mondialisation accélérée.

En conséquence, le projet de l'YIGU mettra l'accent sur les dimensions culturelles et géographiques de la durabilité, en faisant valoir l'argument selon lequel la solution aux défis planétaires actuels et potentiels ne se trouve pas dans les conflits territoriaux. Il soulignera également les interdépendances qui existent entre les actions quotidiennes à l'échelle mondiale et le maintien de la paix. Mais en plus d'être un projet de recherche, l'YIGU est aussi un programme d'action visant à changer le comportement humain dans le sens de la durabilité, vers l'évolution de politiques incitatives amenant les peuples du monde entier à mettre au point des pratiques durables et à les adopter dans leur vie quotidienne.

4.3. Une perspective essentielle

La géographie peut servir tout naturellement de tremplin au projet de l'YIGU, à cause des diverses manières dont les échelles géographiques articulent les enjeux liés à la mondialisation et au développement durable. Par exemple, notons le décalage qui existe entre l'échelle géographique à laquelle se déploient les problèmes environnementaux et celle à laquelle interviennent les organisations politiques contemporaines : alors que les

systèmes naturels ne connaissent pas de frontières, du point de vue politique, la planète Terre est divisée en centaines d'entités indépendantes qui encadrent et régulent l'activité humaine individuelle. Et puisque les activités de la vie quotidienne se font à l'échelle des individus, des ménages ou des entreprises, et que leurs effets se répercutent ensuite jusqu'au niveau planétaire, alors les efforts à consacrer pour obtenir un développement durable doivent être investis dans le même sens, c'est-à-dire de bas en haut. Dans le sens contraire, en effet, il n'existe ni consensus mondial ni organisation politique en mesure de convaincre les pays d'agir de façon plus durable ou de les y contraindre. Si les individus, les ménages et les entreprises s'en chargent, alors des politiques durables pourront être mises en œuvre par les politiciens. C'est pourquoi l'YIGU mettra l'accent sur le travail à l'échelle locale, sans négliger la nécessité concomitante d'intervenir à d'autres niveaux afin d'améliorer notre compréhension globale des effets cumulatifs des actions individuelles.

La stratégie visant à accroître nos niveaux de compréhension globale au cours de l'Année internationale devra s'étendre à divers fronts. Ainsi, en plus d'avoir à prendre en compte la question complexe des rapports interscalaires dans ce domaine, l'YIGU considérera et comparera une foule d'exemples de pratiques locales quotidiennes divergentes, des pratiques de partout, afin de saisir comment leurs effets se font sentir jusqu'à l'échelle globale. Pour être en mesure de convaincre les populations d'accepter d'ajuster leurs comportements en conséquence, il faudra montrer comment les différences dans les comportements individuels et sociétaux s'expliquent par des contextes culturels et environnementaux caractéristiques qui sont à l'origine d'autant de particularismes, dont certains sont plus durables que d'autres. Pour continuer à cheminer collectivement et sans encombre vers l'avenir, il s'agira de recenser les solutions durables qui existent ici et là et de montrer qu'elles peuvent être mobilisées pour combattre les problèmes environnementaux et sociaux. À partir de milliers d'exemples de pratiques locales, l'YIGU compte diffuser celles qui pourraient servir dans d'autres contextes culturels, environnementaux et politiques, là où elles pourraient induire, à partir de l'échelle locale, une pression capable de produire des effets escomptés à l'échelle globale.

Les pratiques locales sur lesquelles porteront la recherche et l'action de l'YIGU se ramènent à six processus universels, soit des aspects essentiels et incontournables de la vie quotidienne, où que ce soit et dans toutes les cultures. La recherche sur chacun des six processus sera résumée dans les publications et les médias numériques qui seront rendus disponibles dans toutes les langues officielles des Nations Unies (arabe, chinois, anglais, français, espagnol et russe). Les six thèmes sont :

- Manger et boire: ce sont des activités nécessaires à la vie.
- Se déplacer, s'installer et appartenir: tous les gens se déplacent à des degrés divers afin d'obtenir ce dont ils ont besoin pour vivre; ce faisant, ils recherchent et s'attachent la compagnie des autres.
- Habiter, travailler quelque part et édifier des villes: ces aspects répondent au besoin de s'abriter et d'acquérir les moyens de payer un abri situé dans une ville.
- Éliminer, recycler et préserver: il faut souligner l'importance de disposer des déchets, de profiter des occasions de recycler, ainsi que de préserver les ressources naturelles.
- Communiquer, réseauter et interagir: en plus d'avoir besoin de ces aspects pour coordonner d'autres pratiques locales de base, les êtres humains, qui sont comme les animaux vivant en troupeaux, possèdent des technologies très développées pour interagir les uns avec les autres.
- Pratiquer des sports, se divertir et se reposer: certains animaux aiment jouer, ce qui est le cas des humains, dont les sports et divertissements sont des éléments particulièrement caractéristiques de leurs pratiques locales, avec des conséquences non négligeables sur l'environnement. Toutes les créatures ont besoin de repos, et les environnements naturels préservés deviennent des lieux privilégiés de repos pour beaucoup d'êtres humains.

En mettant l'accent sur de telles pratiques de base locales qui apparaissent universelles, nous croyons que l'IYGU pourra garantir une collaboration afin que les efforts de recherche soient orientés du bas vers le haut, de même que pour l'échange d'information qui en résultera. De plus, ce projet constituera une base solide pour l'élaboration de plans d'action afin de rejoindre un large public.

4.4. Les interfaces clés et les niveaux d'action

Les objectifs et les stratégies de l'IYGU sont déterminés de manière à permettre l'examen de trois interfaces principales:

- les tensions entre le local et le global, dont celles qui dépendent des relations économiques et politiques locales, ou de ce que les géographes ont parfois appelé des genres de vie qui découlent de la culture locale;
- l'interaction entre le social et le naturel, au sein de laquelle différentes cultures peuvent gérer des milieux naturels similaires de diverses façons, ou au contraire, des environnements différents

de façon similaire, en fonction des possibilités offertes par les milieux naturels et la connaissance qu'en possède l'économie socioculturelle locale;

- la nécessité de comprendre les logiques qui sous-tendent les pratiques locales quotidiennes, dans une perspective transdisciplinaire qui intègre l'analyse scientifique biophysique et sociale sans négliger pour autant le rôle que jouent les sentiments et les croyances qui peuvent être déterminants de ces pratiques.

Les interventions de l'YIGU se produiront sur trois plans :

- celui de la recherche, qui mobilise un large éventail de scientifiques sous l'égide du programme Future Earth (CIUS-CISS);
- celui de l'éducation, au moyen de programmes conçus pour être utilisés à travers tout le spectre de l'éducation formelle, depuis le niveau primaire jusqu'aux collèges et aux universités en passant par l'éducation des adultes;
- celui d'un plaidoyer sous la forme de documentaires et de publicités qui seront largement diffusés dans les médias imprimés et numériques à l'intention des particuliers, des organisations et des organismes gouvernementaux.

Sur le plan administratif et politique, le projet de l'YIGU est affilié à des organisations influentes qui soutiennent ses objectifs et ses plans, notamment son inscription pour faire déclarer l'Année internationale de la compréhension globale des Nations Unies. En plus d'obtenir l'approbation du CIUS, l'organe de coordination mondiale pour les sciences naturelles et certaines sciences sociales, et celle du CISS, l'YIGU a également été ratifiée par le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) et par le Programme international sur les dimensions humaines (IHDP).

4.5. Le statut actuel de l'YIGU⁴

En mai 2013, l'YIGU a mis en place une structure administrative solide et jeté les bases pour l'éventuelle déclaration par l'Assemblée générale des Nations Unies de l'année 2015 ou 2016 comme Année internationale de la compréhension globale. Le schéma opérationnel efficace mis en place comprend les composantes suivantes :

4. Pour connaître le statut actuel de l'YIGU, on pourra consulter le site <<http://www.global-understanding.info>>.

- le directeur exécutif du projet, le professeur Benno Werlen, de l'Université d'Iéna, où est également situé le Secrétariat de l'IGYU;
- un comité de pilotage multinational et multidisciplinaire pour assurer la supervision des opérations de l'YIGU;
- un comité consultatif qui pourra être consulté au besoin par le directeur général et les autres organes de l'YIGU;
- un conseil scientifique pour aider à concevoir et à surveiller les programmes de recherche de l'YIGU;
- un comité de sensibilisation chargé d'assurer la collaboration des pays et des organisations et leur soutien aux programmes de l'YIGU et aux efforts d'éducation;
- plusieurs centres continentaux dont la mise en place a commencé et qui assureront la présence de l'YIGU dans chacune des grandes régions du monde;
- un comité des relations internationales;
- un comité de financement.

Tous ces comités rassemblent des personnalités provenant de divers pays et disciplines⁵.

Le Rwanda a généreusement accepté de prendre en charge la direction du projet en parrainant la résolution de l'YIGU, qu'il présenta au Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la coopération (UNESCO) en octobre 2013. En supposant son acceptation par le Conseil exécutif de l'UNESCO, la résolution de l'YIGU se déplacerait ensuite du côté de la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2013, et si elle y était approuvée⁶, elle serait enfin soumise à l'Assemblée générale des Nations Unies pour approbation finale. Si l'YIGU devait être proclamée comme nous l'espérons, la prochaine étape serait de demander la création de comités nationaux pour l'IGYU dans le plus grand nombre de pays possibles qui serviraient d'organes de coordination pour la participation nationale au projet de l'YIGU et à ses programmes.

5. On trouvera un complément d'information sur les composantes du projet à l'adresse <<http://www.global-understanding.info>>.

6. La candidature du projet de l'YIGU a été acceptée en octobre 2012 par le Comité exécutif de l'UNESCO; en décembre de la même année, le projet a été adopté à l'unanimité par l'assemblée générale de ses pays membres.

L'Année internationale de la compréhension globale du monde est un projet passionnant de l'UGI qui arrive à point nommé. S'il est approuvé par les Nations Unies, il attirera l'attention et les efforts de centaines, voire de milliers de chercheurs et de militants écologistes à travers le monde.

Chapitre

5



À la rencontre du politique Le leadership d'un pays africain

Édith Mukakayumba

En avril 2013, le Rwanda a accepté d'assurer le leadership politique d'un projet parrainé par l'Union géographique internationale (UGI). Ce projet consiste à faire déclarer par les Nations Unies 2016 comme étant l'Année internationale de la compréhension globale du monde (International Year for Global Understanding, IYGU). Grâce à l'entrée en scène du Rwanda, le projet a pu franchir des étapes cruciales qui le conduiront éventuellement à son adoption finale par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ces étapes ont été successivement la présentation du projet de l'IYGU à l'UNESCO en août 2013, suivie de son adoption par le Comité exécutif de l'organisme en octobre 2013 et, enfin, de son acceptation à l'unanimité par ses pays membres, en décembre de la même année. Deux

dernières étapes restent encore à franchir, soit la présentation du projet à l'Assemblée générale des Nations Unies, ce qui le conduira plus tard à un autre vote, que nous souhaitons favorable.

Selon Ronald F. Abler (chapitre 4 du présent ouvrage): « Si l'YGYU devait être proclamée [...] la prochaine étape serait de demander la création de comités nationaux pour l'YGYU dans le plus grand nombre de pays possible qui serviraient d'organes de coordination pour la participation nationale au projet de l'YGYU et à ses programmes. » Abler ajoute qu'aux yeux de la communauté scientifique, l'YGYU est un projet passionnant qui arrive à point nommé et que, s'il est approuvé par les Nations Unies, il attirera l'attention et les efforts de centaines, voire de milliers de chercheurs et de militants écologistes à travers le monde. Il est prévu par ailleurs que « [l]e programme de l'YGYU sera dirigé par d'éminents chercheurs en sciences sociales et en sciences de la nature, ainsi que par des spécialistes en philosophie et en lettres venant des pays du Nord et du Sud¹ ».

Nous avons eu le privilège de suivre de très près l'évolution de ce projet, d'une importance cruciale pour le monde de la recherche et celui de l'action. À compter de septembre 2012, nous nous y sommes retrouvée aux premières loges, aux côtés de son directeur exécutif Benno Werlen, donc dans la position de l'actrice-témoin la mieux informée de tout ce qui s'y passait. À partir de cette position, nous avons pu faire de l'observation participante et compiler une foule de données d'une très grande richesse, notamment à partir du moment où Benno Werlen nous a demandé d'intéresser le Rwanda à en assumer le leadership politique. La période la plus intéressante de l'observation participante a duré sept mois, soit du début de septembre 2012 au début d'avril 2013. Il s'agit de la période de travail intensif qui a débouché sur l'adhésion du Rwanda au projet de l'YGYU. Nous avions accès à l'ensemble de l'information échangée, aussi bien entre les trois principaux partenaires du projet à ce moment-là – Benno Werlen, pour l'UGI, la ministre Louise Mushikiwabo, pour le Rwanda, et nous-même (Édith Mukakayumba), pour la Maison de la géographie de Montréal (MGM) – qu'entre M. Werlen et d'autres acteurs associés au projet de l'YGYU. Dès l'annonce de la décision du Rwanda d'être le leader du projet de l'YGYU, nous avons perdu cet accès privilégié à l'information. Nous y reviendrons plus loin. En attendant, le plus intéressant à retenir est que notre travail au sein du projet nous aura permis de repérer certains problèmes dus, notamment, à la manière dont il est géré. Malgré tout, nous demeurons convaincue qu'un tel projet recèle un immense potentiel

1. *Global Understanding*, « Les acteurs », <<http://www.global-understanding.info/fr/people-behind/>>.

géographique à exploiter parce qu'il laisse entrevoir la possibilité d'opérer un rapprochement entre les pays du Nord et les pays du Sud, aussi bien dans le domaine de la recherche scientifique que dans celui de l'action.

Le projet de l'YIGU a été mis au point par un professeur d'une université allemande, Benno Werlen, qui en est aussi le directeur exécutif. Ce projet est parrainé par la plus grande organisation de géographes à l'échelle internationale, l'UGI. Son leader politique est un tout petit pays africain, le Rwanda, chargé, entre autres, de le piloter à travers les méandres des Nations Unies. De nombreux acteurs, d'origines et de conditions diverses, gravitent autour de ce projet, et chacun y contribue de manière particulière. L'un d'entre eux, sans importance à première vue, la MGM, a joué un rôle crucial dans la rencontre politique en question, notamment entre le Rwanda et l'UGI. En dépit de nombreux atouts, le projet de l'YIGU demeure fragilisé par le fait que tous les gens qui y contribuent travaillent souvent séparément, et profitent rarement de quelque effet de synergie que ce soit. Ce que l'on observe dans les faits, est qu'il s'agit d'un immense projet abstrait, au sens de Simondon (1958), sous le contrôle exclusif d'une seule personne, son directeur exécutif. Nous essaierons de signaler quelques problèmes liés à cette observation et de montrer que c'est en amenant les partenaires du projet à travailler ensemble qu'on s'inscrira dans une véritable géographie de l'action.

Nous pensons que le succès à venir de l'YIGU exigera une mise en œuvre des efforts de coopération de la part de deux mondes qui s'ignorent, soit celui de la science, dont ce projet est issu, et celui du politique, et surtout du Rwanda, présumé en être le leader politique, mais qui, pour le moment, fait figure de simple fusée d'appoint. Nous pensons néanmoins que le Rwanda pourrait servir de territoire où observer les moyens d'actualiser ce rapport entre le monde de la science et celui du politique et contribuer petit à petit, en servant d'exemple, au rattachement du continent africain au monde de la science occidentale. Pour ce faire, ce pays devrait affirmer son rôle de leader, beaucoup plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

Dans un premier temps, nous allons montrer comment s'est réalisée la prise en charge politique du projet de l'YIGU par le Rwanda, ce qui a alors permis de sauver un grand projet d'universitaires au moment où tous les signaux montraient qu'il était en train de piquer du nez. Nous en profiterons pour souligner certaines faiblesses de sa gestion actuelle, que nous avons pu observer depuis les premières loges où nous étions. Dans un deuxième temps, nous soutiendrons que l'arrivée du Rwanda dans le décor a donné à l'Afrique la possibilité de s'immiscer dans un grand projet scientifique pour mieux s'y faire valoir, et cela sans jamais risquer de le faire dévier de sa trajectoire initiale. En cela le Rwanda

pourrait jouer un réel rôle de leader en contribuant à connecter deux univers, celui de la science et celui du politique, à partir d'une territorialité rwandaise, pour commencer, et africaine par la suite.

5.1. La conquête de l'UGI et du Rwanda : les phases préparatoires

La rencontre officielle du Rwanda et de l'UGI, à titre de coresponsables du projet de l'YIGU à compter du début d'avril 2013, n'a pas été fortuite. Elle s'est inscrite dans le continuum de rencontres antérieures qui avaient eu lieu au Québec dans le cadre des activités organisées par la MGM. Autrement dit, si nous avons pu y jouer un rôle déterminant dans la facilitation de la rencontre annoncée officiellement en avril 2013, c'est grâce à tout un capital de sympathie et, plus globalement, à un capital social que nous avons pu constituer au cours des années, en travaillant à la fois avec l'UGI et avec le Rwanda. Plusieurs concours de circonstances créées dans ce cadre ont fait que nous sommes devenue la personne toute désignée pour tenter de connecter le Rwanda et l'UGI dans le cadre du projet de l'YIGU. Notre collaboration étroite au projet a commencé en fait à la fin d'août 2012. Plutôt inattendue et fort heureuse, elle était une suite logique des collaborations antérieures avec l'UGI, car cette fois, contrairement aux phases antérieures, c'est l'UGI qui avait besoin de notre soutien, et ce soutien était particulièrement important pour son devenir. Dans le cas du Rwanda, l'acceptation de la prise en charge politique du projet de l'YIGU, en réponse favorable à nos requêtes, s'inscrivait dans l'ordre naturel de sa politique de soutien aux projets de ses citoyens, surtout de ceux qui provenaient de sa diaspora. Ceci a été souligné à plusieurs reprises par la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Rwanda, Louise Mushikiwabo, responsable du projet de l'YIGU pour le Rwanda, et par plusieurs représentants de l'autorité rwandaise qui ont soutenu le projet.

5.1.1. La constitution d'un capital social de base

Depuis 2007, notre collègue Jules Lamarre et nous-même avons été interpellés par plusieurs problèmes dont les plus préoccupants, du point de vue des géographes québécois que nous étions, avaient des liens étroits avec la dévalorisation de la géographie et des géographes. Plutôt que d'accepter cet état de fait, auquel plusieurs collègues rattachés aux institutions universitaires se résignaient comme à une sorte de fatalité, nous avons entrepris une campagne de sensibilisation des milieux de la formation et de la recherche universitaire, ainsi que de la société en général, sur

l'importance de notre discipline et de ceux qui en portent l'identité. En marge de l'institution universitaire, où la géographie trouvait de moins en moins sa place, cette campagne a adopté une diversité de formes dont rendent compte, entre autres, les articles que nous avons publiés dans *La géographie en question*². Nous nous bornerons à rappeler ci-après trois de ces formes qui, en plus de s'être démarquées, ont été des lieux déterminants de rencontres avec l'UGI et avec le Rwanda.

En partenariat avec l'Association des cafés géographiques de Paris³, entre 2004 et 2011, nous avons pu organiser 40 cafés-géo, tant à Québec qu'à Montréal⁴. En septembre 2009, nous avons eu le privilège d'accueillir comme conférencier à l'un de ces cafés-géo un vice-président de l'UGI, Dietrich Soyeyz. Nous avons profité de sa présence à Montréal pour le sensibiliser à la situation difficile de la géographie québécoise et pour lui demander si l'UGI pourrait soutenir les efforts que nous investissions pour inverser les tendances observées depuis des années. Comme nul n'est prophète en son pays, face à l'insuccès des appels au secours de la discipline et de ceux qui en portent l'identité que nous avons adressés à nos collègues des universités québécoises, nous espérions avoir un soutien à l'international. Tout en se disant sensible à la situation – qu'il semblait alors avoir du mal à croire réelle –, Dietrich Soyeyz nous a fait part des contraintes institutionnelles qui empêcheraient l'UGI de répondre favorablement à notre requête. Premièrement, il s'agissait à son avis d'une situation locale dont l'UGI, qui est une institution internationale, ne pouvait se mêler. Deuxièmement, l'UGI ne travaille qu'avec les organisations nationales et, de son point de vue, la MGM n'était pas une organisation nationale. Ainsi, pour avoir accès au soutien de cette organisation, il aurait fallu passer par l'Association canadienne des géographes. Enfin, l'UGI ne dispose pas de moyens financiers pour soutenir les causes, si nobles soient-elles, comme celles qui sont au cœur des interventions de la MGM.

Cependant, au final, cette rencontre a porté ses fruits puisque, deux années plus tard, soit en mai 2011, nous avons eu de nouveau le privilège de recevoir Dietrich Soyeyz, cette fois à titre de représentant officiel de l'UGI, au colloque international organisé par la MGM sous le thème *Qu'advient-il de la géographie* ?⁵, dans le cadre du congrès annuel de l'Acfas

2. Voir Mukakayumba et Lamarre, 2012; Mukakayumba, 2012a; Lamarre, 2012.

3. Voir le site <<http://cafe-geo.net/>>.

4. Voir la page <<http://www.cafesgeographiques.ca/page/recentes.html>>.

5. Ce colloque a été présenté dans le cadre du Congrès de l'Acfas 2011 qui, cette année-là, a tenu ses assises à Sherbrooke. Voir la page <http://www.cafesgeographiques.ca/images/ACFAS-2011_photos.html>.

tenu à Sherbrooke. C'est donc à titre de représentant de Ronald F. Abler, alors président de l'UGI, que Soyez a présenté l'allocution d'ouverture et celle de clôture, en plus d'assister à toutes les activités du colloque (conférences et activités connexes). Sa présence à ce colloque, parmi les géographes de renom venus d'Europe et d'Amérique du Nord, a été l'occasion pour l'UGI de se rendre compte de l'acuité des problèmes dont nous avons parlé en 2009, et ce, non seulement au Québec, mais aussi dans plusieurs pays. Le succès de ce colloque explique sans doute que, plus tard, Dietrich Soyez ait accepté de rédiger un texte pour l'ouvrage *La géographie en question*⁶, qui en a résulté, et que l'UGI ait octroyé une aide financière à sa publication.

Sans que personne y fasse attention, les rencontres qui ont eu lieu dans le cadre de ce colloque entre l'UGI et le Rwanda allaient en faciliter de nouvelles à venir, soit, en l'occurrence, celles qui concernaient le projet de l'YUGU. En effet, le Rwanda était représenté au colloque de Sherbrooke à plusieurs titres. Nous en étions nous-même l'organisatrice principale; la première secrétaire de l'ambassade du Rwanda au Canada a participé discrètement à quelques conférences; enfin, deux associations de Rwandais ont organisé des activités en marge du colloque: Amitiés Canada Rwanda, qui a tenu l'exposition «Rwanda, pays des mille collines», et le groupe d'artistes SMED, qui ont coanimé la soirée interculturelle par la musique et les danses du Rwanda⁷. La présence, dans une ambiance conviviale, de représentants du monde de la science et de celui de la société rwandaise a facilité la collaboration à venir entre le Rwanda et l'UGI dans le cadre du projet de l'YUGU. Nous verrons plus loin qu'en cette matière, les images et les commentaires qui figurent dans le site Web de la MGM ont été d'un précieux secours.

En mai 2012, toujours dans le cadre du congrès annuel de l'Acfas, la MGM avait organisé un autre colloque international, *Et si la géographie servait aussi à faire la paix*⁸, en partenariat avec le Haut-commissariat du Rwanda au Canada. La présence officielle de l'UGI, représentée cette fois par un autre de ses vice-présidents, Giuliano Bellezza, de même que celle de l'Association canadienne des géographes, représentée par sa présidente en exercice à l'époque, Anne Godlewska, a été un pas de plus dans le rapprochement de ces deux organisations avec la MGM et avec le Rwanda.

6. Voir la page <http://www.cafesgeographiques.ca/images/Armand_Colin.html>.

7. Afin de favoriser les rencontres intergroupes, un autre groupe, la Maison de l'interculturelle du Saguenay, a participé à la coanimation de cette soirée.

8. Ce colloque s'est tenu dans le cadre du Congrès de l'Acfas 2012, dont les assises ont eu lieu au Palais des Congrès de Montréal. Voir la page <http://www.cafesgeographiques.ca/images/ACFAS-2012_photos.html>.

Comme on le verra plus loin, ces rencontres allaient servir de terreau fertile au Rwanda pour accueillir le projet de l'YIGU quelques mois plus tard. La présence à ce colloque de 2012 d'autres représentants de la société rwandaise qui ont croisé le vice-président de l'UGI à diverses occasions a servi, à confirmer à Kigali, à compter de novembre 2012, le sérieux et la durabilité des relations avec cette organisation et ses alliés. L'une de ces présences particulièrement remarquées est celle du Unity Club de Kigali⁹, une organisation politiquement bien campée en haut lieu à Kigali. Présidée par l'épouse du président du Rwanda, Jeannette Kagame, cette organisation était représentée au colloque par sa secrétaire exécutive, Régine Iyamuremye. Nous reviendrons plus loin sur le rôle primordial de soutien au projet de l'YIGU qu'a joué le Unity Club de Kigali, notamment visible lors de notre mission de novembre 2012 à Kigali, lors de la mission de Benno Werlen et d'Eduardo de Mulder¹⁰ en territoire rwandais le mois suivant, et durant toute la période d'attente de la décision du Rwanda, entre décembre 2012 et avril 2013.

De plus, la présence au colloque de 2012 de hauts gradés des Forces armées canadiennes¹¹ ainsi que celle du lieutenant général à la retraite Roméo Dallaire, très respecté au Rwanda et dans le monde entier, étaient de nature à marquer la mémoire quant au sérieux des rencontres entre le monde de la science et celui des pratiques et, en l'occurrence, celui du politique. Ces représentants de l'état-major canadien ont été en mesure de nous montrer, à la lumière des expériences du terrain, que si « la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre » (Lacoste, 1976), elle servirait, aussi, de toute évidence, à faire la paix. À cette occasion, pour la première fois, un représentant officiel de l'UGI, Giuliano Bellezza, a pu faire la connaissance d'une représentante officielle du gouvernement rwandais, Son Excellence Edda Mukabagwiza. Le fait que l'UGI, l'Association canadienne des géographes et le Rwanda aient partagé une même tribune à la séance d'ouverture de ce colloque a préparé le terrain pour une rencontre entre le monde de la science et celui du politique¹².

9. Le Unity Club de Kigali, aujourd'hui dénommé Unit Club Intwararumuri (porte-flambeau), est une organisation réunissant les hauts dirigeants du pays et leurs conjoints. Fondée par les femmes ministres et des conjointes de ministres, elle est sans doute la plus influente des organisations non gouvernementales (ONG) du Rwanda, notamment sur le plan politique.

10. MM. Werlen et De Mulder sont respectivement directeur exécutif du projet de l'YIGU et ancien directeur de l'Année internationale de la planète Terre (2008) des Nations Unies.

11. Il s'agit notamment de représentants respectifs de l'Aviation royale du Canada, de la Marine royale du Canada et des Forces terrestres canadiennes.

12. Les images de ce colloque sont encore plus éloquentes que les mots (voir la page <http://www.cafesgeographiques.ca/images/ACFAS-2012_photos.html>).

En marge des cafés géographiques et des colloques scientifiques, la troisième forme de rencontres s'est matérialisée par les annonces, les rapports d'activités, les images et d'autres manifestations publiés sur le site Internet de la MGM¹³. Chacun des acteurs ayant participé aux activités de la MGM ou les ayant soutenues y a été mis en évidence, de telle sorte qu'en visitant ce site, on fait aussitôt des associations qui favorisent la création de liens. Ainsi, les rencontres physiques et les rencontres virtuelles contribuent au rapprochement des acteurs qui y participent. C'est ce que confirme la succession d'événements qui a marqué la période allant de mai 2011 à juillet 2013.

5.1.2. D'un capital social ancré dans le local à son extension à l'échelle globale

À compter de 2011, les retombées des activités rapportées ci-dessus ont commencé à déborder le cadre du territoire québécois pour prendre forme à l'international. En octobre de cette année-là, nous avons été officiellement invitée à représenter les femmes de la diaspora rwandaise du Canada dans une série de rencontres organisée au Rwanda, essentiellement à Kigali et dans les environs. La principale activité, tenue sous la présidence de la première dame du pays, Jeannette Kagame, était la quatrième assemblée annuelle du Unity Club de Kigali. Comme chaque année, les participants à cette réunion comprenaient des membres de la classe politique du Rwanda et leurs proches, soit pratiquement tout l'ensemble des ministres, députés, sénateurs et gouverneurs des régions du Rwanda. Lors d'un banquet offert pour conclure cette réunion, et qui visait à honorer un groupe de femmes, *Ubutwari bwo Kubaho*¹⁴, qui s'était démarqué pour sa contribution à la construction de la paix intergroupe et du développement viable, nous avons eu le privilège d'être invitée à passer la soirée en compagnie du président du Rwanda, Paul Kagame, à la table d'honneur. La couverture médiatique de notre présence aux côtés des dirigeants du pays a marqué les esprits et préparé le terrain pour une collaboration encore plus étroite entre la MGM et le Rwanda. L'année suivante, la mission que nous avons effectuée à Kigali dans le cadre du projet de l'YIGU, à titre de membre de son conseil scientifique, allait bénéficier largement des retombées de ce voyage, ce qui explique le soutien que le projet s'est acquis auprès de nombreux ministres, politiciens et hauts fonctionnaires.

13. Voir le site <<http://www.cafesgeographiques.ca/>>.

14. Cette dénomination signifie «l'héroïsme nécessaire à la vie».

D'autre part, en 2012, le Comité national français de géographie (CNFG) nous a invités, Jules Lamarre et nous-même, à participer aux tables rondes de la francophonie qu'il organisait, à la demande de l'UGI, dans le cadre du congrès international de l'UGI tenu à l'Université de Cologne. Dans ce contexte, nous avons tous deux représenté la géographie québécoise, respectivement au nom des Cafés géographiques du Québec et de la MGM. Ainsi, depuis la marge de la géographie institutionnelle, pratiquement «partis de rien» au milieu des années 2000, en août 2012, nous allions être, tous les deux, de la liste des neuf géographes invités à représenter officiellement la géographie de toute la francophonie au Congrès international de l'UGI. De retour de Cologne, nous avons rendu compte de ce moment important dans quelques documents publiés sur le site Internet de la MGM¹⁵.

C'est dans ce contexte du congrès de Cologne que nous avons revu Benno Werlen, le président de la Commission sur l'approche culturelle en géographie de l'UGI, que nous avons déjà rencontré pour la première fois à Québec en 2008, lors du congrès annuel de l'Association canadienne des géographes et, plus spécialement, dans le cadre du colloque sur *Les géographies de la violence* auquel nous participions tous les trois à titre de conférenciers. À Cologne, c'est lui qui nous a reconnus au moment où nous nous apprêtions à quitter les lieux. Nous ne savions pas à ce moment-là que son ambitieux projet d'YIGU, qu'il dirigeait au nom de l'UGI, faisait du sur-place depuis deux ans, n'ayant pas réussi à trouver de pays acceptant d'en assurer le leadership politique. Quelques heures plus tard, nous sommes allés assister à sa présentation du projet de l'YIGU.

Sur place, nous avons immédiatement été surpris par la sous-représentation caricaturale de la francophonie¹⁶ et par l'absence pure et simple du continent africain, aussi bien dans la salle¹⁷ que dans le projet de l'YIGU¹⁸. Nous avons demandé s'il y avait moyen de faire quelque

15. Voir <http://www.cafesgeographiques.ca/images/COLOGNE-2012_photos.html>; Mukakayumba, 2012c; Jules Lamarre, «Reconnecter la géographie avec elle-même», 2012, <<http://www.cafesgeographiques.ca/images%20cg/Cologne-Jules.pdf>>.

16. Il y avait sans doute des francophones dans la salle, mais aucun ne s'exprimait en français. Comme pour tester le droit d'utiliser le français dans les circonstances, nous avons posé une question en français. Nous n'avons eu naturellement droit qu'à une réponse en anglais.

17. Nous étions la seule de couleur noire dans une salle de plus de 200 personnes où les non-Blancs étaient de rares exceptions.

18. La seule mention du continent africain dans la présentation était en lien avec son absence prétendument incompréhensible.

chose pour passer du discours des chercheurs occidentaux privilégiés, toujours inclusif, mais sans effet envers bon nombre de groupes défavorisés (représentés ici par les francophones et les Africains), aux actes. Dans le cas particulier du continent africain, nous avons offert notre soutien pour sortir de l'impasse en fournissant des raisons de croire que la chose était possible. Nous avons soutenu que le Rwanda pourrait éventuellement adhérer, par exemple, à l'UGI et participer au projet de l'YUGU. Le Rwanda, dont le leadership sur le continent africain est largement reconnu, pourrait sans doute travailler de concert avec l'UGI pour trouver et mettre en œuvre les moyens d'accroître la participation du continent africain à l'UGI et au projet de l'YUGU. Enfin, en tant que géographe québécoise d'ascendance africaine, nous pourrions mettre nos connaissances acquises et notre expérience de vie à contribution pour aider l'UGI et les responsables du projet de l'YUGU à expliquer les raisons de l'absence de l'Afrique, à proposer les moyens susceptibles d'aider à y pallier et à travailler à la mise en place d'une stratégie d'intervention permettant de passer des paroles aux actes.

Forte du soutien reçu des représentants de l'UGI présents dans la salle, nous sommes allée nous entretenir avec Benno Werlen à la fin de la présentation, pour lui dire que notre offre d'approcher le Rwanda afin de vérifier s'il accepterait d'être associé à son projet était sérieuse et qu'elle avait de fortes chances de donner des résultats. Nous ne voulions surtout pas rater l'occasion de rattacher l'Afrique à un grand projet d'universitaires réputés, sachant que, du point de vue universitaire, tout le monde y gagnerait. Benno Werlen était alors très enthousiaste. Plus tard, nous avons compris que, parce que ses démarches pour trouver un pays leader avaient été infructueuses, le Rwanda représentait soudain pour lui une porte de sortie. En effet, peu de temps après cette rencontre de Cologne, nous avons appris qu'il avait approché l'Allemagne, le Brésil, la Corée du Sud, Monaco, le Costa Rica et l'Autriche, mais qu'aucun d'entre eux n'avait donné suite à sa requête. La situation devenait donc de plus en plus critique ; en effet, à défaut d'un pays leader, ses soutiens financiers menaçaient de le laisser tomber, lui et son projet, pratiquement d'un jour à l'autre. Et la contribution à un avenir meilleur que laissait entrevoir le projet de l'YUGU était compromise. En fin de compte, notre offre d'obtenir l'adhésion du Rwanda et du continent africain au projet faisait de nous un atout pour sauver un grand paquebot en train de sombrer, un destin que plusieurs du cercle restreint de l'UGI commençaient à pressentir. S'il y avait quelque chose à faire, il fallait agir très vite. C'est dans cet état d'esprit que nous nous sommes engagée dans des démarches auprès du Rwanda.

5.1.3. La longue marche vers le Rwanda

Notons d'abord un fait troublant et préoccupant : cela fait déjà plus d'une année que le Rwanda a accepté d'être le leader politique tant attendu du projet de l'YIGU, mais rien ou presque n'a changé dans la représentation de ce pays et du continent africain au sein de l'UGI et du projet. Hormis la mention, de temps à autre, de certaines tâches dont ce pays s'est acquitté scrupuleusement, notamment en lien avec la présentation du projet de l'YIGU à l'UNESCO, le Rwanda est pratiquement absent de tous les espaces relatifs à ce projet. Tout est fait comme si son statut de leader du projet était sans importance ou s'il ne comptait qu'à certains moments bien précis, vite oubliés par la suite. Notre disparition de ce projet, où nous avons occupé une place centrale durant les sept mois de travail et de démarches pour obtenir l'adhésion du Rwanda, est également symptomatique d'une certaine tendance à faire comme si cette décision était tombée du ciel, ce qui a pour effet de dévaloriser tout le travail et toute l'expertise investis pour l'obtenir. Cette situation nécessite, pour la suite des choses et pour l'histoire, que l'on revienne sur le long cheminement qu'il a fallu effectuer pour amener le Rwanda à prendre en charge le leadership du projet de l'YIGU.

Au début de septembre 2012, à la suite à quelques échanges téléphoniques et de courriels, Benno Werlen nous a confié le mandat de convaincre les autorités rwandaises de s'associer au projet de l'YIGU. Pour réaliser ce mandat, il fallait naturellement être membre du projet. C'est ainsi que nous avons obtenu le statut officiel de membre de son conseil scientifique et de son comité des relations internationales. Munie de ces titres, nous avons pu représenter le projet de l'YIGU partout où cela a été nécessaire, en commençant par des missions politiques et diplomatiques du Rwanda, permanentes ou spéciales¹⁹, au Canada, aux États-Unis et dans les pays de l'Union européenne. Très rapidement, nous nous sommes fait expliquer par des Rwandais près du pouvoir de Kigali et, surtout, compétents dans les domaines de la politique et de la diplomatie, que le

19. L'idée que l'on se fait d'une mission diplomatique correspond généralement à un groupe de représentants diplomatiques d'un pays, demeurant dans la capitale ou dans une grande ville d'un autre pays. À la tête de la mission, il y a généralement un chef, souvent un ambassadeur. Depuis quelques années, pour se rapprocher des Rwandais de la diaspora, le gouvernement du Rwanda organise régulièrement des journées de rencontre dans des villes des pays étrangers, surtout en Amérique du Nord et en Europe, auxquelles il accorde une importance cruciale. Ces journées sont dénommées « Rwanda Day ». Leur invité d'honneur, le président rwandais, Paul Kagame, y est accompagné par plusieurs membres du gouvernement, de hauts fonctionnaires, des diplomates, des gens d'affaires et des membres de la société civile. De manière générale, tout projet présenté à une autorité rwandaise sur les lieux de la tenue de ces

succès d'une entreprise aussi ambitieuse que celle qui visait à engager le gouvernement du Rwanda dans le projet de l'YIGU, à titre de leader, exigeait que nous nous rendions à Kigali pour y rencontrer les autorités du pays afin de leur présenter le projet tout en leur laissant entrevoir ce que le pays pourrait en retirer. Cette mission, qui a eu lieu en octobre et novembre 2012, a fait l'objet d'un rapport qui témoigne de son succès (Mukakayumba, 2012b). Curieusement, si importante fût-elle, cette mission n'est mentionnée nulle part dans les documents relatifs au projet de l'YIGU, ni dans les rapports de l'UGI.

Les rencontres d'octobre-novembre 2012 à Kigali ont bénéficié des contacts déjà établis, notamment lors de notre visite au Rwanda en octobre 2011 et de notre rencontre avec la ministre Mushikiwabo à Boston, en septembre 2012, dans le contexte privilégié d'un Rwanda Day. Grâce à ces contacts, en quelques jours seulement, nous avons obtenu des rendez-vous et pu discuter en personne du projet de l'YIGU, successivement avec l'honorable Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Rwanda, l'honorable Vincent Biruta, ministre de l'Éducation nationale, l'honorable Stanislas Kamanzi, ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, l'honorable Sylvie Kayitesi, vice-présidente de la Cour suprême du Rwanda, ainsi que le Dr Silas Lwakabamba, recteur de l'Université nationale du Rwanda (UNR). Le projet de l'YIGU a également été présenté à plusieurs représentants des milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche et plus particulièrement à trois professeurs de géographie de l'UNR et au doyen de la faculté des sciences, où loge la géographie.

Durant cette mission, nous demeurions constamment en contact par courriel et par téléphone avec le directeur exécutif du projet de l'YIGU qui était à Iéna, en Allemagne, et plus tard au Brésil, durant la deuxième partie de notre mission. Les difficultés de communication entre le Rwanda et le Brésil ont exigé, à plusieurs reprises, l'intervention de Jules Lamarre à partir de Montréal pour assurer le transfert rapide des messages, qui étaient tous d'une très haute importance, entre Benno Werlen et nous. Il va de soi que dans ce contexte de coopération exceptionnelle, M. Werlen réalisait l'importance du travail conjoint avec la MGM. Ainsi, non seulement il renouvelait ses promesses envers le Rwanda, qui serait un partenaire à part entière du projet de l'YIGU, selon les modalités qui restaient

jours, surtout s'il est pertinent, est pris très au sérieux. Le projet YIGU a été brièvement présenté pour la première fois à la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Louise Mushikiwabo, à Boston, dans le contexte du Rwanda Day tenu le 23 septembre 2012 dans cette ville.

à définir, mais aussi témoignait sans cesse de sa reconnaissance envers la MGM et des suites favorables qui en résulteraient. Aussi, plus les choses paraissaient difficiles, plus chacun des partenaires était convaincu qu'au final, il y trouverait son compte en s'y faisant valoir.

Après notre passage à Kigali, les autorités rwandaises y ont reçu Benno Werlen, en décembre 2012. Suivant notre conseil, il s'y était fait accompagner par un collègue néerlandais, Eduardo de Mulder, instigateur et directeur général de l'Année internationale de la planète Terre²⁰. La présence à Kigali de ces deux chercheurs de renom devait rassurer les représentants du Rwanda quant à la force de l'équipe du projet de l'YIGU. Empêchée de nous rendre à Kigali à la dernière minute, nous avons poursuivi le travail de soutien et de coordination de certaines rencontres par téléphone et par courriel à partir de Montréal. En fin de compte, la mission a été un succès. Ainsi, bien que bon nombre de questions précises posées soient demeurées en suspens, la ministre qui a reçu les deux chercheurs a soutenu le projet. Elle a ensuite soumis des questions à son interlocuteur pour qu'il y réponde ultérieurement par écrit, soit pour le début de janvier 2013²¹, ce qui a été fait.

Par la suite, de la mi-janvier au début d'avril 2013, les échanges de courriels et les communications téléphoniques nous ont occupée pratiquement à temps plein. Au cours de cette période, la coopération de l'équipe rwandaise supervisée par la ministre Mushikiwabo a été exemplaire. Mais plus la décision concernant l'adoption du projet de l'YIGU par le Rwanda se faisait attendre, étant remise à plus tard de semaine en semaine, et parfois même de jour en jour, plus chacun y mettait du sien. Avec le temps, l'attente devenait insoutenable, tant pour l'UGI que pour la MGM. Dans le cas de Benno Werlen, qui nous téléphonait presque chaque jour depuis l'Allemagne, parfois durant plusieurs heures, il fallait tout faire pour le rassurer, en lui rappelant notamment qu'on ne faisait

20. L'Année internationale de la planète Terre (2008) est une initiative de l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS) et de l'UNESCO. Proclamée par les Nations Unies le 22 décembre 2005 pour une durée de trois ans, elle a couvert la période allant janvier 2007 à décembre 2009, avec une apogée en 2008.

21. Les questions posées étaient les suivantes : Qu'est-ce que l'UGI exactement ? Quels bénéfices le Rwanda pourrait en retirer ? Quels pourraient être les coûts pour le gouvernement du Rwanda ? Quelle est exactement la procédure à suivre pour soumettre le projet aux Nations Unies par l'entremise de l'UNESCO ? Si les délais de soumission du projet aux Nations Unies étaient trop serrés, quel serait le plan B ?

pas affaire avec un pays, si petit fût-il, comme avec un collègue universitaire. Dans le cas de la MGM, le travail investi sans aucun soutien financier rendait notre situation encore plus critique qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. Et rien n'allait changer tant qu'il n'y aurait pas d'acceptation officielle de la part du Rwanda, nous avait dit Benno Werlen.

À un moment donné, nous nous sommes retrouvée à court de ressources financières et on nous a coupé le téléphone et Internet, voire l'électricité, soit nos outils indispensables de travail avec le Rwanda, sans que cela n'émeuve quiconque chez nos partenaires du projet, c'est-à-dire ni Benno Werlen, ni l'UGI. Comme par le passé, nous avons dû faire appel à nos proches pour sortir de l'impasse en attendant l'issue des promesses renouvelées quotidiennement par le directeur exécutif du projet de l'YIGU, advenant le succès de nos démarches auprès du Rwanda.

Enfin, le 3 avril 2013, est arrivé de Kigali un courriel annonçant la décision tant attendue du Rwanda. Ce fut l'explosion de joie dans la communauté des chercheurs associés au projet. Il va de soi que la suite des choses s'annonçait exaltante pour tout le monde. Avec cette réponse positive du Rwanda, une nouvelle ère de coopération entre les trois partenaires impliqués dans la rencontre avec le Rwanda allait commencer dans le respect mutuel de tous, croyions-nous.

5.1.4. Un dénouement tout à fait inattendu

Organisé conjointement par Benno Werlen, Jules Lamarre et nous-même, le colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider : l'importance de l'approche globale en géographie* arrivait à grand pas, soit en début de mai 2012, qui inaugurerait cette ère de coopération. L'objectif de ce colloque devait être de souligner la décision du Rwanda d'assurer le leadership politique de l'YIGU et de faire connaître ce projet grâce à la présence à ce colloque de plusieurs chercheurs reconnus mondialement, dont un lauréat de prix Nobel, qui avaient été invités par Benno Werlen et avaient déjà accepté d'y participer. En tenant un colloque à l'Acfas en partenariat avec un géographe réputé mondialement, nous rêvions grand pour la géographie au Québec et à l'échelle globale. Notre combat des dernières années allait, enfin, connaître une issue inespérée. Toutefois, la suite des choses nous a quelque peu découragée, mais nous nous accrochons à l'espoir que ce ne soit qu'une fausse alerte!

Dès l'annonce de la décision du Rwanda d'assurer le leadership politique du projet de l'YIGU, un changement radical observé dans la position de Benno Werlen nous ramena vite sur Terre. Dès lors qu'il avait obtenu un pays leader et que son projet n'était plus en danger, plus rien ne semblait l'obliger à conserver le plan original, ni sur le plan financier,

ni sur celui des collaborations, et encore moins sur la place du Rwanda et des pays africains dans le projet de l'YIGU et à l'UGI. Nous avons réagi rapidement et signifié à M. Werlen que ce changement exposait son projet à des dérapages. Nous avons reçu l'offre d'un contrat pour un montant de 5 000 € à titre de dédommagement partiel. Ce contrat, qui se voulait final, mettrait un terme à nos rapports avec le projet de l'YIGU. Nous avons décliné cette proposition et, par ce geste, refusé que soit minimisée toute la valeur de notre travail investi dans le projet. Peu de temps après, sur le site Internet du projet, notre nom allait être retiré de la liste des membres du projet de l'YIGU, plus exactement de son conseil scientifique et de son comité des relations internationales sans que nous en ayons été informée. Ainsi, lorsque l'on visite le site du projet, il n'y subsiste aucune trace de notre présence passée²². Face à ce changement radical d'attitude et de comportement, nous avons demandé des explications à l'UGI, laquelle nous a invitée à « rester désormais dans notre cour ». Nous en avons déduit que nous ne faisons plus partie du projet malgré ce que nous venions d'apporter à l'UGI et que notre belle relation avec l'organisme allait éventuellement prendre fin. Incompréhensible à première vue, ce genre de situation est l'une des principales caractéristiques des rapports marqués d'inégalités entre les groupes privilégiés et les groupes défavorisés, rapports documentés par une abondante documentation sur l'échange inégal, les rapports centre-périphérie, etc.

Nous nous sommes ensuite tournée tout naturellement vers la ministre Mushikiwabo, désormais en charge de l'YIGU pour le Rwanda, et lui avons demandé d'exiger des garanties concernant les promesses faites au Rwanda. Constatant que nous avions été écartée du projet de l'YIGU qui, aux yeux du Rwanda, « portait [notre] signature²³ », le Rwanda a aussitôt demandé à Benno Werlen de nous y faire une place. En fait, ne comprenant pas ce qui se passait au juste, la ministre Mushikiwabo a signifié à M. Werlen et à nous-même que si ne mettions pas un terme à nos différends attribués aux problèmes internes au sein de l'équipe de l'YIGU,

22. Profitons ici d'une faiblesse de Google qui, aux yeux de certains, ne mettrait pas ses pages à jour assez rapidement... Ainsi, lorsqu'on y recherche encore aujourd'hui les membres du projet de l'YIGU, on trouve l'entrée suivante dans laquelle apparaît encore notre nom en tant que membre de son conseil scientifique (page consultée le 21 juin 2014):

People behind | GLOBAL UNDERSTANDING

www.global-understanding.info/people-behind/ Traduire cette page

People behind. The YIGU's programme will be... Scientific Panel · Prof. Dr. William... Dr. Edith Mukakayumba (Rwanda/Quebec-Canada) · Prof. Dr. Inguelore...

23. L'expression est de l'honorable Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda, dans un courriel qu'elle nous a adressé.

le Rwanda pourrait décider de se retirer du projet. À la suite de cette menace, il y a eu quelques tractations au sein de l'UGI et la MGM s'est vu offrir une solution de rechange, soit d'accueillir un centre régional de l'YIGU pour le Québec. Au moment d'écrire ces lignes, l'information en ce sens se trouve encore sur le site du projet²⁴. Mais comme il n'existe aucune information disponible sur le rôle précis que ces organismes seront éventuellement appelés à jouer, ni sur leurs modalités de fonctionnement et de financement, nous ne pouvons pas garantir leur mise en place. Ce virage constitue sans doute l'une des pires menaces pour le devenir de ce projet. Face à cette évolution, des questions demeurent sans réponse. Les responsables du projet de l'YIGU sont-ils conscients de cette menace? La prennent-ils au sérieux? Dans l'affirmative, comment expliquer qu'ils ne fassent rien pour mettre en place des correctifs? Au fait, qui est le vrai responsable du projet de l'YIGU? Lorsqu'on tente de répondre à ces questions, on s'aperçoit immédiatement des problèmes qui menacent son devenir et qui dépendent essentiellement du fait qu'une seule personne décide, fait tout et contrôle toute l'information.

5.1.5. Les effets du virage à 180 degrés: les ratés du colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider*

Le Rwanda ayant fait connaître sa décision positive le 3 avril 2013, nous étions convaincue que plus rien n'allait empêcher le succès du colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider: l'importance de l'approche globale en géographie*, organisé conjointement par Jules Lamarre, Benno Werlen et nous-même dans le cadre du 81^e Congrès de l'Acfas, les 7 et 8 mai suivant, à l'Université Laval à Québec. On allait enfin célébrer la relance du leadership de la géographie, du Rwanda et du continent africain, grâce au rassemblement autour du projet de l'YIGU des trois acteurs qui avaient fait équipe depuis 2012. Sous la présidence d'honneur du nouveau président de l'UGI, Vladimir Kolossov, des scientifiques de renom de diverses disciplines et de divers pays allaient rencontrer des praticiens du domaine politique et diplomatique et entamer le «déplacement des montagnes» dans la résolution des problèmes contemporains. Dans ce contexte de bonnes nouvelles, l'UGI a accepté de soutenir financièrement l'organisation d'un colloque dont nous espérions qu'il serait un véritable happening de la géographie. Malheureusement, là encore, les changements observés à la suite de l'annonce de la prise en charge du leadership du projet de l'YIGU par le Rwanda allait nous rattraper.

24. Dans la page <<http://www.global-understanding.info/fr/people-behind/continental-centers/>>, cliquer sur «Amérique».

Quelque temps avant le colloque, nous aurions dû repérer les signes avant-coureurs de ce qui s'en venait. Benno Werlen avait laissé entendre à au moins deux reprises qu'il se pourrait qu'il ne vienne pas à Québec pour le colloque de l'Acfas étant donné toutes ses obligations, à moins que la ministre Mushikiwabo ne soit elle-même sur place. Compte tenu de l'importance de l'événement, nous avons tenté de convaincre la ministre Mushikiwabo, voire d'autres ministres impliqués dans le projet de l'YIGU, de participer au colloque, non pas pour répondre à l'exigence de Benno Werlen, mais parce que l'événement avait à notre avis une grande importance. Se trouvant dans l'impossibilité de répondre à nos demandes à cause d'une réunion à laquelle elle devait participer au Burundi, la ministre s'est fait représenter personnellement par la haut-commissaire du Rwanda au Canada, Son Excellence Edda Mukabagwiza.

Dès lors, face à une succession d'événements inattendus, notamment l'annulation de conférenciers prestigieux en raison du retrait du financement de leurs déplacements, nous savions que notre « gros » colloque risquait de faire l'effet d'un pétard mouillé. Heureusement pour nous, quelques-uns des invités de marque s'y sont quand même présentés. Mais voyant que le colloque n'attirait que peu de gens, nombre d'entre eux n'y sont pas demeurés longtemps, ce qui a été le cas de la haut-commissaire du Rwanda au Canada, qui est repartie après seulement un avant-midi au cours duquel elle aura présenté une allocution d'ouverture.

Après les ratés du colloque de Québec, nous avons demandé à l'UGI de vérifier si le projet de l'YIGU était bien mené et, surtout, si quelqu'un s'occupait du suivi des activités planifiées avec le Rwanda pour le faire progresser en donnant à chacun la place qui lui revenait. L'une de ces activités était une réunion à Kigali, dont la ministre Mushikiwabo avait émis le souhait au début d'avril 2013, en vue de produire un plan d'action et de décider des prochaines étapes du projet de l'YIGU. Personne à l'UGI ne pouvait répondre aux questions que nous avons posées en ce sens. Tout en nous remerciant de les informer, ils nous ont renvoyée à Benno Werlen qui, disaient-ils, était le seul à être au courant du projet. C'était l'impasse. Nous avons donc demandé à la ministre Mushikiwabo d'organiser la réunion en question dans les meilleurs délais. En dépit d'un horaire chargé, tout a été fait pour que la rencontre ait lieu le 19 juillet 2013 à Kigali. Là encore, un fait inattendu allait perturber la réunion. En effet, quelques jours avant cette rencontre, il a été indiqué à la ministre que nos frais pour y participer ne seraient plus assumés par l'UGI. Le Rwanda n'ayant pas non plus les moyens de payer ce voyage, la réunion a eu lieu sans nous, au grand regret de la ministre Mushikiwabo.

Depuis ce temps, les choses ont continué d'évoluer à peu près normalement. Mais sans nous, il n'y avait plus personne pour interpellier les responsables institutionnels du projet de l'YIGU, l'UGI et le Rwanda. Ainsi pointent à l'horizon des questions sur la vraie nature de la rencontre du politique, qui nous intéresse particulièrement. Quant à nous, nous avons travaillé avec acharnement à connecter ensemble l'UGI et le Rwanda, voire, plus globalement, le continent africain. Si, après tout ce travail, nous avons été écartée et avons perdu tout un capital de sympathie que nous avions mis des années à édifier au prix d'énormes sacrifices, comment croire que le projet de l'YIGU et l'UGI ouvriront enfin leurs portes au Rwanda et au continent africain ?

Malgré tout, nous demeurons extrêmement fière de ce que nous avons accompli, et pour l'UGI et pour le Rwanda, et nous poursuivrons, toujours à partir de la marge s'il le faut, notre combat pour rendre leurs lettres de noblesse à la géographie et aux géographes et leur juste part au Rwanda et au continent africain dans les lieux où ils le méritent. Paradoxalement, c'est ici que nous comptons reprendre la balle au bond. Nous allons essayer d'entrevoir ce que pourrait être la place du Rwanda et de l'Afrique dans un projet d'YIGU revu et corrigé, tout étant perfectible, en gardant à l'esprit que ce projet ne débutera qu'en 2016, à la condition expresse que le Rwanda lui-même soit en mesure, d'ici là, de le mener à bon port. Mais auparavant, voyons quelle place y occupe ce pays à l'heure actuelle.

5.2. Le Rwanda dans le projet de l'YIGU : leader politique ou simple tâcheron ?

C'est en tant que géographe québécoise, francophone et rwandaise que nous nous sommes lancée avec énergie dans le projet d'établir la connexion entre l'UGI, d'une part, et le Rwanda, de l'autre, en vue d'accroître les chances de succès du projet de l'YIGU auprès des Nations Unies. Notre sensibilité de géographe appartenant à la fois au Nord et au Sud a joué un rôle déterminant dans la création des ponts entre les deux « partenaires » du projet. Par ailleurs, l'ouverture d'esprit dont avait fait preuve le directeur exécutif du projet avant et durant notre mission de décembre 2012 à Kigali laissait entrevoir la possibilité, pour un petit pays situé en plein cœur du continent africain, de devenir un leader dans la mise en œuvre du projet, à partir de son territoire, pour ensuite servir d'exemple au monde entier. Nous y avons cru et nous y croyons encore.

Plus précisément, nous avions hâte de voir comment le Rwanda commencerait à s'acquitter d'un nouveau rôle, soit celui d'un pays ayant à cœur d'orchestrer une fusion entre le politique et le scientifique à même sa propre territorialité. Nous imaginions des rencontres de scientifiques du monde entier se tenant à Kigali ou ailleurs sur le territoire rwandais, voire sur le continent africain, et dont l'effet indirect et appréciable serait de contribuer au renforcement des institutions universitaires du Rwanda et du monde entier depuis le Rwanda et l'Afrique, grâce à la création de toutes sortes de nouvelles passerelles. Le directeur exécutif du projet semblait ouvert à cette perspective, à la condition que cela ne fasse pas dévier le projet de son objectif initial²⁵. Il était donc possible d'entrevoir la création d'un second front pour l'YIGU, à partir du Rwanda, un front dont ce pays pourrait être responsable pratiquement à part entière. L'affaire était emballante. C'est d'ailleurs sur de tels arguments que nous nous sommes appuyée pour convaincre le Rwanda de se lancer dans l'aventure de l'YIGU.

Des possibilités de recherche fort intéressantes s'offraient également à l'ensemble de la communauté scientifique qui allait, enfin, sortir de l'occidentalocentrisme pour profiter plus largement des contributions des pays du Sud, plus spécialement de ceux du continent africain, situés à la marge de la marge. Pourquoi le Rwanda et non pas l'Allemagne, les États-Unis, le Canada, ou l'Australie comme leader politique de l'YIGU ? La question pourrait se poser. Dans les faits, le projet de l'YIGU ne pouvait s'arrimer à n'importe quelle territorialité, et c'est cela qu'il devenait intéressant de chercher à expliquer. Des raisons d'ordre géopolitique devaient sans doute être à l'œuvre, que des géographes ne manqueraient certainement pas l'occasion de découvrir, nous disions-nous. Alors, pourquoi ne pas profiter du laboratoire rwandais pour faire de la géographie autrement, éventuellement à son meilleur ? Il est toujours possible de donner une réponse positive à cette question, à condition que les géographes sortent de leurs ornières et s'ouvrent réellement à d'autres horizons, tant sur le plan des approches et des méthodes de travail que sur celui des questions épistémologiques, voire éthiques. Cela ne sera possible que s'ils acceptent de reconnaître à l'Autre – notamment au plus faible et à celui qui assume et affiche sa différence –, le droit égal à l'existence et celui de disposer des ressources nécessaires non seulement à son existence, mais aussi à son épanouissement.

25. Pour une présentation succincte du projet de l'YIGU, voir Ronald F. Abler, chapitre 4 du présent ouvrage.

5.2.1. La place du Rwanda dans le projet de l'YIGU : à la marge des marges

Si la condition nécessaire à remplir par l'UGI pour faire accepter un projet à l'UNESCO et, ensuite, à l'Assemblée générale des Nations Unies, était que le projet à soumettre soit excellent, la condition suffisante était de trouver un pays qui accepte de le faire en son nom. Comme nous l'avons vu, cette condition dite suffisante a été tout particulièrement difficile à remplir par l'UGI. Et ce ne sont pas les atouts qui manquaient à ce projet. Il était soutenu par des chercheurs de renom et par les plus grandes organisations de la recherche à l'échelle mondiale, soit le Conseil international pour la science (CIUS), qui est l'organe de coordination mondiale pour les sciences naturelles, le Conseil international des sciences sociales (CISS), de même que le Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH) et le programme international sur les dimensions humaines des Nations Unies (IHDP). Pourtant, comme nous l'avons vu, sans un pays leader, le projet de l'YIGU aurait peut-être terminé sa course dans un classeur. Cela rappelle l'importance réelle du Rwanda dans le devenir de ce projet, raison de plus pour lui offrir d'y occuper une place de choix, comme Benno Werlen le lui avait laissé entrevoir par notre entremise dès décembre 2012.

Un peu plus d'un an après que le Rwanda eut accepté d'assumer le leadership politique du projet de l'YIGU, qu'en est-il exactement de la place qu'il occupe au sein de ce projet ? Pour en avoir un aperçu, il suffit de visiter le site Internet du projet et de consulter les infolettres que l'UGI y publie régulièrement pour rendre compte de ses activités, infolettres qui sont également acheminées à toutes les associations nationales de géographie de la planète.

Ainsi, sur le site de l'YIGU²⁶, le mot « Rwanda » n'apparaît qu'à deux endroits seulement, soit, d'abord, à côté de Monasse Mbonye, vice-recteur de l'Université nationale du Rwanda. Le même mot apparaît ensuite une seconde fois à côté de « Kigali » comme emplacement d'un possible futur centre régional du projet pour l'Afrique. Et c'est tout. Signalons que Monasse Mbonye est devenu membre du comité de direction du projet après que le Rwanda y eut adhéré. Avant, c'est nous qui représentions ce pays.

De plus, en consultant les rapports d'activités que l'UGI rend disponibles périodiquement sur Internet sous la forme d'infolettres, nous constatons que le mot « Rwanda » n'y apparaît qu'à quelques rares occasions, qui pourraient se compter sur les doigts d'une main. Si on fait une

26. Voir la page <<http://www.global-understanding.info/fr/people-behind/>>.

recherche conjointe des mots «Rwanda» et «UGI» sur Google, cette fois la récolte semble bien meilleure, à cause du site Internet de la MGM où il est amplement question du colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider : l'importance de l'approche globale en géographie*, un colloque où nous nous attendions à une rencontre enthousiaste entre ces deux «partenaires» de l'YIGU, ce qui ne fut pas le cas.

Au sein du projet de l'YIGU, le Rwanda n'est donc représenté que par le seul Manasse Mbonye, vice-recteur de la National University of Rwanda, en tant que membre de son comité de pilotage, un comité qui compte au total 19 membres. Et lorsque l'on clique sur les noms des membres de ce comité, ainsi que sur ceux de la cinquantaine de membres de tous les autres comités, on trouve généralement au moins un paragraphe d'information à propos de chaque chercheur, sauf pour Manasse Mbonye²⁷. Il ne peut s'agir que d'un impair assez étonnant, à quelques mois seulement de la présentation du projet de l'YIGU à l'Assemblée générale des Nations Unies. Et pourquoi le Rwanda n'est-il pas représenté dans ces divers comités par d'autres Rwandais, comme c'est le cas par exemple pour les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, qui le sont à six reprises chacun (voir le tableau 5.1)? Bref, pourquoi le Rwanda est-il à ce point absent du site Internet de l'YIGU? Il est évident, encore là, qu'on a affaire à une situation qui illustre un problème lié à un manque de perspective.

Et que font tous ces scientifiques, dont au moins trois prix Nobel, au sein des divers comités du projet de l'YIGU? Apparemment pas grand-chose pour le moment. Ils semblent y servir, tout au plus, de faire-valoir, sans que cela ait eu d'effet décisif sur tous les pays n'ayant pas cru bon d'assurer le leadership politique du projet avant que le Rwanda ne fasse son entrée en scène. Aussi, comme le Rwanda, leur rôle semble limité à celui de tâcherons qui répondent aux demandes précises du directeur exécutif du projet de l'YIGU, mais n'exercent aucune influence quand leur avis ne cadre pas parfaitement avec ses idées. Signalons également que, tout comme le Rwanda, la MGM est à peu près absente du site du projet. Même chose pour l'UGI, qui est pourtant le responsable officiel du projet pour le monde scientifique. Ainsi, l'UGI, le Rwanda et la MGM, qui ont permis de faire décoller le projet de l'YIGU, y sont à peu près absents, ce qui souligne le fait que ce projet serait essentiellement celui d'un seul homme, son directeur exécutif, qui y décide de tout et qui fait tout. D'ailleurs, dans nos communications avec l'UGI, notamment au moment où

27. Sa seule description est «National University of Rwanda... under construction.»

Tableau 5.1.
Comités du projet de l'YUGU

Protecteurs	Comité consultatif	Comité de pilotage	Conseil scientifique	Médias, info, enseignement	Relations internationales et collecte de fonds	Total
Afrique du Sud		2				2
Allemagne		2	3			5
Australie	1	1	2	2		6
Bangladesh			1			1
Brésil					2	2
Canada		1				1
Chine (RP)		1		2		3
États-Unis		1	4	1		6
France			1			1
Ghana		1				1
Israël				1		1
Japon			1			1
Malaysia		1				1

Mali	1			1
Mexique		1		1
Nigeria		1		1
Norvège		1		1
Nouvelle-Zélande		1		1
Pays-Bas	1			1
Pologne	1			1
Portugal		1		1
Royaume-Uni	2	3	1	6
Russie	1	1		2
Rwanda	1			1
Sénégal	1			1
Suisse	1	1		2
Taïwan	1			2
Tunisie		1		1
Zimbabwe		1		1
TOTAL	2	3	19	22
			7	2
				55

Source : <<http://www.global-understanding.info/fr/people-behind/>>.

nous nous sommes aperçue des problèmes rapportés ci-dessus, on nous remerciait généralement de fournir à cet organisme des informations sur le projet, à propos duquel il ne savait généralement que peu de choses.

Il est compréhensible que le Rwanda, qui est un petit pays africain, soit confiné dans un rôle de tâcheron et que cela soit accepté par ceux que son absence du projet de l'YIGU ne semble pas déranger. En effet, quoi que l'on dise, ce n'est pas du jour au lendemain que les rapports entre le Nord et le Sud et, en particulier, entre l'Occident et l'Afrique changeront. Ce qui pose problème, c'est le laisser-faire des grands chercheurs, individus et institutions, qui soutiennent le projet de l'YIGU et qui, même s'ils sont informés, ne font rien pour changer les choses. Serait-ce pour protéger l'ordre établi? A-t-on pensé au prix à payer, que soit avant ou après la proclamation de 2016 comme étant l'YIGU? La gestion actuelle du projet de l'YIGU, où une seule personne tire toutes les ficelles, serait un excellent sujet de recherche du domaine de la géopolitique et permettrait d'étayer les thèses des pionniers en matière des rapports de pouvoir des dernières années, notamment celles de Lacoste (1976), de Raffestin (1980) et de Lusseau, cité par Dumont (2010).

5.2.2. La foi qui déplace des montagnes

En septembre 2012, lorsque nous nous sommes engagée à fond dans le projet de l'YIGU, nous croyions contribuer, enfin, à un projet qui allait relancer et revaloriser la géographie et les géographes. En effet, après sept ans de combat acharné dans un environnement particulièrement hostile, en vue de réaffirmer sans cesse l'importance de la géographie et des géographes pour la connaissance et pour la société (Mukakayumba et Lamarre, 2012) – un combat heureusement ponctué de quelques succès –, nous croyions avoir trouvé dans ce projet l'instrument qui allait nous permettre d'accroître la portée de nos acquis, en grim pant sur les épaules de « géants », Benno Werlen et l'UGI. Pour nous donc, également, le projet arrivait à point nommé. Nous y avons alors investi sans compter tout notre temps et tout ce qui nous restait, y compris l'avoir de nos proches, qui ont dû s'endetter pour nous éviter la faillite personnelle. Parce que nous avons une sorte de foi aveugle en M. Werlen et en l'UGI, nous ne pouvions pas échouer, croyions-nous. Sur ce dernier point, notre foi est demeurée intacte. Tant que nous pouvons encore nous tenir debout, nous persistons à croire que le laisser-faire n'est pas une fatalité.

En cours de route, nous avons pris conscience que, comme pour bon nombre d'autres projets universitaires, celui de l'YIGU risque de n'être profitable, d'abord et avant tout, qu'aux organisateurs, au détriment des représentants des citoyens concernés. Les groupes privilégiés dans le cadre

du projet de l'YIGU – essentiellement des chercheurs occidentaux – sont les anglophones, les universités des pays du Nord, ainsi que des politiciens de la région d'Iéna, où se trouve le siège social du projet, soit ceux qui profitent aujourd'hui de la visibilité associée au projet. Ils seront également privilégiés dans l'avenir. Depuis le début des démarches visant à obtenir du Rwanda la décision d'assumer le leadership du projet de l'YIGU, les noms de quelques Africains ont fait leur apparition sur le site du projet. Mais, que valent ces ajouts s'ils sont décidés selon des critères et des logiques indiscernables? Par ailleurs, on peut présumer que d'autres comme nous ont dû quitter le navire sans que l'on sache pourquoi et à quel moment.

Au bout du compte, le contrôle du projet de l'YIGU par une seule personne pose de sérieux problèmes à propos de son devenir. Peut-on s'imaginer la conduite à terme d'un projet d'envergure internationale comme celui-là par une seule personne? Par ailleurs, d'après ce que nous avons compris, le projet de l'YIGU aurait très bien pu être piloté par d'autres grands organismes de scientifiques qui l'ont soutenu, mais pas par Benno Werlen. Le Rwanda était sans doute la dernière chance de ce dernier puisque le projet aurait sans doute été repris par un organisme plus grand que l'UGI. Celle-ci tiendra-t-elle le coup si les problèmes évoqués persistent? Dans le cas contraire, quel serait le plan B? Où se situeraient les trois acteurs, l'UGI, le Rwanda et la MGM, dont le travail en synergie avant le démarrage du projet lui a permis de tenir sur les rails?

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que le Rwanda, qui est théoriquement le leader politique du projet, n'a qu'un rôle de tâcheron. En effet, après avoir annoncé sa décision d'assumer le leadership du projet de l'YIGU, le Rwanda a répondu favorablement à toutes les demandes de son directeur exécutif. Ainsi, grâce à ses interventions, le projet a franchi la phase de l'UNESCO. Qu'en retirera le Rwanda en contrepartie? Pas grand-chose apparemment, à part la démonstration qu'en dépit de son titre de leader, sa place se trouve toujours à la marge des marges. Et qu'est-ce que cela signifiera pour son image et pour celle du continent africain? Voilà un bon sujet pour des recherches à venir!

Pour ce qui est de l'arrimage du Rwanda et de l'UGI dans le cadre de l'YIGU, il a été le résultat d'un travail considérable réalisé par la MGM et par une équipe de professionnels rwandais de haut niveau. Il faut le rappeler à ceux qui l'auraient oublié. Mais nous pensons qu'il est encore temps de leur rendre justice en donnant au Rwanda la place qui lui revient, en procédant au besoin, comme nous l'avons fait pendant des années, à partir de la marge de la géographie universitaire.

5.3. La synthèse de deux mondes à même la territorialité rwandaise

Au départ, nous avons la conviction que cette synthèse de deux mondes, le scientifique et le politique, allait pouvoir, ou plutôt devoir, se réaliser à même la territorialité rwandaise. C'est ce processus que nous espérons observer et surtout accompagner au cours des années à venir. De notre point de vue, il y a plusieurs façons d'entrevoir la réalisation de cette rencontre de deux mondes, selon la perspective privilégiée. À l'échelle de la vie quotidienne, la mise en rapport irait pratiquement de soi, au point qu'on n'en parle jamais ou presque. Elle est pourtant chargée d'enjeux. La science doit-elle nous rendre à tout prix maîtres et possesseurs du ou des territoires ? Doit-elle permettre la satisfaction de tous nos besoins présents et à venir par leur exploitation ? Doit-elle servir à mieux comprendre notre rapport au territoire en vue de mieux l'assumer ? L'intérêt de la recherche en géographie et dans d'autres disciplines de la connaissance est de cerner ces enjeux pour en saisir les répercussions dans l'organisation, la construction, voire la reconstruction des sociétés et des territoires.

Par exemple, en géographie, cette rencontre a notamment été abordée à travers l'étude du concept de relation. Marc Dumont (2010), en particulier, présente l'apport de trois générations de géographes français à cette connaissance. Selon Dumont (2010), il s'agirait à chaque fois d'une appropriation des travaux de Michel Foucault sur la fonction politique de l'espace. Ainsi, dans les années 1970, les échanges entre Foucault et des géographes français auraient été peu concluants, ce dont témoignent ceux qui sont présentés dans les premiers numéros de la revue *Hérodote*. Mais dans les années 1980, en s'alimentant à la pensée de Foucault, Claude Raffestin aurait posé « les bases d'une nouvelle géographie du politique et du pouvoir, en s'attachant à la déconstruction de la géopolitique classique et de ses souches idéologiques, puis à théoriser les relations de pouvoirs et leurs instruments (population...) ». Et par la suite, toujours selon Dumont (2010), Michel Lussault se serait approprié à son tour trois expressions foucauldienne – l'« ensemble pratique », le « dispositif spatial » et les « systèmes normatifs » – pour faire émerger un domaine géographique entièrement consacré à l'analyse spatiale de l'action politique. À la lumière de ces trois époques d'appropriation géographique des travaux de Foucault, Dumont estime que l'éclairage géographique français du politique était désormais cohérent.

À notre tour, nous aimerions utiliser ce type d'approche pour faire avancer un tant soit peu la réflexion sur une rencontre du politique et du scientifique dans un territoire qui devrait en être marqué directement, comme dans le cas du Rwanda, par l'YIGU, et plus tard, dans celui de la

terre entière, étant donné l'ambition de ce projet. Rappelons par ailleurs que notre compréhension des choses est teintée par notre double appartenance à la société québécoise et à la société rwandaise, donc par notre immersion dans le Nord et dans le Sud. Nous croyons que c'est grâce à ce double regard que nous avons pu procéder à un arrimage concluant d'un projet de scientifiques du Nord avec une territorialité africaine particulière, celle des Rwandais.

À nos yeux, il n'est pas indifférent qu'un petit pays africain, soit le Rwanda, plutôt qu'une grande nation occidentale ait accepté d'assumer le leadership politique du projet de l'YIGU et réussi depuis à lui faire franchir une série d'étapes pour le mener jusqu'au seuil de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais alors, plusieurs questions pourraient se poser : Pourquoi le Rwanda et pas les États-Unis ? Comment le territoire rwandais pourrait-il organiser la fusion du scientifique et du politique ? Pourquoi ne pas profiter du laboratoire rwandais pour tenter de trouver de nouvelles réponses ? Nous avons donc voulu nous pencher sur ces questions afin de mettre en lumière les atouts que le Rwanda possédait dans les circonstances, c'est-à-dire des atouts géopolitiques dont ont pu profiter les géographes de l'UGI. Dans les faits, le projet de l'YIGU ne pouvait pas s'arrimer à n'importe quelle territorialité, et c'est de cela qu'il serait intéressant de parler. Enfin, pourquoi ne pas tirer profit du Rwanda pour assurer la diffusion du projet depuis un terreau fertile, le sien ?

À titre de géographe québécoise francophone, nous sommes déçue de l'absence du Québec en particulier et de la francophonie en général du projet de l'YIGU, au même titre que de celle de l'Afrique et du Rwanda lui-même²⁸. Il semble que le fait de soulever de telles questions n'ait pas été jugé recevable par le directeur exécutif du projet, pas plus que par l'UGI, ce qui est incompréhensible de la part des responsables d'un projet qui se dit international et prône l'ouverture à l'Autre, à la différence. Et plusieurs questions de fond demeurent : Comment faire son travail de géographe ou tout simplement signifier aux géographes du projet de faire le leur si, à la moindre contrariété, on menace d'exclure la personne qui voit les choses autrement que le groupe dominant ? Comment expliquer que la personne sans qui, en août 2012, les chances de réussites du projet étaient de toute évidence au plus bas ait été rayée de la carte pour la simple raison qu'elle demandait le minimum, c'est-à-dire la reconnaissance à leur juste valeur de l'ensemble d'acteurs qui ont contribué à l'évolution positive du projet de l'YIGU à compter de septembre 2012 ?

28. C'est ce que nous avons exprimé à plusieurs reprises, notamment dans un compte rendu de nos observations sur ce qui s'est passé à Cologne en 2012, lors du congrès de l'UGI (Mukakayumba, 2012a).

La géographie des sensibilités et la sensibilité des géographies devraient être prises en compte pour répondre aux questions soulevées ci-dessus. Cela permettrait de comprendre pourquoi le Rwanda a eu envie de se lancer dans l'aventure aux côtés de l'UGI. Il aurait ensuite été palpitant – et il le sera quand même, nous l'espérons – d'étudier comment la territorialité rwandaise en particulier et la territorialité africaine en général pouvaient servir de lieu d'expérimentation pour saisir l'effet d'une territorialité « actante » particulière sur la rencontre de la science et du politique. L'optimisme étant notre plus grand défaut, nous persistons à croire que les deux leaders institutionnels du projet de l'YGU, l'UGI et le Rwanda, accepteront un jour d'assumer leur responsabilités et d'exiger la mise en place d'une structure qui permettra de corriger les problèmes évoqués. Si tel pouvait être le cas, la géographie, les géographes et l'ensemble des groupes défavorisés pourraient transformer leurs rêves en réalité, et le projet de l'YGU serait à la mesure des espoirs qu'il suscite.

Bibliographie

- Dumont, M. (2010). « Aux origines d'une géopolitique de l'action spatiale : Michel Foucault dans les géographies françaises », *L'espace politique*, n° 12, <<http://espacepolitique.revues.org/1744>>.
- Lacoste, Y. (1976). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, François Maspero.
- Mukakayumba, É. (2012a). « Quand l'éducation devient un obstacle à l'insertion socioprofessionnelle et à l'enracinement territorial », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 195-218.
- Mukakayumba, É. (2012b). « Mission exploratoire concernant l'engagement possible du Rwanda à prendre le leadership politique de l'initiative IYGU. Octobre-novembre 2012 », inédit.
- Mukakayumba, É. (2012c). « Des lueurs d'espoir et un témoignage de reconnaissance », <http://www.cafesgeographiques.ca/Cologne-2012/2012-09-11_mgmmt_cologne-2012.pdf>.
- Mukakayumba, É. et J. Lamarre (2012). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- Raffestin, C. (1980). *Pour une géographie du pouvoir*, Lausanne, L'Âge de l'Homme.
- Simondon, G. (1958). *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier, <http://monoskop.org/images/2/20/Simondon_Gilbert_Du_mode_d_existence_des_objets_techniques_1989.pdf>.
- Soyez, D. (2012). « Discours d'ouverture du colloque », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 21-23.

Chapitre

6



Le programme Future Earth Un partenariat scientifique en vue d'une compréhension globale du monde

Gordon McBean

Tout au long de l'évolution de la planète Terre depuis l'apparition de l'espèce humaine, il y a toujours eu une interaction et une interdépendance entre les humains et leur environnement naturel. Dans son livre à succès *Collapse: How Societies Choose to Fail or Succeed*, Diamond (2005) traite de l'effondrement de sociétés au fil de l'histoire; il s'interroge à savoir quel rôle les changements environnementaux ont pu jouer dans cet effondrement et, le cas échéant, comment les populations ont tenté d'y répondre. L'expansion des populations humaines et celle de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles ont accentué ces relations d'interdépendance (Zalasiewicz *et al.*, 2011; Syvitski et Kettner, 2011; Syvitski, 2012).

À partir du milieu du xx^e siècle, les répercussions des activités humaines sur l'environnement se font sentir sur le plan local, mais aussi sur le plan global, puisque ces deux plans sont désormais reliés. Il importe que toutes les populations du monde prennent conscience du fait que les activités qu'elles déploient dans leur environnement immédiat ont toujours des conséquences qui se répercutent sur le plan global. Une nouvelle compréhension globale du monde s'impose pour que les populations entrevoient ensemble des moyens d'harmoniser leurs comportements afin d'éviter l'effondrement des sociétés.

Dans ce chapitre, nous abordons le concept de la compréhension globale ainsi que celui des connaissances intégrées et multidisciplinaires. Ces concepts nous paraissent essentiels pour l'avenir durable de nos sociétés. Nous montrons comment s'articulent le projet de l'Année internationale de la compréhension globale du monde (YIGU) et le programme Future Earth, c'est-à-dire en tant que moyens d'atteindre ce but à l'aide de la recherche scientifique. Dans ce qui suit, nous présentons l'évolution de la connaissance globale de l'environnement au cours du dernier demi-siècle. Pour l'illustrer, nous nous appuyerons d'abord sur les programmes d'étude du climat mondial, puis nous nous pencherons sur les discours politiques ainsi que sur certains principes à retenir.

6.1. La science comme moyen d'atteindre une compréhension globale du monde

En 1957-1958, le Conseil international pour la science (CIUS) a parrainé l'Année géophysique internationale (AGI), au cours de laquelle un examen complet du système global terrestre a été entrepris et les premières mesures des concentrations du dioxyde de carbone et d'ozone stratosphérique ont été prises. Enthousiasmée par cet événement scientifique, en 1957, l'Union soviétique a lancé un premier satellite (*Sputnik*) et envisagé la possibilité d'observer la Terre depuis l'espace, les images de la Terre prises à cette distance pouvant certes contribuer à une compréhension globale.

Profitant du succès de l'Année internationale de géophysique, l'Assemblée générale des Nations Unies a aussi invité le CIUS et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à mettre sur pied un programme de recherche en science atmosphérique, ce qui a donné lieu, en 1967, au lancement du Programme de recherche sur l'atmosphère globale (PRAG) (Godson, 1968). Les chercheurs du PRAG souhaitaient accroître la portée ainsi que la précision des prévisions météorologiques. Leur premier objectif était alors d'en apprendre davantage sur les fondements de la prédictibilité

des comportements atmosphériques afin d'étendre à plus de deux semaines la précision des prévisions météo. Leur deuxième objectif était de mieux comprendre la dimension physique du climat. Pour réaliser des observations globales continues, les chercheurs ont eu recours à des satellites, ainsi qu'à des ordinateurs pour modéliser la circulation atmosphérique, ce qui a fourni des clés fiables pour la compréhension globale de ce processus. En 1979, l'Expérience météorologique mondiale (EMM) a connu un succès considérable, ce qui a permis la restructuration de la Veille météorologique mondiale (VMM) de l'OMM. Ainsi, en faisant appel à la compréhension globale, il devenait plus facile d'observer les enjeux à la fois locaux et globaux et d'agir sur eux.

En 1979 également, la première conférence mondiale sur le climat (CMC), qui a eu lieu à Genève, a conféré une reconnaissance mondiale et intergouvernementale à la question des changements climatiques. Elle a donné lieu à la création du Programme mondial sur le climat, dont une des composantes principales est le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC), coparrainé par le CIUS et l'OMM, programme qui a débuté en 1980 et qui a permis d'élargir les objectifs de recherche du PRAG.

6.2. Une commission mondiale sur l'environnement et le développement

Vers la fin de 1983, les Nations Unies ont mis sur pied la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), qui a déposé en 1987 son rapport (le rapport Brundtland, du nom de la présidente; CMED, 1987). Il est intéressant de s'arrêter aux premiers énoncés de ce rapport, où l'on trouve un véritable appel à passer à l'action :

En plein milieu du xx^e siècle, nous avons pu voir pour la première fois notre planète depuis l'espace. Les historiens jugeront peut-être un jour que cette prouesse a davantage révolutionné la pensée que ne l'avait fait au xvi^e siècle la révolution copernicienne qui fit pourtant alors beaucoup pour détruire l'image que l'homme se faisait de lui-même, et ce, en prouvant que la Terre n'était pas le centre de l'univers. Depuis l'espace, nous voyons une petite boule toute fragile, dominée non pas par l'activité et les constructions de l'homme, mais par une nébuleuse de nuages, d'océans, de verdure et de sols. L'incapacité de l'homme à intégrer ses activités dans cette structure est actuellement en train de modifier de fond en comble les systèmes planétaires. Nombre de ces changements s'accompagnent de dangers mortels. Il nous faut absolument prendre conscience de ces nouvelles réalités – que personne ne peut fuir – et il nous faut les assumer.

Le rapport aborde aussi des «tendances environnementales qui menacent d'altérer radicalement l'état de la planète ainsi que la survie de nombreuses espèces incluant l'espèce humaine». Figurent au nombre de ces tendances :

- la transformation de terres productives en déserts ;
- les pluies acides, qui tuent des forêts et des lacs et endommagent le patrimoine artistique et architectural des nations ;
- la combustion d'huiles fossiles qui produit du dioxyde de carbone, causant un réchauffement graduel de la planète ;
- le rehaussement du niveau des mers, qui risque d'inonder des villes côtières, et de perturber les économies nationales ;
- les gaz industriels qui menacent de faire disparaître la couche d'ozone qui protège la planète ;
- les substances toxiques utilisées par l'industrie et l'agriculture et introduites dans la chaîne alimentaire et dans la nappe phréatique.

Un quart de siècle plus tard, à la suite d'observations scientifiques, toutes ces inquiétudes se sont avérées fondées ; ce sont désormais des réalités qui préoccupent l'ensemble de l'humanité. Il importe alors que celle-ci acquière une compréhension globale du monde afin que nous puissions ensemble préparer «notre avenir à tous».

Signalons également que le rapport Brundtland met de l'avant un concept central, celui de développement durable, qui y est défini comme suit : « Le genre humain a parfaitement les moyens d'assumer un développement durable, de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs » (CMED, 1987). Cette définition regroupe des considérations sociales, environnementales et économiques. Le concept met aussi en relief la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs besoins ; ainsi, le développement ne doit pas seulement être entrevu en fonction de nos besoins présents ou de ceux que l'on aura d'ici les prochaines élections, mais bien en fonction des générations futures, ce qui exige une planification qui couvre plusieurs décennies. Le concept de prise en compte d'un « avenir prévisible » est une composante importante du développement durable. Plus nous avons compris le fonctionnement du système environnemental de la planète, plus nous avons pu entrevoir les interconnexions entre les actions et les réponses qui se produisent à la surface de la Terre et tout autour d'elle.

6.3. Le développement des politiques environnementales internationales

En 1988, soit l'année qui a suivi celle de la parution du rapport Brundtland, le Canada a accueilli la Conférence de Toronto sur les conséquences des changements atmosphériques sur la sécurité globale (WMO, 1988; McKay, 1991). La conférence a été importante à divers titres. C'était la première conférence gouvernementale ou, du moins, l'une des premières, à être inaugurée par des représentants de deux pays : le premier ministre canadien Brian Mulroney et la Norvégienne Gro Harlem Brundtland, présidente de la CMED. La conférence a porté sur les changements climatiques et sur d'autres questions liées à l'atmosphère et à l'environnement; et on y a également discuté d'un projet de «loi de l'atmosphère». La déclaration publiée à l'issue de la conférence débutait ainsi : «L'humanité mène une expérience inopinée, incontrôlée, et aux conséquences planétaires, dont les retombées ne seraient surpassées que par une guerre nucléaire totale.» La Conférence recommandait une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour combattre les changements climatiques. En ce qui concerne la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (dont il sera question plus loin), les premiers développements d'une politique remontent à cette conférence de Toronto de 1988. Les discussions avaient porté sur la nécessité d'un processus officiel et agréé par la communauté internationale pour l'évaluation de nos connaissances sur la science du climat, les répercussions des changements climatiques et les stratégies de réponse possibles.

À mesure que la question des changements climatiques prenait une tournure plus politique, plusieurs pays se sont montrés préoccupés par le besoin de disposer de protocoles d'évaluations plus formels. En novembre 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (Bruce, 2001) a alors été fondé à l'occasion d'une conférence tenue par l'OMM. Le GIEC serait un organisme international parrainé à la fois par l'OMM et par le Programme des Nations Unies sur l'environnement. La création du GIEC n'avait pas pour but d'en faire un organisme de recherche, mais plutôt de procéder à l'évaluation et à la synthèse des données scientifiques provenant d'articles parus dans des revues spécialisées. Les synthèses ainsi produites pourraient aider à la mise au point de politiques d'intervention dans ce domaine. La majeure partie de ces résultats de recherche provenait du PMRC, du Programme international géosphère-biosphère (PIGB), ainsi que d'autres programmes coordonnés à l'échelon international. La compréhension globale doit nécessairement servir de base pour la mise au point de politiques de développement et à leur mise en œuvre.

Le premier rapport d'évaluation produit par le GIEC est paru en 1990, soit à temps pour alimenter la Seconde conférence mondiale sur le climat qui allait se tenir à Genève la même année. Toujours en 1990, le Comité intergouvernemental de négociation pour une Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a commencé ses délibérations. Le rapport de 1995 du GIEC a été un élément important pour la mise au point par le Comité intergouvernemental de négociation du protocole de Kyoto (1997), et le rapport de 2007 a contribué à l'accord de 2009 sur ce protocole. Le prochain rapport d'évaluation du GIEC sera présenté par étapes à partir de septembre 2013, et ce, jusqu'à ce que paraisse une synthèse complète.

Le GIEC publie également des rapports spéciaux. À titre d'exemple, citons deux rapports récents, l'un sur les sources d'énergie renouvelables et le ralentissement des changements climatiques (IPCC, 2011), l'autre sur la gestion des risques associés aux événements extrêmes et aux désastres pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques (IPCC, 2012).

6.4. La conférence de Rio

En 1992, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (UNCED) s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil; 172 pays y étaient représentés, dont 108 par des chefs d'État ou de gouvernement. Cette conférence a débouché sur l'adoption d'Action 21, de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, de la Déclaration de principes pour la forêt, de la CCNUCC, de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Ces accords portent sur tous les problèmes soulevés par le rapport Brundtland (CMED, 1987). La création d'une commission sur le développement durable avait alors été recommandée; celle-ci verra le jour en 1993.

On fait souvent référence au climat en termes de données statistiques; il devrait cependant être envisagé dans un contexte beaucoup plus large, soit comme un système qui relie les humains et toutes leurs activités socioéconomiques, et autres, à l'environnement global. Les prévisions relatives aux changements climatiques portant sur le prochain siècle dépendent des émissions de GES liées aux activités humaines et du niveau d'adaptation des GES au système climatique naturel. Le climat de l'avenir dépend de «chacun de nous», soit des émissions anthropiques (d'origine humaine). Pour s'attaquer à ces émissions, les nations ont accepté collectivement la CCNUCC. Nous y reviendrons plus loin pour en souligner l'importance et pour montrer qu'il importe que les chercheurs traitent ce

genre de problème d'un point de vue global, en collaborant les uns avec les autres. Signée par 155 pays, la CCNUCC est entrée en vigueur en 1994. L'article 2 de la Convention sur le climat énonce son objectif :

stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable (Nations Unis, 1992, p. 5).

Toutefois, plusieurs observateurs considèrent ces objectifs de la CCNUCC comme étant incompatibles. En effet, la réduction des émissions doit se produire en même temps que les écosystèmes doivent s'adapter, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique se poursuive. Viser le développement durable signifie nécessairement que l'on donne une cohérence commune à ces trois objectifs.

La CCNUCC inclut parmi ses principes le concept de nations ayant des « responsabilités communes, mais différenciées ». Cela signifie que tous les pays ont des responsabilités communes, mais que chaque pays a des responsabilités qui diffèrent en fonction de ses capacités, de son histoire, de son niveau de développement économique et d'autres facteurs définis en fonction de l'accord commun.

Selon ce principe adopté par les pays dits de l'Annexe I, soit essentiellement les pays développés qui se sont mis d'accord en 1992, ceux-ci doivent entreprendre la première ronde de réduction d'émissions. Dans une perspective de compréhension globale, il importe de bien saisir que les molécules de dioxyde de carbone demeurent environ 100 ans dans l'atmosphère, ce qui signifie que lorsqu'on parle d'émissions, il ne s'agit pas de considérer seulement les émissions de l'année en cours, mais bien le cumul des émissions effectuées depuis un siècle. Ainsi, il est admis que les pays industrialisés doivent prendre le leadership de la réduction des émissions de GES parce qu'historiquement, ce sont eux qui ont produit le plus de GES et qu'ils possèdent les ressources nécessaires pour agir. Au contraire, les pays en voie de développement sont plus vulnérables aux effets des changements climatiques et ils ont moins les moyens d'y faire face. Il est également admis que les pays développés, qui sont de grands émetteurs de GES, doivent réduire leurs émissions.

Un autre principe important est celui dit de précaution. Selon ce principe, il est reconnu que « là où existent des menaces de dommages sérieux et irréversibles à l'environnement, le manque de connaissances

scientifiques ne doit pas être invoqué pour ne pas mettre de l'avant des mesures préventives¹». La définition du GIEC sur l'adaptation aux changements climatiques se lit comme suit: «ajustement, que ce soit dans les systèmes naturels ou humains, en réponse aux impacts présents ou attendus du climat ou à leurs effets, qui en diminuent les dommages ou qui permettent d'exploiter certains aspects positifs²». Comme la définition inclut des événements attendus ou des conséquences, il y a lieu de prendre en considération l'avenir en répondant d'avance aux problèmes prévisibles; ceci va de pair avec le concept de développement durable et la compréhension globale des situations.

Une société durable est une société dont le développement économique progresse en répondant aux besoins présents des gens de façon équitable, sans compromettre la possibilité pour les générations futures de se développer et de satisfaire leurs propres besoins. Grâce à une planification judicieuse, le progrès peut permettre à la société de faire face aux défis que peuvent poser les désastres, mais aussi les changements technologiques et les imprévus qui se présenteront en cours de route et dont il faudra apprendre à tirer profit pour assurer le développement durable.

Une catastrophe peut être définie comme suit:

Manifestation physique, phénomène ou activité humaine susceptible d'occasionner des pertes en vies humaines ou des préjudices corporels, des dommages aux biens, des perturbations sociales et économiques ou une dégradation de l'environnement. Font partie des aléas les conditions latentes qui peuvent à terme constituer une menace. Celles-ci peuvent avoir des origines diverses: naturelles (géologiques, hydro-météorologiques ou biologiques) ou anthropiques (dégradation de l'environnement et risques technologiques) (ONU, 2004, cité dans SIPC, 2005, p. 6).

Bien que les catastrophes ayant souvent des effets dévastateurs soient d'ordre géophysique tels les tremblements de terre et les tsunamis, l'ampleur des conséquences des événements liés au climat a été décrite dans ces termes par Wahlstrom (cité dans McBean et Rogers, 2010, p. 875): «Au cours des deux dernières décennies (1988-2007), 76% de toutes les catastrophes étaient de nature hydrologique, météorologique ou climatologique, elles expliquaient 45% des décès et 79% des pertes économiques causées par des catastrophes naturelles.» Wahlstrom (cité dans McBean et Rogers, 2010, p. 876) conclut: «La vraie tragédie, c'est que beaucoup de ces décès peuvent être évités.» Les événements climatiques extrêmes

1. Principe 15 de la déclaration de Rio (1992).

2. *Ibid.*

ont déjà fait reculer les acquis du développement avec des effets particulièrement marqués dans les pays en développement à faible et à moyen revenus (McBean et Rodgers, 2010). Le Cadre mondial pour les services climatologiques de l'OMM (2012) a pour principal objectif

[d']optimiser la gestion des risques liés à la variabilité et à l'évolution du climat et [de] promouvoir l'adaptation aux changements climatiques par la production d'informations et de prévisions sur le climat scientifiquement fondées et leur prise en compte dans les processus de planification, d'élaboration des politiques et de mise en pratique à l'échelle mondiale, régionale et nationale (p. 6).

Le rôle de la science est mis en relief, puisqu'elle fournit de l'information dite scientifique, mais aussi des prévisions, et qu'elle sensibilise les intervenants à la nécessité d'aborder la réalité à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Dans la plupart des pays, l'échelle sous-régionale a aussi de l'importance. Le Cadre mondial pour les services climatologiques souligne la nécessité d'une compréhension globale pour résoudre les problèmes à toutes les échelles spatiales.

En 2009, les nations du monde se sont réunies à Copenhague pour essayer de débattre plus avant de la question climatique. C'est à ce moment que l'Accord de Copenhague a été préparé au cours de réunions tenues en marge des rencontres principales. Il allait ensuite être approuvé par la plupart des nations du monde. Entre autres points importants de l'Accord, citons celui-ci :

Nous soulignons que les changements climatiques représentent un des plus grands défis de notre temps. Nous confirmons notre ferme volonté politique de lutter sans tarder contre ces changements conformément au principe des responsabilités communes, mais différenciées et des capacités respectives (Nations Unies, 2010, p. 5).

On notera de nouveau l'emploi de l'expression « responsabilités communes, mais différenciées », qui dénote l'importance de travailler ensemble pour résoudre un problème mondial. Le texte de l'Accord se poursuit ainsi :

Pour atteindre l'objectif ultime de la Convention consistant à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, nous entendons, compte tenu de l'opinion scientifique selon laquelle la hausse de la température mondiale devrait être limitée à 2 °C, renforcer notre action concertée à long terme visant à combattre les changements climatiques, sur la base de l'équité et dans l'optique d'un développement durable (p. 5).

L'analyse de l'histoire de la Terre réalisée à partir de données paléoclimatiques permet de mettre ces 2 °C en perspective. Cette analyse fait comprendre aux scientifiques que l'effet de serre ne doit pas être pris à la légère, que la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère est considérable et que le réchauffement depuis le dernier âge glaciaire, soit sur plus de 10 000 ans, a été d'environ 5 °C. Un réchauffement de 2 °C au cours d'une centaine d'années serait donc 40 fois plus rapide. Dans ces conditions, on peut même se demander si un développement durable est possible.

6.5. La poursuite de l'objectif en 2012 et 2013

En juin 2012, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) (Nations Unies, 2012) a été organisée à Rio de Janeiro, au Brésil. Des chefs d'État et de gouvernement et des représentants de haut niveau ont renouvelé leur «engagement en faveur du développement durable et de la promotion d'un avenir durable sur les plans économique, social et environnemental, pour notre planète comme pour les générations actuelles et futures». Le document porte un titre à la fois intéressant et approprié: *L'avenir que nous voulons*. Au paragraphe 13 du document, on lit:

Nous insistons sur le fait que le développement durable appelle d'urgence des mesures concrètes et ne pourra se réaliser qu'à la faveur d'une alliance générale des peuples, des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé *œuvrant tous ensemble* à concrétiser *l'avenir que nous voulons* pour les générations actuelles et futures (p. 3; nous soulignons).

Parmi les trois risques dont traite le *2013 Global Risks Report* du Forum économique mondial (WEF, 2013) figure le suivant: mettre à l'épreuve la résilience économique et environnementale. Les conclusions du FEM concernant les systèmes économiques et environnementaux mondiaux comprennent l'énoncé qui suit:

L'éventualité de chocs simultanés de ces deux systèmes pourrait déclencher une «tempête mondiale extrême», avec des conséquences potentiellement insurmontables. Sur le front économique, la mise à l'épreuve actuelle de la résilience globale met l'accent sur des politiques fiscales et monétaires austères. Sur le front environnemental, la résilience de la Terre est vérifiée en augmentant les températures mondiales et le nombre d'événements météorologiques extrêmes, ceux-ci étant susceptibles de devenir plus fréquents et plus graves. Un effondrement soudain et massif sur un front risque d'anéantir les chances de l'autre de développer une solution efficace et durable. Compte tenu de la probabilité de crises financières futures ainsi que

de catastrophes naturelles, y a-t-il des façons de renforcer simultanément la résilience de nos systèmes économiques et celle de nos systèmes environnementaux (WEF, 2013, p. 11)?

Le rapport exhorte les dirigeants politiques à redoubler d'efforts pour s'attaquer à ces grands défis. « Ces risques globaux sont essentiellement un avertissement en ce qui concerne nos systèmes les plus critiques. La résilience nationale face aux risques mondiaux doit être une priorité de sorte que les systèmes essentiels continuent de fonctionner malgré une perturbation majeure » (WEF, 2013, p. 24). La résilience doit inclure la gestion des risques de catastrophe afin de réduire les conséquences des événements extrêmes puisque ces coûts s'ajoutent à l'endettement des gouvernements. Le président de la Banque mondiale (Kim, 2013) a déclaré que « le réchauffement climatique met en péril tous les acquis du développement que nous avons réalisés ». C'est en abordant la question de la résilience qu'on pourra relever les grands défis de la réduction des risques de catastrophe.

6.6. L'état de la planète Terre

L'état de notre planète n'a pas seulement à voir avec les changements climatiques, mais aussi avec de nombreux autres facteurs environnementaux et anthropiques. Les sujets les plus préoccupants de l'heure sont la perte de biodiversité et les changements d'origine humaine qu'ont subis le cycle de l'azote et, à un degré moindre quoique tout de même important, celui du phosphore. Il se peut que l'humanité soit bel et bien arrivée à une croisée des chemins. Il s'agit de savoir si le rythme et l'ampleur des changements peuvent excéder des limites sécuritaires. Paul Crutzen (2002; Crutzen et Steffen, 2003), lauréat du prix Nobel pour ses recherches sur la couche d'ozone, s'est intéressé aux cycles géologiques passés; il soutient que, dès la fin de l'Holocène, nous étions déjà entrés dans l'Anthropocène, qu'il définit comme « une époque de notre propre fabrication ». « Les humains ont marqué la Terre d'une myriade de façons, que ce soit par l'agriculture, l'exploitation minière ou l'urbanisation. Et ces divers impacts peuvent-ils être à l'origine d'une nouvelle époque? Tout à fait » (Syvitski, 2012, p. 13). Les limites des trois systèmes (le taux de perte de biodiversité, les changements climatiques et l'interférence humaine dans le cycle de l'azote) ont toutes déjà été dépassées.

6.7. Le conseil international pour la science

Créé en 1931, le Conseil international pour la science (CIUS) est une organisation non gouvernementale formée d'un réseau mondial d'organismes scientifiques nationaux (totalisant aujourd'hui 120 membres représentant 140 pays) et d'associations (31, dont l'Union géographique internationale [UGI]). En 1998, le Conseil international des unions scientifiques s'est

rebaptisé Conseil international pour la science, mais il a conservé l'acronyme CIUS et le site Web <<http://www.icsu.org>> (selon son ancien acronyme anglais). Le CIUS s'est donné pour mission de «renforcer la science internationale au bénéfice de la société». Soulignons qu'il s'agit ici de l'ensemble des sociétés. Pour réaliser sa mission et ses objectifs, le CIUS mobilise les connaissances et les ressources de la communauté scientifique internationale aux fins suivantes :

- déterminer et aborder des questions importantes pour la science et la société;
- faciliter l'interaction entre les scientifiques de toutes les disciplines et de tous les pays;
- promouvoir la participation à l'effort scientifique international de tous les scientifiques, quels que soient leur race, leur nationalité, leur langue, leurs idées politiques ou leur sexe;
- fournir de façon indépendante des conseils réfléchis pour stimuler un dialogue constructif de la communauté scientifique avec les gouvernements, la société civile et le secteur privé.

De plus, le CIUS planifie et coordonne des programmes de recherche internationaux en vue de faire progresser le savoir scientifique et d'assurer le mieux-être de la société. Ces programmes portent sur les changements environnementaux, les risques et les catastrophes, l'évolution des écosystèmes, les océans, le monde polaire, la recherche spatiale et physique solaire et terrestre, et sur d'autres disciplines scientifiques. Ainsi, le CIUS collabore avec des partenaires stratégiques, comme le Conseil international des sciences sociales (CISS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et sa Commission océanographique intergouvernementale, et avec l'OMM. Le CIUS a représenté la communauté scientifique internationale lors de rencontres telles que celles de la Commission des Nations Unies sur le développement durable et de Rio +20, le plus récent Sommet de la Terre, tenu en 2012.

La vision du CIUS est la suivante: «Il entrevoit un monde dans lequel la science est utilisée au bénéfice de tous, l'excellence y est valorisée et la connaissance scientifique est liée à la prise de décision politique³.» Les priorités et toutes les activités qui leur sont associées convergent vers la collaboration internationale en recherche, le soutien scientifique aux décisions politiques et l'extension de l'universalité de la science.

3. <<http://www.icsu.org/about-icsu/about-us>>.

6.8. Les programmes de recherche dans le domaine des changements environnementaux globaux

Depuis 1980, le CIUS et l'OMM parrainent conjointement le PMRC en se donnant pour objectif de déterminer la prévisibilité du climat ainsi que l'effet des activités humaines sur celui-ci. En 1993, la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO est à son tour devenue un autre parrain du PMRC. En 1986, le CIUS a également créé le PIGB en vue d'analyser les processus physiques, chimiques et biologiques interactifs qui définissent la dynamique du système terrestre, pour comprendre les changements qui se produisent dans cette dynamique et le rôle qu'y tiennent les activités humaines. Les deux programmes recouvrent une grande partie des sciences naturelles du changement climatique. En 1991, DIVERSITAS, un programme international sur la science de la biodiversité, a été mis sur pied conjointement par le CIUS, l'UISB, le CSPE et l'UNESCO. Compte tenu de la faible participation des scientifiques des pays les moins développés au sein des trois programmes, en 1992, des actions ont été entreprises pour créer le Système d'analyse et de formation sur des changements environnementaux globaux (START).

L'objectif de START, un programme de renforcement des capacités en recherche, consiste à engager les communautés scientifiques des régions en développement dans la recherche scientifique collaborative sur les GES, pour dégager des applications en regard des politiques. Pour ce faire, START favorise la recherche et l'évaluation portant sur les aspects régionaux des facteurs de stress environnementaux, y compris les risques; cultive le partage des connaissances, de l'expertise et des données de recherche; met en lien la science et la société afin de soutenir la prise de décision; enfin, mobilise des ressources financières, humaines et institutionnelles. Le mandat de START lui donne une portée mondiale, avec des foyers en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Toutefois, des circonstances particulières survenues en 1992 ont permis la création en 1993 de l'Institut interaméricain (IAI) pour le changement global, ce qui constituait une occasion de regrouper toutes les nations occidentales. La mission de l'IAI consiste à développer la capacité de comprendre l'incidence intégrée des changements globaux passés, présents et futurs sur l'environnement régional et continental des Amériques et de promouvoir des actions collaboratives bien réfléchies, à tous les niveaux. Après la création de l'IAI, les activités de START ont été dirigées vers l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est, et la région Océanie-Pacifique.

Le quatuor scientifique couvrant l'éventail complet des sciences du système terrestre a été complété par la création en 1996 du Programme international sur les dimensions humaines du changement environnemental global (PIDH), parrainé par le CIUS, le CISS et l'Université des Nations Unies (UNU). En 2001, ces quatre programmes ont été associés de manière plus formelle avec la création du Partenariat des sciences du système terrestre et la création de quatre projets coparrainés sur l'eau, la nourriture, le carbone et la santé.

6.9. Future Earth: la recherche pour un développement durable

En 2009, le CIUS et le CISS ont commencé à inciter la communauté scientifique à se pencher sur les options qui s'offrent à elle pour la mise en œuvre d'une « stratégie globale de recherche sur le système terrestre » (ICSU, 2010). On s'entendait sur le fait que l'étude du système terrestre devait être réorientée. Les auteurs du rapport qui en a résulté, *Earth System Science for Global Sustainability: The Grand Challenges* (ICSU, 2010), concluent qu'au cours de la prochaine décennie, la communauté scientifique mondiale doit relever le défi de fournir les connaissances nécessaires au soutien des efforts visant un développement durable dans le contexte de changements environnementaux globaux. En plus de mettre en œuvre à long terme une recherche plus axée sur les solutions, plus stratégique, et plus interdisciplinaire, il est aussi nécessaire de s'appuyer sur une expertise intégrée provenant des chercheurs issus d'univers scientifiques variés (sciences sociales et humaines, sciences naturelles, sciences de la santé et génie) et de l'appliquer aux importantes questions de recherche socioenvironnementales. Le rapport souligne également la nécessité d'une double transition: d'une part, d'une recherche dominée par les sciences naturelles à une recherche faisant appel à l'ensemble des sciences et des sciences humaines; d'autre part, de la domination des études disciplinaires à un meilleur équilibre entre la recherche fondée sur l'expertise disciplinaire et l'approche intégrée qui favorise l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité. Les auteurs du rapport relèvent cinq grands défis de la science du système terrestre pour un monde durable:

- La prévision – Améliorer l'utilité des prévisions portant sur les conditions environnementales futures et sur leurs conséquences pour les personnes.

- L'observation – Développer, améliorer et intégrer les systèmes d'observation nécessaires à la gestion des changements environnementaux mondiaux et régionaux.
- Le contrôle – Déterminer comment anticiper, reconnaître, éviter et gérer les changements environnementaux perturbateurs d'envergure mondiale.
- La réponse – Déterminer quels changements institutionnels, économiques et comportementaux permettent la mise en place de mesures efficaces en matière de durabilité mondiale.
- L'innovation – Encourager l'innovation (couplée à de solides mécanismes d'évaluation) dans le développement de technologies, de politiques et de réponses sociales pour parvenir à la durabilité mondiale (ICSU, 2010).

Le dialogue international et multidisciplinaire s'est poursuivi et une conception initiale du projet Future Earth a paru dans un rapport publié en avril 2013 (Future Earth, 2013). Ce rapport a été élaboré par l'équipe de transition de Future Earth, un groupe de plus de 30 chercheurs et experts de nombreux pays, issus des milieux des sciences naturelles et des sciences sociales et humaines, des organisations internationales qui financent la recherche, de même que du monde des affaires. Le rapport continue de subir des modifications et sera davantage clarifié au fur et à mesure de l'évolution de cette réflexion collective.

Le programme Future Earth de recherche sur la durabilité mondiale est un projet décennal réalisé par un nouveau regroupement mondial, The Science and Technology Alliance for Global Sustainability (Alliance de la science et de la technologie pour un monde durable). Son objectif est d'offrir aux diverses sociétés du monde les connaissances qui les aideront à faire face aux risques associés aux changements environnementaux mondiaux et à tirer parti des perspectives favorables qui s'ouvriront au cours de la transition vers la durabilité mondiale. Reconnaisant les défis auxquels font face les sociétés, Future Earth les abordera en tentant de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les risques auxquels l'humanité doit faire face ?
- Quels sont les points de virage naturels et sociaux au-delà desquels des changements brusques peuvent se produire ?
- Est-il possible de s'adapter à un réchauffement climatique de 3 ou 4 °C ?

- Comment conserver et partager ce qui reste de capital naturel, de potentiel écosystémique et de processus environnementaux sur Terre de manière à ce qu'ils bénéficient à tous les citoyens du monde?
- Quelle incidence les changements environnementaux globaux ont-ils sur la pauvreté et le développement, et comment peut-on réduire la pauvreté tout en réalisant la durabilité mondiale?
- Quels styles de vie, quelle éthique et quelle manière d'aborder la question du bien-être humain dans le monde peuvent être compatibles avec une transition vers la durabilité mondiale?

Sous le leadership de l'Alliance, un comité scientifique initial a déjà été constitué et un directeur de projet intérimaire a été nommé⁴. La structure initiale, découlant des grands défis que Future Earth s'engage à relever, sera conçue en fonction des thèmes de recherche suivants:

- Une planète dynamique – Observer, expliquer, comprendre, entrevoir la Terre, l'évolution des comportements des systèmes environnementaux et sociétaux, les ressorts, les processus et leurs interactions; anticiper les seuils et les risques globaux.
 - Quels sont les états et les tendances du changement climatique?
 - Quels sont les risques et les effets associés au passage entre le régional et le global, aux limites de la planète, aux points de virage?
 - Quels types de systèmes intégrés d'observation et d'infrastructure de données sont nécessaires à l'échelle mondiale et régionale?
 - Que peut-on comprendre et anticiper à propos des zones sensibles et des biomes tels que les côtes, les forêts tropicales ou les régions polaires?
- Le développement global – Fournir les connaissances nécessaires à une gérance durable, sûre et juste de la nourriture, de l'eau, de la biodiversité, des soins de santé, de l'énergie, des équipements et d'autres fonctions et services écosystémiques.
 - Comment pouvons-nous assurer aux populations actuelles et futures un accès durable à la nourriture, à l'eau, à l'air pur, à l'énergie et aux équipements?

4. La structure de Future Earth est décrite dans le sous-site <<http://www.icsu.org/future-earth/>>.

- Quelles sont les conséquences du changement climatique en ce qui concerne l’approvisionnement des établissements humains et les écosystèmes en nourriture, en eau et en soins de santé?
- Quels sont les liens entre la biodiversité, les écosystèmes, le bien-être humain et le développement durable?
- Quels sont les choix possibles de sources d’énergie qui permettent la réduction des incidences environnementales?
- Comment les changements environnementaux mondiaux affectent-ils des groupes distincts de la société?
- La transition vers le développement durable – Comprendre les processus de transformation et les choix possibles, saisir leurs liens avec les valeurs humaines, les technologies émergentes et les avenues de développement économique, évaluer les stratégies de gouvernance et de gestion de l’environnement mondial dans tous les secteurs et à toutes les échelles.
 - Quelles sont les approches d’une gouvernance en mesure d’assurer la prospérité humaine et la durabilité mondiale?
 - Les nouvelles technologies peuvent-elles apporter des solutions viables aux changements de l’environnement mondial et promouvoir le développement durable?
 - Comment les valeurs, les croyances et les visions du monde influencent-elles les comportements individuels et collectifs dans l’optique de modes de vie, de structure des échanges, de production et de consommation durables?
 - Que savons-nous des transformations passées du système terrestre, de celles des idées, de la technologie et de l’économie, et de la façon dont ces connaissances et les leçons apprises pourraient orienter nos futurs choix?
 - À plus long terme, quelles voies y aurait-il lieu d’emprunter afin d’obtenir un milieu urbain et des paysages durables, des « sociétés bleues prospères et durables ainsi qu’une économie verte »?

Un des aspects importants du programme Future Earth est son sens du codesign et de la coproduction. En effet, le programme rassemble des représentants de toute la communauté scientifique mondiale et un large éventail d’intervenants de tous les secteurs et de toutes les origines. De ce point de vue, le Comité de recrutement jouera un rôle de leadership en soutenant le développement de nouvelles générations de chercheurs, en suscitant l’enthousiasme et en favorisant l’amélioration des compétences

nécessaires dans toutes les disciplines en vue de mieux promouvoir une approche holistique de la durabilité. Ce comité jouera un rôle de premier plan au sein de START en renforcement de capacités dans les pays en développement.

6.10. La recherche sur les catastrophes et la réduction des risques

Comme le soutiennent Burton, Kates et White (1993), il est important d'aborder « l'environnement en tant que risque ». L'environnement naturel est essentiel au développement humain, mais il est tout aussi essentiel que les êtres humains, afin de soutenir leur propre développement, prennent des mesures pour réduire les répercussions croissantes des risques sur les sociétés. En 2001, les mêmes auteurs ont publié un article intitulé « Knowing better and losing even more: The use of knowledge in hazards management » (White, Kates et Burton, 2001). Selon leur analyse, la connaissance s'améliore toujours, mais cette amélioration est également devenue de plus en plus nécessaire. Toutefois, il s'avère que toute cette connaissance a été sous-utilisée parce qu'elle ne débouche pas sur l'action. La situation est quelque peu différente dans les pays en développement, où le manque d'utilisation des connaissances peut être attribué, en partie, à la déficience des ressources disponibles pour leur mise en œuvre. Dans certains cas, les vulnérabilités sont croissantes et les risques si grands que la mise en œuvre de la gestion des risques de catastrophe y est largement insuffisante.

En 2008, le CIUS, le CISS et la SIPC, parrain du Cadre d'action de Hyogo, ont lancé le programme « Recherche intégrée sur les risques de catastrophes » pour relever les défis associés aux risques environnementaux naturels et anthropiques. En tant que programme de recherche collaborative internationale et multidisciplinaire (sciences naturelles, sciences de la santé, sciences du génie et sciences sociales), il a pour objectifs :

- 1) la caractérisation des dangers, de la vulnérabilité et des risques ;
- 2) la prise efficace de décision dans un contexte complexe marqué par des risques changeants ;
- 3) la réduction des risques et la réduction des pertes en misant sur l'action basée sur la connaissance.

Les premiers projets du programme sont des enquêtes légales sur des catastrophes et des projets d'interprétation des risques en vue de l'action.

6.11. L'Année internationale pour une compréhension globale du monde

Pour résoudre les problèmes mondiaux et leurs conséquences pour toutes les populations du monde, il est nécessaire d'améliorer notre compréhension globale des choses. Dans le contexte des changements climatiques, nous devons penser globalement, et la pensée globale présuppose la compréhension globale. L'Année internationale pour une compréhension globale du monde (IYGU) s'intéresse à la manière dont nous habitons un monde toujours plus globalisé. Comment transformons-nous la nature? Comment allons-nous construire de nouvelles relations sociales et politiques dans la nouvelle réalité mondiale? Les sociétés et les cultures déterminent les façons dont nous transformons la nature et vivons en contact avec elle. Elles influencent aussi la façon dont nous percevons les conséquences globales de notre comportement quotidien. Nous ne pouvons changer le monde si nous ne comprenons pas ce que nos actions quotidiennes entraînent pour le monde dans son ensemble. On peut définir la compréhension globale comme étant celle qui permet de repérer les liens entre le local et le global. Les sociétés doivent acquérir une compréhension globale de la gestion du changement durable. Le CIUS et plusieurs autres organisations internationales soutiennent la demande déposée à l'UNESCO par l'UGI visant à faire déclarer par les Nations Unies l'année 2016 comme étant l'Année internationale de la compréhension globale du monde.

6.12. La durabilité et la compréhension globale du monde: l'IYGU et Future Earth

Selon la vision qui sous-tend Future Earth, la communauté scientifique fournit des connaissances au moyen d'approches ouvertes et collaboratives afin que la société puisse définir les chemins qui mènent au développement durable et répondre efficacement aux risques en tirant profit des perspectives favorables liées au changement environnemental global. La science en vue du développement durable doit poursuivre à long terme ses efforts pour comprendre le fonctionnement du système terrestre et les interactions entre ses nombreuses composantes naturelles et sociales. Une collaboration accrue s'impose entre les disciplines et les domaines de connaissances, afin d'intégrer les forces disciplinaires et de développer des thèmes de recherche et des processus mieux adaptés à la résolution de problèmes interdépendants et multidimensionnels.

Le changement climatique est un exemple de processus qui s'explique par des liens entre le local et le global. Le changement global peut être d'ordre climatique, écologique, social, culturel, économique, ou tout cela en même temps. Les sociétés doivent comprendre globalement pour gérer le changement de manière durable. Dans un contexte de changement global, y compris celui du changement climatique, nous devons penser globalement. Nous devons aussi penser au-delà des prochaines élections. La compréhension globale permet d'apercevoir les liens entre le local et le global.

Le changement climatique et le développement durable sont des enjeux à long terme liés à l'équité intergénérationnelle et internationale, ainsi qu'à la santé des personnes et à la salubrité de la planète. Future Earth et l'YIGU se penchent sur ces questions.

Liste des acronymes

- AGI: Année géophysique internationale (International Geophysical Year – IGY), <http://en.wikipedia.org/wiki/International_Geophysical_Year>, <<http://www.wmo.int/pages/mediacentre/documents/Int.GeophysicalYear.pdf>>.
- CCNUCC: Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (United Nations Framework Convention on Climate Change – UNFCCC), <<http://unfccc.int/2860.php>>.
- CISS: Conseil international des sciences sociales (International Social Sciences Council – ISSC), <<http://www.worldsocialscience.org/>>.
- CIUS: Conseil international pour la science (International Council for Science – ICSU), <<http://www.icsu.org/>>.
- CMC: Conférences mondiales sur le climat (World Climate Conferences – WCC), <http://www.wmo.int/pages/themes/climate/international_wcc.php>.
- CMED: Commission mondiale sur l'environnement et le développement (World Commission on Environment and Development – WCED), 1987, <<http://www.un-documents.net/our-common-future.pdf>>.
- CNUED: Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (United Nations Conference on Environment and Development – UNCED), 1992, <<http://www.un.org/geninfo/bp/enviro.html>>.
- CSPE: Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement (Scientific Committee on Problems of the Environment – SCOPE).
- EMM: Expérience météorologique mondiale (Global Weather Experiment – GWE).
- FEM: Forum économique mondial (World Economic Forum – WEF).
- GES: gaz à effet de serre.
- GIEC: Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Intergovernmental Panel on Climate Change – IPCC).
- IAI: Institut interaméricain pour le changement global.

- ISEH: Institut pour la sécurité environnementale et humaine (Institute for Environment and Human Security – IEHS).
- IYGU: International Year of Global Understanding (Année internationale pour une compréhension globale du monde), <<http://www.global-understanding.info/>>.
- OMM: Organisation météorologique mondiale (World Meteorological Organisation – WMO), <https://www.wmo.int/pages/index_en.html>.
- PIDH: Programme international sur les dimensions humaines du changement environnemental global (International Human Dimensions of Global Environmental Change – IHDP), <<http://www.ihdp.unu.edu/>>.
- PIGB: Programme international Géosphère-Biosphère (International Geosphere-Biosphere Programme – IGBP), <<http://www.igbp.net/>>.
- PMRC: Programme mondial de recherche sur le climat (World Climate Research Programme – WCRP), <<http://www.wcrp-climate.org/>>.
- PRAG: Programme de recherche sur l’atmosphère globale (Global Atmosphere Research Program – GARP).
- SIPC: Stratégie internationale de prévention des catastrophes (United Nations International Strategy for Disaster Reduction – UNISDR).
- UISB: Union internationale des sciences biologiques (International Union of Biological Science – IUBS).
- UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l’éducation, la science et la culture), <<https://fr.unesco.org/>>.
- UNU, Université des Nations Unies (United Nations University), <<http://www.ehs.unu.edu/>>.
- VMM: Veille météorologique mondiale (World Weather Watch – WWV).

Bibliographie

- Anthropocene*, <<http://www.anthropocene.info/en/home>>.
- Birkmann, J., G. Tetzlaff et K.O. Zentel (dir.) (2010). « Addressing the challenge: Recommendations and quality criteria for linking disaster risk reduction and adaptation to climate change », *DKKV Publication Series*, vol. 38, p. 5.
- Bruce, J.P. (2001). « Intergovernmental Panel on Climate Change and the role of science in policy », *Isuma*, hiver, p. 11-15.
- Burton, I., R.W. Kates et G.F. White (1993). *The Environment as Hazard*, New York, Guilford.
- Commission mondiale sur l’environnement et le développement – CMED (1987). *Notre avenir à tous* (rapport Brundtland), Genève, CMED, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf>.
- Crutzen, P.J. (2002). « Geology of mankind », *Nature*, n° 415, p. 23.

- Crutzen, P.J. et W. Steffen (dir.) (2003). «How long have we been in the anthropocene era?», *Climatic Change*, vol. 61, n° 3, p. 251-257.
- Diamond, J. (2005). *Collapse: How Societies Choose to Fail or Succeed*, Melbourne, Allen Lane.
- Future Earth (2013). *Future Earth Initial Design: Report of the Transition Team*, Paris, International Council for Science, <http://www.icsu.org/future-earth/media-centre/relevant_publications/future-earth-initial-design-report>.
- Godson, W.L. (1968). «Spotlight on GARP», *Atmosphere*, vol. 6, n° 2, p. 11-15.
- Intergovernmental Panel on Climate Change – IPCC (2011). «Summary for policymakers», dans O. Edenhofer, R. Pichs-Madruga, Y. Sokona, K. Seyboth, P. Matschoss, S. Kadner, T. Zwickel, P. Eickemeier, G. Hansen, S. Schlömer et C. von Stechow (dir.), *IPCC Special Report on Renewable Energy Sources and Climate Change Mitigation*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Intergovernmental Panel on Climate Change – IPCC (2012). «Managing the risks of extreme events and disasters to advance climate change adaptation», dans C.B. Field, V. Barros, T.F. Stocker, D. Qin, D.J. Dokken, K.L. Ebi, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, G.K. Plattner, S.K. Allen, M. Tignor et P.M. Midgley (dir.), *A Special Report of Working Groups I and II of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge, Cambridge University Press.
- International Council for Science – ICSU (2010). *Earth System Science for Global Sustainability: The Grand Challenges*, Paris, ICSU.
- Kim, J.Y. (2013). «OPED – Make climate change a priority», <<http://www.worldbank.org/en/about/president>>.
- McBean, G.A. et C. Rodgers (2010). «Climate hazards and disasters: The need for capacity building», *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*, vol. 1, n° 6, p. 871-884.
- McKay, G.A. (1991). «The changing atmosphere: A review», *Natural Hazards*, vol. 4, p. 353-372.
- Nations Unies (1992). *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (CCNUCC), Genève, ONU, <unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>.
- Nations Unies (2010). «Accord de Copenhague», *Rapport de la quinzième session de la Conférence des Parties tenue à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009. Additif: Deuxième partie: Mesures prises par la Conférence des parties à sa quinzième session*, Genève, ONU, <<http://unfccc.int/resource/docs/cop15/fre/11a01f.pdf>>.
- Nations Unies (2012). *L'avenir que nous voulons*, Rio de Janeiro, 20-22 juin, <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/288&Lang=F>.
- Organisation météorologique mondiale – OMM (2012). «Le Cadre mondial pour les services climatologiques: innovation et adaptation», *Bulletin de l'OMM*, vol. 61, n° 2, <https://www.wmo.int/pages/publications/bulletin_fr/documents/61_2_gfcs_fr.pdf>.
- Rockström, J. et al. (2009). «A safe operating space for humanity», *Nature*, n° 461, p. 472-475.

- Stratégie internationale de prévention des catastrophes – SIPC (2005). *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*, Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, 22 janvier, <<http://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-french.pdf>>.
- Syvitski, J.P.M. (2012). «Anthropocene: An epoch of our making», *Global Change*, vol. 78, mars, p. 12-15.
- Syvitski, J.P.M. et A.J. Kettner (2011). *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, n° 369, p. 957-975.
- United Nations Secretary-general's High Level Panel on Global Sustainability (2012). *Resilient People, Resilient Planet. A Future Worth Choosing*, New York, United Nations.
- White, G.F., R.W. Kates et I. Burton (2001). «Knowing better and losing even more: The use of knowledge in hazards management», *Environmental Hazards*, vol. 3, n°s 3-4, p. 81-92.
- World Economic Forum – WEF (2013). *2013 Global Risks Report*, <http://www3.weforum.org/docs/AM13/WEF_AM13_Report.pdf>.
- World Meteorological Organisation – WMO (1988). «Proceedings. Conference on the Changing Atmosphere: Implications for global security», *World Meteorological Organization*, n° 710.
- World Risk Report (2012). *Focus: Environmental Degradation and Disasters*, <<http://www.worldriskreport.org>>, <<http://www.ehs.unu.edu/file/view/10489>>.
- Zalasiewicz, J., M. Williams, A. Haywood et M. Ellis (2011). «The Anthropocene: A new epoch of geological time?», *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, n° 369, p. 835-841.

Chapitre

7



Du quotidien au planétaire Comment les relier ?

Jules Lamarre

Le totalitarisme n'est pas seulement le fait d'une forme spécifique de gouvernement ou de parti, il découle plutôt d'un système spécifique de production et de distribution parfaitement compatible avec un « pluralisme » de partis, de journaux, avec la « séparation des pouvoirs », etc.

Herbert MARCUSE, 1968, p. 31

Plus que la peur de se tromper j'espère que nous anime la peur de nous renfermer dans les structures qui nous donnent une fausse protection, dans les normes qui nous transforment en juges implacables, dans les habitudes où nous nous sentons tranquilles, alors que, dehors, il y a une multitude affamée, et Jésus qui nous répète sans arrêt : « Donnez-leur vous-mêmes à manger » (Mc 6, 37).

FRANÇOIS, 2013

Quoi qu'en pensent et qu'en disent les auteurs du projet de l'Année internationale pour la compréhension globale du monde (International Year of Global Understanding ou IYGU¹), à notre avis, advenant son acceptation par l'Assemblée générale des Nations Unies, il ne sera pas facile de mettre des milliers de chercheurs au travail partout dans le monde pour qu'ils révèlent, au moyen d'une approche globale, les processus selon lesquels les effets de nos comportements dans la vie quotidienne se répercutent depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle globale pour y engendrer tous ces changements, notamment climatiques, qui nous menacent. De plus, en admettant que les scientifiques puissent y parvenir, nous ne croyons pas qu'il suffirait de montrer aux populations du monde les résultats de leurs découvertes pour que les individus décident de changer leurs habitudes de vie et en adoptent d'autres dites plus durables parce que des scientifiques les leur auraient recommandées. Certes, le projet de l'IYGU nous paraît des plus prometteurs, mais pour d'autres raisons.

L'IYGU pourrait être l'occasion d'une prise de conscience nécessaire des limites de l'action de nos gouvernements, tout autant que de celles des individus isolés, pour régler des problèmes de nature globale. Là pourrait se trouver sa contribution la plus importante. En effet, même animés des meilleures intentions, les individus ne pourraient se mettre soudainement à collaborer pour résoudre des problèmes globaux, sauf peut-être dans des productions hollywoodiennes. Quant à nos gouvernants, les discussions qu'ils mènent depuis des dizaines d'années sur ce qu'il faudrait faire pour stopper les changements climatiques, en particulier, n'ont jamais abouti. Selon Zygmunt Bauman (2009), toute solution à un problème global doit nécessairement passer par une intervention collective, c'est-à-dire prendre la forme d'un projet politique commun que des individus «émancipés» de la communauté ne peuvent formuler tout seuls.

De nos jours, paradoxalement, le seul consensus qui semble pouvoir se dessiner porte sur la nécessité de rendre notre société «minimale» ou inefficente, alors qu'il faudrait plutôt, dans les circonstances, la renforcer pour être en mesure de faire front commun (Bauman, 2000; Gagnon et Rioux, 1988). En effet, afin de «libérer» toujours davantage les individus, la société actuelle tendrait à n'être qu'un simple véhicule destiné tout au plus à faciliter les échanges sur les marchés et la division du travail. Cette tendance s'expliquerait par une dissolution bien orchestrée du communautaire, perçu comme étant trop encombrant dans la quête de l'émancipation que les individus croient pouvoir atteindre par eux-mêmes (Freitag, 2002;

1. Voir <<http://www.global-understanding.info/fr>>.

Piotte, 1987). C'est en quelque sorte l'oubli de la société qui laisserait ainsi la porte ouverte aux seuls experts pour régler à la place des citoyens des problèmes engendrés essentiellement par des comportements individuels non durables², cautionnés par l'absence de la société.

Ainsi, on ne voit pas comment, dans un avenir prévisible, la société pourrait se prendre en main pour s'attaquer à la résolution de problèmes globaux. Une YGU qui contribuerait à lancer un débat sur l'état actuel de notre société et sur son incapacité à regrouper les individus autour de projets de société jouerait ainsi un rôle essentiel en vue de résoudre des problèmes globaux. Bref, il serait temps de conférer de l'autonomie à la société aussi.

Quant aux scientifiques qui voudraient acquérir une vue d'ensemble sur le monde, ils n'ont d'autre choix que de se mettre à collaborer après s'être découvert des « raisons communes », pour reprendre des mots de Dumont (1995). En effet, les chercheurs universitaires, tout comme les individus, ne se démarqueraient pas de la société à laquelle ils appartiennent, c'est-à-dire à une société des individus (Elias, 1991). De fait, la tendance lourde à la spécialisation en science en général va à l'encontre de l'intégration que l'on dit pourtant souhaiter. Mais tout cela pourrait commencer à changer grâce à l'YGU et aux prises de conscience qu'elle pourrait susciter.

Dans la première section de ce chapitre, nous verrons comment, dans les faits, les discours officiels de nos gouvernements évitent de remettre en question le rôle déterminant que jouent les individus dans la genèse de processus globaux néfastes pour notre espèce même. Nous parlerons de discours en porte-à-faux. Nous insisterons ensuite sur l'importance pour la société de reprendre à son compte la lutte contre les problèmes globaux, qui passe nécessairement par sa propre émancipation. Cette émancipation de la société pourrait en rendre possible une autre, l'émancipation des individus, qui redeviendraient ainsi des citoyens. Seuls des citoyens peuvent articuler ensemble des projets politiques pour s'attaquer collectivement à la solution de problèmes globaux, à la condition cependant qu'une société assure une mise en commun des intérêts.

Dans la seconde section du chapitre, nous montrerons pourquoi nous pensons que le projet de l'YGU ne sera pas en mesure de donner à court terme les résultats escomptés et pourquoi il faudrait plutôt le

2. Même les débats publics sur des problèmes de société se passent maintenant à la télévision et entre experts seulement. On assiste à ces débats comme on assiste à un match de hockey. Tous nos débats publics sont maintenant faits par procuration, la société en ayant été désappropriée.

percevoir avant tout comme un sérieux coup d'envoi auquel donner sa chance. En nous penchant sur l'énoncé du projet présenté sur son site Internet, nous verrons que sur le plan même de sa conception se trouvent des failles, sur lesquelles nous nous attarderons.

Enfin, troisièmement, en nous appuyant principalement sur des analyses de Zygmunt Bauman (2000, 2002, 2005, 2009), nous mettrons le projet de l'YIGU en perspective pour faire ressortir la nécessité de renforcer la réflexion qui le sous-tend. La route nous paraît longue, mais l'adoption de l'YIGU pourrait aider à confronter gouvernants, citoyens et scientifiques afin qu'ensemble ils redécouvrent l'agora, ce lieu de rencontre où prendre conscience du fait que le bien-être des citoyens passe d'abord par l'amélioration de celui de la Cité (Bauman, 2005).

7.1. Pourquoi une année internationale de la compréhension globale du monde ?

7.1.1. Les changements climatiques et le discours en porte-à-faux

De nos jours, les médias font souvent valoir des scénarios du pire. Dans un avenir prévisible, nous risquerions collectivement d'être les victimes d'un réchauffement accéléré de la planète, un processus qui serait déjà bien enclenché et qui occasionnerait, notamment, l'avancée des déserts ainsi que le rehaussement du niveau des mers, faisant de populations entières des réfugiés climatiques. Les gens fuiraient l'inondation et la sécheresse, des affrontements violents s'ensuivraient pour l'occupation des lieux épargnés et la misère s'installerait. Pour éloigner les menaces, il faudrait réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES) qui en seraient la cause, nous dit-on. Pour l'heure, on s'en remet à nos gouvernants pour trouver une solution à ce problème préoccupant pour la survie même de l'espèce humaine. Mais à ce jour, admettons que leur bilan est mince et que toutes les populations se sentent délaissées face à la catastrophe annoncée.

Au cours des dernières années, en effet, malgré la multiplication des rencontres internationales de discussion sur l'évolution du climat, nos dirigeants n'ont toujours pas su se mettre d'accord sur l'établissement d'un échéancier de réduction des émissions de GES dans l'atmosphère en vue d'infléchir une tendance qui irait toujours en s'aggravant. Ainsi, en novembre 2013, au lendemain de la Conférence de Varsovie sur les changements climatiques, Stéphane Dion faisait remarquer, à propos de la question du contrôle de la production des gaz à effet de serre: «Le seul

progrès qu'on fait, c'est qu'on admet qu'on ne progresse plus³ » (cité dans Côté, 2013). En l'absence d'une instance gouvernementale supranationale capable d'imposer des normes d'émissions et de les faire respecter par toutes les nations, les gouvernements nationaux pourraient bien demeurer paralysés indéfiniment face à la question du réchauffement de la planète. Les enjeux financiers en cause seraient en effet énormes, d'où cet immobilisme des États qui, tout en n'étonnant plus personne, alimente un cynisme profond à l'endroit de la démocratie.

En 1988, les Nations Unies ont créé le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) afin d'asseoir sur une base scientifique le débat concernant l'existence ou l'absence d'un réchauffement de la Terre, puisqu'il resterait bien des sceptiques à convaincre⁴. D'un rapport à l'autre, les membres du GIEC ont été en mesure de soutenir avec de plus en plus d'assurance que le réchauffement de la planète était bel et bien une réalité causée par les émissions de GES et qu'il fallait faire quelque chose pour les contrôler⁵.

En conséquence, depuis des années, les médias et nos dirigeants nous ont habitués à des discours centrés surtout sur des pourcentages de réduction des émissions de CO₂ à réaliser au plus vite, pour ralentir et peut-être même inverser la tendance actuelle au réchauffement de la planète, au point que l'arbre en est venu à cacher la forêt: il n'y en a que pour le CO₂ et la difficulté de fixer des normes de réduction à faire respecter. Il n'est toutefois pas question de pointer du doigt quelque responsable que ce soit.

7.1.2. Les changements sociaux et d'autres discours en porte-à-faux

Parallèlement aux bouleversements du climat, des changements sociaux de grande envergure se produisent à cause de la mondialisation marchande qui va bon train depuis des siècles, mais dont le rythme se serait toutefois accéléré de manière continue au cours des dernières décennies. L'ouvrage *La mondialisation de la pauvreté*, de Michel Chossudovsky (1998), laisse entrevoir un avenir non moins inquiétant que celui que nous promettent les

3. En novembre 2005, Stéphane Dion, un ex-ministre du gouvernement canadien, avait présidé la Conférence de Montréal sur les changements climatiques.

4. Dans son plus récent discours sur l'état de l'Union (2014), le président des États-Unis, Barack Obama, a encore insisté sur le fait que les changements climatiques étaient bel et bien réels, puisqu'une partie de la population des États-Unis n'y croirait pas.

5. Voir le texte de Gordon McBean (chapitre 6 du présent ouvrage).

spécialistes des changements climatiques, si rien n'est fait pour maîtriser aussi l'ordre marchand. Une fois encore, nos dirigeants nous ont habitués à entendre un discours persistant sur la locomotive économique qui serait toujours en panne et sur la mise en place de conditions favorables à la croissance économique, comme remède universel à tous les maux sociaux. Pas question, cependant, de réglementer l'ordre marchand qui, laissé à lui-même, engendre des crises économiques, mais aussi des inégalités qui auraient atteint un niveau sans précédent (Piketty, 2013; Stiglitz, 2013a, 2013b). Quant aux crises économiques, il faudrait sans cesse rappeler des propos de C. Wright Mills (1977 [1959]), que nos dirigeants ne veulent pas entendre parce qu'ils sont contraires à l'idéologie néolibérale ambiante: «Dans la mesure où un système économique laisse la porte ouverte à des crises, il n'y a pas de solution personnelle au problème du chômage» (p. 12).

Cette question inquiétante de la montée des inégalités s'est d'ailleurs retrouvée au menu du Forum de Davos 2014 où, encore une fois, il n'a pas été question de l'essentiel, soit de la nécessité d'améliorer le partage de la richesse. Or pour les membres de ce forum, la prochaine classe à craindre pourrait bien être celle du «précariat» (Standing, 2011). À Davos, cependant, on a surtout mis l'accent sur l'importance d'une relance de l'économie mondiale en s'en remettant à la mise en place des sempiternelles «conditions favorables⁶».

Le problème crève pourtant les yeux. Selon Piketty (2013, p. 55), la croissance des inégalités dans le monde serait fondamentalement causée par le fait que, de nos jours, le rendement annuel procuré par le capital, sous toutes ses formes, est considérablement plus élevé que le taux de croissance annuel de la production et, par conséquent, des revenus. Il y aurait, d'une part, les gens qui peuvent tirer profit de la manipulation des capitaux et, de l'autre, ceux qui doivent se fier à l'accroissement de leur salaire pour améliorer leur sort en situation d'absence de croissance économique. En résumé, dans les termes très crus de Freitag (1999a), depuis quelques décennies, une concentration extrême du capital engendrerait la formation de deux classes d'individus, soit d'une part «une *overclass* affranchie de toutes finalités normatives dans les rapports humains» et, de l'autre, «une masse d'individus destinés à vivre et à penser comme des porcs» (p. 33).

Enfin, à certaines occasions, les discours en porte-à-faux de nos gouvernants deviennent encore plus insoutenables, si c'est possible. Rappelons l'écroulement, en 2013 à Savar au Bangladesh, de cet édifice où

6. Voir <http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/01/20/les-dangers-de-la-montee-des-inegalites-au-menu-du-forum-de-davos_4350849_3234.html>.

surtout des femmes fabriquaient des vêtements pour un salaire de misère afin de répondre à une demande occidentale de vêtements bon marché et à la mode, mondialisation marchande oblige. Cette seule catastrophe, parmi beaucoup d'autres moins médiatisées, a fait plus de 1 100 morts et 2 500 blessés. Encore une fois, la communauté internationale n'a pu qu'enjoindre le Bangladesh de mieux faire respecter ses propres normes de construction immobilière afin d'éviter qu'un tel désastre se reproduise (Radio-Canada, 2013). Toujours l'arbre...

S'il semble clair que l'ordre marchand, avec toutes les pratiques non durables qu'il occasionne et qu'il cautionne, est sans doute ce qui expliquerait l'accroissement des inégalités, en même temps que les dérèglements du climat planétaire – les deux étant inextricablement liés –, nos gouvernants ne nous parlent jamais de cette relation directe. Ils font plutôt porter le discours sur des normes de construction à faire respecter dans des pays qui, pour toutes sortes de raisons, en sont incapables; sur la limitation des émissions de CO₂ dans l'atmosphère à des niveaux à propos desquels les gouvernements nationaux ne s'entendent jamais et qu'ils ne pourraient jamais faire respecter de toute façon; ou encore sur la mise en place de conditions favorables à la croissance économique comme remède universel à tous les maux sociaux alors que, dans les conditions actuelles, cette solution serait logiquement impossible (Bauman, 2009), à moins de taxer les profits du capital (Piketty, 2013) et de défiscaliser les salaires pour contrer l'immense mécanisme d'expropriation à l'œuvre (Freitag, 1999b, p. 272). Il vaut mieux oublier tout cela.

C'est donc en réponse à une incapacité qui semble bien réelle, de la part de nos gouvernants, de faire face à une crise majeure annoncée, tant environnementale que sociale, que le projet d'YIGU de l'Union géographique internationale a été mis de l'avant. Mais pour le moment, il semble que l'on propose une démarche par procuration. Tel que le projet est formulé, des scientifiques prendraient le leadership de la lutte aux changements globaux à la place de la société, parce que celle-ci en serait incapable et que le temps passe. L'YIGU pourrait cependant amener la société à réfléchir davantage sur sa propre incapacité à régler des problèmes globaux. Ce serait là une contribution nouvelle.

7.1.3. L'émancipation des sociétés

L'YIGU et tout ce qui en découlerait pourraient même aller, si on s'en donnait la peine, jusqu'à remettre à l'ordre du jour la question de l'émancipation des sociétés. Une telle question importe, parce que nous avons tous cru bien naïvement que, par exemple, la chute du mur de Berlin en 1989, puis l'effondrement de l'URSS en 1991 l'avaient réglée une fois pour

toutes en marquant l'aboutissement d'un long processus de libération des peuples. Marx et tous autres défaitistes pouvaient enfin être relégués aux oubliettes. Mais dans les faits, rien n'aurait réellement changé. Dix ans plus tard, l'attentat de septembre 2001 à New York a remis brutalement les pendules à l'heure, tout autant que la grande crise financière mondiale de 2008, dont nous ne nous sommes pas encore relevés.

Il semble nécessaire de poser à nouveau et à distance la question de l'émancipation des sociétés, mais cela ne constitue certainement pas l'objectif premier de l'YIGU, quoiqu'il puisse le devenir avec le temps et par la force des choses. C'est en fait ce que nous souhaitons. En effet, pour arriver à ses fins, c'est-à-dire rendre notre monde durable pour assurer l'avenir de l'espèce humaine sur la planète, l'YIGU devrait naviguer dès le départ à contre-courant des comportements individuels et collectifs qui vont de soi, ceux-là mêmes dont les scientifiques soutiennent que, si rien n'est fait pour les changer, ils nous conduiraient assurément à la catastrophe finale. Avec l'YIGU, l'occasion semble belle de soumettre enfin ces comportements à la critique ; toutefois, comme nous le verrons plus loin, l'YIGU risque de recommander plus modestement, tout au plus, l'adoption de meilleures pratiques individuelles, ce grand projet de scientifiques se voulant avant tout un vaste chantier de recherche et d'éducation. Si elle n'était que cela, l'YIGU ne pourrait pas livrer la marchandise attendue.

Nous pensons cependant que l'YIGU, même si elle ne semble pas avoir été conçue à cette fin, pourrait aider à révéler les tenants et aboutissants d'un dispositif qui, pour le moment, mobilise toutes les populations du monde autour de la consommation « non durable » – une fin en soi dont on attend une satisfaction immédiate et continue, l'obtention de signes de la réussite sociale, une production identitaire individuelle, etc. – pour les maintenir dans un enfermement total, et ce, avec leur consentement (Marcuse, 1968). Dans ces conditions, changer les « règles de la musique⁷ », soit celles qui engendrent l'enfermement, paraît aussitôt hors de portée des scientifiques de l'YIGU, du moins telle que le projet est conçu.

Pour se libérer de cette forme de totalitarisme, il faudrait que l'YIGU mette de l'avant des solutions de rechange crédibles qui s'apparentent davantage à des formes de solidarité capables de rejoindre des sociétés diverses et fondées sur ce que ces sociétés possèdent en commun plutôt que sur ce qui les divise (Bauman, 2000). Mais de telles formes de

7. Platon disait qu'il fallait se méfier des gens qui voulaient changer les règles de la musique parce qu'ils voulaient en réalité s'en prendre aux lois les plus fondamentales de la Cité (cité dans Gobard, 1976, p. 16).

solidarité restent à inventer. Pour le moment, l'YIGU s'inscrirait de fait à l'intérieur d'un statu quo qu'elle ne se donne pas les moyens de remettre en cause.

Ainsi, pour éviter que l'YIGU ne heurte de front tous les états-majors qui nous gouvernent, si elle voit le jour, elle devra nécessairement se déployer à l'intérieur de l'espace opératoire habituel en tant que « solution » à des problèmes, ceux auxquels l'humanité ferait face, en s'abstenant surtout d'empiéter sur le registre à partir duquel opèrent les états-majors en question, comme tous ceux qui se réunissent annuellement à Davos. Plus précisément, l'YIGU compte recourir à un grand nombre de scientifiques désireux d'aider les gens à consommer mieux, c'est-à-dire durablement ou d'une manière qui ne détériore plus l'environnement. En cela, il est à craindre que les scientifiques veuillent remplacer les curés qui nous disaient comment vivre et dont la société québécoise, notamment, s'est débarrassée depuis des décennies. Pour éviter le même sort aux scientifiques, il leur faudrait faire preuve d'humilité et travailler au renforcement de la société, plutôt que de chercher à mener un combat à sa place en invoquant son salut sur toutes les tribunes.

7.2. La mise en œuvre de l'YIGU

Toute l'information relative à l'éventuelle YIGU se retrouve essentiellement sur le site Internet du projet. Il y a beaucoup à découvrir, quoique l'économie de mots y apparaisse déconcertante⁸, compte tenu de ses grandes ambitions. Pour faire la présentation du projet de l'YIGU, ses auteurs recourent à un style bref et concis, chaque expression devant produire l'effet escompté, à la manière de slogans. Le procédé, efficace, présente l'avantage de convaincre par la force de l'évidence. Il faudra encore attendre un moment, semble-t-il, avant de pouvoir disposer d'une documentation permettant de prendre connaissance des modalités de son éventuelle mise en œuvre⁹. Pour le moment, en effet, on n'en sait rien. Bref, le texte suggère bien plus qu'il n'explique avec précision. Mais puisqu'on ne nous en laisse pas le choix, nous pouvons toujours nous aventurer à lire entre les lignes.

8. À la demande du directeur exécutif du projet, Benno Werlen, nous avons nous-même effectué une traduction en français du site, à partir de la version anglaise.

9. D'après ce que nous en avons appris, des centaines de pages de texte portant sur l'YIGU n'auraient pas encore été rendues disponibles.

7.2.1. Les défis à relever

Les défis environnementaux, ce dont il est le plus souvent question dans le texte du projet de l'YIGU, auraient atteint une ampleur sans précédent.

Le changement climatique, la perte de biodiversité, la dégradation des écosystèmes, l'augmentation de la fréquence et de la gravité des événements météorologiques extrêmes, la désertification et la dégradation des sols, la déforestation et la surpêche ne sont que quelques-uns des nombreux défis environnementaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés¹⁰.

Selon les auteurs du projet, les habitudes de vie quotidienne des populations de partout seraient en bonne partie responsables des problèmes globaux auxquels nous devons de plus en plus faire face avec acuité. Pour régler les grands défis environnementaux, il faudrait idéalement disposer d'une instance gouvernementale de juridiction planétaire dotée d'un pouvoir de réglementation. Mais comme une telle instance ne verra sans doute jamais le jour, que pourrait-on faire en son absence ?

L'YIGU se donne pour mandat d'inviter les citoyens à prendre d'abord eux-mêmes leurs responsabilités à cet égard, sans les gouvernants. Tôt ou tard, ceux-ci finiraient bien par devoir leur rendre des comptes lors des élections, de sorte qu'ils n'auraient d'autre choix que de leur emboîter le pas. Une réponse possible aux problèmes environnementaux globaux pourrait ainsi venir des individus, ceux-ci ayant au préalable été sensibilisés par les chercheurs du projet à la portée spatiotemporelle considérable de leurs simples habitudes de vie. Les sociétés et les cultures déterminant nos manières d'utiliser et de transformer la nature au quotidien, des individus mieux informés seraient aux premières loges pour saisir et évaluer eux-mêmes les répercussions de leurs propres activités sur le mieux-être de la planète.

La connexion entre nos activités de la vie quotidienne et leurs effets à l'échelle globale ne serait cependant pas donnée à l'observation directe. C'est pourquoi, pour bien comprendre l'effet global de nos actions locales, les scientifiques de l'YIGU étudieraient au préalable nos différents modes de vie, partout sur la planète, afin d'évaluer leurs incidences variables sur les processus de mondialisation et de transformation de l'environnement. Signalons qu'il s'agit d'une tâche colossale nécessitant la collaboration de milliers de chercheurs qui, délaissant leurs activités de recherche habituelles, iraient travailler pour l'YIGU, ce qui nous semble bien douteux.

10. Voir <<http://www.global-understanding.info/fr/what-is-iygu/iygu-challenges/>>.

Quoi qu'il en soit, par la suite, ces nombreux scientifiques devraient effectuer de multiples comparaisons entre les diverses situations observées afin d'identifier celles qui possèdent un caractère jugé durable. Disposant possiblement d'une cartographie de l'état de nos divers rapports à l'environnement sur la planète, les chercheurs seraient à même de mettre au point un plan d'action basé sur des faits, à partir duquel ils pourraient proposer des correctifs le cas échéant. Il s'agirait pour les scientifiques de recommander aux citoyens d'autres modes de rapports sociaux et physiques à l'environnement. Bref, le projet aurait pour objectif de faire connaître les meilleures pratiques durables qui soient (*best practices*) et de favoriser leur diffusion. On imagine la mise en place d'un immense système de type indicatif de régulation des divers modes de vie sur Terre.

Sachant toutefois que les façons d'exercer nos rapports à l'environnement sont tributaires de cultures particulières, la transplantation des techniques ou approches d'un endroit à l'autre nécessiterait des efforts considérables d'appropriation qui demanderaient du temps et de multiples ajustements. La chose n'irait pas de soi. Un dialogue devrait donc être alimenté constamment dans divers endroits du globe afin de favoriser la diffusion des meilleures pratiques. Il faut également savoir que le discours sur la diffusion des meilleures pratiques n'a rien de nouveau et qu'il est utilisé depuis des décennies dans divers domaines, notamment dans ceux du développement socioéconomique (par la Banque mondiale) et de l'organisation. Il ne s'est pas fait que des adeptes, loin de là¹¹, sachant la grande difficulté que représente l'adoption de pratiques «étrangères». Plus précisément, dans le mot «culture», il y a le mot «culte». On nous parle donc d'amener des gens à changer littéralement de religion, à renoncer à des éléments constitutifs de leur identité.

7.2.2. Le rôle des scientifiques du projet

Selon les auteurs du projet de l'YIGU, les nombreux scientifiques associés au projet joueraient un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Après avoir réalisé leurs multiples études et mis au point un plan d'intervention s'appuyant sur des bases factuelles, les scientifiques s'adresseraient d'abord aux individus, qui deviendraient dès lors leurs interlocuteurs privilégiés. Il s'agirait non pas de les obliger à changer de mode de vie, mais de les responsabiliser face à leurs comportements non durables en proposant des solutions de rechange.

11. Voir <<http://businesspracticeimprovement.com/2012/07/29/best-practices-myth-and-reality/>>.

Il serait toutefois important de se demander si les scientifiques possèdent réellement la capacité de jouer ce rôle de premier plan dans une telle entreprise de restructuration des manières d'être et de faire à la grandeur de la planète. La chose ne semble pas acquise, et les scientifiques auront à démontrer qu'ils recueillent la confiance des individus et peut-être encore davantage celle des pouvoirs publics dont ils dépendent financièrement. Pour l'heure, les scientifiques n'auraient pas la cote du public ni, surtout, celle des pouvoirs publics.

À ce propos, signalons qu'en juillet 2012, par exemple, des centaines de scientifiques canadiens ont organisé à Ottawa des «funérailles de la preuve scientifique». Ils voulaient protester contre les coupes budgétaires effectuées par le gouvernement canadien dans le domaine de la recherche fondamentale. Les scientifiques accusaient le gouvernement Harper de vouloir baser ses politiques sur une idéologie plutôt que sur des faits. En réponse à ces allégations, le gouvernement aurait rétorqué qu'il n'avait rien contre la recherche scientifique, qu'il souhaitait dorénavant rentabiliser¹², laissant ainsi entendre que la recherche fondamentale ne serait pas rentable et qu'elle ne servirait donc à rien.

Par la suite, en mars 2013, le Nouveau Parti démocratique (NPD), le principal parti d'opposition à Ottawa, a soumis au Parlement canadien une motion visant à mettre un terme à la véritable guerre que semblait livrer le Parti conservateur du premier ministre Harper à l'ensemble des scientifiques canadiens. Il a été demandé aux députés du gouvernement du Canada de soutenir les énoncés suivants :

- 1) La science publique, la recherche fondamentale et l'échange ouvert et sans entrave des informations scientifiques sont essentiels à l'élaboration de politiques fondées sur des faits.
- 2) Les scientifiques du gouvernement fédéral doivent être libres de discuter ouvertement de leurs recherches avec leurs collègues ainsi qu'avec le public.
- 3) Le gouvernement devrait continuer à soutenir les projets de recherche scientifique fondamentaux partout au Canada¹³.

Contre toute attente, une fois soumise au vote, cette motion a été rejetée par le Parlement canadien. Enfin, quelques mois plus tard, soit le 16 septembre 2013, des centaines de scientifiques ont encore manifesté sur la colline parlementaire à Ottawa et dans plusieurs autres villes canadiennes pour dénoncer le mépris du gouvernement canadien à l'endroit

12. Voir <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/07/10/003-ottawa-science-manif.shtml>>.

13. Voir Philippon, 2013.

de la recherche scientifique. Selon les manifestants, des fonds autrefois destinés à la recherche fondamentale seraient dorénavant octroyés pour aider des entreprises canadiennes à vendre leurs produits à l'étranger¹⁴. Si le gouvernement d'un pays démocratique comme le Canada peut se passer de la recherche fondamentale sans que le public réagisse, c'est parce que les scientifiques n'ont plus la faveur du public. Il nous semble que les scientifiques auraient intérêt à réfléchir à cette situation.

Deuxièmement, pour remplir leur mandat, c'est-à-dire étudier les modalités d'articulation qui relient nos activités locales aux phénomènes globaux, les scientifiques devraient recourir à une approche globale, qui ne leur est généralement pas familière et qui nécessite en outre de pratiquer la recherche d'une façon transdisciplinaire. Or le travail de construction de passerelles reliant tous les îlots actuels de recherche qui serait nécessaire, ne serait-ce que pour s'approcher de cet objectif, paraît une tâche impossible pour le moment.

7.2.3. L'approche globale et la transdisciplinarité

Dans le contexte de l'YGU et de ses suites, selon les auteurs du projet, les scientifiques devraient privilégier une approche transdisciplinaire afin de tirer profit de toutes les formes existantes de connaissances universitaires, mais aussi traditionnelles, et d'être en mesure d'aborder l'étude du monde de manière globale, c'est-à-dire dans son ensemble. L'atteinte de cet objectif pourtant essentiel semble encore et toujours compromise dans un monde universitaire où les chercheurs travaillent habituellement seuls ou, tout au plus, en équipes pluridisciplinaires. Dans ce dernier cas, les chercheurs peuvent généralement aborder un problème de façon globale, mais en le découpant en fonction de diverses spécialités, ce qui leur permet de se répartir les tâches sans empiéter sur des territoires qui leur sont respectivement inconnus. Après coup, la synthèse des diverses connaissances obtenues s'avère difficile en l'absence d'un langage transversal commun, celui justement de la transdisciplinarité. Ce langage est encore à mettre au point.

La géographie, en particulier, s'est longtemps présentée comme la discipline de synthèse par excellence, à laquelle pouvait revenir la tâche de fusionner un ensemble de travaux de recherche parfois très disparates. Toutefois, cette capacité de synthétiser l'information n'est plus valorisée, même dans la formation des géographes actuels à l'université. Elle n'est d'ailleurs valorisée dans aucune discipline du savoir, parce qu'elle s'éloigne

14. Voir <<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2013/09/16/004-scientifiques-manifestation-ottawa.shtml>>.

d'un certain idéal de connaissance scientifique qui vise d'abord la précision factuelle et qui se méfie de tout ce qui s'apparente à de l'interprétation, une activité réputée non scientifique.

Depuis des décennies, dans le monde universitaire, la tendance générale irait plutôt dans le sens inverse, soit celui de la spécialisation, que ce soit en géographie ou ailleurs (Mukakayumba et Lamarre, 2012). Signalons que depuis peu, une tendance forte s'observe en recherche universitaire, soit celle de la multiplication des problèmes de recherche de plus en plus pointus, que tous les chercheurs peuvent aborder, même globalement, mais séparément. Alors que précédemment, des spécialités se taillaient des morceaux à même un objet de recherche global en vue de les étudier en pièces détachées dont elles recollaient ensuite les résultats, on tend dorénavant à multiplier les objets d'intervention de plus en plus pointus, entre lesquels il n'existe généralement pas de connexion. Bref, les chercheurs feraient encore et toujours de la recherche chacun pour soi.

On en veut pour preuve la création de l'ambitieux programme des Chaires de recherche du Canada, chacune d'elles recevant le mandat de se consacrer à la solution d'ensembles séparés de problèmes regroupés autour d'un thème en vue de mieux faire fonctionner le monde dans lequel nous vivons, mais toujours de proche en proche, c'est-à-dire par morceaux. C'est le modèle de l'archipel d'îles non reliées qui tend à remplacer le domaine dans lequel les spécialistes se disputaient naguère l'occupation de champs que l'on délimitait pour s'en faire des chasses gardées. Même en utilisant l'approche transdisciplinaire à l'échelle des îlots de connaissance, resterait entier le problème d'une synthèse à effectuer qui permettrait de recoudre toutes ces connaissances séparées. Mais au total, rien n'aurait fondamentalement changé: la science ne livrerait encore et toujours que des « fragments des réalités où vivent les hommes » (Wright Mills, 1977 [1959], p. 14). Ainsi, la possibilité même d'une compréhension globale du monde semble s'éloigner à mesure que l'on souhaiterait plutôt s'en rapprocher. L'adoption d'un point de vue global sur le monde par les promoteurs de l'YIGU nous semble être davantage un objectif à atteindre plutôt qu'une manière de procéder dès le lendemain de la proclamation éventuelle de l'YIGU.

Commencer par connecter la science et la vie quotidienne pour développer des modes de vie durables nous paraît être un défi colossal, et il est louable que les chercheurs associés au projet de l'YIGU veuillent bien tenter de le relever. Mais encore une fois, comment cela pourra-t-il se réaliser alors qu'on sait que dans le monde scientifique, la valeur des sciences est hiérarchisée? Pour les gens qui pratiquent les sciences dites expérimentales (*hard science*), les praticiens des sciences sociales et humaines

(dites conjecturales, *soft science*) feraient figure de véritables extraterrestres, et vice versa. Les représentants des deux camps ne s'adresseraient que rarement la parole, ne possédant aucun terrain de jeu commun. Généralement, les spécialistes, quels qu'ils soient, laissent toujours à d'autres l'étude des phénomènes qui ne relèvent pas de leurs compétences immédiates. À ce propos, qu'on nous permette de citer quelques exemples qui relèvent de la norme bien plus que de l'exception.

Ainsi, il y a quelque temps, au cours d'une émission d'information à la télévision de Radio-Canada, deux spécialistes des changements climatiques sont venus raconter que la transformation du climat mondial s'accélérait d'une manière que n'avaient pu laisser deviner les modèles de prévision à leur disposition, des modèles mathématiques pourtant très performants selon eux. Et lorsqu'on leur a demandé à tous les deux : « Que devrions-nous faire dans les circonstances ? », totalement pris au dépourvu, les spécialistes n'ont pu que répéter autrement ce qu'ils venaient tout juste de dire. C'était navrant. Ils n'avaient rien à ajouter de plus puisqu'ils ne s'intéressaient visiblement qu'à l'utilisation de modèles permettant de prévoir l'évolution du climat, les autres choses ne les concernant pas. Tout naturellement, ils auraient préféré laisser à d'autres le soin de répondre à cette question.

Dans le domaine de la géographie, lors du colloque *Les chantiers de la géographie* qui s'est tenu en 2006 à l'Université Laval, un géographe expert dans l'utilisation des méthodes quantitatives dans la recherche sur la ville venait de mettre en lumière une relation spatiale qu'il avait pu tirer de données statistiques. Aussitôt, on lui a demandé s'il comptait se rendre sur le terrain pour réaliser une étude qualitative qui permettrait d'en vérifier l'exactitude. L'expert a alors répondu qu'une telle recherche serait sans doute éclairante, mais que ce n'était pas le genre d'études que, lui, réalisait. Il préférait donc la laisser faire par quelqu'un d'autre que cela pourrait éventuellement intéresser.

Lors d'un colloque de l'Association de science régionale de langue française (ASRDLF) tenu en 2008 à l'Université du Québec à Rimouski, au cours d'une séance, une étudiante européenne diplômée venait de présenter une communication sur deux manières d'étudier les relations que les villes entretiennent entre elles dans un espace donné, en l'occurrence l'espace européen. On pouvait par exemple mesurer certains flux d'échanges entre les villes afin de mettre à jour des hiérarchisations basées sur des fonctions. On pouvait aussi reconnaître des sous-ensembles de villes animant des territoires restreints pouvant chevaucher certaines frontières nationales, toujours en se basant sur l'étude de flux d'échanges et de communications. Nous avons alors demandé à la conférencière de quitter ses

équations des yeux pour un moment afin de donner des exemples précis de telles sous-régions transfrontalières. Nous en avons nous-même quelques-uns à l'esprit. Contre toute attente, l'étudiante en a été absolument incapable, ce qui a causé un véritable brouhaha dans la salle. Il n'aurait pas fallu amener cette scientifique à regarder autre chose que les tableaux de chiffres qu'elle lisait sur un écran d'ordinateur.

Enfin, dernier exemple, dans un de ses ouvrages, le sociologue Marcel Rioux rapporte que Charles Wright Mills avait été un jour abasourdi de se faire dire très sérieusement par un de ses collègues, à qui il faisait part de ses craintes concernant la possibilité bien réelle d'une troisième guerre mondiale, que celui-là n'était pas intéressé par ce sujet puisqu'il se consacrait essentiellement à l'étude de la sociologie des organisations... Et Rioux (1984, p. 8) d'ajouter : « La vie, la mort et l'amour sont devenus des sujets de thèses et des spécialités que l'on pratique pour gagner sa vie. »

On pourrait continuer indéfiniment à citer de tels exemples. En recherche, plus souvent qu'autrement, les scientifiques se contenteraient de baliser avec précision de petits bouts de chemin qu'il reviendrait toujours à d'autres de connecter ensemble. L'approche globale est exigeante parce qu'elle nécessite la réalisation de ces raccordements que les scientifiques ne veulent pas faire.

7.3. Une nécessaire émancipation collective

Toute puissance est faible, à moins que d'être unie.

Jean DE LA FONTAINE

Selon nous, l'erreur des auteurs du projet de l'YGU est de croire que, bien informés, les individus pourraient accepter de suivre les recommandations des scientifiques et se mettre le plus vite possible à modifier leurs comportements pour que puisse enfin commencer à advenir le monde durable que nous souhaitons tous. Mais pour le moment, la société irait dans la mauvaise direction.

Dans nos sociétés postmodernes contemporaines, les gens éprouvent le sentiment de jouir d'un degré de liberté sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité. Contrairement à leurs prédécesseurs des sociétés traditionnelles et modernes, les individus d'aujourd'hui auraient acquis les moyens de prendre leur vie en main après la dissolution d'un certain communautarisme perçu comme encombrant, voire oppressant, non sans raison par ailleurs. Les gens s'estiment désormais en mesure de planifier le déroulement de leur propre existence, de leur bonheur, de leur avenir, de leur retraite, comme on dit à la télévision, au même titre que

naguère les possesseurs du capital avaient cru possible de contrôler entièrement le fonctionnement des sociétés en menottant littéralement les gens à des chaînes de montage et en opérant diverses formes de division du travail (Bauman, 2005).

La notion de société aurait depuis été pratiquement vidée de son contenu traditionnel afin de la rendre minimale, tout comme l'État devrait l'être dans un monde néolibéral qui se voudrait idéal. On attend maintenant de la société qu'elle fournisse tout au plus les conditions favorisant le bon fonctionnement de ce que l'on pourrait appeler la nouvelle société des individus (Elias, 1991). L'adéquation entre la liberté individuelle et le libre choix des consommateurs aurait-elle été enfin réalisée ? Si tel était le cas, alors il n'y aurait plus aucun terreau fertile pour quelque théorie de l'émancipation que ce soit puisque la société postmoderne pourrait enfin livrer la marchandise, les individus possédant dorénavant les moyens d'améliorer leur sort par leurs propres moyens.

7.3.1. Vers une société des individus

Selon Bauman (2000, 2009), il y aurait une certaine exagération à considérer la modernité comme étant déjà loin derrière nous. Il se pourrait bien, en effet, que notre société ne soit ni moins ni plus moderne que celle de naguère, à une différence près, mais une différence de taille. C'est que la tâche de moderniser, c'est-à-dire de se planifier précisément un avenir imparable, aurait été déléguée du haut vers le bas dans la société, soit depuis tous ceux qui nous dirigent vers les individus des classes moyennes et inférieures, trop heureux de la reprendre à leur compte, car les gens auraient cru qu'on leur faisait tout à coup une sorte d'offre qu'ils ne pouvaient refuser. Tout comme nos dirigeants n'avaient pas les moyens de planifier l'avenir afin de nous rendre « maîtres et possesseurs de la nature », les individus ne disposent certainement pas de ceux qu'il faut pour le faire à leur place.

Cette passation du fardeau de la modernisation du haut vers le bas aurait été accueillie avec bonheur par les gens qui y auraient vu enfin la possibilité d'exprimer presque artistiquement leur liberté individuelle, donc leur droit à la différence. Ils pouvaient dorénavant, croyaient-ils, se mettre à créer systématiquement de l'identité individuelle et à planifier le déroulement de leur vie personnelle. Bref, ils croyaient pouvoir se distinguer en affirmant haut et fort leur valeur intrinsèque, la seule limite à respecter étant que toutes leurs prouesses esthétiques puissent se faire dans le respect des lois édictées par la nouvelle société minimale. En conséquence, l'émancipation pourrait dorénavant être réalisée à l'échelle des individus, du moins de ceux qui en ont les moyens, mais non plus

collectivement. Selon Bauman (2005), cela ferait la différence entre une société qui aspire à plus de justice sociale et une autre, la société des individus, qui revendique essentiellement et continuellement le respect de ses droits individuels.

7.3.2. Le retour de la théorie critique

Dans la foulée de la Révolution industrielle en Angleterre, un discours critique avait pu se développer à l'endroit du fonctionnement de la société d'alors et trouver une audience parmi les individus du temps qui se sentaient démunis face aux possesseurs du capital que dénonçaient Marx et d'autres. De larges communautés d'intérêts ont favorisé le développement des classes sociales pour compenser le manque des capacités individuelles à se faire respecter de part et d'autre d'une certaine ligne de démarcation sociale. Plus tard, l'apparition des États envahissants et tentaculaires a fait craindre l'abolition de la vie privée avec l'avènement de diverses formes de totalitarisme (Arendt, 2002). L'État était devenu le péril dont il fallait se méfier à tout prix. L'apaisement est survenu avec l'arrivée du marché libre et de la société de consommation, qui semblait pouvoir livrer la marchandise. Faute de pouvoir mobiliser des troupes, les promoteurs de la théorie critique ont bien été obligés de battre en retraite, d'autant plus qu'on ne savait plus exactement de quoi il fallait se libérer dorénavant. Après avoir enterré la modernité, il ne restait qu'à célébrer la postmodernité.

Le discours critique n'aurait pas été enterré pour autant. Les individus plus ou moins en voie d'autoaffirmation dans la consommation s'en seraient emparés pour critiquer tous azimuts, en mobilisant les multiples canaux d'expression maintenant à leur disposition. Selon Bauman (2000), ils se seraient mis à occuper totalement et dans la cacophonie l'agora, ce lieu où naguère, justement, les préoccupations privées pouvaient être articulées pour atteindre une dimension politique permettant seule de faire front commun. Dorénavant, sur l'agora, on ne trouve que des individus qui racontent désespérément leurs malheurs, leurs échecs à pouvoir planifier individuellement le déroulement de leur existence. Ils viennent raconter sur la place publique leurs déboires personnels à des individus trop heureux de constater qu'ils ne sont pas les seuls à ne pouvoir moderniser convenablement à leur échelle, soit atteindre à coup sûr tous les objectifs personnels qu'ils se fixent.

Heureusement pour la survie du système actuel, de temps à autre, un véritable héros moderne viendra à son tour témoigner de la façon dont il s'est sorti de l'échec personnel et du malheur en se soulevant lui-même par ses propres bretelles, à la manière du baron de Münchhausen. Le mot

d'ordre est devenu : « Vous devez vous fixer des défis personnels », sachant que dans la nouvelle société des individus, toutes les forces à mobiliser en vue de l'atteinte de ces objectifs résideraient avant tout dans chaque individu. Le témoignage d'un héros qui se serait sorti du malheur tombe alors à point pour fouetter les troupes en faisant la preuve, aux yeux de tous les autres ayant échoué, qu'il serait réellement possible de réussir, le vrai message étant : « Si vous n'avez toujours pas réussi à vous en tirer, c'est parce que vous n'avez pas essayé assez fort. » Les individus n'auraient d'autre choix que de reconnaître leur échec personnel qui tomberait en réalité comme une condamnation de masse (Bauman, 2009), tout le monde se retrouvant piégé. Dans de telles conditions, un discours sur la flexibilité peut même être mis de l'avant par des gens à qui il fait du tort. Et les individus qui seraient incapables de s'en accommoder n'auraient en fin de compte qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Ils n'auraient toujours qu'à essayer encore plus fort.

Évidemment, selon ce scénario, l'échec personnel serait impardonnable, d'autant plus qu'il ne pourrait nullement être reporté sur les épaules de l'État, dont le rôle serait essentiellement de fournir aux individus des conditions gagnantes dont ils n'auraient qu'à se prévaloir judicieusement pour réussir leur vie¹⁵. En conséquence, l'État peut donc sabrer à sa guise dans les programmes sociaux, mais aussi dans les programmes de recherche scientifique, sans risquer de provoquer quelque levée de boucliers que ce soit, sauf de la part de groupes de revendication qui pourront être facilement discrédités. Rien ne servirait d'attendre après les autres. La collectivité n'existant plus, on ne retrouverait dans la société que des individus en train de se débattre désespérément pour « mériter » l'identité qu'ils voudraient réussir à afficher. Il ne reste plus à des individus désespérés qu'à faire en sorte de sauvegarder coûte que coûte les apparences.

7.3.3. Le vrai drame

Dans un monde postmoderne, notre société exigerait à présent que les individus reprennent à leur compte séparément la tâche de moderniser, alors que la société moderne, elle, n'a pas été en mesure de planifier l'avenir d'une collectivité de A à Z. Les individus doivent alors vivre comme un échec personnel leur incapacité à réaliser leurs propres projets de vie par

15. En mars 2014, au Québec, nous sommes en pleine campagne électorale (2014) et il est fascinant d'entendre les politiciens des divers partis politiques démontrer qu'ils seraient toutes et tous les meilleurs pour mettre en place le terreau fertile à partir duquel les individus pourraient le mieux se réaliser séparément. Le seul parti qui ne tient pas ce discours n'a aucune chance d'être élu. Son discours porte essentiellement sur la justice sociale...

leurs propres moyens. Mais ils n'auraient plus personne sur les épaules de qui jeter la tâche de moderniser à leur place. Au total, la lente désintégration de la citoyenneté aurait donné « l'individu », qui serait même devenu le pire ennemi du citoyen, puisque les individus n'ont plus envie de se réunir sur l'agora pour y articuler des projets politiques communs à partir de leurs problèmes privés. Ils ont leur peau à sauver, par leurs propres moyens. Nous serions devenus une société entièrement divisée sur une base individuelle, où chacune et chacun doivent se méfier de tous ceux qui l'entourent, perçus comme des concurrents auxquels se mesurer. L'individu a été délesté de sa carapace protectrice de citoyen, que seule une société émancipée capable de se constituer de façon continue pouvait lui procurer. Dans ces conditions, aller sur la place publique ne peut plus avoir pour objectif de faire cause commune contre un ennemi qui sait brouiller les pistes en se faisant extraterritorial. Notre société des individus serait devenue une société sans citoyens, l'autodétermination des citoyens n'étant possible, selon Bauman (2000), qu'à travers l'autodétermination de la société, et réciproquement. Tel serait le visage de l'enfermement actuel dont il y aurait lieu maintenant de se libérer.

Dans de telles conditions, comment une société d'individus incapables de traduire des préoccupations privées en enjeux de société pourrait-elle prendre en main son destin, notamment en luttant contre des changements globaux? En se pliant simplement aux volontés des scientifiques de l'YIGU, sans le soutien d'un État qui ne cesse de s'affaiblir lui-même en coupant partout avec le consentement des individus (Galbraith, 2009, 2013), on ne pourra produire les résultats escomptés. En effet, les préoccupations des individus devenus incapables d'acquiescer la stature de citoyens pourraient bien se trouver à des années-lumière des préoccupations des scientifiques du projet de l'YIGU.

Conclusion : le retour du citoyen

Comment relier le quotidien au planétaire? Il faudrait d'abord que les chercheurs apprennent à travailler ensemble, ce qui pourrait se produire lorsqu'ils se seront trouvés des raisons communes. Quant aux individus, il nous semble qu'ils ne pourraient tout simplement pas tenir compte d'éventuelles recommandations des scientifiques, même s'ils pouvaient en disposer, trop occupés qu'ils soient à l'heure actuelle à se débattre pour demeurer quelqu'un dans un monde valorisant la flexibilité en tout. Cette course folle et permanente les occupe, au sens militaire. Tant qu'ils ne pourront s'en libérer, ils seront condamnés à ne jamais pouvoir redevenir des citoyens pour mieux faire front commun.

Par ailleurs, des citoyens entrevoyant l'amélioration de leur bien-être à travers celui de la Cité n'auraient pas besoin de l'YGU. En effet, un débat de société aurait cours depuis longtemps sur les moyens à prendre pour survivre, en tant qu'espèce, aux changements climatiques ou à la mondialisation de la pauvreté. Cela se ferait sur l'agora qui, pour le moment, ne peut qu'accueillir des individus dépourvus parce qu'ils sont condamnés collectivement à l'errance et à la survie.

Dans ces conditions, l'YGU devrait se donner pour mission essentielle de « réveiller » la société afin qu'elle finisse par prendre à sa charge la mission de résoudre les problèmes associés aux bouleversements globaux. Cette mission nous paraît être à sa portée. Mais il ne faudrait pas qu'elle tente de se substituer à la société pour s'occuper des problèmes globaux à sa place.

Bibliographie

- Arendt, H. (2002). *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Paris, Gallimard.
- Bauman, Z. (2000). *Liquid Modernity*, Londres, Polity Press.
- Bauman, Z. (2002). *Society under Siege*, Malden, Blackwell.
- Bauman, Z. (2005). *Work, Consumerism and the New Poor*, Philadelphie, Open University Press.
- Bauman, Z. (2009). *The Global Factory of Wasted Humans*, Paris, Archives audiovisuelles de la recherche, Équipe Sémiotique cognitive et nouveaux médias et Fondation de la Maison des sciences de l'Homme, <http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/_video.asp?id=458&ress=1559&video=3589&format=23#>.
- Chossudovsky, M. (1998). *La mondialisation de la pauvreté. Les conséquences des réformes du FMI et de la Banque mondiale*, Montréal, Écosociété.
- Côté, C. (2013). « La conférence de Varsovie sur le climat se termine aujourd'hui. Elle restera dans les annales comme celle de l'immobilisme et de l'antagonisme », *La Presse*, 22 novembre, <<http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/changements-climatiques/201311/21/01-4713427-conference-sur-le-climat-a-varsovie-le-sommet-de-lantagonisme.php>>.
- Dumont, F. (1995). *Raisons communes*, Montréal, Boréal.
- Elias, N. (1991). *La société des individus*, Paris, Fayard.
- Filion, G. et F. Delorme (2014). *Vos questions sur l'économie : 75 questions, 75 réponses*, Montréal, La Presse.
- François (2013). *Exhortation apostolique. Evangelii Gaudium*, Vatican, <http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/apost_exhortations/documents/papa-francesco_esortazione-ap_20131124_evangelii-gaudium.html>.
- Freitag, M. (1999a). « Présentation », dans M. Freitag et É. Pineault (dir.), *Le monde enchaîné*, Montréal, Nota Bene, p. 7-34.

- Freitag, M. (1999b). «La globalisation contre les sociétés», dans M. Freitag et É. Pineault (dir.), *Le monde enchaîné*, Montréal, Nota Bene, p. 231-318.
- Freitag, M. (2002). *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Gagnon, G. et M. Rioux (1988). *À propos d'autogestion et d'émancipation. Deux essais*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/gagnon_gabriel/a_propos_autogestion_emancipation_essais/a_propos_autogestion.pdf>.
- Galbraith, J.K. (2009). *L'état prédateur. Comment la droite a renoncé au marché libre et pourquoi la gauche devrait en faire autant*, Paris, Seuil.
- Galbraith, J.K. (2013). «Inequality, instability and the end of normal», FT Masterclass Lecture Series, Université de Leeds, 25 juin, <<http://www.youtube.com/watch?v=os-g4zJpfZc>>.
- Gobard, H. (1976). *L'aliénation linguistique*, Paris, Flammarion.
- Marcuse, H. (1968). *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Minuit.
- Mukakayumba, É. et J. Lamarre (dir.) (2012). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- Obama, B. (2014). «2014 State of the Union Address», *The Washington Post*, 28 janvier, <http://www.washingtonpost.com/politics/full-text-of-obamas-2014-state-of-the-union-address/2014/01/28/e0c93358-887f-11e3-a5bd-844629433ba3_story.html>.
- Philippon, J. (2013). «Harper dit non aux sciences et au progrès!», *La Presse*, 21 mars, <<http://actualites.sympatico.ca/nouvelles/blogue/harper-non-sciences-et-progres>>.
- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.
- Piotte, J.-M. (1987). *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB, <http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/communaute_perdue/la_communaute_perdue.pdf>.
- Radio-Canada (2013). «Effondrement d'un immeuble au Bangladesh : Oxfam interpelle les sociétés étrangères», *Le Téléjournal*, 20 avril, <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2013/04/30/006-bangladesh-effondrement-proprio-saisi.shtml>>.
- Rioux, M. (1984). *Le besoin et le désir*, Montréal, L'Hexagone.
- Standing, G. (2011). *The Precariat: The New Dangerous Class*, Londres, Bloomsbury.
- Stiglitz, J.E. (2013a). *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers our Future*, New York, Norton.
- Stiglitz, J.E. (2013b). «Inequality is a choice», *The New York Times*, 13 octobre, <http://opinionator.blogs.nytimes.com/2013/10/13/inequality-is-a-choice/?_php=true&_type=blogs&_r=0>.
- Wright Mills, C. (1977 [1959]). *L'imagination sociologique*, Paris, François Maspero.

Partie 3



La mise en œuvre de l'approche globale

Édith Mukakayumba et Jules Lamarre

Dans cette troisième partie de l'ouvrage, nous présentons aux lecteurs trois textes qui illustrent pourquoi il est nécessaire de recourir à l'approche globale quand vient le temps de naviguer dans le *no man's land* situé entre les niveaux micro et macro, là où il y a lieu de reconnaître les processus qui les connectent pour ensuite découvrir comment ils s'articulent ensemble. L'objectif fixé consiste toujours à confectionner des modèles interprétatifs en vue de mettre au point des politiques publiques destinées à mieux intervenir en modifiant les modalités d'articulation de ces processus.

Dans un premier texte, « La recherche d'un partenariat global-local de consolidation de la paix : comprendre la zone grise » (chapitre 8), Geneviève Parent se penche sur le travail de consolidation de la paix qu'il

est nécessaire d'effectuer dans des endroits où des populations se sont entredéchirées à la suite de conflits armés, comme c'est le cas en Bosnie-Herzégovine. Ce qu'elle appelle la zone grise qui serait « à comprendre », c'est l'espace créé par la mise en place, sous la surveillance d'instances internationales, de processus de paix dans le cadre desquels on présume que des populations diverses et profondément divisées peuvent en venir à collaborer. La chose n'est pas simple ; encore faut-il en effet, pour qu'un débat puisse avoir lieu en vue d'atténuer les différences, que des gens veuillent bien y participer. Il y a d'une part la théorie, mais de l'autre on doit s'accommoder d'une réalité faite de situations inextricables et réaliser quand même l'impossible. De là l'importance de comprendre la zone grise où doit s'effectuer l'ajustement entre des dirigeants qui, pressés par des instances internationales, cherchent à discréditer des populations locales cherchant à avoir voix au chapitre. De là l'importance de recourir à la vision d'ensemble afin de se retrouver dans ces véritables écheveaux.

Le second texte (chapitre 9), de Yannick Brun-Picard, a pour titre « La géographie globale pour s'approprier l'interface de conflictualité ». Comment comprendre les dynamiques des diverses formes de tensions, qu'elles se retrouvent dans des situations de conflits armés internationaux ou qu'elles soient générées par de jeunes prédateurs semant la peur parmi les élèves d'une cour d'école primaire ? Cela peut se faire par l'appréhension des diverses interfaces de conflictualité, soutient l'auteur, c'est-à-dire en usant de l'interface humanité/espaces terrestres comme prisme à travers lequel identifier des formes d'articulation, de dynamique et d'agrégation et leurs diverses combinaisons qui prévalent dans chaque cas. Bref, l'auteur suggère de recourir à la vision qui surplombe la situation pour conférer du sens à des territorialités particulières, celles des conflits dont nous sommes témoins.

Le troisième texte de cette partie (chapitre 10), « Une option face à l'échec néolibéral : la place des villes dites de la troisième vague », est signé par Allen J. Scott. L'auteur soutient que depuis les années 1980, l'avènement de la nouvelle économie dite cognitive et culturelle aurait déclenché une autre phase importante du développement capitaliste qui se retrouve à l'origine d'une nouvelle vague historique d'urbanisation, la troisième du genre. Ce dernier processus posséderait une portée globale puisqu'il donnerait lieu à la création de nœuds urbains au sein de réseaux de relations en train de s'étendre partout sur la planète, quoiqu'à un degré moindre en Afrique selon l'auteur, Kigali constituant à nos yeux une exception notable en Afrique noire. Pour étudier ce processus tout aussi global que ceux des changements climatiques ou de l'accroissement des inégalités sociales (auxquels il contribuerait d'ailleurs), il faudrait faire porter l'analyse sur des processus qui s'activent à des échelles de niveaux inférieurs,

sous la pression de logiques intra-urbaines, qui engendrent une forme particulière d'accumulation locale de capital et de travail toujours en quête de rentabilité accrue pour des investisseurs et des producteurs, et qui rendent possible, toujours localement, le travail, la production, la reproduction sociale tout autant que la vie quotidienne, avec tous les arbitrages nécessaires. Toutefois, l'auteur soutient que, de nos jours, c'est la mondialisation du capitalisme cognitif et culturel qui anime le changement urbain dans un contexte de régulation néolibérale qui ne cesse de cumuler les échecs à toutes les échelles géographiques. S'impose alors une sortie qui permet au capitalisme de poursuivre son développement dans un environnement beaucoup plus stable que celui que nous connaissons. Il y aurait ainsi fort à parier que, tout simplement parce qu'il n'y aura pas d'autre option possible, les institutions seront réformées de manière à mieux répondre aux nouveaux besoins collectifs, l'équité distributive reviendra à l'ordre du jour afin de calmer les tensions sociales qui s'exacerbent de plus en plus, et les individus retrouveront le statut de citoyens qui seul leur permettra de transformer des préoccupations privées en enjeux politiques après s'être réapproprié l'agora.

Chapitre

8



La recherche d'un partenariat global-local de consolidation de la paix Comprendre la zone grise

Geneviève Parent

Bien que l'idée d'une participation accrue de la population locale à la consolidation de la paix ne soit pas nouvelle, nous ne savons que peu de choses sur la provenance de ces acteurs ainsi que sur la nature de leur engagement. De plus, l'idée que tout processus de paix doit impliquer «le local» dans sa conception et sa mise en œuvre n'a jamais été au-delà de la théorie (Richmond, 2013). Richmond déplore le fait que les «citoyens locaux» (*locals*), qui ont été bénéficiaires d'initiatives de consolidation de la paix, tendent à rester sujets et objets plutôt que de développer une capacité d'agir (devenir *agential*) (Richmond, 2011b, p. 37). Lorsque «l'appropriation locale» (*local ownership*) est considérée, elle peut être «vue comme étant [...] fondamentalement délétère pour l'autonomie

(*disempowering*) » (Donais, 2009, p. 7). Aussi, les structures d'autorité politique et les élites locales doivent accepter de mettre en œuvre un ensemble de processus de consolidation de la paix conçu et géré par des acteurs internationaux (Chandler, 2010). Toutefois, le consensus et l'unité de toute une population qui se rallie derrière ses dirigeants sur toutes les « questions politiques fondamentales » n'existent pas. La consolidation de la paix entraîne inévitablement une « complexité sociale » où différents intérêts et priorités s'opposent ou s'accordent (Donais, 2009, p. 11). Il est d'une importance fondamentale de reconnaître cette diversité et cette division ainsi que leur incidence dans le débat sur la consolidation de la paix – étant donné que l'exclusion des citoyens ordinaires ou « extérieurs à l'élite » (*non-elites*) – en théorie et en pratique – ne peut que les affliger davantage et ainsi nuire aux processus de paix.

Tel que le notent Charbonneau et Parent (2011, p. 12):

la violence reliée aux conflits entraîne des effets traumatiques émotionnels et psychologiques profonds et persistants qui sont étroitement liés aux conséquences pratiques dues à la perturbation sociale, mais ces liens sont souvent oubliés, tenus pour acquis ou réputés être résolus par l'intermédiaire de processus de paix, du développement d'initiatives et de mécanismes de réconciliation politique financés par la communauté internationale.

Lorsque l'on aborde les blessures émotionnelles ou psychologiques consécutives à un conflit, la compréhension occidentale du traumatisme comme étant une pathologie n'apporte guère d'aide à ceux qui doivent composer avec les résultats d'interventions conceptualisées et mises en œuvre par la communauté internationale (Rousseau et Measham, 2008). Par ailleurs, les initiatives psychosociales ont été utilisées de manière trop étroite (Weynermann, 2007), en plus d'être basées sur le concept d'un traumatisme pathologique (Pupavac, 2002). Particulièrement dans les zones affectées par le conflit, il importe de reconnaître l'interdépendance entre les conditions extrêmes de l'environnement et le traumatisme que vivent les populations affligées par la guerre (Mehraby, 2002).

Dans le présent chapitre, nous mettons l'accent sur les liens intimes entre les possibilités de « participation locale » et de « guérison », dans un contexte de consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine. Le terme « local », dont l'utilisation est de plus en plus fréquente et ambiguë dans le domaine de la consolidation de la paix, « intensifie le pouvoir » (*empower*) de certains groupes ou individus tout en diminuant l'autonomisation (*disempower*) des autres. Ce terme englobe une variété de significations – en théorie et en pratique – qui excluent les citoyens ordinaires de l'équation de la consolidation de la paix. Nous soutiendrons ici que cette marginalisation s'explique en partie par le lien établi entre le citoyen ordinaire

local et le statut de «traumatisé». Le traumatisme, en tant que concept limité et limitant, caractérise les personnes touchées par le conflit comme étant incapables de participer aux processus de consolidation de la paix. Le «local» et le «traumatisme» sont ensuite unis au concept d'autonomisation (*empowerment*) afin de relever les liens intimes entre les possibilités de «participation» et de guérison. La capacité de récupérer et d'obtenir un certain contrôle sur sa vie et sur son environnement social – l'autonomisation – est un élément crucial du processus de guérison. L'exclusion politique des citoyens ordinaires présumés traumatisés (perçus comme étant incapables) des initiatives de consolidation de la paix produit deux effets entremêlés: elle favorise l'envenimement et le développement de l'impuissance (ou empêche la «participation locale») et elle entrave le processus de guérison. Ce cercle vicieux mine le tissu social et peut s'avérer délétère pour lui, ainsi que pour la perspective d'une paix à long terme. Le présent chapitre est basé sur de nombreux entretiens effectués auprès de rescapés de guerre au cours de plusieurs voyages de recherche sur le terrain en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Serbie pendant les mois d'avril à juillet 2011, en mai et juin 2012, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine en avril et juin 2013. Le texte s'appuie principalement sur la documentation recueillie en Bosnie-Herzégovine.

8.1. Le « citoyen local » et le « traumatisme »

Toutes les personnes interviewées indiquent que les individus ne faisant pas partie de la classe dirigeante – les «citoyens ordinaires» – sont exclus du processus politique, de l'élaboration des politiques et des initiatives de consolidation de la paix de la Bosnie-Herzégovine. Toutes indiquent également que la population locale, en particulier celle qui ne fait pas partie de l'élite, vit un intense sentiment d'impuissance dans un contexte où les tensions sociales, économiques et politiques présentes en Bosnie-Herzégovine s'accroissent depuis le début des années 1990. Dans cette section, nous traiterons de deux facteurs sous-jacents à ce sentiment dominant d'impuissance: 1) l'exclusion du «citoyen local» (une notion vaguement définie) du processus de consolidation de la paix; 2) le lien implicite et incontesté entre le citoyen ordinaire et le traumatisme (en tant que pathologie incapacitante).

8.1.1. Les élites politiques locales représentent-elles la population locale?

Il n'existe pas de terme consensuel référant à la «population locale» dans les écrits en anglais sur la consolidation de la paix (Atashi, 2009). Par exemple, Lederach (2005) emploie le terme *grassroots* (gens de la base),

alors que d'autres auteurs comme Pouligny (2009) utilisent l'expression *local population* (population locale). En se basant sur ses travaux avec Culbertson (Culbertson et Pouligny, 2006), Pouligny avance que la dichotomie *insider/outsider* (gens de l'intérieur/de l'extérieur) pourrait être plus utile au vu de sa flexibilité, puisqu'elle est « subjectivement construite par les acteurs concernés et reflète essentiellement les relations de pouvoir dans un contexte particulier » (Pouligny, 2009, p. 175). Anderson et Olsen entendent par *insiders* (gens de l'intérieur) « ceux qui sont vulnérables au conflit, car ils sont de la région et ils y vivent, ou les personnes qui, d'une certaine manière, doivent en faire l'expérience » (Anderson et Olson, 2003, p. 36). Parallèlement, Atashi suggère le terme *residents of conflict zones* (résidents des zones de conflit), car il brosse un portrait plus adéquat de la complexité et de l'hétérogénéité des citoyens locaux qui ont vécu un conflit armé et qui doivent vivre avec ses conséquences (Atashi, 2009). Anderson et Olsen (2003) utilisent également le terme *insiders* pour désigner ceux qui travaillent activement pour la paix, y compris « les activistes et les organismes de la région, les ONG locales, les gouvernements, les groupes religieux, le personnel local des agences et ONG de l'extérieur ou étrangères » (p. 36). Richmond (2011a) souligne que le « local » ne devrait pas représenter un espace géographique précis et fixe. Il précise que le local représente plutôt les formes d'action qui génèrent la « localité » et la subjectivité, au moyen d'un effort visant à maintenir la continuité et l'autonomie dans une diversité de sphères : économique, sociale, culturelle et politique (Richmond, 2011a, p. 13). Cette précision est importante, car elle met en relief la participation active et les buts communs, la diversité et la division au sein de la population locale, et donc les subjectivités qui évoluent et qui peuvent éventuellement se compléter.

En Bosnie-Herzégovine, les acteurs internationaux s'attendent à ce que les élites locales – censées représenter les intérêts de la population locale comme si elle constituait une collectivité homogène – acceptent et mettent en œuvre des réformes de consolidation de la paix conçues et contrôlées par des personnes extérieures. Or, comme le soulignent la plupart des interviewés, non seulement les intérêts des élites locales diffèrent de ceux de la communauté internationale, mais les citoyens ordinaires, leurs besoins et leurs intérêts sont manifestement exclus des décisions et des actions (ou omissions) des dirigeants politiques.

Ce sont toujours les mêmes personnes, celles qui travaillent avec le gouvernement, qui sont consultées. Ce ne sont pas les personnes dans le besoin (entrevue, victime du siège de Sarajevo [homme], juin 2012).

Les politiciens ne cessent de s'attaquer entre eux, et aucune décision n'est prise. Il n'y a pas d'emploi, pas de perspectives d'amélioration de notre situation. Ma vie est au point mort depuis plusieurs années... (entrevue, victime du siège de Sarajevo [femme], mai 2012).

Certaines personnes interviewées notent quelques améliorations symboliques des infrastructures (une route réparée à plusieurs reprises, par exemple) et relatives au capitalisme (de nouveaux centres commerciaux, des franchises McDonald) qui donnent une image de progrès et dissimulent l'absence de développements depuis 1995. Cependant, toutes soulignent qu'aucun de ces changements ne leur procure une meilleure qualité de vie.

Il y a de nouveaux centres commerciaux, de nouveaux magasins, de nouveaux produits à la pharmacie... rien de tout cela ne nous a apporté la sécurité, ni des emplois. Nous n'avons pas d'argent pour acheter ces produits non plus (entrevue, victime du siège de Sarajevo [homme], mai 2012).

Une même route peut être réparée à plusieurs reprises seulement pour nous faire croire qu'ils font quelque chose pour nous. Ces réparations prennent beaucoup de temps et ne nous apportent que des problèmes supplémentaires (entrevue, victime du siège de Sarajevo [femme], mai 2012).

Toutes les personnes interrogées ont déploré – certaines plus fortement que d'autres – l'absence d'influence des citoyens ordinaires sur le processus décisionnel et la mise en œuvre de la politique. Ainsi exclues, les personnes interviewées ont indiqué qu'elles se sentaient bloquées et qu'elles n'avaient guère de possibilités d'améliorer leurs conditions de vie. Un rapport du Congressional Research Center corrobore les témoignages recueillis en ce qui a trait à la possibilité d'améliorer ses conditions de vie :

dans un sondage effectué en 2010 pour le National Democratic Institute, 87% des citoyens indiquent que le pays se dirige dans la mauvaise direction, et seulement 12% estiment que leur vie s'est améliorée au cours des quatre dernières années [...] Le niveau de vie reste bas pour de nombreux Bosniaques et le chômage reste un problème grave. Selon le rapport publié en octobre 2012 par la Commission européenne au sujet des progrès de la Bosnie vers l'adhésion à l'Union européenne, le taux de chômage en Bosnie était de 28% en 2011, tandis que le taux de chômage des jeunes était de 57,9% (Woehrel, 2013, p. 5-6).

8.1.2. Le trauma, invalidant en théorie et en pratique

La question du traumatisme a des liens directs avec cette exclusion politique. Sadock, Sadock et Ruiz (2009) définissent le traumatisme comme un événement qui provoque un sentiment intense « de peur, d'horreur ou d'impuissance » qui « peut produire une détresse significative ou une altération du domaine ou du fonctionnement social, professionnel ou autre » (p. 2652-2653). Le fait de vivre des événements traumatiques peut altérer le fonctionnement cognitif, affectif et comportemental de l'individu et lui

donner l'impression de perte de contrôle sur sa vie et d'impuissance. Lais-sées à elles-mêmes, ces réactions peuvent mener à la détresse et ainsi affecter la qualité de vie de l'individu. Cependant, le fait de vivre des événements qualifiés de traumatiques ou d'y être exposé ne constitue pas nécessairement un traumatisme et n'y mène pas forcément. Sadock, Sadock et Ruiz (2009) ainsi que Halligan et Yehuda (2002) mettent l'accent sur les facteurs de vulnérabilité qui peuvent intensifier les réactions post-traumatiques, telles l'insuffisance du soutien social, l'exposition antérieure à des événements traumatisants, les interprétations négatives des réactions aiguës et un faible niveau d'instruction. La sécurité économique, le sentiment d'appartenance, la présence d'un groupe de pairs prosocial, les habilités sociales et le sentiment du devoir accompli se trouvent parmi les facteurs de protection les plus fréquemment relevés dans les écrits en psychologie et en psychiatrie.

Une exposition continue, chronique ou répétée à des événements traumatiques facilite l'aggravation du traumatisme. La plupart des résidents de la Bosnie-Herzégovine ont fait face à des événements traumatiques cumulatifs pendant et après la guerre de 1992-1995. À la fin de cette guerre et par la suite, divers programmes psychosociaux ont été mis en œuvre sur les plans individuel, familial et du groupe. Or, cette mise en œuvre s'est faite sans tenir compte du contexte social, politique et culturel de la Bosnie-Herzégovine. L'accent mis sur le caractère pathologique des symptômes traumatiques psychologiques et sur leur séparation des autres aspects de la vie ne favorise pas la confiance en sa propre capacité à gérer des situations conflictuelles.

Toutes les personnes interviewées ont établi des liens directs entre leur état psychologique et les conditions socioéconomiques. Presque toutes ont indiqué que la souffrance d'un traumatisme est perçue comme une faiblesse qu'il faut cacher afin d'éviter diverses conséquences sociales (perte d'emploi, échec du mariage, refus de chercher un nouvel emploi, etc.). Certains répondants ont précisé que le temps écoulé depuis la guerre s'avère un facteur contribuant à la marginalisation et à l'ostracisme de ceux qui restent traumatisés par la guerre.

On nous dit que nous devons en parler pour surmonter nos symptômes de traumatisme, mais la réalité est qu'on est marginalisé quand on parle de ce qu'on a vécu. C'est encore pire si on est encore affecté. Ensuite, on est perçu comme une personne malade; parfois, on est étiqueté comme étant fou. J'ai été violée à plusieurs reprises [...] et mon [nouveau] mari m'a quittée quand je le lui ai dit. Mon amie a un mari compréhensif. Ils sont toujours ensemble et il la soutient [...] Mon cousin a parlé de ses souvenirs traumatiques au travail. Il avait cet emploi depuis près de deux ans. Soudain, son patron a décidé qu'il n'était pas en mesure de conserver son emploi [...] Être traumatisé

par la guerre... surtout après toutes ces années, on est perçu comme incapable de réaliser et d'accomplir ses tâches (entrevue, victime du siège de Sarajevo [femme], juin 2013).

Les services en santé mentale de Bosnie-Herzégovine ont été décrits comme une réussite dans les études publiées (Boley, 2007), mais les gens que nous avons interviewés seraient probablement en désaccord avec ces conclusions. Les autorités politiques de la Bosnie-Herzégovine octroient un financement minimal pour l'assistance psychosociale, en dépit de la diminution constante du nombre d'organisations gouvernementales et non gouvernementales étrangères présentes. De plus, alors que les autorités politiques de la Bosnie-Herzégovine semblent compter sur la communauté internationale, le modèle psychosocial international laisse la plupart de ses bénéficiaires en situation de précarité (en nourrissant le sentiment d'être incapable de s'appuyer sur ses propres habiletés d'adaptation), impuissants, dépendants, vulnérables et ainsi de suite (Pupavac, 2002, p. 492-493). La diminution de l'accès à l'assistance psychosociale peut conduire à l'aggravation des traumatismes, ce qui limite et marginalise davantage ceux qui demeurent traumatisés.

Le problème ne se limite pas à l'accès restreint aux ressources psychosociales. Les réactions psychologiques postconflituelles non soignées sont des occasions à saisir pour les élites politiques. En maintenant les citoyens ordinaires traumatisés, celles-ci peuvent préserver, cultiver et instrumentaliser les souvenirs de la violence effectuée par l'Autre, renforçant ainsi les récits de victimisation collective. La victimisation collective – caractérisée par les discours de violence simplistes fondés sur le conflit entre « nous » et « eux » – provoque une variété de réactions affectives négatives intenses telles la peur et la haine, et réduit l'empathie et la culpabilité collectives envers les « autres », qui sont également des victimes (Lickel, 2012). Elle autorise la violence à l'égard d'autres groupes (Wohl et Brandcombe, 2008). Comme nous le mentionnons ailleurs, de telles pratiques élargissent le fossé entre « nous » et « eux » et perpétuent les relations conflictuelles entre les groupes.

8.2. L'autonomisation et la guérison : la prise en compte de la temporalité et du contexte

L'autonomisation fait ressortir l'importance de la relation entre la participation locale et la guérison du traumatisme. La participation locale est plus qu'une question de morale, de justice sociale ou d'équité politique (démocratique). Elle est intimement liée au bien-être des personnes traumatisées. D'une part, le traumatisme nourrit la peur et la division. Il peut être une source de récits et de sentiments antagonistes permettant la

construction et le développement des représentations caricaturales du conflit. Des scénarios qui opposent « nous » à « eux » sont privilégiés au détriment d'une compréhension particulière au contexte. D'autre part, un traumatisme peut justifier l'exclusion du traumatisé des processus politiques et de la consolidation de la paix. Le traumatisé peut être inventé, puis considéré comme une victime de la guerre qu'il faut sauver afin qu'elle puisse retrouver l'état cognitif normal du citoyen ou de la personne libre. Le traumatisme peut donc être employé à la fois pour expliquer, pour justifier et pour soutenir la déresponsabilisation du traumatisé.

Pourtant, le traumatisme n'est pas nécessairement une condition incapacitante. Selon les facteurs environnementaux, les personnes qui manifestent des symptômes traumatiques peuvent vivre normalement (Mollica, 2001). En effet, les individus et les collectivités éprouvent des effets psychologiques variés selon le moment dans le temps. Diverses manifestations sont continuellement (ré)interprétées par les individus au fil de leur évolution et (re)façonnés par des situations et contextes divers. Hans Keilson (1992) a démontré qu'un événement traumatisant en soi ne conduit pas nécessairement à des symptômes post-traumatiques. La définition de l'événement traumatique est conditionnée par les caractéristiques individuelles, le rôle de l'individu dans l'événement et l'environnement social après l'événement (Green, Wilson et Lindy, 1985). Les situations postconflituelles et le manque ou l'absence de soutien de la communauté instable ou violentée constituent des risques plus importants d'origine traumatique (Keilson, 1992). Hobolt *et al.* (2007) indiquent que les personnes touchées par le conflit et qui participent activement aux efforts de secours récupèrent un sentiment de contrôle sur les événements, mais aussi qu'elles se sentent moins dépassées par l'adversité passée et présente. Les personnes qui ont participé à notre étude et qui ont eu l'occasion d'agir dans leur milieu ont expliqué que leur rôle après la guerre les avait aidées non seulement à faire face à leurs traumatismes et à leurs souffrances, mais également à affronter les difficultés persistantes, à anticiper un avenir et à (re)construire l'espoir. L'engagement dans des activités et la réalisation d'objectifs tangibles procurent une structure aux individus; ils les aident à vivre et à retrouver un sentiment de sécurité, un sentiment de contrôle sur leur vie et le sentiment d'être efficace (Miller, 2012). Le concept d'auto-efficacité de Bandura (2004) renvoie à une évaluation de soi – une évaluation de sa propre capacité à faire face aux exigences environnementales et à apporter des changements après un traumatisme. Cette autoévaluation influence le comportement. Lorsqu'un individu s'aperçoit qu'une action fait partie de ses capacités, il redouble d'efforts afin de surmonter les circonstances difficiles (Bandura, 2004). Un retour à la vie quotidienne où les gens sont en mesure d'atteindre des objectifs et de développer des

relations sociales favorise l'autoefficacité et la responsabilisation (Herman, 1992). La capacité de susciter un changement dans un contexte évolutif habilite et soutient le processus de guérison.

C'est là que se tissent les liens étroits entre les questions de la participation locale et de la guérison des traumatismes : des pratiques qui, selon le cas, habilitent ou marginalisent les personnes traumatisées. En règle générale, l'autonomisation est considérée à la fois comme un processus et un résultat (Luttrell *et al.*, 2009). Plus précisément, Gibson et Woolcock (2008) conçoivent l'autonomisation comme un processus de renforcement de la capacité individuelle ou collective de faire des choix et transformer ces choix en actions et résultats souhaités. Kabeer (2001, p. 170) indique que l'autonomisation désigne un processus de changement par lequel ceux qui n'ont pas eu la possibilité de faire des choix peuvent acquérir cette capacité. Joshua Miller (2012) explique que le fait de s'engager et de travailler avec d'autres pour effectuer des tâches et atteindre des buts communs, similaires et significatifs, amène les gens à interagir avec une variété d'autres individus, ce qui favorise la (re)construction de leurs relations avec autrui et avec les membres d'autres groupes, y compris les groupes antagonistes. En outre, un sentiment collectif d'efficacité favorise la confiance collective.

C'est là un aspect important, car la plupart des personnes interviewées ont spontanément déclaré que le manque ou l'absence de confiance en soi constitue un des principaux obstacles empêchant la (re)construction ou le développement des relations interpersonnelles. Nos répondants citent un certain nombre de facteurs susceptibles de favoriser le sentiment d'autonomisation chez un citoyen ordinaire, notamment l'accès à l'information, à l'éducation et à la formation, les possibilités d'emploi et la capacité de prendre son destin en main. Les personnes interviewées révèlent également qu'une formation professionnelle pertinente contribue au développement d'activités génératrices de revenus, mais que l'environnement physique (sécurité, infrastructure, conditions de vie favorisant le bien-être physique et psychologique, par exemple) se doit d'être harmonisé en conséquence. Aussi, les réponses des personnes interviewées mettent en relief certaines particularités qui contribuent ou ont contribué à leur autonomisation : 1) un environnement où ont lieu des interactions répétées entre collègues de différents milieux ; 2) un environnement qui favorise la coopération interethnique dans la mise en commun de tâches qui influencent la vie des gens. Selon nos interlocuteurs, il est clair que les expériences d'autonomisation encouragent la formation de relations nouvelles et meilleures.

Grâce à mon travail, j'ai pu développer de bonnes relations avec les collègues d'autres groupes. Ils m'aident, je les aide. Il y a une bonne coopération entre nous. Je trouve qu'ils sont plus loyaux que les gens de mon propre groupe.

Nous coopérons et nous atteignons des objectifs pratiques communs. Notre entreprise [tourisme] est en croissance et elle nous donne un salaire stable pour nos familles... la vie est meilleure, nous avons plus de liberté (entrevue, victime du siège de Croatie [homme], mai 2012).

En ce qui concerne l'autonomisation au niveau de la communauté, la plupart de nos interlocuteurs ont insisté sur la cohésion sociale, ce qui laisse supposer que les collectivités devraient s'engager dans des projets communs en vue d'atteindre des objectifs communs pour le mieux-être de tous.

Tous doivent être inclus et participer à des programmes de reconstruction, car nous sommes plus que trois nations dans ce pays (entrevue, victime du siège de Sarajevo [femme], juin 2011).

Si la communauté internationale et les dirigeants nous demandaient ce que nous pensons et ce que nous voulons, nous pourrions changer beaucoup de choses. S'ils continuent à nous exclure, l'avenir ressemblera au passé (entrevue, victime du siège de Sarajevo [homme], mai 2012).

Nous devrions avoir des projets communs où nous sommes tous intégrés et où nous poursuivons des objectifs communs. Le temps que nous passons à travailler ensemble et les efforts que nous investissons ensemble contribueront à l'amélioration des relations (entrevue, victime du siège de Sarajevo [femme], mai 2011).

Toutefois, alors que ces activités d'autonomisation peuvent contribuer à la guérison du traumatisme, la façon de concevoir et de mettre en application les notions de participation locale et de traumatisme en Bosnie-Herzégovine mine les chances et les possibilités d'autonomisation. Le traumatisme étant généralement considéré comme une condition invalidante et incapacitante (ce qu'il peut être, mais n'est pas nécessairement), il peut être instrumentalisé pour limiter l'importance de la participation locale et ses possibilités. À leur tour, ces limites risquent de perpétuer ou d'exacerber les traumatismes et d'inhiber le processus de guérison. Par conséquent, en Bosnie-Herzégovine, le citoyen ordinaire se retrouve enfermé dans un cercle vicieux dont il s'avère très difficile de s'échapper.

Conclusion

L'exclusion politique des citoyens ordinaires (*non-elites*) fait taire leurs besoins et leurs intérêts. Exclue du processus politique officiel, ils se sentent négligés et désemparés. L'impuissance (*disempowerment*) peut maintenir le traumatisme et entraver le processus de guérison. Lié à la dégradation des conditions de vie, le traumatisme allié à une participation locale de façade conduit à une dissolution du fonctionnement individuel et collectif.

Les tensions à l'intérieur de chaque groupe et entre les groupes risquent de s'accroître dans de tels contextes, où les individus se sentent piégés et dépassés par les problèmes quotidiens. L'exclusion des citoyens ordinaires de la sphère politique est renforcée par leur étiquette de traumatisés. Cette étiquette stigmatise et marginalise. Elle isole les victimes et nuit aux efforts de consolidation de la paix. Sans sous-estimer le poids des pertes et les blessures chez les personnes touchées par la guerre, il est essentiel de traiter ces dernières comme étant cognitivement débrouillardes et résilientes, et non comme des incapables. Des forces individuelles et collectives peuvent quand même émerger des expériences traumatisantes.

L'accent mis sur le traumatisme en tant que pathologie, sans reconnaître la capacité qu'ont les individus et les collectivités de s'adapter et de participer activement aux initiatives post-confliktuelles, est préjudiciable à la paix à long terme, car il dissimule et perpétue les problèmes sociaux, économiques et politiques. Il est impossible de retrouver les conditions d'avant-guerre et de ne pas avoir de symptôme post-traumatique. Le traumatisme affecte la trajectoire de vie d'une façon permanente, mais cette trajectoire est souple, non fixée. L'autonomisation permet aux individus et aux communautés de s'engager activement dans la transformation de leur vie. La participation active des citoyens ordinaires permettrait non seulement l'accomplissement du processus de guérison et d'une (re)construction des relations intragroupe et intergroupe, mais aussi une sensibilisation et une réponse aux problèmes sociaux, économiques, politiques et historiques. Inclure les citoyens ordinaires, c'est aussi reconnaître que la consolidation de la paix requiert des interactions dynamiques multiples, créatives et non linéaires à tous les niveaux. La création de cet espace où les individus peuvent échanger et se soutenir les uns et les autres favorise la coopération et la confiance. Cet espace contribue également à assurer la guérison des individus, des communautés et des sociétés et à briser le cycle de la violence.

Bibliographie

- Anderson, M.B. et L. Olson (2003). *Confronting War: Critical Lessons for Peace Practitioners*, Cambridge, The Collaborative for Development Action.
- Atashi, E. (2009). «Challenges to conflict transformation from the streets», dans B.W. Dayton et L. Kriesberg (dir.), *Conflict Transformation and Peacebuilding*, New York, Routledge, p. 45-60.
- Bandura, A. (2004). «Self-efficacy», dans N.B. Anderson (dir.), *Encyclopedia of Health and Behavior*, vol. 2, Thousand Oaks, Sage, p. 708-714.
- Boley, C.M. (2007). *Caring and Treating Post-traumatic Stress Disorder in Bosnia and Herzegovina*, Redlands, University of Redlands.

- Chandler, D. (2010). *International State Building: The Rise of Post-liberal Governance*, Abingdon, Routledge.
- Charbonneau, B. et G. Parent (2011). «Introduction: Peacebuilding, healing, reconciliation», dans B. Charbonneau et G. Parent (dir.), *Peacebuilding, Memory and Reconciliation: Bridging Top-Down and Bottom-Up Approaches*, New York, Routledge, p. 1-16.
- Culbertson, R. et B. Pouligny (2006). «Re-imagining peace after mass crime: A dialogical exchange between insider and outsider knowledge», dans B. Pouligny, S. Chesterman et A. Schnabel (dir.), *After Mass Crime: Rebuilding States and Communities*, New York, United Nations University Press, p. 271-287.
- Donais, T. (2009). «Empowerment or imposition? Dilemmas of local ownership in post-conflict peacebuilding processes», *Peace and Change*, vol. 34, n° 1, p. 3-26.
- Gibson, C. et M. Woolcock (2008). «Empowerment, deliberative development and local level politics in Indonesia: Participatory projects as a source of countervailing power», *Studies in Comparative International Development*, vol. 43, n°s 3-4, p. 151-180.
- Green, B.L., J.P. Wilson et J.D. Lindy (1985). «Conceptualizing post-traumatic stress disorder», dans C.R. Figley (dir.), *Trauma and Its Wake*, New York, Brunner/Mazel, p. 53-69.
- Halligan, S.L. et R. Yehuda (2002). «Assessing dissociation as a risk factor for posttraumatic stress disorder: A study of adult offspring of holocaust survivors», *Journal of Nervous and Mental Disease*, vol. 190, n° 7, p. 429-436.
- Herman, J.L. (1992). *Trauma and Recovery: The Aftermath of Violence – From Domestic Abuse to Political Terror*, New York, Perseus.
- Hobolt, T.E., P. Watson, C.C. Bell, R.A. Bryant, M.J. Brymer, M.J. Friedmad *et al.* (2007). «Five essential elements of immediate and mid-term mass trauma interventions: Empirical evidence», *Psychiatry: Interpersonal and Biological Processes*, vol. 70, n° 4, p. 283-315.
- Kabeer, N. (2001) *The Power to Choose, Bangladeshi Women and Labour Market Decisions in London and Dhaka*, Londres, Verso.
- Keilson, H. (1992). *Sequential Traumatization in Children*, Jérusalem, Magnes.
- Lederach, J.P. (2005). *The Moral Imagination: The Art and Soul of Building Peace*, New York, Oxford University Press.
- Lickel, B. (2012). «Retribution and revenge», dans L.R. Tropp (dir.), *The Oxford Intergroup Conflict*, Oxford, Oxford University Press, p. 89-106.
- Luttrell, C., C. Quiroz, C. Scrutton et K. Bird (2009). *Understanding and Operationalising Empowerment*, document de travail n° 308, Londres, Overseas Development Institute.
- Mehraby, N. (2002). «Counselling Afghanistan torture and trauma survivors», *Psychotherapy in Australia*, vol. 8, n° 3, p. 12-18.
- Miller, J. (2012). *Psychosocial Capacity Building in Response to Disasters*, New York, Columbia University Press.
- Mollica, R. (2001). «The trauma story: A phenomenological approach to the traumatic life experiences of refugee survivors», *Psychiatry*, vol. 64, n° 1, p. 60-63.

- Pouligny, B. (2009). «Local ownership», dans V. Chetail (dir.), *Post-conflict Peacebuilding: A Lexicon*, New York, Oxford University Press, p. 174-187.
- Pupavac, V. (2002). «Pathologizing populations and colonising minds: International psychosocial programmes in Kosovo», *Alternatives*, vol. 27, n° 4, p. 489-511.
- Richmond, O. (2011a). *A Post-Liberal Peace*, New York, Routledge.
- Richmond, O. (2011b). «Becoming liberal, unbecoming liberalism: Liberal-local hybridity via the everyday as a response to the paradoxes of liberal peacebuilding», dans S. Tadjbakhsh (dir.), *Rethinking the Liberal Peace*, New York, Routledge, p. 37-56.
- Richmond, O. (2013). «From peacebuilding as resistance to peacebuilding as liberation», dans K. Aggestam et A. Björkdahl (dir.), *Rethinking Peacebuilding: The Quest for Just Peace in the Middle East and the Western Balkans*, New York, Routledge, p. 64-78.
- Rousseau, C. et T. Measham (2008). «Posttraumatic suffering as a source of transformation: A clinical perspective», dans J. Laurence, R.L. Kirmayer et M. Barad (dir.), *Understanding Trauma: Integrating Biological, Clinical and Cultural Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 275-294.
- Sadock, B., V.A. Sadock et P. Ruiz (dir.) (2009). *Kaplan and Sadock's Comprehensive Textbook of Psychiatry*, 9^e éd., Philadelphie, Lippincott, Williams and Wilkins.
- Weynemann, B. (2007). «Linking economics and emotions: Towards a more integrated understanding of empowerment in conflict areas», *Intervention*, vol. 5, n° 2, p. 83-96.
- Woehrel, S. (2013). *Bosnia and Herzegovina: Current Issues and U.S. Policy*, Congressional Research Service Report for Congress, Washington, Congressional Research Service, 24 janvier, p. 5-6, <<http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40479.pdf>>.
- Wohl, M. et N.R. Brandcombe (2008). «Remembering historical victimization: Collective guilt for current ingroup transgressions», *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 6, n° 94, p. 988-1006.

Chapitre

9



La géographie globale pour s'appropriier l'interface de conflictualité

Yannick Brun-Picard

Des élèves qui s'insultent, des violences urbaines vectrices de territoires sociétaux en expansion (Brun-Picard, 2003, 2009), des conflits armés, des tensions ethniques qui dégènèrent en bain de sang, des cours de récréation où une meute de prédateurs génère des conflits et des affrontements (Brun-Picard, 2013), des situations explosives sur une frontière où des nations, des mouvances et des intérêts n'attendent qu'une étincelle pour s'enflammer, toutes ces situations traduisent la diversité infinie des formes de conflictualités accessibles à notre entendement. La perception de ces réalités conduit l'observateur à mettre en œuvre une interface produite par les conflictualités visibles afin de comprendre les dynamiques en tension.

L'interface de conflictualité dans la pratique d'une géographie globale s'inscrit au cœur d'une démarche évolutive dont les premiers pas ont été faits à Sherbrooke en 2011 lors d'un colloque dont le thème était : *Qu'advient-il de la géographie ?* L'année suivante, à Montréal, la thématique d'une géographie qui servirait aussi à faire la paix était abordée. Au cours de ces deux colloques, l'engagement, l'investissement et l'affirmation d'une géographie vivante portée par Jules Lamarre et Édith Mukakayumba ont été les moteurs du rayonnement des travaux (Mukakayumba et Lamarre, 2012). En 2013, à Québec, la géographie globale a été mise en avant afin que les relations entre les différentes orientations puissent contribuer à l'expression d'une géographie porteuse d'un humanisme en phase avec les problématiques, les inquiétudes et les réalités contemporaines.

Nous supposons que l'exercice de la géographie globale par la mise en synergie structurelle, conjoncturelle, évolutive, systémique et constructive des constituants des conflictualités sous toutes leurs formes est un positionnement pertinent, avec l'emploi de l'interface humanité/espaces terrestres, pour permettre une appropriation efficiente de l'interface de conflictualité et que cette orientation s'avère performante et projective pour répondre aux réalités sociétales qui gangrènent certaines nations et les relations internationales. Quelles sont les articulations, les dynamiques et les agrégations qui font de cette interface un prisme de lecture et d'analyse performant pour s'appropriier l'interface de conflictualité en vue de théoriser le phénomène afin de proposer des perspectives en corrélation avec les réalités vécues et subies par les populations ? Construite pour les dimensions d'un chapitre, ce qui réduit drastiquement ses développements, notre approche prend ses ancrages au sein d'une méthodologie ouverte, évolutive et diversifiée. Elle oriente nos avancées sur des positionnements théoriques prégnants qui guident nos analyses. Celles-ci nous permettent de mettre en lumière ce que sont les conflictualités, leurs mécanismes propres, les enseignements perceptibles ainsi que la structure d'une théorisation, afin de nous approprier des perspectives de mise en œuvre de l'interface de conflictualité au sein de la pratique d'une géographie globale.

9.1. Une trame méthodologique

Une structure méthodologique, identique à nos développements antérieurs, reprend les mêmes propositions de mise en œuvre de la notion d'interface humanité/espaces terrestres (Brun-Picard, 2013). La méthode mise en œuvre doit être évolutive, évaluable, reproductible, comparable et critiquable, c'est-à-dire trajective (Brun-Picard, 2012b), tout en faisant

progresser le savoir de l'humanité sur les réalités qu'elle peut observer à partir de l'instant où elle accepte de les percevoir, de les prendre en considération et de les analyser avec intégrité, c'est-à-dire sans le dogmatisme qui, pour les conflictualités, est source de tensions entre les observateurs selon leurs origines, afin d'en comprendre les mécanismes et de produire des explications cohérentes pour tout destinataire (Chalmers, 1987).

Cela signifie que dès lors que les systèmes méthodologiques ne nous permettent plus d'accéder aux réalités telles qu'elles sont perçues et vécues, il est nécessaire de construire notre propre structure d'étude pour rendre compréhensibles les phénomènes présents. Cette action nous met en corrélation forte avec Feyerabend (1988, p. 332-333): «L'idée que la science peut, et doit, être organisée selon des règles fixes et universelles est à la fois utopique et pernicieuse [...] Toutes les méthodologies ont leurs limites, et la seule "règle" qui survit, c'est: "Tout est bon."» C'est pour cette raison que nous conservons les structures de lecture de la réalité à laquelle notre conscience nous donne accès et que nous exposons, en termes identiques, la méthodologie à même de satisfaire aux exigences de notre hypothèse et aux questionnements qui alimentent cette réflexion sur les conflictualités perçues par le prisme d'une géographie globale.

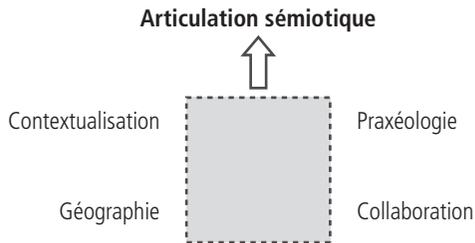
Notre démarche met en synergie différentes approches méthodologiques et divers positionnements épistémologiques (Hempel, 2000; Hottois, 2002) afin de construire un cadre de lecture, d'analyse et de compréhension en mesure de nous rendre l'objet d'étude le plus accessible possible. Il est vrai que la totalité des liens, des agrégations et des influences ne peut pas être décrite dans le cadre d'un chapitre, voire d'un ouvrage; néanmoins, la trame générale exposée offre une perception ouverte de la structuration complexe de notre articulation dans l'affirmation de la transdisciplinarité (Nicolescu, 1996).

Cette articulation est fondée sur une adaptation de la sémiotique, par laquelle nous faisons émerger d'un carré sémiotique (Klinkenberg, 1999) un vecteur sémiotique, que l'on peut relier à d'autres carrés sémiotiques, afin de percevoir une forme de structure neuronale des imbrications et des interdépendances entre les divers constituants. L'articulation sémiotique initiale met en relation la contextualisation, la collaboration, la praxéologie et la géographie (figure 9.1).

La contextualisation (Mucchielli, 1983, 2005) nous plonge au cœur du contexte de déroulement d'un phénomène en relation avec nos facultés de perception et de lecture d'une réalité phénoménologique (Hegel, 2002 [1807]; Husserl, 1970 [1907]) pour laquelle tout observateur ou analyste doit accepter une part de subjectivité dans ses productions affirmées comme étant objectives (Chalmers, 1987). La praxéologie (Alexandre, 2003;

Brun-Picard, 2013) tient une place particulière dans cette structure. Elle encadre une analyse critique sur nos pratiques, nos prises de position, nos actions tout en permettant une projection et une évaluation dans l'action et après son déroulement. La praxéologie exige pour sa mise en œuvre d'accepter de percevoir, de voir ce qui ne fonctionne pas afin d'éviter l'écueil d'une attention fixée sur ce qui satisfait, en toute ignorance des pierres d'achoppement si néfastes aux progrès de sciences dites souples. Les méthodes collaboratives (Chevalier et Buckles, 2009), pour leur part, contribuent à une lecture fonctionnelle des réalités et des phénomènes décelés, qui sont pris pour objet de réflexion. Les outils qu'elles proposent, que ce soit un arbre à problème ou une dynamique causale, voire un tableau des lacunes, des conflits et de l'interface, favorisent la mise en exergue de particularités, de dysfonctionnements et de manquements qui nuisent à l'harmonie d'une relation ou d'un domaine. La géographie est alors positionnée comme le référent à ces trames méthodologiques; en filigrane se lit l'influence de Feyerabend (1998) et de Lemire (2008). C'est sur ce domaine scientifique, ses acteurs et ses dynamiques que s'effectuent les observations et les analyses critiques. Le carré sémiotique initial est construit et son vecteur sémiotique mis en place afin de pouvoir s'articuler avec les structures qui vont émerger au cours des développements entrepris.

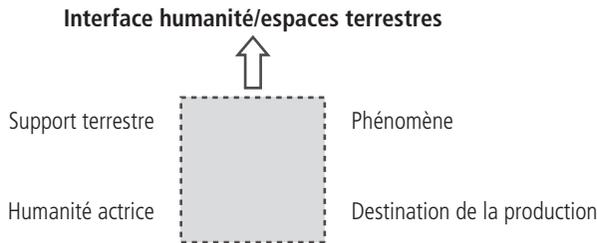
Figure 9.1.
Articulation sémiotique



Ce bref rappel méthodologique nécessite que l'on précise ce qu'est l'interface dans laquelle nous développons nos observations et nos analyses. Présentée de manière fonctionnelle afin de nous approprier les conflictualités, cette interface s'articule autour du support terrestre, du phénomène, de l'humanité actrice de la réalité en construction et de la destination de la production. Nous nous trouvons au sein d'une interface contextualisée qui restreint le champ d'investigation sans le dénaturer (Brun-Picard, 2013). Le support terrestre est le territoire sur lequel les conflictualités prennent forme et s'expriment. Cela signifie que le phénomène étudié, reconnu et disséqué est aussi le producteur de l'interface

analysée. Une attention soutenue est portée à l'humanité créatrice, car cet aspect facilite l'approche des diversités sociétales et de dynamiques propres aux groupes en tension qui engendrent les conflictualités. Tout phénomène anthropique ayant au minimum une finalité au-delà de celle d'exister, nous devons déterminer la finalité des actions afin d'en comprendre les imbrications, les conséquences et les perspectives.

Figure 9.2.
Nature d'une interface



Dans le cadre particulier de la présente étude, où nous soutenons que la géographie globale permet de se projeter et est un outil indispensable pour s'approprier l'interface de conflictualité, la contextualisation de l'interface d'analyse doit être complétée par une grille d'analyse du phénomène. Cette grille repose sur quatre aspects: la trame anthropique; les aspects physiques du rattachement à la surface terrestre; les images qui en résultent ou qui sont exposées; les formes de conflictualités vectrices de l'interface d'observation. Cette grille fixe des jalons d'analyse afin d'articuler la compréhension des agrégations entre les acteurs tout en reliant les dynamiques propres au phénomène avec la zone proximale d'expression où il s'exprime.

Tableau 9.1.
Grille d'analyse du phénomène

Trame	Physique	Image	Forme
Histoire	Support	Symbole	Violence
Mémoire	Dynamique	Connaissance	Tensions
Influence	Marquage	Intérêt	Rugosité
Temporalité	Frontière	Enjeux	Friction
Identité	Rayonnement	Capacité	Matérialisation

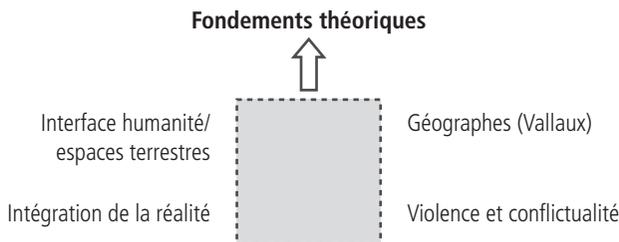
Ces traits méthodologiques adaptés à cette approche restreinte réclament de plus amples développements incompressibles dans un chapitre d'ouvrage. Ils exposent une structure méthodologique évolutive en mesure de prendre en compte, dans une pratique de géographie globale, l'émergence d'une interface de conflictualité. Toutefois, notre prise de position ne justifie pas à elle seule nos propositions. Celles-ci sont influencées par des fondements géographiques et théoriques très présents.

9.2. Des fondements théoriques prégnants

Les liens avec nos illustres prédécesseurs sont indissociables de l'action entreprise. Les travaux sur l'histoire de la géographie (Glacken, 2000; Staszak, 1995; Aujac, 1993), pour leur part, ne peuvent pas être éloignés des lectures aux orientations humanistes (De Dainville, 1940; Bailly et Scarati, 1990; Broc, 1980) ainsi que de l'influence de Dardel (1990), qui nous inscrit dans la géographicit  et qui ne saurait en aucune façon être occulté, afin d'accéder à notre rapport au monde, accessible sous d'autres traits chez Nicolas (1984). La g ographicit  nous lie avec l'œuvre de Ritter (1974 [1859]) et celle de Reclus (1974, 1998) tout en préservant des liens avec les travaux de Brunhes (1912) et même avec ceux de Vidal de la Blache (1908), avec qui nous conservons cependant une certaine distance. En effet, pour la pratique d'une géographie globale, nous avons un penchant affirmé pour Vallaux (1908, 1911) ainsi que pour ses propositions au sujet des sciences géographiques (1929). Dans le cadre des conflictualités, Lacoste (1976) et Foucher (1994) ne peuvent pas être ignorés puisqu'ils nous intègrent dans les conflits et leurs conséquences territoriales.

Figure 9.3.

Articulation des fondements théoriques



Ces fondements théoriques, qui nous font faire un bond de près de deux siècles en balayant, pour ainsi dire, toutes les productions contemporaines du revers de la main, sont présentés afin que nous acceptions de

relire nos prédécesseurs, que nous tolérions la subjectivité et que nous soyons, en tant que géographe, porteur de la géographicit  qui est un positionnement vital pour comprendre et s'instruire sur le monde que nous vivons et que nous contribuons à construire.

9.3. La nature des conflictualités

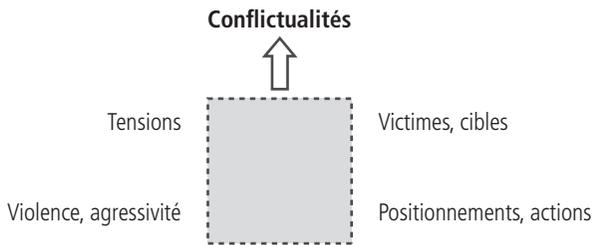
La nature des conflictualités nous plonge au cœur de la contextualisation et des pratiques de méthodes coopératives qui exigent la prise en considération de tous les facteurs intervenant dans la production d'une interface au sein de la pratique d'une géographie globale. Nous proposons un ensemble d'informations à même de donner une image fonctionnelle des conflictualités. Ce tableau n'est pas exhaustif. Il est une trame par l'intermédiaire de laquelle chaque observateur sera en mesure d'intégrer ce qu'il perçoit comme étant une conflictualité et, ainsi, l'analyser avec les outils que nous soumettons à la critique.

En premier lieu, une conflictualité émerge en fonction des formes de pouvoir qui se trouvent face à face, en tension ou en opposition territoriale, d'intérêt ou idéologique. Ces pouvoirs sont une forme de représentation des intérêts des acteurs qui sont exprimés, induits et attendus par l'ensemble des participants dans la zone proximale de tension. Dans cette zone, les valeurs défendues par chaque partie, chaque obédience ou chaque groupe trouvent un support d'expression perceptible par la tension rendue explicite pour les acteurs en présence. Dans ce contexte, les dynamiques de communication diffusées pour les parties externes ainsi que pour les membres de l'entité source de tension s'intègrent aux structures relationnelles. Qui dit tension suggère la recherche de solutions de réponse, voire de paix, entre les belligérants. Pour cela, il est impératif que les conflictualités soient rattachées aux potentialités territoriales, c'est-à-dire que le lien, l'attachement et l'ancrage au support terrestre soient reconnus, définis et affirmés afin de parvenir à une certaine matérialité de l'objet conflictuel. La place des territorialités et celle des territorialisations indissociables de la notion d'interface agissent sur la nature des conflictualités puisqu'elles alimentent les mécanismes de rentrée qui vont densifier, affirmer et projeter l'objet. Les conflictualités réclament que l'on prenne en compte les héritages mémoriels, les moyens d'action sur et dans l'interface définie, ainsi que les types de légitimité qui se rencontrent et qui renforcent la construction conflictuelle. Enfin, les conflictualités résultent des implications des acteurs, des formes d'expression, de l'intensité et de la densité des flux de tensions mis en œuvre pour exprimer la nature de l'interface ainsi rendue explicite.

Cet ensemble d'informations sur ce qui constitue les conflictualités qui va produire, au sein d'une géographie globale, une interface de conflictualité peut être représenté par le carré sémiotique suivant, qui met en relation les tensions, les victimes ou les cibles, les formes de violence et d'agressivité ainsi que les positionnements des actions. Les tensions intégrées dans l'articulation sont d'ordre individuel ou collectif, voire sociétal. Les victimes sont les personnes, les biens ou les espaces sur lesquels s'exercent les prédatons qui font qu'une interface conflictuelle prend forme. La violence à elle seule atteste d'un conflit, que ce soit pour une conquête, pour une préservation ou pour l'affirmation d'une domination. Cette violence est le vecteur physique qui exprime la conflictualité en fonction de ce vers quoi l'orientent les initiateurs. Les positionnements prennent alors toute leur place afin de localiser le fait sociétal où des belligérants sont sous tension, s'affrontent ou, simplement, se toisent.

Figure 9.4.

Nature des conflictualités



Seuls quelques traits de la nature des conflictualités ont été présentés pour positionner le présent chapitre dans la dynamique de la pratique d'une géographie globale, afin que chaque observateur puisse déceler par sa propre conscientisation les potentialités d'études, de réponses et de projections par l'intégration de l'interface de conflictualité au sein de ce positionnement géographique. Néanmoins, les mécanismes qui agrègent ces différents aspects présentés ici très superficiellement doivent être mis en exergue afin de saisir les structurations particulières au phénomène.

9.4. Des mécanismes propres

La mise en exergue de mécanismes inscrit notre démarche dans un constructivisme certain (Lemire, 2008). Nous teintons celui-ci de structualisme, de démarches systémiques, de nombreux traits de cognitivisme ; en un mot, c'est la mise en œuvre d'une praxéologie concrète. En pratiquant ce mode de positionnement méthodologique, nous allons bien plus loin

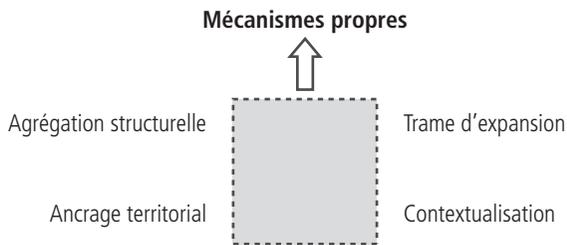
que ce qui a été validé, cautionné et toléré jusqu'à ce jour (Alexandre, 2003). Il nous semble opportun, pertinent et vecteur de dynamiques insoupçonnées que cette option et ce positionnement acquièrent le statut d'outil en sciences humaines afin que nous allions plus loin que la compilation, l'exégèse et la discussion (Brun-Picard, 2012).

Cet instant idéologique d'une géographie humaniste dépassé, nous revenons, sabre au clair, en direction des mécanismes et des éléments qui contribuent à leur agrégation. Avant de porter attention au carré sémiotique de représentation des mécanismes structurels (figure 9.5), nous mettons en évidence les constituants des quatre points mis en corrélation dans cette phase. Toute source de conflictualité est amorcée par une étincelle qui met les tensions en alimentation. Cette étincelle, pour devenir pérenne, doit être soutenue par un accélérateur ou un catalyseur qui, au contact des parties en tension, donne la texture à ce que sera l'interface de conflictualité. Le fait que ces éléments peuvent être extérieurs à l'entité territoriale où se déroulent les conflits soutient la nécessité d'une pratique ouverte et globale de l'approche géographique afin de percevoir les interdépendances extérieures et qui étendent l'emprise de l'interface initiale. À cela s'ajoutent les caractères de diffusion, de réaction et d'explosion de la situation conflictuelle qui lui font acquérir ses traits identitaires. Il s'impose donc que les temporalités, de même que l'immédiateté, entre autres, soient reliées avec les inerties sociétales, les déphasages et les émergences qui contribuent aux liens entre les belligérants. Ainsi, il devient plus simple de déceler les idéologies, les projections et les faiblesses qui permettent l'imbrication et l'autoalimentation des mécanismes présents. Des mécanismes internes aux principaux, qui structurent le carré sémiotique, prennent leur essor. Ils mettent en relation étroite les facilités locales, les types d'emprise, les désagrégations sociétales et les antagonismes. Ces traits conjoncturels dépendent de l'expression des territorialités et des territorialisations, en fonction des influences religieuses et politiques, des références culturelles et de la mémoire collective préservée, reconnue et défendue par les forces en présence. Une structure mécanique des plus complexes prend forme. Le nombre d'éléments, la multiplicité des relations possibles et les arborescences potentielles font de cette structure un élément protéiforme qui nous ramène aux travaux des méthodes collaboratives (Chevalier et Buckles, 2009). L'agrégation structurelle est une phase particulière qui met en synergie les aspects précédemment présentés selon les niveaux d'interdépendance, de complémentarité et de capacité à la coopération des agissants. Elle se construit autour des aspérités en mesure de coaguler les acteurs pour dynamiser la structure. Cet aspect est interdépendant de la trame d'expansion puisque celle-ci stimule les liaisons, les oriente et les adapte à la destination pour laquelle elles sont prévues. Ceci n'est

envisageable que si l’ancrage territorial fondé sur les territorialités et les territorialisations est affirmé. La contextualisation tient le rôle de référent pour les trois aspects avec lesquels elle est en relation sémiotique. La mise en exergue du contexte spécifique à l’émergence, à la lecture et à la reconnaissance de conflictualités, à même de nous informer sur des réalités se déroulant de manière similaire et non identique, ce qui est le propre des actions de notre humanité, nous inscrit dans une position pragmatique pour laquelle l’objet sera une référence comparative afin de ne plus reproduire les erreurs qui ont conduit à un conflit.

Figure 9.5.

Mécanismes propres aux conflictualités



Les mécanismes propres à l’instauration d’une interface de conflictualité abordée par le prisme de la pratique d’une géographie globale, au sein de laquelle les acteurs, les actions, le support terrestre et le territoire de réalisation sont corrélés aux destinations des dynamiques qui la façonnent, nous permettent maintenant de mettre en avant des enseignements au sujet de cette thématique ouverte.

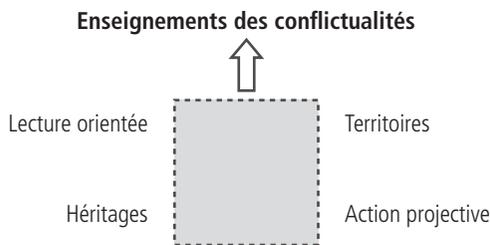
9.5. Des enseignements au sujet des conflictualités en géographie globale

Les enseignements que nous extrayons des aspects mis évidence jusqu’à présent se bornent à quelques traits et particularités exposés afin de soutenir la pertinence d’une approche globale du phénomène des conflictualités, c’est-à-dire dans une démarche transdisciplinaire pour laquelle les spécialités d’un domaine scientifique sont des outils mis en synergie afin de parvenir aux réalités accessibles, et non aux représentations idéologiques d’images de la réalité transformée par des mouvances institutionnelles.

Avant de présenter le carré sémiotique qui illustre les enseignements, nous nous penchons sur des éléments présents dans les constituants principaux à divers niveaux d’engagement, d’articulation et d’influence.

Sans atteindre l'exhaustivité, une dizaine de points de constatations s'imbriquent dans les signifiants, signifiés et référents mis en évidence dans le carré suivant (figure 9.6). En premier lieu, dès lors que des conflictualités sont présentes, c'est que des sources de tensions sont en activité, qu'elles demeurent prégnantes dans les relations entre les agissants et qu'elles trouvent un terrain physique, structurel et conjoncturel propice à leur préservation. Cela signifie que les affrontements sous toutes les formes envisageables, des invectives verbales aux coups de force armés en passant par les actes de nature terroriste ou par l'emploi instrumentalisé des forces de l'ordre afin de museler une population, contribuent à l'image des conflictualités vectrices d'une interface en géographie globale. Pour saisir ces facettes de la réalité qui se déroule devant l'observateur, il faut chercher à déterminer les étapes de la construction du phénomène, c'est-à-dire regarder, au-delà des évidences et de l'immédiateté des faits, ce qui est la source initiale des conflictualités présentes. Les phases de la construction de l'entité conflictuelle deviendront alors plus visibles et compréhensibles. Cela permettra aux intervenants d'agir sur les articulations d'agrégation et de diffusion des conflictualités. Se greffe sur cet aspect le poids de la mémoire des belligérants, l'idéologie soutenant les engagements et les prises de position qui induisent la conflictualité. Le rôle tenu par les pouvoirs présents et acteurs des conflictualités doit lui aussi être disséqué afin de ne pas négliger de leviers conflictuels et, surtout, afin d'éviter de lire le phénomène en fonction des filtres du pouvoir qui s'exerce dans/sur l'interface de conflictualité.

Figure 9.6.
Enseignements des conflictualités



La distance avec l'activité selon les appartenances est une mise en pratique de la praxéologie. Ce constat nous amène à avancer que tant que les méthodologies satisferont à une norme doctrinaire, les lectures de la réalité demeureront orientées vers la normalité. Pour aborder un thème aussi épineux que celui des conflictualités, l'observateur doit accepter de quitter ses appartenances pour pénétrer l'interface constituée. Cela nous conduit à la place du support terrestre, à l'ancrage et à la dépendance de

toute société à une parcelle qui contribue à l'affirmation de son identité. Trop souvent, les observateurs oublient d'où viennent les acteurs des conflictualités qu'ils analysent et pervertissent par cette lacune l'intégrité des productions. Dès lors que le territoire est positionné, les mécanismes de contrôle du terrain de tensions et d'affrontements peuvent prendre toute leur place pour que les perspectives territoriales soient exposées et non tronquées. L'emprise de la sanctuarisation instaurée par l'expression de conflictualités est alors accessible (Brun-Picard, 2009). L'interface est construite. Nous avons des relations tendues, des acteurs, des destinations des actions entreprises et un support terrestre matérialisé.

Ces prémisses nous permettent de synthétiser les enseignements retenus dans le carré présenté à la figure 9.6. Ceux-ci sont articulés autour d'une lecture orientée, des héritages, des territoires et de l'action projective. La place tenue par les lectures orientées de la réalité qu'il nous est donné de percevoir, d'observer et de lire s'impose pratiquement d'elle-même comme source de conflictualité. En effet, les récits produits des événements, la manière dont ils sont exposés, leur médiatisation ainsi que leur mise en forme sont autant de reflets de la lecture du phénomène par les producteurs de l'information. L'orientation donnée à la lecture que les destinataires pourront faire des événements tient un rôle non négligeable pour les réponses qui seront données au problème de conflit. Un simple regard sur les récents événements en Syrie, en Iran ou encore en France, à la suite du décès d'un jeune militant d'extrême gauche, suffit à démontrer que la lecture faite par telle ou telle obédience entraîne des perceptions en totale opposition. Il est vrai que les héritages communicationnels, la manière dont les informations sont diffusées, l'accessibilité aux savoirs ou encore les modes de fonctionnement d'une société sont autant d'entraves qui empêchent toute lecture objectivée de l'interface de conflictualité. Les héritages sont parfois si difficiles à dépasser du seul fait de leur ancrage, de leur normalité et de leur source de légitimité pour les institutionnels que ceux-ci conservent toute leur influence, même si cela engendre des inerties rétrogrades néfastes à une appréhension ouverte de la réalité. Pour répondre partiellement à ces pierres d'achoppement, le territoire qui est une interface doit être conçu comme tel, c'est-à-dire que les ancrages territoriaux doivent être définis, reconnus et mis en évidence afin que les liens à la surface de la parcelle soient matérialisés par les observateurs. Enfin, l'action projective, ce que les auteurs de conflictualités veulent exprimer, doit être perçue et intégrée par les analystes tout en contextualisant les informations afin de saisir l'interface dans toute sa complexité et son unicité.

Bien que très limités dans leur développement, les enseignements mis en évidence donnent néanmoins une image de la praticabilité de la notion d'interface de conflictualité, intégrée au sein d'une géographie

globale dont l'objectif est de rendre plus visibles et plus compréhensibles les réalités du monde que nous vivons. Afin de renforcer cette orientation, il nous semble opportun d'exposer les premiers pas de la structuration d'une éventuelle théorisation.

9.6. La structuration d'une théorisation

La géographie ne peut se contenter de la compilation, de l'exégèse et de la discussion. Ces aspects tellement pratiqués flattent l'ego du lecteur et lui permettent d'étaler son érudition en se gardant des glissements mis en lumière par Sokal et Bricmont (1999). Ils démontrent une maîtrise, une connaissance encyclopédique de la Terre. Ils sont la norme universitaire normalisée. Ils sont indispensables, mais ils ne sont que des constituants du savoir. Il manque la théorisation.

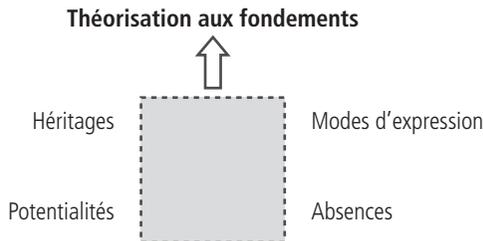
La théorisation est une mise en pratique de l'aphorisme de Romain Rolland: « En agissant, on se trompe parfois; en ne faisant rien, on se trompe toujours. » Nous réclamons notre droit à l'erreur. Nous exigeons que nos propositions soient critiquées, non pour être tancées comme le dogme dominant l'instaure, mais critiquées au sens que donne Popper (1998) à cet acte: « Je considère la critique, à son tour, comme notre principal instrument pour promouvoir le développement de notre connaissance sur le monde des faits » (p. 467). Si nous ancrions de telles lignes de conduite dans nos pratiques dites scientifiques, il est probable que nos productions deviendraient plus adaptées aux réalités et permettraient de mettre en synergie toutes les disciplines en action dans des orientations similaires et non antagonistes. Nous aspirons à ce que nos erreurs soient reconnues et débattues afin de faire avancer notre maîtrise de l'interface humanité/espaces terrestres. Toutefois, les détracteurs devront démontrer nos errances sans idéologie et en admettant que l'on puisse sortir des normes dès lors que ce qui est proposé est reproductible, vérifiable, comparable, évaluable et falsifiable.

Le fait de tendre en direction d'une théorisation articulée sur des carrés sémiotiques signifie que nous employons des termes déjà mis en évidence dans un contexte différent, tout en demeurant au sein de l'interface de conflictualité. La terminologie est réorientée afin de répondre à sa nouvelle destination. Nous évoluons au sein d'une structuration constructive sous forme d'arborescence aux articulations potentiellement multiples. La démarche entreprise s'articule sur les héritages, les modes d'expression, les potentialités et les absences. Cette première étape ancre l'interface souhaitée au cœur des traits de l'humanité qui s'exprime sur la parcelle, le territoire ou la zone d'emprise des mouvances de conflictualités vectrices

de la nature de l'entité. L'acceptation des héritages, de ce qui fait que la situation à l'instant de l'analyse est ce qu'elle est, exige que les observateurs dépassent, laissent de côté et gèrent les idéologies à même d'orienter et de filtrer de manière partisane les phénomènes. Il s'avère extrêmement difficile pour les intervenants d'admettre les héritages dans des sociétés de l'immédiateté et de la médiatisation, mais c'est au prix de l'équité que l'on peut lire le monde tel qu'il est et non tel que les croyances prétendent qu'il est. Les modes d'expression tiennent une place de projection de la visibilité et de lisibilité des réalités sans que des prismes déformants viennent pervertir l'appropriation du phénomène dans ces mécanismes d'exposition et de diffusion. Les potentialités des acteurs, des supports et des zones proximales relationnelles où s'effectuent les imbrications, ainsi que les influences extérieures qui interagissent avec les événements, permettent de percevoir les faits présents et de les mettre en relation avec les dynamiques en cours de réalisation afin d'anticiper leur devenir. Cependant, les absences de lecture, d'investissement, de volonté ou d'attention doivent être aussi incluses dans cette phase initiale afin de tendre vers une théorisation. Les absences attestent des orientations, des dépendances et des rejets produits, induits ou partagés par les interlocuteurs. Ce carré sémiotique nous donne une base pour aller plus loin dans l'intégration de l'interface de conflictualité dans la géographie globale.

Figure 9.7.

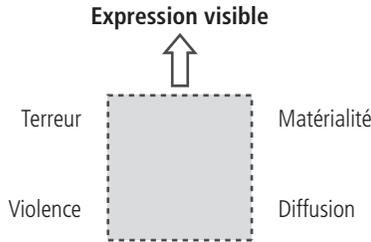
Structuration de la théorisation



Cette prise en compte pragmatique (James, 2007) est une trame fonctionnelle pour que chaque observateur produise sa structure d'analyse en mesure de rendre explicite la réalité à laquelle il a accès et qu'il aspire à rendre visible. La structuration d'une théorisation est indissociable de l'action développée pour rendre l'expression du phénomène plus visible. S'articule alors un carré sémiotique au contact de la terreur, de la matérialité, de la violence et de la diffusion. La terreur et la violence sont séparées, car la terreur est une violence et une forme de conflictualité. La violence, qu'elle soit physique, psychologique ou cognitive (Brun-Picard, 2009, 2013), ne prend en considération que les actes perpétrés. Ainsi, la

terreur est entendue comme un sentiment de l'incidence des actions entreprises. Elle est le reflet d'un mode d'expression porteur de violence. Elle s'insinue dans les esprits sans pour cela être parfaitement définissable. Elle accentue la conflictualité présente dans une interface. Sa matérialité se ressent, se perçoit et se vit en fonction des vestiges, des marquages et des symboles (Freitag, 2011) qui demeurent présents physiquement aux yeux des victimes et des cibles. La matérialité se retrouve dans la violence sous toutes ses formes puisqu'elle impose aux acteurs de se plier ou de subir ses actes. La diffusion qui est faite de la terreur, de la matérialité des actes et de la violence porteuse d'une conflictualité tient le rôle de stimulant à la structure ainsi que de signifiant pour les observateurs extérieurs. L'expression conflictuelle devient visible.

Figure 9.8.
Expression du visible

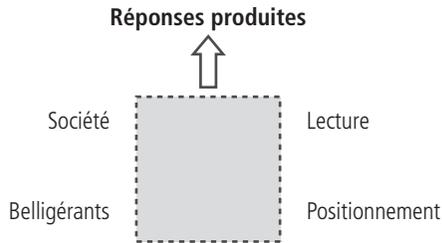


La visibilité acquise par le discernement de la terreur, de sa matérialité, de la violence et de la diffusion de l'ensemble, en relation étroite avec les héritages, les modes d'expression, les potentialités et les absences, favorise la construction d'une structure théorique à même de nous éclairer sur la nature, la spécificité et l'emprise de l'interface de conflictualité que l'on souhaite rendre perceptible et explicite. La base extrêmement souple et adaptative que nous présentons contribue à la perception de perspectives de mise en œuvre de l'interface de conflictualités.

9.7. Les perspectives de mise en œuvre

La présentation que nous avons effectuée d'une marche vers une théorisation, aussi succincte soit-elle, offre des perspectives de mise en œuvre de l'interface de conflictualités porteuses d'orientations attrayantes pour de nombreuses facettes de la géographie et de la pratique d'une géographie globale. Dans le cadre du présent chapitre, nous ne prêterons attention qu'à une seule perspective, présentée par l'intermédiaire d'une articulation sémiotique (figure 9.9).

Figure 9.9.

Obtention de réponses pragmatiques et efficaces

L'interface de conflictualités mise en pratique au sein de la pratique d'une géographie globale trouve l'une de ses principales perspectives dans la production de réponses pragmatiques et efficaces. Nous retenons cette facette, car elle est le reflet de la mise en œuvre des méthodes collaboratives (Chevalier et Buckles, 2009) et de la praxéologie (Alexandre, 2003 ; Brun-Picard, 2013). Ajoutée à cela, cette option est une rentrée produite au sein du phénomène observé et, simultanément, par l'observateur sur ce qu'il observe, afin de parvenir à contextualiser de manière projective, par anticipation, les éventuelles potentialités reconnues, validées et prises pour vecteur d'exposition de l'entité construite. La production d'une certaine efficacité prend forme par la mise en relation de la société, de la lecture, des belligérants et du positionnement des agissants. La société est à la fois celle qui est soumise aux conflictualités, celle qui s'efforce d'agir pour endiguer le phénomène, celle qui diffuse l'information et celle à qui la réalité exposée est destinée. Autrement dit, par le prisme de cette interface, nous pouvons mettre en évidence les différents niveaux de sociétés qui produisent la réalité. L'appropriation et l'assimilation des niveaux sociétaux en interaction, en tension, en dépendance ou en autoalimentation facilitent la suggestion de réponses concrètes en corrélation avec la réalité. Cela signifie que la lecture des faits, des phénomènes, des symboles et des mémoires doit être suffisamment ouverte, diversifiée et ancrée pour pouvoir être la plus proche de ce qui se déroule.

Le prisme de l'interface oriente fermement les observateurs à mettre en synergie comparative et évolutive les observations et les analyses produites afin de s'extraire d'une production monolithique restrictive et d'ouvrir les axes d'introspection et de décortiquer les plus adaptés aux conflictualités abordées. La place des belligérants se dessine peu à peu. Ils sont indissociables du fait de conflictualité puisqu'ils en sont les instigateurs, les producteurs et les diffuseurs. Les belligérants ne sont pas forcément des groupes ou des individus armés qui s'affrontent physiquement sur une parcelle. Ils peuvent être simplement, plus diffusément, des

regroupements d'individus qui, par leurs prises de position, leurs manifestations, leurs écrits et leurs expressions territorialisées, sont présents dans/sur une interface de conflictualités constituée en fonction d'une source de tension. Ils sont en mesure d'agir et d'affirmer leur aspiration à un conflit par leur seule présence silencieuse. Un exemple particulier est la situation qui prévaut au Mur des Lamentations à Jérusalem, où les ultra-orthodoxes refusent, par leur présence, l'accès du Mur aux femmes qui ont le droit de s'y rendre. Nous avons une interface de conflictualité qui, une fois lue, conceptualisée et acceptée, peut être prise comme objet de référence pour soumettre des réponses optimisées afin que les femmes puissent exercer leurs droits. Cet exemple expose l'importance vitale du positionnement pour parvenir à des réponses efficaces. En effet, si l'observateur ou l'analyste demeure sur des positionnements préétablis qui occultent un axe d'observation, une partie constitutive de la réalité ou la nature concrète de l'autre partie, il est impossible de demeurer intègre. Seules des productions orientées peuvent sortir de tels positionnements. Le positionnement, cette faculté à se mettre avec équité, intégrité et détachement dans une situation puis dans une autre, est la mise en œuvre fonctionnelle d'une démarche praxéologique. Dans cette perspective, la praxéologie devrait être enseignée dans les universités afin que ce mécanisme puisse devenir une référence d'analyse et de compréhension des conflictualités.

À ces traits non restrictifs de ce carré sémiotique présenté comme support à la production de réponses pragmatiques et efficaces se greffent des aspects complémentaires. La faculté de percevoir l'interface de conflictualité, c'est-à-dire la zone de réalisation, et à définir son emprise territorialisée en déterminant les ancrages territoriaux, tout en prenant en compte les temporalités des phénomènes en tension, où s'agrègent les articulations et émergent les dynamiques, se construit progressivement par la pratique et l'exercice des concepts mis en situation de lecture. En structurant l'objet de la géographie dans ce contexte de conflictualité, nous parvenons à déceler des particularités inaccessibles par les démarches actuelles. Vallaux (1908, 1911) nous a dessiné des pistes pour la mise en pratique. Il nous reste à accepter l'héritage, à le contextualiser et à mettre en œuvre les prémisses théoriques pour parvenir à la production de réponses efficaces.

Conclusion

La trame méthodologique, fortement influencée par la praxéologie, la contextualisation et les méthodes coopératives associées aux influences théoriques anciennes, jette un éclairage sur les mécanismes de production

d'une interface de conflictualité que l'on peut aborder par le prisme de la pratique d'une géographie globale. Les enseignements extraits, les prémisses d'une théorisation et les perspectives envisageables de mise en pratique de ce concept contribuent à démontrer la pertinence de l'interface de conflictualité pour parvenir à prendre en considération des réalités qui, parfois, nous rendent aveugles, sourds et muets.

Admettre l'emploi de la notion d'interface serait un bouleversement. Il faut pour cela que l'interface humanité/espaces terrestres – l'objet de la géographie – soit reconnue, validée et instaurée comme telle par les géographies institutionnelles. Un tel changement de paradigme provoquerait un séisme, un cataclysme dans les officines universitaires de la géographie. En effet, un objet fédérateur, partageable par toutes les spécialités de ce domaine scientifique, serait en mesure de catalyser l'ensemble des géographies dans un esprit transdisciplinaire, sans hiérarchisation, sans dogmatisme et sans enfermement doctrinaire vecteur d'une mise en forme du culte de l'immédiateté.

L'intérêt de cette interface pour la géographie et pour la pratique d'une géographie globale est protéiforme. Il s'articule autour de la diversité, des imbrications, des mécanismes, des dynamiques, des projections, des anticipations par similitudes et des jeux de dimensions, de niveaux et d'interdépendance, sans oublier la transdisciplinarité indispensable à la mise en synergie de ces constituants. Lire le monde qui se réalise devant nous, qui produit une réalité à laquelle nous appartenons s'avère réalisable par l'emploi de l'interface humanité/espaces terrestres. Le prisme de lecture des conflictualités nous a donné une approche fonctionnelle, pragmatique et, sous certains traits, humaniste.

Bibliographie

- Alexandre, V. (2003). *Éléments de praxéologie. Contribution à une science des actes*, Paris, L'Harmattan.
- Aujac, G. (1993). *Claude Ptolémée*, Paris, CTHS.
- Bachelard, G. (1938). *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- Bailly, A. et R. Scarati (1990). *L'humanisme en géographie*, Paris, Anthropos.
- Broc, N. (1980). *La géographie de la Renaissance*, Paris, Bibliothèque nationale.
- Brunhes, J. (1912). *La géographie humaine: essai de classification positive, principes et exemples*, Paris, Félix Alcan.
- Brun-Picard, Y. (2003). « Territorialisation par la violence », inédit, colloque *Territoires partagés*, congrès de l'Acfas, Rimouski.

- Brun-Picard, Y. (2009). « La violence : source de territoires », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 53, n° 150, p. 351-368.
- Brun-Picard, Y. (2012a). « L'incomplétude géographique », dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 59-71.
- Brun-Picard, Y. (2012b). *La transmission : une trajection praxéologique*, Paris, CNAM.
- Brun-Picard, Y. (2013). *Géographie d'interfaces*, Paris, L'Harmattan.
- Chalmers, A. (1987). *Qu'est-ce que la science ?*, Paris, La Découverte.
- Chevalier, J. et D. Buckles (2009). *Guide sur la recherche collaborative et l'engagement social*, Paris, ESKA.
- Dardel, É. (1990). *L'homme et la Terre*, Paris, CTHS.
- De Dainville, F. (1940). *La géographie des humanistes*, Paris, Beauchesne.
- Feyerabend, P. (1988). *Contre la méthode : esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Seuil.
- Foucher, M. (1994). *Fronts et frontières*, Paris, Fayard.
- Freitag, M. (2011). *Introduction à une théorie générale du symbolique*, Montréal, Liber.
- Glacken, C.J. (2000). *Histoire de la pensée géographique*, Paris, CTHS.
- Hegel, G.W.F. (2002 [1807]). *Phénoménologie de l'esprit*, tomes 1 et 2, Paris, Folio.
- Hempel, C. (2000). *Éléments d'épistémologie*, Paris, Armand Colin.
- Hottois, G. (2002). *De la Renaissance à la postmodernité*, Paris, Folio.
- Husserl, E. (1970 [1907]). *L'idée de la phénoménologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Isnard, H., J.-B. Racine et H. Reymond (1981). *Problématiques de la géographie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Jame, S.W. (2007). *Le pragmatisme*, Paris, Flammarion.
- Klinkenberg, J.-M. (1996). *Précis de sémiotique générale*, Paris, Folio.
- Lacoste, Y. (1976). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, La Découverte.
- Lemire, G. (2008). *Modélisation et construction des mondes de connaissances*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Mucchielli, A. (1983). *L'analyse phénoménologique et structurale en sciences humaines*, Paris, Presses universitaires de France.
- Mucchielli, A. (2005). *Étude des communications : approche par la contextualisation*, Paris, Armand Colin.
- Mukakayumba, É. et J. Lamarre (dir.) (2012). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- Nicolas, G. (1984). *L'espace originel*, Berne, Peter Lang.
- Nicolescu, B. (1996). *La transdisciplinarité*, Monaco, Rocher.
- Popper, K. (1998). *La connaissance objective*, Paris, Flammarion.
- Reclus, É. (1998). *L'homme et la terre*, Paris, La Découverte.
- Ritter, C. (1974 [1859]). *Introduction à la géographie comparée*, Paris, Les Belles Lettres.
- Sokal, A. et J. Bricmont (1999). *Impostures intellectuelles*, Paris, Livre de Poche.

- Staszak, J.-F. (1995). *La géographie d'avant la géographie*, Paris, L'Harmattan.
- Vallaux, C. (1908). *Géographie sociale. La mer*, Paris, O. Doin.
- Vallaux, C. (1911). *Géographie sociale. Le sol et l'État*, Paris, O. Doin.
- Vallaux, C. (1929). *Les sciences géographiques*, Paris, Alcan.
- Vidal de la Blache, P. (1908). *Atlas général*, Paris, Armand Colin.

Chapitre 10



Une option face à l'échec néolibéral La place des villes dites de la troisième vague¹

Allen J. Scott

10.1. Un préambule : la ville en tant que phénomène social dans le contexte capitaliste

Une des caractéristiques premières du processus d'urbanisation dans le contexte capitaliste est qu'il est constitué, en partie, par la formation d'accumulations spatiales d'activités économiques. En tant que telles, les villes du capitalisme peuvent toujours être représentées d'une façon générale

1. Ce chapitre a déjà été publié en anglais en 2011 sous le titre « Emerging cities of the third wave » dans la revue *City* (vol. 15, nos 3-4, p. 289-320). L'auteur nous a autorisés à le faire paraître en français dans le présent ouvrage collectif. Jules Lamarre en a effectué une traduction qui a été révisée par Allen J. Scott, que nous remercions.

comme des agglomérations denses de capital et de travail. Un corollaire important de cette affirmation est que les villes sont à la fois une résultante de la dynamique capitaliste (car elles reflètent la recherche de configurations de localisation qui sous-tendent la rentabilité pour les investisseurs et les producteurs) et des lieux intermédiaires de reproduction sociale du capitalisme (puisqu'elles servent de bases essentielles de haut niveau de complexité à la production, au travail et à la vie). Certaines villes sont de plus marquées par une masse d'effets émergents, mais réflexifs qui sont incorporés de diverses manières dans la dynamique récursive de la société capitaliste et du développement urbain. La logique spécifiquement intra-urbaine de cette accumulation hétérogène de phénomènes est à retrouver dans leur mode d'intégration fonctionnelle, par la structure spatiale interne de la ville (Scott, 2008a).

En ce sens, toutes les villes du capitalisme possèdent certaines qualités génériques, quoiqu'on observe des différences marquées chez certaines, qui forment des groupes particuliers de villes à travers l'espace et le temps, notamment en fonction des variations dans les types de capitalisme auxquels ces groupes sont associés. Dans ce chapitre, notre objectif est d'abord de soutenir qu'une nouvelle étape importante du développement capitaliste est en cours de formation depuis les années 1980 et, en second lieu, de mettre en lumière certains éléments qui pourraient permettre de décrire le nouveau processus d'urbanisation qui en dépend. Deux des caractéristiques distinctives des villes les plus représentatives de cette phase d'émergence sont qu'elles appartiennent à ce que l'on appelle la « nouvelle » économie et qu'elles ont la fonction de nœuds clés dans un réseau de relations qui s'intensifie et dont la portée n'est rien de moins que globale.

10.2. Le capitalisme et l'urbanisation : trois vagues ?

En termes très schématiques, on peut reconnaître trois grandes phases historiques de développement capitaliste, en s'appuyant – comme le suggère la théorie de la régulation (voir Benko et Lipietz, 1995 ; Boyer, 1986 ; Talha, 1995) – sur leurs technologies caractéristiques, leurs principaux secteurs, les relations avec le marché du travail et la dynamique concurrentielle. On peut également distinguer schématiquement trois vagues d'urbanisation correspondantes². Il est important de garder à l'esprit que nous faisons allusion ici, non pas à des phases ou à des vagues qui

2. À ne pas confondre avec les trois révolutions urbaines de Soja (2000).

englobent toute la multiplicité des instances historiquement et géographiquement réalisées du capitalisme et de l'urbanisation, mais plutôt à des formes épisodiques qui semblent avoir une valeur paradigmatique considérable. Un épisode majeur peut correspondre à l'usine du xix^e siècle et au système de l'atelier, qui, à cette époque, trouve son expression urbaine la plus avancée dans les villes industrielles en plein essor de la Grande-Bretagne. Un autre épisode coïncide avec le système de production de masse fordiste, qui a atteint sa plus haute expression dans les grandes régions métropolitaines de la Ceinture manufacturière américaine dans les décennies du milieu du xx^e siècle. Par ailleurs, un troisième épisode important du développement capitaliste et de l'urbanisation commence à émerger après la crise du fordisme des années 1970. On désigne souvent cet épisode par l'expression « post-fordisme » (voir Amin, 1994) ou, plus récemment, par des termes tels que la « nouvelle économie » (Beyers, 2003), l'« économie du savoir » (voir Cooke et Piccaluga, 2006), l'« économie créative » (p. ex. Franke et Verhagen, 2005), le « capitalisme cognitif » (voir Moulier Boutang, 2007), le « capitalisme cognitif et culturel » (voir Scott, 2008b), et ainsi de suite. Cet épisode qui se déroule actuellement est surtout associé aux grandes villes-régions mondiales, non seulement du Nord développé, mais aussi et de plus en plus du Sud en développement, bien que de nombreuses petites villes participent également de sa logique de diverses façons.

Chacune des trois vagues d'urbanisation évoquées ci-dessus peut être caractérisée par une sorte de cité type, laquelle représente une condensation théorique des systèmes fonctionnels dominants qui constituent l'espace intra-urbain, structuré par les relations sociales en vigueur et les rapports de propriété. Autrement dit, chaque vague peut être représentée par une ville imaginaire dotée d'un type particulier de base économique, d'une division spécifique du travail, d'un modèle spatial précis des quartiers et ainsi de suite, auxquels s'ajoutent les problèmes et les solutions qui façonnent les programmes de politiques et de planification des villes. Bien sûr, aucune de ces villes types n'existe comme telle dans la réalité. Le mieux que nous puissions faire est sans doute de choisir des cas d'espèce toujours discutables comme Manchester dans l'Angleterre du xix^e siècle, Chicago et Détroit vers le milieu du xx^e siècle, ou encore Los Angeles au tournant du xxi^e siècle. Ce que l'on appelle l'École d'analyse urbaine de Los Angeles, qui a fleuri brièvement dans les années 1980 et 1990 (Cenzatti, 1993; Scott et Soja, 1996; Soja et Scott, 1986) a proclamé Los Angeles au titre de ville paradigmatique du post-fordisme, quoique cette idée se soit alors heurtée à une forte opposition, une situation qui perdure encore aujourd'hui (voir Dear *et al.*, 2008). Malgré cela et malgré leurs défauts, les travaux de l'École de Los Angeles représentent une sorte de

prémonition des types de recherche théorique et de critique idéologique qui, comme nous le soutiendrons ici, nécessite une nouvelle conceptualisation, la troisième vague d'urbanisation, qui se démarque des essais de réflexion précédents.

Avec la sagesse du recul, il est maintenant clair que Los Angeles – et plus généralement la Californie du Sud – n'est qu'une ville parmi plusieurs autres qui sont passées plutôt de façon décisive au-delà de la vague d'urbanisation qui a coïncidé avec le fordisme. Encore une fois, il ne peut y avoir de position claire pour déterminer quelles villes constituent le véritable noyau de cette nouvelle vague ou quelles sont leurs caractéristiques communes, mais il existe un inventaire utile de villes qui semble retenir au moins une partie des éléments en jeu dans la présente recherche. Il s'agit des 75 villes recensées dans le *Worldwide Centers of Commerce Index* (MasterCard Worldwide, 2008). Comme toutes les autres formes concurrentes de classement des villes actuellement disponibles, celle-ci possède des défauts. Mais aux fins de la présente recherche, elle a le mérite particulier de refléter bon nombre de préjugés communs aux élites des affaires mondiales sur ce qui constitue une métropole gagnante à l'aube du XXI^e siècle. La liste comprend un assez grand nombre de villes classées en fonction de leur environnement économique, mais aussi d'aspects tels l'encadrement juridique et politique, le rôle dans la création du savoir et l'habitabilité³. Ce classement particulier est probablement une assez bonne représentation d'une première coupe géographique de la troisième vague d'urbanisation que nous sommes susceptibles de connaître à l'heure actuelle. L'ensemble des 75 villes et leurs scores globaux sont présentés au tableau 10.1. Sans surprise, les villes centrales des pays capitalistes traditionnels dominent nettement le classement, Londres, New York et Tokyo y occupant, dans l'ordre, les trois premières places. La forte présence des villes de l'Est et de l'Asie du Sud-Est, notamment Singapour, Hong Kong, Séoul, Taipei et Shanghai, est peut-être encore plus significative. De plus, en parcourant la moitié inférieure du classement, on voit apparaître un grand nombre de villes d'autres régions d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Les villes d'Afrique sont les grandes absentes, à deux exceptions près : Le Caire et Johannesburg.

Les villes mentionnées au tableau 10.1 sont évidemment toutes très différentes les unes des autres en termes d'histoire et de situation géographique ; comme le suggère la grande étendue de leurs scores, elles

3. Les sept sous-composantes majeures de l'indice sont : 1) le cadre légal et politique ; 2) la stabilité économique ; 3) la facilité de faire des affaires ; 4) les flux financiers ; 5) le centre des affaires ; 6) la création de connaissances et les flux d'information ; 7) la viabilité.

Tableau 10.1.
75 Worldwide Centers of Commerce selon la définition
 de Mastercard Worldwide (2008)

Rang	Ville	Pays	Score	Rang	Ville	Pays	Score
1	Londres	Royaume-Uni	79,17	39	Düsseldorf	Allemagne	50,42
2	New York	États-Unis	72,77	40	Genève	Suisse	50,13
3	Tokyo	Japon	66,60	41	Melbourne	Australie	49,93
4	Singapour	Singapour	66,16	42	Bangkok	Thaïlande	48,23
5	Chicago	États-Unis	65,24	43	Édimbourg	Royaume-Uni	47,79
6	Hong Kong	Hong Kong	63,94	44	Dubaï	Émirats arabes unis	47,23
7	Paris	France	63,87	45	Tel-Aviv	Israël	46,50
8	Francfort	Allemagne	62,34	46	Lisbonne	Portugal	46,46
9	Séoul	Corée du Sud	61,83	47	Rome	Italie	45,99
10	Amsterdam	Pays-Bas	60,06	48	Mumbai	Inde	45,71
11	Madrid	Espagne	58,34	49	Prague	République tchèque	45,50
12	Sydney	Australie	58,33	50	Kuala Lumpur	Malaisie	45,28
13	Toronto	Canada	58,16	51	Moscou	Russie	44,99
14	Copenhague	Danemark	57,99	52	Budapest	Hongrie	44,52
15	Zurich	Suisse	56,86	53	Santiago	Chili	44,49
16	Stockholm	Suède	56,67	54	Mexico	Mexique	43,33
17	Los Angeles	États-Unis	55,73	55	Athènes	Grèce	43,25
18	Philadelphie	États-Unis	55,55	56	São Paulo	Brésil	42,70
19	Osaka	Japon	54,94	57	Beijing	Chine	42,52
20	Milan	Italie	54,73	58	Johannesburg	Afrique du Sud	42,04
21	Boston	États-Unis	54,10	59	Varsovie	Pologne	41,26
22	Taipei	Taiwan	53,32	60	Shenzhen	Chine	40,04
23	Berlin	Allemagne	53,22	61	New Delhi	Inde	39,22
24	Shanghai	Chine	52,89	62	Bogotá	Colombie	38,27
25	Atlanta	États-Unis	52,86	63	Buenos Aires	Argentine	37,76
26	Vienne	Autriche	52,52	64	Istanbul	Turquie	36,14
27	Munich	Allemagne	52,52	65	Rio de Janeiro	Brésil	35,91
28	San Francisco	États-Unis	52,39	66	Bangalore	Inde	35,78
29	Miami	États-Unis	52,33	67	St-Petersbourg	Russie	35,55
30	Bruxelles	Belgique	52,16	68	Djakarta	Indonésie	35,40
31	Dublin	Irlande	51,77	69	Riyad	Arabie saoudite	35,37
32	Montréal	Canada	51,60	70	Le Caire	Égypte	35,29
33	Hambourg	Allemagne	51,53	71	Manille	Philippines	35,15
34	Houston	États-Unis	51,30	72	Chengdu	Chine	33,84
35	Dallas	États-Unis	51,25	73	Chongqing	Chine	33,13
36	Washington	États-Unis	51,19	74	Beyrouth	Liban	31,81
37	Vancouver	Canada	51,10	75	Caracas	Venezuela	26,11
38	Barcelone	Espagne	50,90				

Les caractères gras désignent les villes précédemment situées en périphérie du système mondial.

sont loin de participer également à ce que nous avons provisoirement désigné comme la troisième vague d'urbanisation. Même celles qui affichent les meilleurs scores sont généralement considérées en émergence plutôt que comme appartenant à la troisième vague. En outre, certaines des villes situées au bas du classement ne peuvent au mieux qu'être marginalement incluses dans la troisième vague, et beaucoup de ces dernières villes (en particulier dans l'ensemble des pays du Sud) contiennent également de grandes populations pauvres et, partant, se situent bien loin de quelque réalité capitaliste que ce soit (Roy, 2011). Nous verrons plus loin que depuis les années 1980 environ, le capitalisme a subi une transformation considérable vers une économie cognitive et culturelle globale, ce qui a eu de profondes répercussions sur les processus d'urbanisation. Le tableau 10.1 a pour simple visée de suggérer quelques-uns des endroits du monde où les éléments de ce changement sont certainement discernables, bien qu'irrégulièrement, dans des parties du paysage urbain.

10.3. L'économie et l'urbanisation dans la troisième vague

10.3.1. Des vents économiques changeants

Au cours des années 1970, alors que la crise du fordisme s'aggravait, les géographes et les chercheurs en sciences régionales ont commencé à rendre compte de façon très pessimiste des impasses qui en découlaient et qui proliféraient dans les principales villes et régions à cette époque (Blackaby, 1978; Bluestone et Harrison, 1982; Carney, Hudson et Lewis, 1980; Massey et Meegan, 1982). Pendant que le fordisme s'essouffait, un certain nombre de contre-courants pas encore déterminants, mais bien réels étaient dans l'air; on peut maintenant y voir des signes annonciateurs d'une transformation décisive vers une économie dont les exigences du travail seraient essentiellement cognitives et culturelles. Dans ce que l'on appelle la Tiers-Italie, une renaissance de l'artisanat à petite échelle commençait à devenir apparente à certains endroits (Bagnasco, 1977). Dans la Sunbelt étasunienne, plusieurs agglomérations industrielles de haute technologie se développaient rapidement, la Silicon Valley en tête (Rogers et Larson, 1984; Saxenian, 1983). L'« économie de services » a aussi commencé à être reconvenue comme un segment important du système capitaliste, notamment dans les grandes régions métropolitaines des pays économiquement avancés (Fuchs, 1968; Stanback, 1979).

Au cours des années 1980, on a classé de plus en plus ces nouveaux types de phénomènes sous la rubrique du « post-fordisme ». Ce plaidoyer théorique s'est accompagné d'un certain nombre de concepts concernant

la production et la géographie économique, comme la spécialisation flexible (Piore et Sabel, 1984), l'accumulation flexible (Harvey, 1987) et les nouveaux espaces industriels (Scott, 1988), marqués par un renouvellement du concept marshallien de zone industrielle (Becattini, 1987 ; Garofoli, 1987). Aujourd'hui, on fait largement appel à ces idées ; il ne fait aucun doute qu'au cours des trois dernières décennies, la notion de post-fordisme a joué un rôle important en analyse urbaine et régionale en général. Avec la progression continue de la théorie sociospatiale, toutefois, le temps est évidemment venu pour une retraite honorable de l'expression. En particulier, l'expression « post-fordisme » ne fait explicitement allusion qu'à ce qui n'est pas, et une dénomination plus positive serait évidemment davantage souhaitable. Par conséquent, dans ce chapitre, nous utiliserons les termes « capitalisme cognitif et culturel », ou « économie cognitive et culturelle », ou parfois simplement le raccourci « nouvelle économie », comme un moyen de saisir un concept qui possède une portée élargie dans le contexte actuel du capitalisme ainsi que ses effets sur les processus d'urbanisation. À ce stade, il convient d'aborder trois points importants.

Premièrement, alors que le fordisme classique se fondait sur les technologies électromécaniques à grande échelle, le capitalisme d'aujourd'hui a pris de l'avance grâce à des méthodes de calcul numérique et à des moyens de communication et de stockage de l'information, ce qui a eu des répercussions profondes sur l'organisation de la production et du travail. Ces méthodes, qui complètent et galvanisent de nombreuses formes de travail non routinier, ont suscité une expansion considérable des emplois qui font appel à la diversité des capacités cognitives et culturelles de la main-d'œuvre. L'emploi des travailleurs dotés de ces types de capital humain a en effet connu une croissance rapide au cours des dernières décennies dans l'économie américaine (Autor, Levy et Murnane, 2003). Parallèlement, les travaux routiniers de toutes sortes ont été progressivement éliminés par le système de l'emploi ; ce constat vaut aussi bien pour le travail de bureau que pour le travail manuel dans le secteur manufacturier. Même là où des blocs de travail de routine continuent de résister à l'assimilation dans les systèmes de technologie numérique, ils sont constamment sortis des zones à hauts salaires, en particulier des grandes régions métropolitaines, et envoyés vers des dépôts de main-d'œuvre périphériques où les salaires sont nettement inférieurs.

Deuxièmement, dans la foulée de ces changements, la division globale du travail dans les centres les plus économiquement avancés du capitalisme contemporain est en train de subir une transformation qualitative de grande envergure par rapport à la situation du fordisme (Levy et Murnane, 2004). Contrairement à l'ancienne division entre cols blancs et cols bleus qui avait émergé de la logique du fordisme, nous observons

aujourd'hui une division du travail différente comportant à ses extrémités deux strates bien plus fortement différenciées, tant en termes de structure professionnelle que de revenu. L'échelon supérieur de cette division est constitué de ce que certains analystes ont appelé les « travailleurs symboliques » (Reich, 1992), le « cognitariat » (Moulier Boutang, 2007 ; Vercellone, 2007), les « travailleurs du savoir » (Kunzmann, 2009), la « classe créative » (Florida, 2002), ou ceux que nous appelons ici les travailleurs cognitifs et culturels. L'échelon inférieur coïncide à un degré significatif avec une « nouvelle classe servile », une identification qui reflète la diminution du travail de fabrication chez les cols bleus dans les grandes zones métropolitaines et l'expansion des tâches à bas salaire dans les services⁴. Malgré cela, et en dépit de leur statut social et économique marginal, les membres de l'échelon inférieur sont loin d'être dépourvus de capacités cognitives et culturelles, quoiqu'ils puissent manquer de qualifications formelles. Au contraire, une grande partie de leur travail – de la garde des enfants en passant par le travail de concierge, le service aux tables et la conduite de taxis – exige des capacités considérables de prise de décisions discrétionnaires ainsi que de nombreuses compétences informelles.

Troisièmement, comme l'indique la loi d'Engels, la consommation au-delà et en deçà de ce qui est nécessaire pour simplement assurer sa subsistance tend à s'accroître de façon disproportionnée à mesure que le revenu augmente. Dans le fordisme, ce phénomène a donné naissance à ce que nous pourrions appeler la « société de consommation de première génération », dans lequel les ménages ont accumulé des masses de produits matériels relativement normalisés. Aujourd'hui, nous entrons dans « la société de consommation de deuxième génération », où les ménages consacrent une part de plus en plus importante de leur budget non seulement aux produits matériels, qui sont maintenant relativement dénormés, mais aussi à un large éventail toujours changeant de biens et de services qui, pour le meilleur ou pour le pire, ont une puissante signification expérientielle (Pine et Gilmore, 1999).

4. La nouvelle classe servile recoupe en certains points ce que l'on appelle le « précarariat » (Perrin, 2004 ; Standing, 2011 ; Wacquant, 2006). Toutefois, la notion de classe servile identifie une position sociale occasionnée spécifiquement par la division du travail, alors que le précarariat fait référence à un syndrome généralisé de marginalité sociale qui inclut également les gens inemployables, les destitués et les « classes de gens dangereux ». Tout effort visant à approfondir le concept de villes de la troisième vague d'un point de vue sociologique ou anthropologique devrait explicitement prendre en compte ces dernières catégories sociales.

Ces diverses tendances sont associées à un certain nombre de changements frappants dans les secteurs clés du système capitaliste. Pour sûr, la production de masse n'a jamais réellement disparu du système, et la production d'une bonne partie des biens d'aujourd'hui a encore recours à des méthodes associées à la chaîne d'assemblage, mais le plus souvent, grâce à l'informatisation, elle se réalise avec un plus grand degré de flexibilité qu'il y a un demi-siècle. Plus précisément, le centre du système est désormais occupé par un certain nombre de nouveaux segments économiques et d'anciens segments revivifiés, fondés avant tout sur les technologies numériques et les formes cognitives et culturelles finement aiguës du capital humain (y compris les compétences artisanales) auxquelles nous avons déjà fait allusion. L'un de ces segments englobe l'industrie de haute technologie, qui, en plus de fabriquer des équipements aéronautiques, des produits biotechnologiques, pharmaceutiques et ainsi de suite, est aussi la source des instruments technologiques essentiels de la nouvelle économie. Un deuxième segment gravite autour des services spécialisés, dont les principaux produits vont des services financiers et commerciaux aux services médicaux et personnels. Un troisième, constitué d'une variété d'industries des médias, de la culture et de la mode, produit des émissions de télévision, des films, de la musique, des jeux électroniques, de l'architecture, des vêtements et ainsi de suite. Les produits de ce troisième segment recourent à une diversité de produits hybrides parce qu'ils sont à la fois culturels et utilitaires, tels les chaussures, les sacs à main, les meubles ou même les voitures. Chacun de ces trois segments est marqué par une croissance du niveau de la concurrence économique, d'autant plus que la mondialisation et le néolibéralisme continuent d'étendre leur portée. Toutefois, la concurrence dans cette nouvelle économie est loin de ressembler au laissez-faire classique. Au contraire, et précisément à cause de la flexibilité sous-jacente aux méthodes de production numérisées et à l'artisanat et de la grande capacité qu'elle donne aux entreprises de différencier leurs produits, à la fois en termes de rendement et d'apparence, les marchés, à toutes les échelles géographiques d'aujourd'hui, sont beaucoup plus susceptibles qu'avant d'être caractérisés par la concurrence monopolistique manière Chamberlin (1933), à savoir une concurrence fondée sur des producteurs spécifiques et des lieux spécifiques, soit sur la qualité des produits plutôt qu'uniquement sur le prix.

10.3.2. Les réponses économiques urbaines

Pendant une bonne partie du xx^e siècle, la machinofacture fordiste a fait preuve d'une propension distincte à l'agglomération de localisation, contribuant donc grandement à la croissance urbaine, en particulier dans les grandes ceintures manufacturières d'Amérique du Nord et d'Europe

occidentale. En l'occurrence, le fordisme a également été associé à une certaine dispersion de la localisation, mais pendant une grande partie du xx^e siècle, cette dispersion fut subordonnée à des forces centripètes plus puissantes qu'elle. Puis, à mesure que la crise du fordisme s'exacerbait dans les années 1970, ce processus de dispersion s'est grandement accentué, forçant de nombreuses villes à la stagnation et au déclin. Par la suite, au cours des années 1980 et 1990, les tendances à la relocalisation en agglomérations se sont réaffirmées en adoptant une forme prédominante de capitalisme qui était davantage marquée cognitivement et culturellement. Ces tendances ont été responsables de nouveaux cycles de la croissance urbaine dans des lieux situés à l'intérieur ou à l'extérieur de la portée géographique traditionnelle du capitalisme fordiste, notamment les pays du Sud ainsi que les pays où régnait naguère le socialisme d'État.

Un important corpus de littérature est consacré aux questions d'agglomération (par exemple Becattini, 1987; Cooke et Morgan, 1998; Scott, 1988; Storper, 1997); il est donc inutile ici de présenter un compte rendu technique pour expliquer pourquoi et comment ce phénomène est une fois de plus sur une montée. Nous devons cependant rappeler que les systèmes de production agglomérés émergent généralement de trois principales lignes de force: *a*) des réseaux denses de producteurs spécialisés, mais complémentaires, formant des complexes fonctionnels d'entreprises interdépendantes; *b*) des marchés locaux du travail à la fois vastes et multiformes; *c*) des processus d'apprentissage et d'innovation basés sur les grilles de l'interaction socioéconomique qui caractérisent ces types de systèmes, en particulier lorsque les effets de connaissances tacites sont présents (Asheim et Coenen, 2005; Gertler, 2003). Pratiquement tous les grands secteurs de l'économie cognitive et culturelle (en particulier la production basée sur la haute technologie, les services commerciaux et financiers et les industries culturelles) incarnent diverses combinaisons de ces lignes de force; ils sont le fer de lance du processus actuel de réagglomération. Ce genre de processus engendre ce que nous pourrions appeler des formes proto-urbaines, à savoir des espaces économiques comprenant des districts industriels spécialisés et des zones et foyers de production périphériques connexes. Ces formes prennent un caractère urbain à part entière à mesure que se déploient des phénomènes sociopolitiques contingents, et elles agissent instinctivement sur le système de production local pour créer des espaces intra-urbains à la suite d'un balayage complet, y compris les infrastructures à forte intensité capitaliste qui gonflent encore davantage les économies d'agglomération. La géographie correspondante de la ville est donc d'une grande complexité, en particulier lorsque plusieurs districts industriels se retrouvent dans une même zone

urbaine. Cela dit, la géographie intra-urbaine des trois grands secteurs de l'économie cognitive et culturelle énumérés plus haut s'exprime souvent dans des modèles concrets qui se répètent avec une certaine régularité d'une ville à l'autre. Ainsi, la localisation des activités financières de haut niveau gravite généralement à des endroits situés dans le district central des affaires ; les industries culturelles se retrouvent à la fois dans les quartiers d'affaires centraux et dans les zones qui leur sont adjacentes, comme le montre Hutton (2008) dans des lieux aussi variés que Londres, San Francisco, Singapour et Vancouver ; quant à l'industrie de haute technologie, elle se concentre habituellement dans des technopoles denses qui correspondent aux zones plus suburbaines des villes-régions (Castells et Hall, 1994 ; Scott, 1990).

Ces regroupements de producteurs cognitivo-culturels sont presque toujours des sites d'innovation industrielle persistante, si ce n'est d'hyperinnovation. Contrairement au modèle de recherche-développement si caractéristique du fordisme (et qui n'a pas du tout disparu), où l'innovation se diffusait de haut en bas, le modèle alternatif d'innovation fonctionne essentiellement sur la base de changements informels à petite échelle qui peuvent être pratiquement imperceptibles sur une base individuelle, mais qui parfois résultent cumulativement dans des avancées significatives à la dimension de l'ensemble du système. Il n'est alors pas surprenant que les concepts tels que le « milieu innovant » et la « région apprenante » se soient mis à occuper davantage d'espace dans les programmes des urbanistes et des décideurs politiques, notamment pendant la première moitié de la décennie 1980, et surtout en matière de développement industriel de haute technologie (Aydalot, 1986 ; Camagni, 1991 ; Maillat et Vasserot, 1986). On s'étonnera davantage de constater que la recherche sur ces questions s'est complétée plus récemment d'un intérêt accru pour la créativité et plus particulièrement pour la question de la ville créative (Cooke et Lazzeretti, 2007 ; Currid, 2006 ; Landry et Bianchini, 1995 ; Storper et Scott, 2009). Là encore, comme Hall (1998) l'a montré d'une manière éminemment détaillée, les villes ont toujours été des lieux où fleurissent l'apprentissage, l'innovation et la créativité, bien que la forme et le contenu de fond de ces processus diffèrent considérablement selon l'époque, l'endroit et les conditions sociales et économiques. Dans le Lancashire du XIX^e siècle, l'innovation tournait essentiellement autour de l'industrie textile du coton et portait plus particulièrement sur les technologies de la filature et du tissage ; dans le Détroit de la période fordiste, elle s'est fortement concentrée sur l'industrie automobile ; dans les grands centres d'affaires de Londres, New York et Tokyo, elle s'exprime aujourd'hui dans la circulation des tableaux déroutants qui caractérisent les nouveaux instruments financiers.

Cet ancrage de l'apprentissage, de l'innovation et de la créativité dans une sorte de socle social concret (économique ou non) est un aspect d'autant plus crucial que la majeure partie de la littérature contemporaine sur les villes créatives fait largement abstraction de la créativité des conditions sociales et économiques ambiantes, en particulier dans les recherches les plus étroitement associées aux travaux de Florida (2004). Plus précisément, l'innovation et la créativité n'émanent pas unilatéralement de l'esprit d'une « classe créative », même si l'innovation et la créativité sont toujours en partie fonction du talent et de la capacité individuels. Au contraire, l'innovation et la créativité ainsi que les processus liés à l'apprentissage sont toujours mobilisés de façon concrète en rapport avec des formes de vie réelles et des pratiques quotidiennes (Csikszentmihalyi, 1990; Grabher, 2001; Scott, 2010a; Törnqvist, 2004). Cette dernière remarque nous ramène directement à l'idée selon laquelle les formes de créativité susceptibles d'être mises en œuvre dans l'économie urbaine d'aujourd'hui résident principalement, mais pas exclusivement, dans les particularités organisationnelles du système de production et dans les défis et les options caractéristiques qu'elles proposent à des personnes positionnées à l'intérieur et autour d'elles. De même, les villes dont l'économie cognitive et culturelle est particulièrement développée sont souvent exceptionnellement « créatives », au sens où le travail, la vie quotidienne et le paysage portent tous les marques des aptitudes technocratiques et affectives et des sensibilités qui sont mobilisées dans ce processus économique et urbain particulier.

Des développements comme ceux-ci ne sont pas confinés aux régions les plus riches du monde, loin s'en faut, car on les observe de plus en plus souvent dans des pays relativement pauvres d'Asie et d'Amérique latine, et même dans certaines parties de l'Afrique. En outre, les villes dans lesquelles ces développements ont progressé le plus vigoureusement ont fini par se concurrencer mutuellement à l'échelle mondiale ainsi que pour des projets collaboratifs et des fusions d'entreprises. Dans bien des cas, les avantages concurrentiels de ces villes sont mis en évidence en raison des effets des rendements croissants qui découlent de l'agglomération des activités économiques, mais aussi de leur exigence de bénéfices chamberliniens basés sur les particularités locales telles que les compétences, le savoir-faire, les traditions, les idéologies de conception, les circonstances historiques et ainsi de suite. Pour se faire connaître, plusieurs villes cherchent à tirer profit des mêmes particularités. Ainsi, en plus des « Silicon Valley », « ruelles », « ravins », « gorges », « casbahs » et « oueds » qui ont surgi au cours des dernières décennies, Singapour, naguère capitale mondiale de la sous-traitance en électronique, se désigne elle-même désormais comme la « ville globale des arts »; Bangkok cherche à mettre au

point des politiques qui pourraient la transformer en une «ville créative mondiale»; Séoul s'est elle-même octroyée le titre de «ville du design». Les producteurs culturels de partout jouent sur des registres semblables afin d'incorporer dans leurs productions des valeurs sémiotiques et esthétiques locales, même si celles-ci ont souvent besoin d'un peaufinage considérable afin d'élargir leur attrait sur les marchés mondiaux. L'industrie cinématographique de Bollywood illustre ce cas avec une certaine insistance (Lorenzen et Taube, 2008).

10.4. La géographie et les marchés locaux du travail dans les villes de la troisième vague

10.4.1. La restructuration de la société urbaine

Comme nous l'avons vu, l'appareil industriel du fordisme a été le site d'une division dominante du travail entre cols blancs et cols bleus. Ce clivage était à son tour projeté dans l'espace urbain, en quelque sorte, où il réapparaissait sous la forme d'une division géographique irrégulière, néanmoins perceptible des quartiers. Les analystes urbains considèrent encore pour une bonne part la structuration de l'espace social urbain en termes de quartiers de cols blancs et de cols bleus; or, tout comme l'avènement de la nouvelle économie appelle à une mise à jour des concepts relatifs à la production de l'espace urbain, il appelle aussi à une révision de notre façon de concevoir la géographie sociale de la ville et les marchés du travail locaux avec lesquels elle est entrelacée.

La question à se poser concerne la nouvelle division du travail, qui a vu le jour en même temps que l'économie cognitive et culturelle, et qui occasionne une restructuration de la société urbaine en même temps qu'une recomposition de l'espace social urbain. Cette nouvelle stratification se reflète aussi bien dans le fossé économique et social qui se creuse entre les moitiés supérieure et inférieure de la main-d'œuvre (en particulier dans les grandes zones métropolitaines) que dans l'évolution des tâches professionnelles des individus positionnés de chaque côté de ce fossé (voir par exemple Cai, Chen et Zhou, 2010; Fainstein, 2001; Hamnett et Cross, 1998; Yun, 2006). Les facteurs qui alimentent cette fracture possèdent incontestablement de multiples facettes, mais ils sont au moins en partie liés à l'évolution des bases technologiques du capitalisme contemporain et au fait que la robotisation, tout en faisant disparaître diverses formes routinières de travail, parachève et renforce les compétences culturelles et cognitives de haut niveau (Autor, Levy et Murnane, 2003).

Dès lors, la strate supérieure de la main-d'œuvre ne peut plus être simplement assimilée à une catégorie indifférenciée du type « cols blancs », et encore moins à la figure de l'« homme de l'organisation » présentée par Whyte (1956) au milieu des années 1950. Aujourd'hui, la strate supérieure (qui comprend maintenant un nombre important de femmes) est nettement moins enrégimenté et bureaucratisé que ne l'était le vieux modèle hiérarchique de l'organisation d'entreprise fordiste qui était au cœur du système capitaliste. Ce changement a été déjà signalé par Gouldner (1979) dans sa théorie de la « nouvelle classe ». On peut encore trouver des vestiges de l'ancien modèle hiérarchique, mais aujourd'hui la fraction supérieure de la main-d'œuvre est de plus en plus appelée à exercer ses talents personnels et sa créativité dans des tâches très ouvertes, qui nécessitent des compétences clés comme la finesse d'analyse, le raisonnement déductif, la technique d'introspection, le jugement interpersonnel, la pensée imaginative, la sensibilité culturelle, les capacités de narration et ainsi de suite. En même temps, ces tâches doivent souvent être effectuées dans le contexte évolutif d'équipes de travail collaboratives qui nécessitent des compétences particulières en matière d'interaction sociale et d'empathie, de manière à assurer l'atteinte des objectifs (d'affaires) souhaités (Grabher, 2001).

La strate inférieure de la main-d'œuvre dans les grandes zones métropolitaines connaît également des transformations majeures, alors que la classe des travailleurs formée des anciens cols bleus s'étiolle et est remplacée soit par une sorte de prolétariat œuvrant dans des métiers à bas salaire axés sur les services, soit par la nouvelle classe servile dont il a été question plus haut (voir Drayse, 2004 ; Hondagneu-Sotelo, 2002 ; Peck et Theodore, 2001). Dans les grandes villes, partout dans le monde, des proportions anormalement élevées de la classe servile sont constituées d'immigrants distincts culturellement ou ethniquement, souvent sans papiers, et marquées par une surreprésentation considérable des femmes (Fernandez-Kelly et Garcia, 1989 ; McDowell, 2009). Parmi les nombreux cas exemplaires que nous pourrions citer ici, on peut signaler les travailleurs antillais et hispaniques de New York ou de Los Angeles, les Nord-Africains et les Turcs à Paris ou à Munich, ainsi que les Philippins et les Indonésiens à Hong Kong ou à Singapour. Le même phénomène s'observe dans le cas de nombreux migrants venus des régions rurales pauvres de la Chine pour travailler à Beijing, à Guangzhou et à Shanghai. Les membres de cette classe servile en plein essor occupent des emplois qui soutiennent la vie sociale et les infrastructures physiques de la ville ; en ce sens, ils sont, directement et indirectement, au service de la strate supérieure de la main-d'œuvre. D'une part, ils sont employés dans divers environnements domestiques et commerciaux comme auxiliaires maternelles, jardiniers, aide-cuisiniers, concierges, femmes de chambre et ainsi de suite ; d'autre

part, ils se voient confier une grande partie du travail physique, de l'entretien des services publics à la peinture des panneaux de signalisation en passant par l'opération des véhicules qui assurent le maintien du tissu matériel et de l'environnement bâti de la cité (voir par exemple Aguiar et Herod, 2006 ; Kang, 2003 ; Soja, 2010). De plus, certains de ces emplois axés sur les services se sont multipliés ces derniers temps avec une rapidité inhabituelle. Figurent par exemple parmi les types d'emplois qui ont connu la croissance la plus rapide dans les grandes villes des États-Unis au cours de la première décennie du *xxi*^e siècle les emplois de service à bas salaire comme les messagers, les préposés aux salles à manger, les laveurs de vaisselle, les préposés à la préparation des aliments, les préposés à l'entretien des terrains, les ouvriers de la voirie, le personnel hôtelier, les divers opérateurs de véhicules automobiles, les peintres en bâtiment, les préposés au stationnement et les préposés de stations-service (Scott, 2009, 2010b). Comme ces emplois ne peuvent être géographiquement extraits de la vie quotidienne et du travail dans les zones urbaines, ils ne sont pas sensibles à un regroupement normalisé d'emplois qui pourraient ensuite être délocalisés vers des sites à l'étranger (Gatta, Boushey et Appelbaum, 2009).

Les travailleurs appartenant à ces deux strates de la main-d'œuvre sont soumis à d'importants risques d'emploi qui s'accroissent à cause de la forte incidence des contrats de travail à durée limitée et du travail à temps partiel dans les villes où l'économie cognitive et culturelle contemporaine est la plus présente. Ces instabilités sont à leur tour des manifestations de la nature flexible, intermittente et axée sur des projets spécifiques d'une bonne partie de la nouvelle économie et des exigences giratoires qui s'appliquent à différentes catégories de main-d'œuvre. Les membres de la strate supérieure, cependant, sont habituellement intégrés à des réseaux d'information pointus qui leur permettent de court-circuiter au moins certains de ces problèmes (Scott, 1998) ; beaucoup d'entre eux, en tout cas, disposent de ressources matérielles suffisantes pour traverser relativement bien les périodes de sous-emploi ou de chômage. Les membres de la strate inférieure sont généralement confrontés à des perspectives d'emploi encore plus erratiques, et leurs réseaux sociaux sont plus étroitement circonscrits que ceux des travailleurs de la strate supérieure ; ces circonstances, combinées à de faibles salaires, signifient qu'un nombre important d'entre eux sont coincés dans cette situation et engagés dans une lutte constante pour joindre les deux bouts.

10.4.2. La recomposition de l'espace social urbain

Dans les années d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale, les quartiers de cols blancs et de cols bleus de la ville fordiste étaient couramment, si ce n'est schématiquement, disposés en anneaux respectivement situés

dans les banlieues et à l'intérieur de la ville. À partir des années 1950, les cycles de décentralisation industrielle du centre vers la périphérie de la ville ont commencé à s'accroître. En conséquence, de nombreux cols bleus ont commencé à se retirer des vieux quartiers du centre-ville pour aller s'installer près des emplois manufacturiers nouvellement décentralisés. Au cours des décennies suivantes, ces changements ont donné lieu à une mosaïque de quartiers de cols blancs et de cols bleus dans ce qui avait été précédemment des banlieues relativement homogènes. La mosaïque sociale des banlieues américaines, qui subsiste encore maintenant, est rendue encore plus complexe aujourd'hui en raison de la multiplication des enclaves raciales et ethniques distinctes situées aux confins de la ville (Phelan et Schneider, 1996). Beaucoup des habitants de ces enclaves occupent des emplois dans des entreprises de haute technologie et dans d'autres établissements industriels qui sont toujours localisés dans les banlieues des villes américaines.

Parallèlement à ces tendances, l'apparence sociale des zones du centre-ville a également commencé à changer de façon nette après les années 1950. Au début des années 1960, Glass (1964) avait observé qu'un certain nombre de quartiers pauvres du centre de Londres (par exemple les quartiers d'Islington, Paddington et North Kensington) ont été l'objet d'une transformation sociale à la suite de l'arrivée d'individus de classe moyenne supérieure qui se sont mis à moderniser le parc de logements local. Pour désigner ce phénomène, on a créé le néologisme *gentrification* (rendu en français par un mot plus ancien, « embourgeoisement »), un terme encore largement en usage aujourd'hui, mais dont le sens est devenu de plus en plus flou en s'étendant du réaménagement résidentiel des quartiers du centre-ville pour couvrir aussi le réaménagement commercial dans les quartiers d'affaires centraux. Dans les paragraphes qui suivent, nous entendons faire la distinction entre ces deux formes assez différentes de transformation urbaine (malgré un certain chevauchement de leurs extrémités); nous utiliserons donc « embourgeoisement » strictement dans le sens originel donné par Glass à *gentrification*, soit le réaménagement résidentiel basé sur la rénovation. Dans ce sens spécifique, l'embourgeoisement a continué de faire des percées importantes dans les quartiers urbains centraux, non seulement en Amérique du Nord et en Europe occidentale, mais aussi dans plusieurs autres parties du monde, et comme nous le verrons, cette tendance aurait généralement des liens fondamentaux avec les pressions croissantes émanant de l'économie cognitive et culturelle dans les zones urbaines.

L'embourgeoisement total d'un quartier donné est souvent précédé d'une phase de transition au cours de laquelle les habitations de la classe ouvrière (dont certaines ont déjà été abandonnées) et les propriétés

adjacentes commencent à être colonisées par des artistes et des marginaux. Cette phase s'accompagne généralement d'une croissance correspondante de l'offre de services locaux (tels les bars et les salles de spectacles) répondant à leurs besoins (Lloyd, 2002 ; Zukin, 1982). L'exode accéléré des résidents de la classe ouvrière découle également de la hausse des loyers dans ces zones et de la baisse continue du nombre d'emplois manufacturiers à l'intérieur des limites de la ville. Le rythme du changement au cours de cette phase est souvent renforcé par des propriétaires sans scrupules, avides de récolter les bénéfices de la valeur croissante des propriétés, et par une administration municipale trop zélée, soucieuse d'améliorer l'image de la ville (Lees, Slater et Wyly, 2008 ; Slater, 2006 ; Wacquant, 2008). Pendant ce temps, le mouvement vers l'intérieur des membres de la strate supérieure de la main-d'œuvre du centre-ville se déroule sous la forme d'une immigration de travailleurs cognitifs et culturels dont le profil démographique correspond à celui de la jeune famille professionnelle, du couple en union libre, du couple de conjoints de même sexe, des colocataires ou du célibataire amateur de la vie nocturne, par exemple (Harris, 2008 ; Rubino, 2005 ; Islam, 2005 ; Hamnett et Whitelegg, 2007 ; Haase et *al.*, 2010).

Cette vaste dynamique de changement a été théorisée par Smith (1982) en termes d'«écart de loyer». Les origines de l'écart de loyer se retrouveraient dans la différence entre la faible valeur des propriétés (soutenue par de puissants effets de voisinage) qui prévaut dans les centres-villes où les familles de la classe ouvrière dominent l'environnement social local, comparativement à la valeur accrue qui découle de l'embourgeoisement, ouvrant la voie à une supposée «meilleure» utilisation du sol. Tout plausible que puisse sembler ce point de départ, la théorie de l'écart de loyer échoue néanmoins à fournir tous les éléments d'une explication cohérente. Plus précisément, comme Smith (1986) lui-même le laisse entendre, il faut tenir compte des nouvelles connaissances sur la trajectoire historique de l'embourgeoisement, en conservant une vision élargie de l'évolution des structures urbaines à mesure que le fordisme a cédé la place au post-fordisme, puis au capitalisme cognitif et culturel. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'une des raisons de l'abandon des quartiers résidentiels du centre-ville par la classe ouvrière dans les décennies d'après-guerre est la désindustrialisation locale, qui a entraîné le déplacement des familles vers des quartiers de banlieue donnant un accès immédiat à de nouvelles perspectives d'emploi dans le secteur manufacturier. De plus, et tout particulièrement après les années 1970, la croissance remarquable de l'économie cognitive et culturelle s'est accompagnée d'une formidable expansion des offres d'emploi pour les travailleurs hautement qualifiés dans les quartiers d'affaires et les zones urbaines environnantes. Cette expansion a créé et constitue encore, pour les travailleurs cognitifs et culturels bien rémunérés, un important incitatif à déménager dans un

secteur résidentiel voisin de ces quartiers, ce qui entraîne la modernisation des propriétés de ces secteurs (voir Hutton, 2008 ; Ley, 1996) et, partant, conduit au phénomène de l'écart de loyer. On trouve une illustration simple de la vigueur de cette tendance dans le fait que dans les années 1980, le centre de Manchester ne comptait que quelques centaines de résidents, alors qu'aujourd'hui, après l'embourgeoisement du quartier, la population dépasse les 20 000 personnes (Ward *et al.*, 2010). Cependant, alors même que l'embourgeoisement progresse, les enclaves résidentielles denses de travailleurs à bas salaire (en particulier les immigrés ethniques engagés dans les services déclassés et les segments de misère de l'économie urbaine) conservent généralement une base dans certains secteurs de la ville (Salway, 2008 ; Sassen-Koob, 1982 ; Sassen, 1991).

10.5. Le milieu urbain et la forme bâtie

La conception architecturale est à la fois un secteur important de la nouvelle économie cognitive et culturelle et un instrument de son déploiement dans l'espace urbain. Autrement dit, les changements socioéconomiques dont il est question ici découlent en partie de transformations parallèles du milieu urbain et du cadre bâti. L'embourgeoisement que nous avons décrit plus haut est un élément de ce processus. On peut observer un phénomène apparenté dans le réaménagement qui, depuis quelques décennies, se pratique avec acharnement dans les districts centraux, sur les propriétés consacrées aux affaires et au commerce. Nous désignerons ce phénomène par un terme peut-être maladroit, mais évocateur : l'«intensification esthétisante de l'utilisation du sol».

L'intensification de l'utilisation du sol en général n'est rien de plus qu'une augmentation de la surface utile ou de la production par unité de superficie du sol, comme moyen d'augmenter la rente ricardienne. Cette augmentation a un effet multiplicateur sur le prix du loyer, ce qui signifie que les formes les plus probables de l'intensification ont tendance à se produire là où le loyer est déjà élevé, en tenant compte bien sûr des coûts à défrayer pour intensifier l'utilisation à cet endroit ainsi que le taux d'augmentation du chiffre d'affaires pouvant découler de l'investissement en question (Nowlan, 1977 ; Scott, 1980). Ce principe général se vérifie dans les centres-villes, là où les concentrations de l'espace au sol sont particulièrement denses, ainsi que dans les lieux où le redéveloppement est constant, ce qui entraîne une utilisation de plus en plus intensive du sol.

Une intensification de l'utilisation du sol s'est produite périodiquement dans les quartiers d'affaires des villes capitalistes depuis qu'elles existent, souvent avec le soutien politique nécessaire pour briser les formes

cimentées d'inertie spatiale. Les signes visibles de cette dynamique sont l'expansion verticale toujours croissante des grands centres urbains et la revitalisation des anciennes friches autour de ces centres, où le remembrement de terres a été effectué à grande échelle et où la réhabilitation vigoureuse (comme dans le cas de l'embourgeoisement) est en mesure de rehausser considérablement la valeur du sol.

Cette pratique de longue date de l'intensification de l'utilisation du sol s'est toujours accompagnée de diverses formes d'esthétisation, mais ce processus a pris un sens nouveau et une grande envergure dans le contexte actuel, en réaction à la fois aux appels pressants à la créativité et aux nouvelles possibilités offertes par l'urbanisation dans une économie cognitive et culturelle globalisée (Bontje, Musterd et Delzer, 2011 ; Schmid, Dietrich et Urry, 2011). Entre autres choses, les structures bâties et les paysages du centre-ville sous-tendent et reflètent le travail créatif, cérébral et culturel du palier supérieur de la main-d'œuvre qui domine aujourd'hui dans ces zones. Ici, la géométrie relativement réservée du modernisme ne cesse de céder la place à l'idiosyncrasie et à la grandiloquence. Sklair (2005, 2010) a souligné que les formes d'expression architecturale dans le cœur des grandes villes du monde représentent généralement et dans une certaine mesure l'esprit des grandes entreprises et des institutions financières qui choisissent de s'y installer. En tant que telles, ces formes s'accordent bien aussi avec les aspirations et l'idéologie d'une classe capitaliste transnationale ostensiblement riche qui intègre ces lieux aux réseaux d'entreprises qui se tissent à travers le monde. En même temps, les espaces sociaux du centre-ville sont de plus en plus intégrés aux installations plutôt axées sur le consommateur telles que les galeries marchandes, les centres commerciaux, les salles de concert, les musées, les galeries d'art, les salles de conférence, les stades, etc. Ces équipements sont principalement à la disposition de la fraction supérieure de la main-d'œuvre, de sorte que lorsque le quartier central des affaires est rendu encore plus attrayant pour cette fraction, le poids de celle-ci s'ajoute à la fascination qu'il exerce et encourage ainsi l'embourgeoisement des quartiers résidentiels adjacents.

L'esthétisation d'une utilisation plus intensive du sol dans les grandes agglomérations est encore plus stimulée par l'exploitation croissante du design urbain et de la forme bâtie qui servent de complément aux stratégies de développement économique local. Les gestes architecturaux emblématiques à grande échelle jouent un rôle particulièrement important à cet égard en vertu de leur capacité à servir de dispositifs à la fois d'image de marque et de marketing urbain. Ce rôle est bien illustré par des mégaprojets récents (souvent signés par des architectes célèbres) comme le Los Angeles Disney Hall, les Docklands de Londres, le musée

Guggenheim de Bilbao, les tours Petronas de Kuala Lumpur et le Centre financier mondial de Shanghai, ainsi que par une foule de cas comparables. Qui plus est, ce sont justement les nouvelles technologies numériques du capitalisme cognitif et culturel qui permettent d'obtenir des types de formes topologiques complexes caractéristiques de bon nombre de ces projets. Ainsi, comme à bien d'autres égards, le paysage physique de la ville devient un atout dans les concours intervilles mondiaux pour l'obtention d'un statut, la venue d'investissements étrangers, l'organisation de mégas-événements (tels les Jeux olympiques) et les dollars des touristes, des concours qui se répètent à intervalles de plus en plus rapprochés dans le monde contemporain (Kaika, 2010; Knox, 2011). En l'absence d'initiatives complémentaires, cependant, et comme semble l'indiquer l'expérience de Bilbao, les projets architecturaux de grande envergure ne sont pas toujours à la hauteur des attentes concernant leurs potentiels de développement économique local (Miles, 2005; Plaza, 2008).

Comme le laissent entrevoir quelques-uns des projets architecturaux précités, certains des changements les plus spectaculaires opérés sur le paysage urbain par l'intensification de l'esthétisation de l'utilisation du sol s'observent dans les grandes régions métropolitaines d'Amérique du Nord et en Europe occidentale qui étaient autrefois à l'avant-scène du développement économique fordiste. Dans ces centres, les anciens paysages graveleux et mornes des zones du centre-ville cèdent le pas aux vagues d'un milieu régénéré riche d'expériences visuelles et de symboles urbains spectaculaires (Hannigan, 1998). De même, les incompatibilités réelles ou perçues entre l'espace résidentiel et l'espace de production, qui semblaient être un aspect quasi incontournable de la vie dans les versions antérieures de l'urbanisation capitaliste, sont maintenant partiellement effacées. Au lieu de cela, une nouvelle sorte d'équilibre semble se dessiner à mesure que ces espaces s'imbriquent spatialement et que s'atténue l'effet de repoussoir entre leurs fonctions et leurs besoins sociaux. Même des portions de la banlieue présentent une tendance similaire, comme en font foi les parcs industriels verdoyants, dont les bâtiments élégants accueillent des entreprises de haute technologie et d'autres entreprises commerciales à côté des quartiers résidentiels aseptisés et des communautés fermées de la périphérie urbaine où se regroupent des habitants à revenu supérieur. Pourtant, le paradoxe de la grande métropole du capitalisme cognitif et culturel se trouve dans le contraste entre l'éclat prestigieux d'une grande partie de sa forme extérieure immédiate et la misère de sa face inférieure, beaucoup plus sombre (Currid-Halkett et Scott, 2011).

10.6. La ville et le monde

10.6.1. L'urbanisation dans la nouvelle économie mondiale

Le capitalisme cognitif et culturel s'est développé en parallèle avec la grande amplification de la mondialisation qui se produit depuis quelques décennies. Les relations entre ces deux phénomènes sont extrêmement complexes et tentaculaires, bien que tous deux doivent beaucoup aux changements technologiques sous-jacents et à la volonté d'extension des marchés qui caractérisent ce temps de l'histoire. La même époque a été témoin de l'expansion massive d'un système de villes lointaines, dont l'essentiel est constitué des villes-régions globales du nouvel ordre mondial (Etherington et Jones, 2009 ; Scott *et al.*, 2001), dont plusieurs figurent au tableau 10.1. Chacune des grandes villes-régions du monde comprend un noyau constitué d'une ou (une tendance lourde) plusieurs régions métropolitaines qui se chevauchent spatialement, entourées d'*hinterlands* étendus, parfois eux-mêmes les sites d'autres agglomérations urbaines. Les villes-régions fonctionnent dans une grande mesure comme les moteurs de l'économie mondiale dans son ensemble. Représentant les principales concentrations d'activité ajoutant de la valeur dans l'économie du monde contemporain, elles sont les commandantes en chef et les centres de contrôle des grandes multinationales au sommet de tout le système capitaliste (Sassen, 1991). Elles sont aussi les centres privilégiés de la nouvelle économie cognitive et culturelle.

Les villes-régions sont prises dans des relations mutuelles intenses et diversifiées à la grandeur du globe. Certaines de ces relations entraînent des interactions collaboratives, comme en témoigne l'essor des réseaux internationaux d'activités intraentreprises et des partenariats interentreprises dans de nombreux secteurs (dont celui de l'économie cognitive et culturelle), y compris dans les services aux entreprises tels que les services bancaires, juridiques et comptables, les assurances, le management, la publicité et le design graphique (Taylor, Evans et Pain, 2008). D'autres sont plus compétitifs, bien que dans l'économie d'aujourd'hui, les rapports de concurrence entre les régions urbaines soient profondément marqués par des processus chamberliniens : comme nous l'avons indiqué précédemment, les produits du travail cognitif et culturel ont tendance à être très différenciés en termes de performance et de signification symbolique, compte tenu des atouts qui les caractérisent au départ. Cette proposition revêt une importance particulière en ce qui concerne les produits culturels tels que les films, les émissions de télévision, la musique et la mode. Elle suppose (même dans un monde dans lequel les coûts de transport diminuent sans cesse) que les divers lieux de production d'un même type de biens ou de services peuvent maintenir des avantages concurrentiels

durables. En l'absence de lieu précis de production d'un produit donné, les régions les moins développées risquent à long terme de succomber aux avantages concurrentiels des centres les plus développés, notamment à cause de la croissance des rendements qu'ils génèrent. Il faut bien sûr reconnaître qu'au-delà d'un certain seuil critique de production, une ville connaîtra un rendement décroissant, mais il reste que les rendements décroissants demeurent un phénomène essentiellement transitoire dans un monde où les efforts d'urbanisme et de génie civil ne connaissent pas de temps mort. Autrement dit, la mondialisation ne menace pas nécessairement la viabilité à long terme de plusieurs centres de production culturelle dans différents pays. En corollaire, les terribles avertissements de théoriciens antérieurs de la culture tels Mattelart (1976) et Michalet (1987) sur la normalisation à venir de la culture mondiale sous le signe de l'impérialisme des multinationales étasuniennes ont maintenant moins de force qu'à l'époque où ils ont été lancés. Toutefois, d'importantes questions demeurent quant aux origines de plus en plus commerciales de cette culture et à la menace qu'elle représente pour bon nombre de traditions et de modes de vie séculaires. Même Hollywood, aussi dominant qu'il puisse demeurer, est aujourd'hui assailli de toutes parts par des produits concurrentiels émanant des studios de cinéma, de télévision, de production musicale et d'enregistrement d'autres parties du monde. Les villes-régions du système-monde moderne sont loin de converger vers une sorte de monotonie monochrome; au contraire, elles constituent des noyaux vitaux en voie de générer un capitalisme polycentrique et polyphonique.

10.6.2. Les villes-régions : les réponses institutionnelles

Les villes-régions sont aujourd'hui prises entre deux grands ensembles émergents de forces opposées, mais interdépendantes : d'une part, des pressions internes résidant dans leur propre structure; de l'autre, des dangers extérieurs, mais aussi de nouvelles possibilités à différentes échelles spatiales allant jusqu'à l'échelle mondiale. Bien sûr, ces forces débordent largement le cadre de l'économie cognitive et culturelle proprement dite, mais elles ont des interactions importantes avec des éléments de ce cadre et de nombreuses répercussions sur la performance et l'incidence de la nouvelle économie dans les zones urbaines.

Les zones urbaines du capitalisme ont toujours été le site de pannes attribuables à la mauvaise répartition spatiale et temporelle des ressources, au sous-investissement dans les services publics essentiels, aux défaillances du marché et à maintes autres formes d'inefficacité et d'irrationalité. À l'ère de l'étatisme de l'État-providence keynésien, des pannes de ce type étaient généralement l'objet d'interventions énergiques quand elles menaçaient

l'ensemble de la performance urbaine et sociale (Brenner, 2004). Par comparaison, dans les villes de la troisième vague, enveloppées comme elles l'ont été jusqu'à présent dans un environnement politique néolibéral dominant (avec son effet modérateur sur les dépenses publiques), ces panes sont souvent laissées irrésolues par les décideurs politiques. Inversement, certaines questions de politique urbaine qui, à une époque antérieure, étaient relativement passées sous silence se retrouvent dorénavant parmi les priorités à l'ordre du jour. Elles ont principalement trait aux pressions concurrentielles que subissent les villes en raison de la mondialisation ainsi qu'à l'hétérogénéité croissante de la société urbaine causée par une immigration à grande échelle (voir plus loin). Toute recherche de réponses à ces questions est susceptible d'être au moins partiellement entachée par un autre problème, soit la fragmentation municipale qui caractérise presque toujours l'espace intérieur des villes-régions d'aujourd'hui et qui, en soi, constitue une source persistante d'inefficacité et de biais sociaux dans la fourniture des biens et services publics urbains.

Partout dans le monde, les villes-régions ont désormais du mal à résoudre les tensions et les dilemmes engendrés par cette fragmentation administrative interne et à faire un peu d'ordre sur le plan managérial par des mesures plus rationnelles et plus inclusives. Toronto, Londres, Tokyo et Hong Kong, entre autres, ont toutes mis en place une certaine forme de gouvernance métropolitaine élargie. Les solutions spécifiques qui ont été mises en œuvre prennent des formes variées, allant des fédérations de municipalités aux compétences à plusieurs niveaux ou, comme dans le cas de Los Angeles, à la création de régions spéciales. Les cités-régions chinoises, comme l'indiquent Vogel et *al.* (2010), révèlent une certaine volonté de la part des autorités de mettre en place un contrôle administratif englobant. L'avènement du capitalisme dans ce pays a été attesté par la hausse précipitée des niveaux de compétition intermunicipale, un phénomène qui était inconnu dans le socialisme d'État. Cette tournure des événements a mis en branle un mouvement visant à créer des structures gouvernementales à l'échelle des villes-régions, à la fois comme moyen d'assurer des niveaux élevés d'efficacité de fonctionnement et comme mécanisme pour l'élaboration de politiques plus efficaces de développement économique local.

Pour dire les choses en termes plus généraux, de nombreuses expériences sur l'élaboration de nouvelles institutions de gestion et de coordination collective au niveau de la ville-région se poursuivent au même rythme, en réponse à l'affaiblissement du parapluie protecteur de l'État national et à l'élargissement de la concurrence mondiale. La recherche d'un certain degré de gouvernance de la ville-région est d'autant plus

impérative dans les régions métropolitaines dotées d'un taux élevé d'industries cognitives et culturelles, où les défaillances persistantes du marché et les voies évolutives parfois capricieuses intégrées dans des agglomérations de ces industries les rendent vulnérables à diverses formes de sous-performance collective (Cooke et Morgan, 1998 ; Scott, 1988 ; Storper, 1997). La gouvernance étendue à l'ensemble de la ville multiplie les possibilités d'action en vue d'améliorer les avantages concurrentiels localisés en traitant l'ensemble commun des éléments essentiels d'actif et de passif dans toute leur extension à l'échelle de l'espace urbain. Cet accent mis sur la compétitivité nous incite également à prendre en compte l'émergence relativement récente de maires et de conseils municipaux entrepreneuriaux aux États-Unis (Harvey, 1989). De même, dans de nombreux pays, la politique urbaine nationale s'est détournée des vieilles stratégies fordistes de l'ère de la décentralisation des localisations en faveur de mesures qui encouragent les villes à développer leur propre potentiel de croissance sur la base des atouts qui leur sont propres. Le raisonnement qui sous-tend ce changement de politique repose en partie sur l'innovation constante des grappes industrielles localisées dans un environnement économique où les actifs cognitifs et culturels de la main-d'œuvre jouent un rôle plus considérable que jamais dans le processus de développement. Ce changement n'est peut-être nulle part plus évident qu'en France, là où on peut observer l'un des derniers substituts à l'ancienne manie politique de la décentralisation propre à l'ère fordiste dans les ambitieux programmes des Pôles de compétitivité lancés en 2004, qui mettent l'accent sur une technologie à forte intensité et sur les industries de la création (Darmon et Jacquet, 2005 ; Guillaume, 2008 ; Pecqueur, 2008).

Des questions pressantes de politique sociale apparaissent dans les villes où l'économie cognitive et culturelle est très développée, en particulier dans le contexte d'un élargissement du fossé entre les revenus et les perspectives d'avenir des strates supérieure et inférieure des travailleurs qui y vivent. Ces questions ont été amplifiées par l'absorption persistante des immigrants politiquement marginalisés dans la zone des bas salaires de l'économie cognitive et culturelle ; ceux-là pourrissent plus que jamais sous les régimes politiques antisociaux qui sont aujourd'hui monnaie courante dans les grandes zones urbaines, tout comme partout ailleurs dans le monde. Elles transparaissent de plus dans les niveaux d'émancipation et d'intégration démocratique en chute libre de larges segments de la population dans les strates inférieures de la société urbaine (Jonas et Ward, 2007). Il n'y a pas de solution technocratique simple aux problèmes sociaux bien cristallisés qui sont mis en évidence dans ces observations, compte tenu notamment des résistances qui, on peut s'y attendre, se matérialiseront

pour protéger les intérêts en place. C'est une chose que de proposer des programmes de justice sociale en matière de logement subventionné ou un système local de fiscalité et de redistribution plus équitable (mais sans jamais parler de la classe servile, qui devrait pourtant bénéficier d'une amélioration des salaires, des prestations et des conditions de travail), mais ces programmes ont bien peu de chance de fleurir en l'absence d'une contestation politique beaucoup plus énergique que celle qui prévaut dans la plupart des grandes villes-régions du monde d'aujourd'hui. Cela dit, il y a sûrement un moment où on peut s'attendre à ce que les tensions et les inégalités de la vie fassent pencher la balance en faveur d'un activisme politique considérablement augmenté de la part de ceux qui peinent dans les bas-fonds du système de l'emploi urbain. De plus, les pratiques politiques néolibérales qui ont accompagné l'essor de l'économie cognitive et culturelle au cours des dernières décennies semblent maintenant s'être plus ou moins épuisées en tant qu'instruments de régulation socioéconomique. Les crises budgétaires qui font actuellement rage à tous les paliers administratifs ne sont qu'un symptôme de cet échec. S'ils sont exacts, ces propos signifient que les perspectives d'une nouvelle ouverture politique progressive s'ouvrent peut-être à l'horizon. Sinon, la solution probable risque bien d'être la détérioration constante et persistante de la ville comme lieu de communauté, de conciliation et de convivialité, et la poursuite de l'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres.

10.7. Un post-scriptum

Depuis trois ou quatre décennies, une série de changements remarquables ont eu lieu dans l'économie spatiale du capitalisme et dans son expression dans le milieu urbain. Ces changements sont causés de façon significative par l'expansion constante de l'économie cognitive et culturelle, qui a des effets très particuliers sur la forme et les caractéristiques fonctionnelles de la ville moderne, et ils sont grandement intensifiés par la mondialisation. Nous avons soutenu que les villes où cette évolution est la plus marquée représentent l'avant-garde d'une troisième grande vague d'urbanisation dans le capitalisme historique. Si le capitalisme cognitif et culturel et la mondialisation maintiennent leur trajectoire actuelle de développement, le passage de cette troisième vague continuera sans aucun doute à laisser des empreintes de plus en plus profondes sur le caractère urbain du monde au sens large. Bien sûr, il convient de tempérer une telle affirmation en précisant que la structure et la dynamique du capitalisme sont toujours filtrées par un milieu urbain hérité, qui agit réflexivement sur leur expression sur le terrain (voir Kloosterman, 2010). Pour cette raison, entre autres,

notre propos n'est pas d'insinuer que la notion de troisième vague implique une convergence vers une sorte de norme universelle qui se retrouve parmi les grandes villes du monde contemporain.

La logique de l'évolution actuelle des villes est étroitement liée au développement de la mondialisation du capitalisme cognitif et culturel dans le contexte d'un milieu dominé par les politiques néolibérales. Cependant, l'accumulation des échecs de l'approche néolibérale en matière de régulation économique et sociale à toutes les échelles géographiques imaginables donne à penser que la nécessité d'une nouvelle donne est devenue pressante. La gravité de ces échecs implique, à son tour, que de nouvelles perspectives plus progressives en matière d'ordre politique pourraient bien se présenter dans l'économie cognitive et culturelle. Dans les circonstances, une sorte de social-démocratie pragmatique capable d'assurer un capitalisme politiquement progressiste semble être l'un des meilleurs paris possibles pour mettre en place un parcours viable et stable pour l'avenir, c'est-à-dire une voie pour la croissance économique, la justice sociale et l'ordre démocratique (voir Fainstein, 2010). Une approche de ce type fournirait également quelques-uns des outils de base pour réaliser trois tâches urgentes de la réforme urbaine, à savoir le renforcement efficace des institutions propres à soutenir les besoins de l'action collective de la nouvelle économie, la restauration de l'équité distributive et la réhabilitation de la vie communautaire.

Bibliographie

- Adelson, S. (2011). *About Marina Bay Sands*, <<http://www.marinabaysands.com>>.
- Aguiar, L.M. et A. Herod (dir.) (2006). *The Dirty Work of Neoliberalism: Cleaners in the Global Economy*, New York, Wiley.
- Amin, A. (dir.) (1994). *Post-Fordism: A Reader*, Oxford, Blackwell.
- Asheim, B.T. et L. Coenen (2005). « Knowledge bases and regional innovation systems: Comparing Nordic clusters », *Research Policy*, vol. 34, p. 1173-1190.
- Ashton, P. (2009). « An appetite for yield: The anatomy of the subprime mortgage crisis », *Environment and Planning A*, n° 416, p. 1420-1441.
- Autor, D.H., F. Levy et R.J. Murnane (2003). « The skill content of recent technological change: An empirical exploration », *Quarterly Journal of Economics*, n° 118, p. 1279-1333.
- Aydalot, P. (dir.) (1986). *Milieux innovateurs en Europe*, Paris, GREMI.
- Bagnasco, A. (1977). *Tre Italie: la problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologne, Il Mulino.
- Becattini, G. (dir.) (1987). *Mercato e forze locali: il distretto industriale*, Bologne, Il Mulino.

- Benko, G. et A. Lipietz (1995). «De la régulation des espaces aux espaces de la régulation», dans R. Boyer et Y. Saillard (dir.), *Théorie de la régulation: l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 293-303.
- Berry, B.J.L. (1964). «Cities as systems within systems of cities», *Papers of the Regional Science Association*, n° 13, p. 147-163.
- Beyers, W.B. (2003). «On the geography of the new economy: Perspectives from the United States», *Service Industries Journal*, n° 23, p. 4-26.
- Blackaby, F. (dir.) (1978). *De-Industrialization*, Londres, Heinemann.
- Bluestone, B. et B. Harrison (1982). *The Deindustrialization of America*, New York, Basic Books.
- Bontje, M., S. Musterd et P. Pelzer (2011). *Inventive City-Regions: Path Dependence and Creative Knowledge Strategies*, Farnham, Ashgate.
- Boyer, R. (1986). *La théorie de la régulation: une analyse critique*, Paris, Algalma.
- Brenner, N. (2004). «Urban governance and the production of new state spaces in Western Europe, 1960-2000», *Review of International Political Economy*, n° 11, p. 447-488.
- Bunnell, T. (1999). «Views from above and below: The Petronas twin towers and/ in contesting visions of development in contemporary Malaysia», *Singapore Journal of Tropical Geography*, n° 201, p. 1-23.
- Bunnell, T. (2004). «Re-viewing the Entrapment controversy: Megaprojection, misrepresentation and colonial performance», *GeoJournal*, n° 59, p. 297-305.
- Cai, H.B., Y.Y. Chen et L.A. Zhou (2010). «Income and consumption inequality in urban China: 1992-2003», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 58, n° 3, p. 385-413.
- Camagni, R. (dir.) (1991). *Innovation Networks: Spatial Perspectives*, Londres, Pinter.
- Carney, J., R. Hudson et J. Lewis (dir.) (1980). *Regions in Crisis: New Perspective in European Regional Theory*, New York, St Martin's Press.
- Castells, M. et P. Hall (1994). *Technopoles of the World: The Making of Twenty-First Century Industrial Complexes*, Londres, Routledge.
- Cenzatti, M. (1993). *Los Angeles and the L.A. School: Postmodernism and Urban Studies*, Los Angeles, Los Angeles Forum for Architecture and Urban Design.
- Chamberlin, E. (1933). *The Theory of Monopolistic Competition*, Cambridge, Harvard University Press.
- Chan, K.W. (2010). «The global financial crisis and migrant workers in China: There is no future as a laborer; returning to the village has no meaning», *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 343, p. 659-677.
- Cooke, P. et L. Lazzeretti (2007). «Creative cities: An introduction», dans *Creative Cities, Cultural Clusters and Local Economic Development*, Cheltenham, Edward Elgar, p. 1-24.
- Cooke, P. et K. Morgan (1998). *The Associational Economy: Firms, Regions, and Innovation*, Oxford, Oxford University Press.
- Cooke, P. et A. Piccaluga (dir.) (2006). *Regional Development in the Knowledge Economy*, New York, Routledge.

- Csikszentmihalyi, M. (1990). «The domain of creativity», dans M.A. Runco et R.S. Albert (dir.), *Theories of Creativity*, Newbury Park, Sage, p. 190-212.
- Currid, E. (2006). «New York as a global creative hub: A competitive analysis of four theories on world cities», *Economic Development Quarterly*, vol. 20, p. 330-350.
- Currid-Halkett, E. et A.J. Scott (2011). «The geography of celebrity and glamour», inédit, Los Angeles, School of Policy, Planning and Development, University of Southern California.
- Darmon, D. et N. Jacquet (2005). *Les pôles de compétitivité: le modèle français*, Paris, La Documentation française.
- Dear, M. (2005). «Comparative urbanism», *Urban Geography*, n° 263, p. 245-251.
- Dear, M., A. Burridge, P. Marolt, J. Peters et M. Seymour (2008). «Critical responses to the Los Angeles school of urbanism», *Urban Geography*, n° 29, p. 101-112.
- Defilippis, J. (1997). «From a public re-creation to private recreation: The transformation of public space in South Street Seaport», *Journal of Urban Affairs*, n° 194, p. 405-417.
- Drayse, M.H. (2004). «Local labor market restructuring and the employment of welfare recipients in Los Angeles County», *Urban Geography*, vol. 25, p. 139-172.
- Enright, R. (dir.) (2010). *Body Heat: The Story of the Woodward's Redevelopment*, Vancouver, Blueimage.
- Etherington, D. et M. Jones (2009). «City-regions: New geographies of uneven development and inequality», *Regional Studies*, vol. 43, n° 2, p. 247-265.
- Fainstein, S.S. (2001). «Inequality in global city-regions», dans A.J. Scott, (dir.), *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford, Oxford University Press, p. 285-298.
- Fainstein, S.S. (2010). *The Just City*, Ithaca, Cornell University Press.
- Fernandez-Kelly, M.P. et A.M. Garcia (1989). «Informalization at the core: Hispanic women, homework, and the advanced capitalist state», dans A. Portes, M. Castells et L.A. Benton (dir.), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 247-264.
- Flew, T. (2010). «Cultural economic geography and global media studies: The rise of Asian media capitals», *Journal of the Oriental Society of Australia*, vol. 42, p. 35-49.
- Florida, R. (2002). *The Rise of the Creative Class*, New York, Basic Books.
- Florida, R. (2004). *Cities and the Creative Class*, Londres, Routledge.
- Forrest, R. et N.M. Yip (2007). «Neighbourhood and neighbouring in contemporary Guangzhou», *Journal of Contemporary China*, n° 1650, p. 47-64.
- Franke, S. et E. Verhagen (2005). *Creativity and the City: How the Creative Economy Changes the City*, Rotterdam, NAI.
- Fuchs, V.R. (1968). *The Service Economy*, New York, National Bureau of Economic Research, General Series n° 87.

- Garofoli, G. (1987). « Il modello territoriale di sviluppo degli anni 70-80 », *Note Economiche*, vol. 1, p. 156-176.
- Gatta, M., H. Boushey et E. Appelbaum (2009). « High-touch and here-to-stay: Future skills demands in US low wage service occupations », *Sociology – The Journal of the British Sociological Society*, vol. 43, p. 968-989.
- Gertler, M.S. (2003). « Tacit knowledge and the economic geography of context, or, The undefinable tacitness of being there », *Journal of Economic Geography*, vol. 3, p. 75-99.
- Glass, R. (1964). « Aspects of change », dans R. Glass (dir.), *London: Aspects of Change*, Londres, Centre for Urban Studies, MacGibbon and Kee, p. xiii-xlii.
- Gouldner, A. (1979). *The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class*, New York, Seabury.
- Grabher, G. (2001). « Ecologies of creativity: The village, the group, and the heterarchic organization of the British advertising industry », *Environment and Planning A*, vol. 33, p. 351-374.
- Gramsci, A. (1971). *Selections from the Prison Notebooks*, New York, International Publishers.
- Guillaume, R. (2008). « Des systèmes productifs locaux aux pôles de compétitivité: approches conceptuelles et figures territoriales du développement », *Géographie, économie, société*, vol. 10, p. 295-309.
- Haase, A., S. Kabisch, A. Steinführer, S. Bouzarovski, R. Hall et P. Ogden (2010). « Emergent spaces of reurbanisation: Exploring the demographic dimension of inner-city residential change in a European setting », *Population Space and Place*, vol. 16, p. 443-463.
- Hall, P. (1998). *Cities in Civilization*, New York, Pantheon.
- Hall, P. (2001). « Global city-regions in the twenty-first century », dans A.J. Scott (dir.), *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford, Oxford University Press, p. 59-77.
- Hamnett, C. et D. Cross. (1998). « Social polarisation and inequality in London: The earnings evidence », *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol. 16, p. 659-680.
- Hamnett, C. et D. Whitelegg (2007). « Loft conversion and gentrification in London: From industrial to postindustrial land use », *Environment and Planning A*, vol. 39, p. 106-124.
- Hannigan, J. (1998). *Fantasy City: Pleasure and Profit in the Postmodern Metropolis*, Londres, Routledge.
- Harris, A. (2008). « From London to Mumbai and back again: Gentrification and public policy in comparative perspective », *Urban Studies*, vol. 45, p. 2407-2428.
- Harvey, D. (1987). « Flexible accumulation through urbanization: Reflections on post-modernism in the American city », *Antipode*, vol. 19, p. 260-286.
- Harvey, D. (1989). « From managerialism to entrepreneurialism: The transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler, Series B – Human Geography*, vol. 71, p. 3-17.

- Hondagneu-Sotelo, P. (2002). *Domestica: Immigrant Workers Cleaning and Caring in the Shadows of Affluence*, Berkeley, University of California Press.
- Hutton, T.A. (2008). *The New Economy of the Inner City: Restructuring, Regeneration, and Dislocation in the Twenty-First Century Metropolis*, Londres, Routledge.
- Immergluck, D. (2009). «From the subprime to the exotic: Excessive mortgage market risk and foreclosures», *Journal of the American Planning Association*, n° 741, p. 59-76.
- Islam, T. (2005). «Outside the core: Gentrification in Istanbul», dans R. Atkinson et G. Bridge (dir.), *Gentrification in a Global Context: The New Urban Colonialism*, Londres, Routledge, p. 121-136.
- Jonas, A.E.G. et K. Ward (2007). «Introduction to a debate on city-regions: New geographies of governance, democracy and social reproduction», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 31, p. 169-178.
- Kaika, M. (2010). «Architecture and crisis: Re-inventing the icon, re-imagining London and rebranding the City», *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 35, p. 453-474.
- Kang, M. (2003). «The managed hand: The commercialization of bodies and emotions in Korean immigrant-owned nail salons», *Gender and Society*, vol. 17, p. 820-839.
- Kavanaugh, K.B. (2001). *Detroit's Michigan Central Station*, Chicago, Arcadia.
- Kloosterman, R. C. (2010). «This is not America: Embedding the cognitive-cultural urban economy», *Geografiska Annaler Series B – Human Geography*, vol. 92, p. 131-143.
- Knox, P.L. (2011). *Cities and Design*, Londres, Routledge.
- Kunzmann, K.R. (2009). «The strategic dimensions of knowledge industries in urban development», *Disp*, vol. 45, n° 2, p. 40-47.
- Landry, C. et F. Bianchini (1995). *The Creative City*, Londres, Demos.
- Lau, M. (2011). «Nine cities to be linked in delta megalopolis», *South China Morning Post*, 24 janvier, p. 5.
- Lees, L., T. Slater et E. Wyly (2008). *Gentrification*, Londres, Routledge.
- Levy, F. et R.J. Murnane (2004). *The New Division of Labor: How Computers Are Creating the Next Job Market*, New York, Russell Sage Foundation.
- Ley, D. (1996). *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford, Oxford University Press.
- Lloyd, R. (2002). «Neo-Bohemia: Art and neighborhood development in Chicago», *Journal of Urban Affairs*, vol. 24, p. 517-532.
- Lorenzen, M. et F.A. Taube (2008). «Breakout from Bollywood? The roles of social networks and regulation in the evolution of Indian film industry», *Journal of International Management*, vol. 14, p. 286-299.
- Maillat, D. et J.Y. Vasserot (1986). «Les milieux innovateurs: le cas de l'Arc jurassien suisse», dans P. Aydalot (dir.), *Milieux innovateurs en Europe*, Paris, GREMI, p. 217-246.

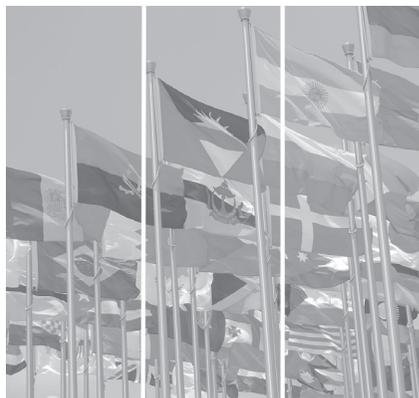
- Massey, D. et R. Meegan (1982). *Anatomy of Job Loss: The How, Why, Where, and When of Employment Decline*, Londres, Methuen.
- Mastercard Worldwide (2008). *Worldwide Centers of Commerce Index*, <http://www.mastercard.com/us/company/en/insights/pdfs/2008/MCWW_WCoC-Report_2008.pdf>.
- Mattelart, A. (1976). *Multinationales et systèmes de communication: les appareils idéologiques de l'impérialisme*, Paris, Anthropos.
- McCallum, K., A. Spencer et E. Wyly (2005). «The city as an image-creation machine: A critical analysis of Vancouver's Olympic bid», *Yearbook of the Pacific Coast Geographers*, vol. 67, p. 24-46.
- McDowell, L. (2009). *Working Bodies: Interactive Service Employment and Workplace Identities*, Chichester, Wiley-Blackwell.
- McNeil, D. (2005). «Skyscraper geography», *Progress in Human Geography*, n° 291, p. 41-55.
- Michalet, C.-A. (1987). *Le drôle de drame du cinéma mondial*, Paris, La Découverte.
- Miles, M. (2005). «Interruptions: Testing the rhetoric of culturally led urban development», *Urban Studies*, vol. 42, p. 889-911.
- Moulier Boutang, Y. (2007). *Le capitalisme cognitif: comprendre la nouvelle grande transformation et ses enjeux*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Nowlan, D.M. (1977). «The land market: How it works», dans L.B. Smith et M. Walker (dir.), *Public Property?*, Vancouver, Fraser Institute, p. 3-37.
- Packer, G. (2009). «The Ponzi state», *The New Yorker*, 9 février.
- Pannell, C. (2002). «China's continuing urban transition», *Environment and Planning A*, n° 349, p. 1571-1589.
- Paulson, H.M. (2010). *On the Brink*, New York, Business Plus.
- Peck, J. et N. Theodore (2001). «Contingent Chicago: Restructuring the spaces of temporary labor», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 25, p. 471-496.
- Pecqueur, B. (2008). «Pôles de compétitivité et spécificité de la ressource technologique: une illustration grenobloise», *Géographie, économie, société*, vol. 10, p. 311-326.
- Perrin, E. (2004). *Chômeurs et précaires au cœur de la question sociale*, Paris, La Dispute.
- Phelan, T.J. et M. Schneider (1996). «Race, ethnicity, and class in American suburbs», *Urban Affairs Review*, vol. 31, p. 659-680.
- Piercy, M. (2010). «Workingclass nostalgia», *Monthly Review*, n° 624, p. 45.
- Pine, B. et J. Gilmore (1999). *The Experience Economy: Work Is Theatre and Every Business a Stage*, Boston, Harvard Business School.
- Piore, M. et C. Sabel (1984). *The Second Industrial Divide: Possibilities for Prosperity*, New York, Basic Books.
- Plaza, B. (2008). «On some challenges and conditions for the Guggenheim Museum Bilbao to be an effective economic re-activator», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32, p. 506-517.

- Reich, R. (1992). *The Work of Nations*, New York, Vintage.
- Robinson, J. (2006). *Ordinary Cities*, Londres, Routledge.
- Rogers, E. et J. Larson (1984). *Silicon Valley Fever*, New York, Basic Books.
- Roy, A. (2011). «Slumdog cities: Rethinking subaltern urbanism», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35, p. 223-238.
- Rubino, S. (2005). «A curious blend? City revitalisation, gentrification and commodification in Brazil», dans R. Atkinson and G. Bridge (dir.), *Gentrification in a Global Context: The New Urban Colonialism*, Londres, Routledge, p. 225-239.
- Salway, S. (2008). «Labour market experiences of young UK Bangladeshi men: Identity, inclusion and exclusion in inner-city London», *Ethnic and Racial Studies*, vol. 31, p. 1126-1152.
- Sassen, S. (1991). *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press.
- Sassen-Koob, S. (1982). «Recomposition and peripheralization at the core», *Contemporary Marxism*, n° 5, p. 88-100.
- Saunig, M. (2010). «Rebranding public nuisance: *City of Cleveland v. Ameriquest Mortgage Securities, Inc.* as a failed response to economic crisis», *Catholic University Law Review*, vol. 59, p. 911-929.
- Saxenian, A.L. (1983). «The urban contradictions of Silicon Valley: Regional growth and the restructuring of the semiconductor industry», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 7, p. 237-262.
- Schmid, H., W.D. Dietrich et J. Urry (dir.) (2011). *Cities and Fascination: Beyond the Surplus of Meaning*, Farnham, Ashgate.
- Scott, A.J. (1980). *The Urban Land Nexus and the State*, Londres, Pion.
- Scott, A.J. (1988). *New Industrial Spaces: Flexible Production Organization and Regional Development in North America and Western Europe*, Londres, Pion.
- Scott, A.J. (1990). «The technopoles of Southern California», *Environment and Planning A*, vol. 22, p. 1575-1605.
- Scott, A.J. (1998). «Multimedia and digital visual effects: An emerging local labor market», *Monthly Labor Review*, n° 121, p. 30-38.
- Scott, A.J. (2008a). «Inside the city: On urbanization, public policy, and planning», *Urban Studies*, vol. 45, p. 755-772.
- Scott, A.J. (2008b). *Social Economy of the Metropolis: Cognitive-Cultural Capitalism and the Global Resurgence of Cities*, Oxford, Oxford University Press.
- Scott, A.J. (2009). «Human capital resources and requirements across the metropolitan hierarchy of the United States», *Journal of Economic Geography*, vol. 9, p. 207-226.
- Scott, A.J. (2010a). «Cultural economy and the creative field of the city», *Geografiska Annaler B – Human Geography*, vol. 92, p. 115-130.
- Scott, A.J. (2010b). «Space-time variations of human capital assets in the American economy: Profiles of abilities and skills across metropolitan areas, 1980 to 2000», *Economic Geography*, vol. 86, p. 233-249.

- Scott, A.J., J. Agnew, E.W. Soja et M. Storper (2001). «Global city-regions», dans A.J. Scott (dir.), *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford, Oxford University Press, p. 11-30.
- Scott, A.J. et E. Soja (dir.) (1996). *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- Sheller, M. et J. Urry (2006). «The new mobilities paradigm», *Environment and Planning A*, vol. 38, p. 207-226.
- Sklair, L. (2005). «The transnational capitalist class and contemporary architecture in globalizing cities», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 29, p. 485-500.
- Sklair, L. (2010). «Iconic architecture and the culture-ideology of consumerism», *Theory, Culture and Society*, vol. 27, p. 135-159.
- Slater, T. (2006). «The eviction of critical perspectives from gentrification research», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, p. 737-757.
- Smith, N. (1982). «Gentrification and uneven development», *Economic Geography*, vol. 58, p. 139-155.
- Smith, N. (1986). «Gentrification, the frontier, and the restructuring of urban space», dans N. Smith et P. Williams (dir.), *Gentrification of the City*, Londres, Allen and Unwin, p. 15-34.
- Soja, E.W. (2000). *Postmetropolis: Critical Studies of Cities and Regions*, Oxford, Blackwell.
- Soja, E.W. (2010). *Seeking Spatial Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Soja, E.W. et A.J. Scott. (1986). «Los Angeles: Capital of the late twentieth century», *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 4, p. 249-254.
- Stanback, T.M. (1979). *Understanding the Service Economy: Employment, Productivity, Location*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Standing, G. (2011). *The Precariat: The New Dangerous Class*, Londres, Bloomsbury.
- Steinmetz, G. (2008). «Harrowed landscapes: White ruingazers in Namibia and Detroit and the cultivation of memory», *Visual Studies*, n° 233, p. 211-237.
- Sudjic, D. (1993). *The 100-Mile City*, Londres, Flamingo.
- Storper, M. (1997). *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy, Perspectives on Economic Change*, New York, Guilford.
- Storper, M. et A.J. Scott (2009). «Rethinking human capital, creativity and urban growth», *Journal of Economic Geography*, vol. 9, p. 147-167.
- Sugrue, T.J. (1995). «Forget about your inalienable right to work: Deindustrialization and its discontents at Ford, 1950-1953», *International Labor and Working-Class History*, vol. 48, p. 112-130.
- Sugrue, T.J. (2005). *Origins of the Urban Crisis*, Princeton, Princeton University Press.
- Talha, L. (1995). «Théorie de la régulation et développement», dans R. Boyer et Y. Saillard (dir.), *Théorie de la régulation: l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, p. 452-458.

- Taylor, P.J., D.M. Evans et K. Pain (2008). «Application of the interlocking network model to mega-city-regions: Measuring polycentricity within and beyond city-regions», *Regional Studies*, vol. 42, p. 1079-1093.
- Törnqvist, G. (2004). «Creativity in time and space», *Geografiska Annaler*, vol. 86, p. 227-243.
- Vercellone, C. (2007). «From formal subsumption to general intellect: Elements for a Marxist reading of the thesis of cognitive capitalism», *Historical Materialism*, vol. 15, p. 13-36.
- Vogel, R.K., H.V. Savitch, J. Xu, A.G.O. Yeh, W.P. Wu, A. Sancton, P. Kantor, P. Newman, T. Tsukamoto, P.T.Y. Cheung, J.F. Shen, F.L. Wu et F.Z. Zhang (2010). «Governing global city regions in China and the West», *Progress in Planning*, vol. 73, p. 1-75.
- Wacquant, L. (2006). *Parias urbains: ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte.
- Wacquant, L. (2008). «Relocating gentrification: The working class, science and the state in recent urban research», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32, p. 198-205.
- Walker, R. (1981). «A theory of suburbanization: Capitalism and the production of urban space in the United States», dans M. Dear et A.J. Scott (dir.), *Urbanization and Urban Planning in Capitalist Society*, New York, Methuen, p. 383-419.
- Walks, R.A. (2001). «The social ecology of the post-Fordist/global city? Economic restructuring and socio-spatial polarisation in the Toronto urban region», *Urban Studies*, vol. 38, p. 407-447.
- Ward, J.A. (1995). *The Fall of the Packard Motor Company*, Stanford, Stanford University Press.
- Ward, K., C. Fagan, L. McDowell, D. Perrons et K. Ray (2010). «Class transformation and work-life balance in urban Britain: The case of Manchester», *Urban Studies*, vol. 47, n° 11, p. 2259-2278.
- Warf, B. et B. Holly (1997). «The rise and fall and rise of Cleveland», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 551, p. 208-221.
- Whyte, W.H. (1956). *The Organization Man*, New York, Simon and Schuster.
- Wong, E. (2008). «Workers drifting away as plants close in China», *International Herald Tribune*, 15 novembre, p. 1.
- Yun, M.S. (2006). «Earnings inequality in USA, 1969-99: Comparing inequality using earnings equations», *Review of Income and Wealth*, vol. 1, p. 127-144.
- Zukin, S. (1982). *Loft Living: Culture and Capital in Urban Change*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Conclusion



Le plus grand défi à relever Connecter le scientifique et le politique

Édith Mukakayumba et Jules Lamarre

*Mais comment penser pouvoir s'engager, collectivement,
sur un autre chemin que celui qui nous mène déjà vers la destruction
du monde et des cultures, sans revenir à ce niveau de réflexion,
sans réfléchir de nouveau sérieusement sur la nature essentielle
de ce qu'il s'agit de préserver et de sauver?*

Michel FREITAG, 2006, p. 129

La nef des fous

Le thème est récurrent. C'est notamment le titre d'un tableau de Jérôme Bosch (xv^e siècle) montrant des ivrognes voguant à leur propre perte, d'un ouvrage de Sébastien Brant (xv^e siècle également) tournant en dérision les travers de l'Église de son temps et, plus près de nous, du livre de Georges Gusdorf (1969) dénonçant la dérive de l'institution universitaire. Selon Gusdorf (1969), Freitag (1995) ainsi que John R. Saul (2008), l'université n'est plus ce qu'elle prétend être, soit la plus haute instance scientifique et culturelle de la nation, indépendante des pouvoirs en général et plus particulièrement du pouvoir religieux, du pouvoir politique et de celui de l'argent. En 1969, Gusdorf, tout en condamnant la révolte des

étudiants français passés à l'assaut de leurs universités, convenait qu'elle avait tout de même permis de révéler la faiblesse d'une institution à la merci d'intérêts particuliers, en l'occurrence ceux d'une certaine classe étudiante.

De nos jours, l'Université s'est résolument mise au service de tous les états-majors en général¹, après avoir écarté presque entièrement sa fonction la plus importante qui, d'après Freitag (1987), devrait être d'alimenter la réflexion sociétale sur la signification de l'action humaine et sur la normativité qui lui serait consubstantielle. Du temps de Gusdorf (1969), ce sont les étudiants qui ont pu s'emparer joyeusement des universités françaises, mais aujourd'hui, partout, ce pourrait bien être au soutien exclusif de l'idéologie utilitariste ou celle de l'efficacité technique comme mode de reproduction sociale auquel devraient obligatoirement souscrire les étudiants – s'ils veulent se trouver du travail, leur dit-on tout le temps, non sans raison – et leurs professeurs, s'ils veulent conserver le leur. Dans ce dernier cas, on en a pour preuve tous les centres de recherche, dont certains de classe mondiale, que le gouvernement canadien est en train de fermer en leur coupant systématiquement les vivres, parce qu'ils feraient de la recherche jugée trop fondamentale, donc trop difficile à mettre en marché.

C'est dans un tel contexte que la géographie serait appelée à disparaître en tant que discipline autonome de la connaissance. De là la place congrue qu'elle occupe à l'heure actuelle dans les universités du Québec et du Canada. En effet, depuis quelques décennies, la géographie, ou ce qui en reste, est incitée à se spécialiser pour être en mesure, dit-on, de « régler des problèmes » en offrant des solutions techniques. Ce constat nous rappelle que le dilemme de cette discipline aura toujours consisté à rétablir en son sein, quand elle le pouvait encore, l'équilibre entre la spécialisation et l'approche globale qui la caractériserait fondamentalement, puisqu'elle est garante de son statut à l'université. Dans ce contexte, le grand intérêt pour la géographie du projet de l'Année internationale pour une compréhension globale du monde (IYGU), c'est que le monde en aurait besoin à cause de cette approche globale qui, loin d'être dépassée comme pourraient le laisser croire ses orientations actuelles à l'université, servirait à nouveau à fusionner des études partielles pour dégager des visions d'ensemble. Le projet de l'IYGU contribuerait à remettre les diverses

1. Introduite dans la terminologie de la géographie en 1976 par Yves Lacoste dans son essai critique *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, la notion d'état-major utilisée ici recouvre une population beaucoup plus large qu'à l'époque antérieure à la globalisation accélérée.

dimensions de la géographie, y compris les dimensions épistémologiques, au programme des départements de géographie des universités et à celui des autres niveaux d'enseignement.

Le regard de géographes exercés à ratisser large pourrait apporter encore bien davantage que des synthèses d'approches partielles, parce qu'il est en surplomb. Depuis cette position, il renoue ainsi avec la dimension normative, que l'on sentait bien présente dans les œuvres de Raoul Blanchard, par exemple, en débouchant sur des questionnements de type moral. En privilégiant l'approche globale, la géographie aiderait l'université et l'ensemble des institutions responsables de la production et de la transmission de la connaissance en général à remplir leur mission traditionnelle, qui consiste en fin de compte à interpréter notre monde et les rapports complexes qui y sont entretenus au quotidien, et à remettre en question les valeurs qui les sous-tendent. Évoluer dans une telle direction exige naturellement la collaboration du monde de la science et de celui du politique qui ne devrait pas la désarmer, d'où l'intérêt de l'YGU. Mais une telle collaboration est-elle encore possible ?

Peut-on réellement connecter le scientifique et le politique ?

Dans le cadre du projet de l'YGU, non seulement l'éclairage géographique pourra aider à mieux comprendre comment s'articulent des processus, mais il laisse déjà entrevoir que, tel qu'il est formulé, le projet ne pourra atteindre les objectifs qu'il se fixe, c'est-à-dire faire en sorte de mieux contrôler des changements globaux néfastes. Il est entendu que, pour commencer, les chercheurs du projet étudieraient partout dans le monde les façons dont s'établissent nos rapports à l'environnement, afin de saisir comment des manières de faire, dont l'essence est culturelle, peuvent s'avérer ici et là plus ou moins durables, à la lumière de leurs effets répercutés jusqu'au niveau global. Il s'agirait, pour les scientifiques, d'identifier les « meilleures pratiques » qu'il y aurait lieu d'implanter là où prévaudraient des pratiques jugées néfastes pour l'environnement et pour le devenir des sociétés.

Logiquement, ce premier volet de recherche serait ensuite complété par un volet d'éducation et de formation qui assurerait la diffusion des résultats des travaux des chercheurs. Ce second volet aurait pour objectif de fournir de l'information permettant aux individus d'évaluer eux-mêmes l'état de leurs rapports à leur environnement. Mais, toujours selon les promoteurs de l'YGU, à un moment donné, l'État devrait faire son entrée sur scène pour faciliter l'application des recommandations des chercheurs,

étant donné les pouvoirs de réglementation et de coercition dont il dispose. D'après les promoteurs de l'YIGU, ce sont les individus qui obligeront l'État à intervenir à travers le jeu démocratique. Si cela était réellement possible, alors une connexion entre le scientifique et le politique deviendrait alors envisageable. Cependant, dans les conditions actuelles, les gens peuvent-ils réellement obliger l'État à obtempérer ?

Le problème

Des spécialistes de renom tels Zygmunt Bauman et Allen J. Scott, entre autres, se sont déjà demandé jusqu'à quel point les individus peuvent réellement avoir de l'ascendant sur l'État. Tous les deux sont d'avis que cela ne pourra pas se faire de la façon dont le laissent entendre les responsables du projet de l'YIGU. Si l'on en croit Bauman (2009), pour que les individus puissent réellement influencer leurs dirigeants, il faudrait d'abord qu'ils récupèrent leur statut de citoyens afin d'être en mesure de transformer leurs préoccupations privées en véritables enjeux de société, à l'heure même où celle-ci est mise à mal, notamment, par la flexibilité à laquelle les individus souscrivent faute de solution de rechange à l'idéologie néolibérale dominante qui la sous-tend. Sans remise en cause de cette obligation de flexibilité, en particulier, la société ne pourra jamais retrouver la cohérence nécessaire pour soutenir les individus voulant reconquérir l'agora, le lieu où débattre à nouveau des grands enjeux de société, comme la lutte aux changements globaux néfastes, mais cette fois à titre de citoyens². N'ayant aucun poids politique, les individus maintenus dans la flexibilité ne s'associent pas pour faire front commun parce qu'ils sont convaincus d'avoir de meilleures chances de se « réaliser » uniquement de façon individuelle, la seule façon qui soit jugée acceptable par les tenants du néolibéralisme. Mais sans une bonne pression communautaire, la société ne peut acquérir la cohérence qui lui permettrait réflexivement de redonner aux individus leur statut de citoyens et le pouvoir d'interpeller et d'influencer l'État depuis l'agora.

Au chapitre 10 du présent ouvrage, Allen J. Scott souligne à quel point les préoccupations de l'État sont éloignées de celles des individus, leurs rapports étant médiatisés par les étapes successives de transformation du capitalisme. Selon cet auteur, dont la réflexion porte sur l'extension de la nouvelle économie cognitive et culturelle – qu'il considère comme étant

2. Voir le texte de Jules Lamarre (chapitre 7), qui présente succinctement la pensée de Bauman.

à l'origine d'une troisième vague historique d'urbanisation –, la présente phase du développement capitaliste finira bien par obliger l'État à prendre en compte les désirs des citoyens, mais par défaut, parce que, miné par les déboires à répétition du néolibéralisme, le contexte social chaotique d'aujourd'hui constituerait désormais un frein à l'expansion capitaliste, une situation que l'État devra nécessairement corriger.

Bauman et Scott identifient une même cible, le néolibéralisme, qu'il y aurait lieu de mettre en cause, ce qui se produira à l'usure, selon Scott, ou bien, selon Bauman, quand nous nous emparerons nous-mêmes de l'agora. Mais avant de reconquérir cet espace, il nous faudra toutefois redécouvrir les bienfaits du communautaire pour créer des fronts de revendication auxquels l'État ne pourra qu'être sensible, ces derniers interpellant en même temps les possesseurs du capital. Les universités devraient être mises à contribution pour animer un débat de société qui ne se fait pas sur ce sujet, jouant ainsi le rôle pour lequel elles ont été créées. Or, elles ne font visiblement pas leur travail.

Pour que le projet de l'YIGU arrive réellement à ses fins, il faudrait d'abord que l'État orchestre lui-même la connexion entre le scientifique et le politique. En cette matière, nous croyons que la décision du Rwanda d'assurer le leadership politique du projet de l'YIGU pourrait permettre d'y arriver, à la condition de transformer le territoire rwandais un véritable terrain d'expérimentation en la matière.

La connexion du scientifique et du politique : l'échec de l'option rwandaise

Une amorce de solution possible au véritable casse-tête que nous venons de décrire nous est apparue à l'époque où nous (surtout Édith Mukakayumba) avons entrepris les démarches visant à convaincre le Rwanda d'assurer le leadership politique du projet de l'YIGU. Essentiellement, en amont de ces démarches, il nous fallait trouver une réponse acceptable à la question suivante: « Que pourrait retirer le Rwanda de son adhésion à ce projet ? » Au tout début, le directeur exécutif du projet de l'YIGU, Benno Werlen, répondait toujours invariablement: « Une grande visibilité. » Signalons que l'idée de voir le Rwanda assumer le leadership politique du projet de l'YIGU nous intéressait au plus haut point, parce qu'elle laissait entrevoir la possibilité de remplacer les images défavorables qui ont rendu le Rwanda tristement célèbre au cours des deux dernières décennies. Mais, du point de vue pratique, une question demeurait: « une grande visibilité », qu'est-ce que cela signifie ?

Nous savions que cette chance d'acquérir de la visibilité n'avait pas intéressé la demi-douzaine de pays ou plus qui avaient été invités précédemment à assurer ce leadership. Alors pourquoi le Rwanda accepterait-il, lui, de le faire sans que cette offre soit bonifiée? Conscients que, sans pays leader, le projet de l'YIGU était en route vers un échec, notamment parce que ses principaux donateurs étaient sur le point de le laisser tomber, Benno Werlen et nous-mêmes nous entendions sur un point: il fallait tout faire pour obtenir une décision favorable de la part du Rwanda. L'occasion nous apparaissait belle de voir des géographes universitaires négocier un arrimage entre le monde de la science, représenté par l'UGI, et celui du politique, qui pourrait être représenté par le Rwanda.

Par ailleurs, nous savions aussi que des années internationales avaient été parrainées dans un passé récent par des pays africains, notamment la Tanzanie et l'Éthiopie³, et nous étions troublés par l'absence de retombées favorables pour ces pays à la suite de leur engagement. Malgré tout, nous avons décidé, de concert avec Benno Werlen, de faire au Rwanda une offre difficile à refuser.

Ainsi, pourquoi le Rwanda ne deviendrait-il pas un partenaire à part entière du projet de l'YIGU à l'instar de l'Union géographique internationale (UGI)? Non seulement Benno Werlen n'y voyait aucun inconvénient, mais tout comme nous, il estimait que cela pourrait favoriser l'intégration et le renforcement mutuel des connaissances d'origines diverses. Toutefois, il faudrait veiller à ce qu'un tel partenariat – impliquant une participation à la prise de décision – n'empiète pas sur les objectifs scientifiques de l'YIGU. De ce point de vue, il était entendu que notre présence aux côtés de Benno Werlen, par laquelle nous aurions assuré la coordination des relations avec le Rwanda, allait garantir un engagement au bénéfice de ce pays, voire de l'ensemble des pays africains, tant sur le plan scientifique que sur le plan politique, entre autres.

Il nous semblait que le Rwanda pourrait certainement se tailler une belle niche dans le projet. Ainsi, on pouvait envisager que Kigali accueille éventuellement de grandes rencontres internationales de scientifiques associés au projet, et on pourrait sans doute organiser des échanges de scientifiques, ce qui accélérerait ainsi le renforcement institutionnel des universités rwandaises et africaines. Il avait été convenu également que le siège social du projet de l'YIGU, du point de vue politique, pourrait être installé à Kigali, ce qui aurait conféré une grande visibilité au Rwanda. Mais surtout, pourquoi ne pas profiter de la prise en charge politique du projet par le Rwanda

3. Il s'agit respectivement de l'Année internationale de la planète Terre (2008) et de l'Année internationale de la chimie (2011).

pour y effectuer une connexion entre le scientifique et le politique? Comme le Rwanda semblait offrir un terreau favorable à une telle connexion, nous aurions pu étudier le déroulement de ce processus comme en laboratoire, et la nouvelle expertise rwandaise dans ce domaine aurait pu ensuite être exportée vers d'autres pays africains, pour commencer.

Hélas, la suite a démontré que le passage des idées à la pratique n'a rien d'une sinécure. En effet, peu de temps après que le Rwanda eut accepté officiellement d'assurer le leadership du projet, bon nombre de promesses faites à propos de son leadership réel et de sa visibilité ont été abandonnées. La disparition rapide du Rwanda du projet de l'YIGU laisse envisager qu'au lendemain de la proclamation de 2016 à titre d'Année internationale pour une compréhension globale du monde, le rôle capital joué par ce pays devrait passer à l'oubli. Aussi, à défaut d'avoir pu empêcher cette issue de se produire, nous serons là pour rappeler ces faits et pour en tirer les leçons qui s'imposent, tant dans l'intérêt de la géographie que dans celui de la société.

D'ici là, nous demeurons convaincus qu'une forme de connexion entre le scientifique et le politique pourrait être réalisée, d'abord en territoire rwandais. La chose nous paraît possible parce qu'une volonté politique ferme prévaut dans ce pays qui vise, d'un côté, à accélérer son développement dans tous les secteurs de l'activité humaine et, de l'autre, à contrer les effets de forces centrifuges qui ont déjà conduit, comme tout le monde le sait, au génocide de 1994. Une cohésion sociale forte prévaut au Rwanda, parce qu'elle s'impose dans les circonstances. À la lumière du discours officiel des représentants du gouvernement rwandais et des pratiques qui témoignent de cette volonté politique, on peut soutenir que la population du Rwanda constitue une communauté à base territoriale cimentée par les efforts investis pour ne jamais revivre les événements de 1994 (Mukabagwiza, 2013). La recherche d'une connexion entre le scientifique et le politique dans un tel contexte s'effectuerait inévitablement sous la direction du gouvernement rwandais lui-même. Elle aurait donc de bonnes chances de réussite au Rwanda.

Compte tenu de ce qui précède, il nous semble que les promoteurs de l'YIGU devraient apprendre à tirer profit des atouts que possède leur partenaire politique. L'un de ces atouts a trait au niveau élevé d'intégration de la société rwandaise. En effet, au Rwanda, comme dans un corps d'armée, tout citoyen peut s'adresser directement à son président, qui tiendra compte de son intervention⁴. Cela est rendu possible par la

4. Dans l'armée, le simple soldat peut demander la permission de s'adresser directement à son général. Cette permission lui sera immédiatement accordée. Le contraire serait inimaginable.

gouvernance du pays, qui repose sur des canaux institutionnels facilitant les contacts directs. Un tel contexte social favoriserait la connexion entre le scientifique et le politique, un peu comme « en famille ». Ainsi, en dehors des périodes électorales, on pourrait soutenir que ce genre de connexion serait plus difficile dans un pays comme le Canada, qui est beaucoup moins intégré sur le plan communautaire.

Et si la reconstruction de communautés viables était un préalable à la réussite d'un projet comme celui de l'YGU ?

Dans les pays riches, le fossé qui sépare les individus et l'État semble si profond qu'il sera difficile d'amener ce dernier à jouer le rôle que les promoteurs de l'YGU attendent de lui. Il faudra investir des décennies de travail pour renforcer la cohésion dans nos sociétés si on veut arriver à mettre l'État au pas. Autrement dit, seul le retour du communautaire pourra nous libérer du néolibéralisme ambiant qui confine à l'immobilisme tout en empêchant l'émergence du citoyen. Mais le retour du communautaire devra se produire sans l'aide de l'État, parce qu'il devra en contester les façons de faire sous-tendues par l'idéologie néolibérale elle-même. La bataille sera donc difficile, mais la géographie pourra y contribuer en aidant à repérer et à étudier comment divers types de mouvements communautaires prennent forme ici et là, pourquoi et avec quels moyens, à quels obstacles ils se heurtent, comment ils étendent leurs ramifications, quels sont leurs apports et comment on peut soutenir leur expansion partout dans le monde.

Dans le domaine de la lutte à la pauvreté, notamment, nous avons pu nous rendre compte à quel point les pouvoirs publics étaient absents ou avaient échoué lamentablement en traitant les pauvres comme des individus, voire des « clients », plutôt que comme des citoyens appartenant à une communauté. En effet, dès que l'on plonge dans les réalités du terrain, on remarque aussitôt que des institutions informelles à base communautaire sont en voie d'émergence. Il nous semble qu'elles pourraient sans doute servir d'assise, notamment pour lutter contre les changements globaux. Les cas les plus instructifs ont trait à des institutions africaines ou d'ascendance africaine, pour lesquelles l'art et la spiritualité jouent un rôle crucial (voir Mukakayumba, 2011).

Des forces parallèles sur lesquelles s'appuyer

Parallèlement à ces vaines démarches de recherche de connexions avec le politique et avec le communautaire institutionnel, nous avons découvert d'autres formes de communautarisme qui voient le jour et se développent sous le radar des institutions officielles. En 2009-2010, nous avons constaté que le mode de production communautaire peut se déployer de façon informelle tout en étant alimenté par beaucoup de redistribution, un processus jugé absolument intolérable en régime néolibéral. À nos yeux, il s'agit là très concrètement de l'une des contradictions propres à l'univers néolibéral auxquelles Allen J. Scott fait référence dans le présent ouvrage (chapitre 10). Ainsi, pendant que, dans les nations riches, l'État se donne pour mission principale de lutter contre les déficits tout en fermant le robinet de la redistribution, celle-ci se produit désormais en dehors de ses cadres. Aussi étonnant que cela puisse paraître, on ne peut pas empêcher la redistribution. Pensons d'abord à tout l'argent que les diverses diasporas, par exemple, envoient à leurs familles demeurées dans les pays d'origine. Le montant, qui dépasse largement celui de toute l'aide internationale comptabilisable, constitue une nouvelle manne que les institutions officielles comme la Banque mondiale aimeraient bien pouvoir capter, sans succès toutefois.

À l'échelle locale, il existe un considérable travail d'entrepreneuriat alimenté par des dons, que nous avons pu repérer à Montréal et ailleurs et qui est réalisé par des communautés regroupées autour de lieux de culte, de centres d'évangélisation et de lieux connexes. On ne sait rien de tout cela à moins de passer le seuil d'une de ces églises. Nous nous sommes donné la peine d'explorer à fond ce cas particulier et tout à fait étonnant.

En 2009, nous nous étions mis à faire de l'observation participante tout particulièrement dans des églises évangéliques de Montréal-Nord, puis ailleurs à Montréal ainsi que dans sa banlieue par la suite, parce que ces églises attirent de plus en plus de gens d'origines diverses, un fait que nous avons déjà mentionné ailleurs (Lamarre, 2012). Les gens pauvres en particulier, et ceux issus des groupes défavorisés en général, y trouvent du réconfort ainsi que la force de continuer à se battre pour demeurer en vie, voire pour un avenir meilleur, et pour cause : les institutions officielles telle l'aide de dernier recours ont essentiellement pour raison d'être de les « responsabiliser », c'est-à-dire de bien leur faire comprendre que tous leurs malheurs ne seraient dus qu'à leur propre manque d'initiative présumé ainsi qu'à leur supposée incompetence, ce qui laisserait sous-entendre

qu'ils ne sont que des ratés⁵. Il n'est certes pas question d'expliquer aux démunis que le néolibéralisme y serait peut-être pour quelque chose dans un endroit comme le Québec où, par exemple, la « lutte au déficit » est désormais hissée au rang de véritable projet de société, un projet qui enverra encore davantage de gens à la rue.

Nous avons été à même de constater que les individus qui sortent des offices religieux de ces églises se savent membres d'une communauté qui prend des démunis, des interchangeables, des flexibles et des « bénévoles » pour en faire des citoyens « en mission », certains pouvant se consacrer en particulier au développement international grâce à la récolte de quantités surprenantes de dons, c'est-à-dire la redistribution.

Ainsi, dans le domaine de la lutte à la pauvreté et du développement international, de simples regroupements dans des lieux de culte et d'évangélisation feraient plus à eux seuls que bien des institutions officielles. C'est ce que nous avons tenté de vérifier en suivant de plus près plusieurs de ces groupes, que nous avons côtoyés au cours des cinq dernières années et sur lesquels nous avons compilé, grâce à l'observation participante, une foule de données dont le propos ci-après ne donnera qu'un aperçu.

Nous avons suivi de plus près plus d'une dizaine de communautés dont les principaux lieux de rassemblement sont essentiellement des lieux de culte ou des lieux associés à ceux-ci. L'intérêt de ces communautés, objet de nos observations, tient au fait qu'en dépit de leur distribution spatiale, aussi bien en territoire nord-américain, notamment au Québec et aux États-Unis, qu'en terre africaine, en particulier en Tanzanie, elles servent de lieux de reconstruction sociale réussie, en marge des secteurs d'intervention de l'État. Certains de ces multiples cas considérés méritent une attention particulière et devraient servir d'éventuels lieux d'expérimentation pour de futurs développements.

Au Québec, les cinq communautés que nous avons suivies de plus près sont celles qui ont collaboré étroitement aux activités que nous avons organisées sous forme de cafés géographiques ou de colloques scientifiques. La plus connue du public est sans doute le Centre Afrika, un centre culturel africain qui a pignon sur rue au centre-ville de Montréal et qui est devenu le lieu privilégié d'intégration et de promotion des communautés culturelles de diverses origines⁶. La deuxième communauté que nous avons suivie de près gravite autour du centre Christ en action

5. Il s'agit de notre reformulation de propos tenus par le pasteur Fofy Ndelo à l'église Christ en Action, à Montréal.

6. Voir <<http://www.centreafrika.net/>>.

évangélisation (CAE), où se rassemblent plus d'un millier de personnes chaque semaine, dans le cadre du culte du dimanche et de nombreuses autres activités⁷. Ce centre, dont le siège social se trouve à Montréal, possède des ramifications dans plusieurs villes (Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Moncton, Ottawa) et poursuit rapidement son extension. Il rayonne par ailleurs à travers le monde, soit dans des lieux où son pasteur principal, Fofy Ndelo, présente des conférences devant des milliers de personnes à la fois, plusieurs fois par année, soit par des interventions de soutien aux communautés locales sous diverses formes, ou encore par l'évangélisation par voie électronique, laquelle touche probablement encore plus de personnes. Deux autres communautés québécoises de moindre importance ont également fait l'objet d'observations de notre part. La première est l'ONG Amitiés Canada-Rwanda, dont l'une des expériences d'intervention en partenariat avec la Maison de la géographie de Montréal est relatée dans l'ouvrage *La géographie en question* (voir Bonin, Mukandekezi, Munyabagisha et Umuhire, 2012). L'autre est le groupe « Sur la plus haute montagne de l'Éternel », dont le travail de reconstruction des communautés dans la région de Sherbrooke repose essentiellement sur des activités artistiques et spirituelles. La participation active de ce groupe à la soirée interculturelle tenue en marge du colloque *Qu'advient-il de la géographie?*, organisée par la Maison de la géographie de Montréal à Sherbrooke dans le cadre du congrès annuel de l'Acfas, fut l'occasion de prendre conscience de son rôle dans la transformation de groupes défavorisés en communautés vivantes.

À l'échelle internationale, notons l'expérience relatée par Vitalis Kyulule (2013), qui rapporte deux cas particulièrement saisissants de reconstruction de communautés autour de lieux de culte et de centres d'évangélisation. Le premier est celui de la communauté évangélique de Tanzanie, mise sur pied et dirigée par Barnabas Mtokambali, l'un de ses anciens étudiants diplômés (1986). Depuis le quartier défavorisé de Mwembesongo, à Morogoro (Tanzanie), le futur pasteur Barnabas a multiplié le nombre d'églises évangéliques à la grandeur du pays (plus d'une centaine aujourd'hui) et, avec des fonds recueillis auprès de ses fidèles, il a notamment fait construire des écoles secondaires qui desservent aujourd'hui la moitié du territoire tanzanien. Nul doute qu'il a fait bouger les choses dans le domaine du développement socioéconomique et communautaire. Le deuxième cas, plus près de nous, est celui de la communauté évangélique de Rock Island, dans l'État américain de l'Illinois, qui a été mise sur pied par Vitalis Kyulule lui-même, un ex-professeur d'université spécialisé en économie rurale qui a quitté l'enseignement et la

7. Voir <<http://www.christenaction.com/>>.

recherche pour redonner confiance en la vie à des réfugiés africains installés à Rock Island et dans les environs. Le pasteur Kyulule dirige également un organisme qui accompagne les réfugiés dans leur processus d'insertion dans leur nouvelle société étasunienne⁸.

Enfin, notre plus belle découverte en dehors des milieux investis par les populations africaines ou d'ascendance africaine a sûrement été une église évangélique située à Longueuil, sur la Rive-sud de Montréal, l'Église Nouvelle vie⁹. Contrairement aux légendes urbaines selon lesquelles les Québécois de souche, surtout les francophones, auraient déserté les églises, la vitalité et le dynamisme de cette église évangélique mise sur pied et dirigée par un Québécois de souche sont plutôt remarquables. Non seulement s'y rassemblent des milliers de personnes chaque semaine, soit lors des cultes du dimanche ou des rencontres de prière durant la semaine, mais elle est aussi l'un des foyers reconnus de lutte à la pauvreté qui donne des résultats palpables et fort appréciés sur la Rive-Sud de Montréal et dans diverses communautés évangéliques disséminées dans le monde. Le plus étonnant est encore de constater que des professionnels provenant de divers horizons disciplinaires, parmi lesquels se trouvent des chercheurs de haut niveau, ont abandonné le confort de leur profession libérale pour aller aider le pasteur Claude dans son travail de lutte à la pauvreté et à l'exclusion.

La nature a horreur du vide!

Une prise en compte des manières de faire de ces communautés permettrait sans doute de découvrir comment elles pourraient contribuer à mettre en œuvre l'YIGU, en particulier, au bénéfice du plus grand nombre possible de citoyens du monde.

Les réalisations surprenantes de ces communautés et de bien d'autres, ici et ailleurs dans le monde, ne figurent probablement dans aucune comptabilité que pourraient éplucher avec intérêt les fonctionnaires de la Diversité sociale à la Ville de Montréal.

8. Il est pasteur principal à la Calvary International Revival Church à Rock Island, en Illinois (États-Unis).

9. Cette Église est dirigée par le pasteur Claude. Voir <<http://nouvellevie.com/>>.

Nous sommes convaincus que le retour du communautaire contribuera à la longue à combler un vide en faisant en sorte de transformer des individus en citoyens préoccupés par l'avenir de la Cité. Pour le moment, des forces communautaires considérables, parallèles à celles du communautaire institutionnel, sont à l'œuvre loin du regard de l'État.

C'est donc au nom d'une grande conception du monde, chrétienne, moderne ou autre, peu importe, mais surtout rassembleuse, qu'il faudra relancer le mouvement communautaire afin que, par ses réalisations, il puisse offrir une solution de rechange au développement basé sur l'idéologie néolibérale voulant que les citoyens soient avant tout des individus qui cherchent à se réaliser séparément et valorisant la flexibilité. Quant au projet de l'YGU, il aura pour mérite de contribuer à faire prendre conscience de cette nécessité à la grandeur du monde, ce qui n'est pas rien.

Bibliographie

- Bauman, Z. (2009). *The Global Factory of Wasted Humans*, Paris, Archives audiovisuelles de la recherche, Équipe Sémiotique cognitive et nouveaux médias et Fondation de la Maison des sciences de l'Homme, <http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/_video.asp?id=458&ress=1559&video=3589&format=23#>.
- Bonin, P., V. Mukandekezi, F. Munyabagisha et V. Umuhire (2012). «L'exposition "Rwanda – pays des mille collines"», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 279-293.
- Freitag, M. (1987). «Les sciences sociales contemporaines et le problème de la normativité», *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 2, p. 15-36, <<http://www.erudit.org/revue/socsoc/1987/v19/n2/001266ar.html>>.
- Freitag, M. (1995). *Le naufrage de l'Université et autres essais d'épistémologie politique*, Québec, Nota Bene.
- Freitag, M. (2006). «Combien de temps le développement peut-il encore durer?», *La Revue du CRÉUM*, vol. 1, n° 2, p. 114-133. <<https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/2484/freitag.pdf;jsessionid=3AD129AB32CC96F9DF816D6444E68EFA?sequence=1>>.
- Gusdorf, G. (1969). *La nef des fous. Université 1968*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- Kyulule, V. (2013). «Pour rebâtir une communauté: une perspective ancrée dans la religion», texte non publié d'une communication qui devait être présentée dans le cadre du colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider: l'importance de l'approche globale en géographie*, tenu les 7 et 8 mai à l'Université Laval, Québec.
- Lamarre, J. (2012). «Le retour de la géographie», dans É. Mukakayumba et J. Lamarre (dir.), *La géographie en question*, Paris, Armand Colin, p. 219-239.

- Mukabagwiza, E. (2013). «Construire une communauté globale viable; l'importance d'un nouveau leadership politique», communication présentée dans le cadre du colloque *Mieux comprendre le monde pour mieux décider: l'importance de l'approche globale en géographie*, tenu les 7 et 8 mai à l'Université Laval, Québec.
- Mukakayumba, É. (2011). «La reconstruction africaine entre la modernité et les traditions. Les leçons du Rwanda», dans J.L. Klein et F. Lasserre (dir.), *Le monde dans tous ses États*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 579-586.
- Saul, J.R. (2008). *The Independent Scholar and Public Intellectual in a Corporatist Era*, conférence prononcée dans le cadre du symposium de fondation de la Canadian Academy of Independent Scholars, Vancouver, Université Simon Fraser, mai.

Les auteurs



Ronald F. Abler est professeur émérite à l'Université d'État de la Pennsylvanie. Il a obtenu un doctorat en géographie de l'Université du Minnesota, où il a d'abord enseigné. Ex-président de l'Association américaine des géographes (AAG) et président sortant de l'Union géographique internationale (UGI), il est membre de l'exécutif de l'UGI, membre du comité de pilotage du projet d'une année internationale pour une compréhension globale du monde (IYGU) et il est le responsable auprès de l'UNESCO de la candidature de l'UGI pour l'obtention d'une IYGU.

Yannick Brun-Picard, chercheur indépendant en géographie, est titulaire d'un doctorat conjoint en géographie de l'Université d'Aix-en-Provence, en France, et de l'Université Laval, au Québec. Ancien militaire de carrière, il s'est d'abord intéressé à l'histoire militaire. Aujourd'hui, ses recherches portent sur la place des violences, leurs dynamiques et les territorialisations qui en résultent. Il est l'auteur de quatre ouvrages en géographie parus récemment.

Laurent Deshaies est titulaire d'un doctorat en géographie de l'Université Laval. Chercheur indépendant, il a fait carrière en tant que professeur et chercheur en géographie au Département des sciences humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Longtemps spécialiste de l'utilisation des méthodes quantitatives en géographie, il porte aujourd'hui ses intérêts de recherche sur les questions relatives à l'épistémologie et à l'histoire de la géographie. Il est l'auteur de nombreuses publications.

Jules Lamarre, économiste et géographe (Ph. D., Université McGill), a été chargé de cours dans presque tous les champs de la géographie humaine dans quatre universités québécoises, chercheur invité et associé à l'Institut national de la recherche scientifique – Centre urbanisation, culture et société, coordonnateur de deux projets de recherche internationaux et adjoint à la rédaction aux *Cahiers de géographie du Québec*. Il est correspondant pour le Québec à la revue *Géographie et cultures*. Avec Édith Mukakayumba, il est cofondateur de la Maison de la géographie de Montréal. Ensemble, ils ont dirigé la publication de *La géographie en question*, un ouvrage paru en 2012.

Gordon McBean est titulaire d'un baccalauréat en physique de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC), une maîtrise en météorologie de l'Université McGill et un doctorat en océanographie de la UBC. De 1970 à 1988, il a été chercheur à Environnement Canada avant de devenir professeur et directeur du programme de sciences atmosphériques à la UBC. Sous-ministre adjoint à Environnement Canada de 1994 à 2000, il est aujourd'hui professeur au Département de géographie de l'Université Western. Gordon McBean est président du Conseil international pour la science (CIUS), membre d'ArcticNet, membre du comité de pilotage de l'YIGU, etc. Enfin, il est un des corécepteurs du prix Nobel de la paix de 2007.

Christian Morissonneau, titulaire d'un doctorat en géographie de l'Université de Paris-Sorbonne, a étudié en histoire, en géographie et en sociologie à l'Université Laval et à l'Université McGill. Il a enseigné la géographie à l'Université Laval et à l'Université du Québec à Montréal, et il est aujourd'hui professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il a aussi enseigné et fait de la recherche au Centre d'études nordiques à l'Université Laval. Depuis plus de vingt ans, Christian Morissonneau est actif dans différents organismes voués au développement régional, au tourisme, à la culture, au patrimoine et à l'aménagement fluvial.

Édith Mukakayumba est titulaire d'un baccalauréat en géographie de l'Université nationale du Rwanda et d'une maîtrise ainsi que d'un doctorat en géographie de l'Université Laval. Première Rwandaise Ph. D. et première Africaine noire à enseigner, à titre de professeure, dans une université

québécoise, elle est consultante en coopération et en développement international. Cofondatrice de la Maison de la géographie de Montréal avec Jules Lamarre, elle milite depuis 30 ans en faveur des groupes défavorisés. Récemment, c'est à titre de membre du Conseil scientifique ainsi que du Comité des relations internationales du projet de l'YIGU qu'elle a négocié la prise en charge politique de ce projet par le Rwanda. Avec Jules Lamarre, elle a codirigé la publication de *La géographie en question*, un ouvrage paru en 2012.

Geneviève Parent est titulaire d'un doctorat en criminologie de l'Université de Montréal. Elle a été professeure à l'Université Laurentienne de Sudbury avant de devenir professeure à l'Université Saint-Paul à Ottawa, où elle est membre du Centre de recherche sur le conflit de cette université. Elle a mené des recherches notamment en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en Serbie. Elle est membre associée à l'Observatoire sur les missions de paix et opérations militaires à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal. Avec Bruno Charbonneau, elle a codirigé la publication de *Peacebuilding, Memory and Reconciliation: Bridging Top-Down and Bottom-Up Approaches*, un ouvrage paru en 2011.

Allen J. Scott a étudié aux universités Oxford, en Angleterre, et Northwestern, aux États-Unis, où il a obtenu un doctorat en géographie. Il a enseigné et fait de la recherche comme professeur à l'Université de la Pennsylvanie, au University College de Londres, à l'Université de Toronto ainsi qu'à l'Université de Californie à Los Angeles, où il est aujourd'hui professeur émérite à la Luskin School of Public Affairs ainsi qu'au Département de géographie. Allen J. Scott a été professeur invité dans plusieurs universités dans le monde, il a occupé de nombreux postes administratifs et reçu des prix prestigieux. Il est membre du comité de pilotage du projet de l'YIGU.

Vers une nouvelle géographie économique

Sous la direction de Juan-Luis Klein et Régis Guillaume
2014, ISBN 978-2-7605-3934-1, 224 pages

Les nouvelles territorialités du sport dans la ville

Sous la direction de Sylvain Lefebvre, Romain Roult et Jean-Pierre Augustin
2013, ISBN 978-2-7605-3670-8, 236 pages

La gestion intégrée des ressources en eau en Afrique subsaharienne
Paradigme occidental, pratiques africaines

Sous la direction de Frédéric Julien
2012, ISBN 978-2-7605-3449-0, 306 pages

Mondialisation et résilience des territoires

Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences

Sous la direction de Abdelillah Hamdouch, Marc-Hubert Depret et Corinne Tanguy
2012, ISBN 978-2-7605-3287-8, 318 pages

L'imaginaire géographique

Perspectives, pratiques et devenirs
Sous la direction de Mario Bédard, Jean-Pierre Augustin et Richard Desnoilles
2012, ISBN 978-2-7605-3245-8, 396 pages

Gestion de l'eau

Approche territoriale et institutionnelle
Sous la direction de Alexandre Brun et Frédéric Lasserre
2012, ISBN 978-2-7605-3313-4, 228 pages

Zones côtières

et changement climatique

Le défi de la gestion intégrée
Sous la direction de Omer Chouinard, Juan Baztan et Jean-Paul Vanderlinden
2011, ISBN 978-2-7605-3188-8, 268 pages

Géopolitique d'une périphérisation du bassin caribéen

Romain Cruse
2011, ISBN 978-2-7605-3107-9, 170 pages

Le monde dans tous ses États – 2^e édition

Une approche géographique
Sous la direction de Juan-Luis Klein et Frédéric Lasserre
2011, ISBN 978-2-7605-3206-9, 666 pages

Eaux et territoires – 3^e édition

Tension, coopérations et géopolitique de l'eau
Frédéric Lasserre et Luc Descroix
2011, ISBN 978-2-7605-2602-0, 520 pages

Penser les territoires

En hommage à Georges Benko
Sous la direction de Paul Cary et André Joyal
2010, ISBN 978-2-7605-2591-7, 384 pages

Passages et mers arctiques

Géopolitique d'une région en mutation
Sous la direction de Frédéric Lasserre
2010, ISBN 978-2-7605-2561-0, 516 pages

La classe créative selon Richard Florida

Un paradigme urbain plausible?
Sous la direction de Remy Tremblay et Diane-Gabrielle Tremblay
2010, ISBN 978-2-7605-2509-2, 258 pages

Géographie de l'Amérique latine

Une culture de l'incertitude
Nathalie Gravel
2009, ISBN 978-2-7605-2409-5, 372 pages

Une seule terre à cultiver

Les défis agricoles et alimentaires mondiaux
Sous la direction de Jean-François Rousseau et Olivier Durand
2009, ISBN 978-2-7605-2434-7, 166 pages

Le paysage

Un projet politique
Mario Bédard
2009, ISBN 978-2-7605-2361-6, 372 pages

La logique sociale du développement territorial

Frank Moulaert et Jacques Nussbaumer
2008, ISBN 978-2-7605-1373-0, 174 pages

Politiques de l'eau

Grands principes et réalités locales
Sous la direction de Alexandre Brun et Frédéric Lasserre
2006, ISBN 2-7605-1457-9, 436 pages

Les poids du monde

Évolution des hégémonies planétaires
Rodolphe De Koninck et Jean-François Rousseau
2006, ISBN 2-7605-1436-6, 240 pages



Des flux et des territoires

Vers un monde sans États ?

Sous la direction de

Bernard Jouve et Yann Roche

2006, ISBN 2-7605-1410-2, 402 pages

Transferts massifs d'eau

Outils de développement

ou instruments de pouvoir ?

Sous la direction de Frédéric Lasserre

2005, ISBN 2-7605-1379-3, 610 pages

La ville autrement

Sous la direction de Pierre Delorme

2005, ISBN 2-7605-1342-4, 300 pages

Mouvements sociaux et changements institutionnels

L'action collective à l'ère

de la mondialisation

Sous la direction de Louis Guay,

Pierre Hamel et Jean-Guy Vaillancourt

2005, ISBN 2-7605-1341-6, 438 pages

Démocraties métropolitaines

Transformations de l'État et politiques

urbaines au Canada, en France

et en Grande-Bretagne

Sous la direction de Bernard Jouve

et Philip Booth

2004, ISBN 2-7605-1236-3, 356 pages

Reconversion économique et développement territorial

Sous la direction de Jean-Marc Fontan,

Juan-Luis Klein et Benoît Lévesque

2003, ISBN 2-7605-1244-4, 360 pages

Le territoire pensé

Géographie des

représentations territoriales

Sous la direction de Frédéric Lasserre

et Aline Lechaume

2003, ISBN 2-7605-1224-X, 346 pages

Sports et villes

Enjeux économiques et socioculturels

Sous la direction de Sylvain Lefebvre

2003, ISBN 2-7605-1210-X, 254 pages

Grands projets urbains et requalification

Sous la direction de Gilles Sénécal,

Jacques Malézieux et Claude Manzagol

2002, ISBN 2-7605-1184-7, 280 pages

Géographie et société

Vers une géographie citoyenne

Sous la direction de Suzanne Laurin,

Juan-Luis Klein et Carole Tardif

2001, ISBN 2-7605-1090-5, 334 pages

L'espace économique mondial

Les économies avancées

et la mondialisation

Jean-Paul Rodrigue

2000, ISBN 2-7605-1037-9, 534 pages

Les espaces dégradés

Contraintes et conquêtes

Sous la direction de Gilles Sénécal

et Diane Saint-Laurent

2000, ISBN 2-7605-1071-9, 292 pages

Le Québec en changement

Entre l'exclusion et l'espérance

Sous la direction de Pierre Bruneau

2000, ISBN 2-7605-1058-1, 242 pages

L'éducation géographique – 2^e édition

Formation du citoyen

et conscience territoriale

Sous la direction de Juan-Luis Klein

et Suzanne Laurin

1999, ISBN 2-7605-1052-2, 270 pages

Une géographie qui ne prend pas en compte l'humain, d'une manière ou d'une autre, signe en quelque sorte sa propre mort. Si la spécialisation en géographie permet aux chercheurs d'explorer plus à fond des champs particuliers et d'acquérir une expertise reconnue, l'absence d'une vision d'ensemble tue les fondements qui procurent une cohérence à la discipline.

Les auteurs de cet ouvrage remettent à l'avant-plan l'approche géographique globale, seule perspective capable d'appréhender l'articulation des processus mondiaux. Ils montrent que, bien que le débat sur l'importance de l'approche globale en géographie ne soit pas nouveau, celui-ci mérite d'être constamment entretenu pour le bien-être de la discipline. Ils révèlent également l'ampleur des efforts qui ont été fournis par de grands regroupements scientifiques auprès d'organismes internationaux afin de réaliser l'arrimage entre le scientifique et le politique grâce à l'approche globale. Enfin, des études de cas prouvent non seulement qu'il est possible d'étudier les répercussions néfastes, à l'échelle mondiale, de nos comportements quotidiens dans divers domaines, mais aussi que cette étude est devenue indispensable.

ÉDITH MUKAKAYUMBA, Ph. D., est consultante en coopération et en développement international et cofondatrice de la Maison de la géographie de Montréal. Elle a récemment piloté la prise en charge politique par le Rwanda du projet International Year for Global Understanding.

JULES LAMARRE, Ph. D., a été chargé de cours en géographie dans plusieurs universités québécoises ainsi que chercheur invité et associé à l'Institut national de la recherche scientifique – Centre urbanisation, culture et société. Il est cofondateur de la Maison de la géographie de Montréal.

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Ronald F. Abler ■ Yannick Brun-Picard ■ Laurent Deshaies ■ Jules Lamarre
Gordon McBean ■ Christian Morissonneau ■ Édith Mukakayumba
Geneviève Parent ■ Allen J. Scott

ISBN 978-2-7605-4250-1



9 782760 542501

PUQ.CA